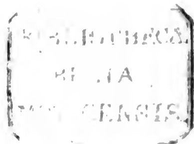


TROPHÉES

DES

ARMÉES FRANÇAISES.



DE L'IMPRIMERIE DE CORDIER.

TOME SIXIÈME ET DERNIER.

TROPHÉES
DES ARMÉES FRANÇAISES,
de 1792 à 1815.

Brienne. Ch. Aubert. Montmirail. Vauchamps. Montereau.

Craone. Arcis-s-Aub. Toulouse. Ligny. Béfort.



Tout est perdu fors l'Honneur.

A PARIS chez LE FUEL, Libraire, Éditeur,
Rue St. Jacques, No. 54.

Dessiné par Couché fils. Gravé à l'Eau forte par Couché fils Terminé par Bovinet

CAMPAGNE

DE

FRANCE.

TROPHÉES

DES

ARMÉES FRANÇAISES.

CAMPAGNE DE 1814 EN FRANCE.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Totalement séparé des garnisons qu'il avait jetées dans quantité de places de l'Allemagne pour appuyer les opérations offensives qu'il méditait, Napoléon se vit réduit à ne plus rien espérer que des débris de corps échappés de la Saxe, et des secours que l'on pouvait encore tirer de la France en la pressurant de nouveau. Il était alors à Mayence. Son armée reçut, en peu de jours, une réorganisation rapide, et trois corps d'armée, confiés aux ducs de Bellune, de Raguse et de Tarente, eurent ordre de couvrir la ligne du Rhin depuis la Hollande jusqu'à la Suisse. Comme en de telles conjonctures ses intérêts voulaient qu'il fût presque partout à-la-fois, il fit cent lieues en

vingt heures, et descendit à Saint-Cloud. A l'instant les divers conseils sont assemblés ; on propose (1), on discute, et trois cent mille conscrits sont mis à la disposition du ministre de la guerre pour garantir, tant au nord qu'au midi, l'inviolabilité du territoire de l'Empire : levée terrible, puisqu'elle n'affaiblissait en rien celle de deux cent quatre-vingt mille hommes décrétée un mois auparavant, et que les mécontentemens fomentés par les agens de l'ennemi dans les pays que nous possédions depuis la révolution, devaient la faire peser tout entière sur l'ancienne France. Ce ne fut pas tout. Cent vingt et un bataillons de la garde nationale furent mis en état de mobilité

(1) « Pourquoi craindrions-nous de dire la vérité ? Wellington n'est-il pas entré dans le midi ? les Russes ne menacent-ils pas le nord ? Quelle honte ! Et l'on ne se lève pas en masse pour les chasser ! Tous mes alliés m'ont abandonné. Les Saxons m'ont trahi sur le champ de bataille, et les Bavarois ont tenté de couper ma retraite. Point de paix que je n'aie brûlé Munich ! Le même triumvirat qui a partagé la Pologne s'est formé contre la France : ne posons les armes qu'après l'avoir rompu. Je demande trois cent mille hommes ; avec ce qui me reste, j'aurai un million de soldats. Conseillers, il faut de l'élan ; tout le monde doit marcher ; vous êtes les chefs de la nation, donnez l'exemple du courage. On parle de paix ; ce mot seul frappe mon oreille, lorsque tout ici devrait retentir du cri de guerre. »

(*Extrait du Discours de l'Empereur.*)

pour couvrir Paris et Lyon, sauf à les licencier dès que l'ennemi aurait repassé les frontières.

Tout en se préparant à la guerre, Napoléon faisait négocier la paix. Renonçant pour jamais à la conquête de l'Espagne, il rendit Ferdinand VII à ses peuples, et se croyant en sûreté du côté des Pyrénées, bien que rien ne le prouvât encore (1), il s'occupa d'atteindre le même but vers le Rhin. Les négociations y marchaient à son insu. Fait prisonnier dans les événemens de 1813, le baron de Saint-Aignan, son ministre près la cour de Saxe, réclama contre sa captivité, et reçut, en réponse, des ouvertures de paix, qu'il s'empressa de transmettre au duc de Bassano. (2) Les alliés demandaient que la France renonçât à toutes ses conquêtes pour rentrer dans ses premières limites, et Napoléon répondit, par le duc de Vicence, qu'il souscrivait à cette condition, si, de son

(1) Ferdinand avait bien signé un traité de paix avec Napoléon, mais ce traité n'était exécutable qu'après l'assentiment de la régence espagnole.

(2) Nous rapportons cette particularité pour réfuter ce passage de l'*Histoire des Batailles :* « Dans la première quinzaine de novembre, il (Napoléon) envoya en Allemagne le baron de Saint-Aignan, l'un de ses ministres. » Les alliés, et non la France, firent les premiers pas : circonstance d'autant plus remarquable, que l'on peut en tirer cette conclusion glorieuse : Privée de presque tous ses défenseurs, la France tenait encore l'Europe indécise par la force de son nom.

côté, l'Angleterre consentait à faire des sacrifices équivalens, pour que la paix fût à-la-fois honorable et favorable à tous (1).

La France était en proie aux plus vives alarmes; mais bientôt le corps législatif s'ouvrit, et le discours que Napoléon prononça calma momentanément les inquiétudes. Il annonçait que rien de sa part ne s'opposait au rétablissement de la

(1) « En admettant sans restriction, comme base de la paix, l'indépendance de toutes les nations, tant sous le rapport territorial que sous le rapport maritime, la France a admis en principe ce que les alliés paraissent desirer. S. M. a par cela même admis toutes les conséquences de ce principe, dont le principe final doit être une paix fondée sur l'équilibre de l'Europe, sur la reconnaissance de l'intégrité de toutes les nations dans leurs limites naturelles, et sur la reconnaissance de l'indépendance absolue de tous les états, tellement qu'aucun ne puisse s'arroger sur un autre quelconque, ni suzeraineté, ni suprématie, sous quelque forme que ce soit, ni sur terre, ni sur mer.

» Toutefois, c'est avec une vive satisfaction que j'annonce à votre excellence que je suis autorisé par l'Empereur, mon auguste maître, à déclarer que S. M. adhère aux bases générales et sommaires qui ont été communiquées par M. de Saint-Aignan. Elles entraîneront de grands sacrifices de la part de la France, mais Sa Majesté les fera sans regret, si, par des sacrifices semblables, l'Angleterre donne les moyens d'arriver à une paix générale et honorable pour tous, que votre excellence assure être le vœu non-seulement des puissances du continent, mais aussi de l'Angleterre. »

(Extrait de la réponse du duc de Vicence au comte de Metternich.)

paix, et qu'il avait résolu de communiquer au corps législatif toutes les pièces originales des négociations qui allaient s'entamer. Cette sécurité ne dura qu'un instant. La commission nommée par le corps législatif pour lui présenter le résultat des communications qu'il avait reçues, ayant demandé qu'il garantît aux Français les droits de la liberté, de la sûreté, de la propriété, et à la nation le libre exercice de ses droits politiques (1), il ordonna à la force armée d'aller fermer la salle où le corps législatif siégeait, convoqua le conseil d'état, et parla du rapport de la commission comme d'une œuvre séditieuse. *Veut-on,* s'écria-t-il avec emportement, *rétablir la souveraineté du peuple? Eh bien! si le peuple est souverain,*

(1) « Cette garantie a paru à votre commission le moyen le plus efficace pour lier intimement le trône à la nation, afin de réunir leurs efforts contre l'anarchie, l'arbitraire et les ennemis de notre patrie. Pour préparer la réponse que les lois de l'état vous appellent à faire, il faut la délibérer en comité général; et puisque le corps législatif est admis tous les ans à présenter une adresse à l'Empereur, il faut exprimer par cette voie votre avis sur la communication qui vous a été faite. Si la première pensée de votre majesté, en de grandes circonstances, a été d'appeler autour du trône les députés de la nation, leur premier devoir n'est-il pas d'y répondre dignement, en portant au monarque la vérité et le vœu des peuples pour la paix? »

(*Extrait du rapport de la Commission.*)

je me fais peuple ; car je veux être où est la souveraineté (1).

Cependant, l'armée était dans le plus déplo-

(1) La colère de Napoléon éclata surtout dans le discours qu'il prononça lorsqu'une députation du corps législatif vint, à l'occasion du renouvellement de l'année, lui présenter les hommages de ce corps.

« J'ai défendu l'impression de votre rapport : il était séditieux..... Les onze douzièmes du corps législatif sont composés de bons citoyens ; je les reconnais, et j'aurai des égards pour eux : mais l'autre douzième renferme des factieux ou de mauvais citoyens, et votre commission est de ce nombre.

» Le nommé Laisné est un traître qui correspond avec le prince-régent par l'entremise de Desèze : je le sais, j'en ai la preuve. Les quatre autres sont des esprits faux, gâtés par une métaphysique obscure.

» Ce douzième est composé de gens qui veulent l'anarchie, et qui sont comme les Girondins. Où une pareille conduite a-t-elle mené Vergniaux et les autres chefs ? A l'échafaud..... Ce n'est pas dans le moment où il faut songer à chasser l'ennemi de nos frontières, que l'on doit exiger de moi un changement dans la constitution. Il faut suivre l'exemple de l'Alsace, de la Franche-Comté et des Vosges. Les habitans s'adressent à moi pour avoir des armes, et pour que je leur donne des chefs ; j'ai satisfait à leur demande.... Vous n'êtes point les représentans de la nation, vous êtes les députés des départemens. Je vous ai rassemblés pour avoir des consolations ; car le courage ne me manque pas. J'espérais que le corps législatif en aurait aussi : il m'a trompé ; au lieu du bien que j'en attendais, il a fait du mal, peu à la vérité, parce qu'il ne pouvait pas en faire davantage.... Vous cherchez, dans votre rapport, à séparer le souverain de la nation ; moi seul je suis représentant du peuple.... Et qui de nous pourrait se charger d'un pareil

rable état. Détruite en partie par deux années d'infortunes, elle n'offrait plus que des lambeaux dépourvus de toute force morale, et pour com-

fardeau? Ce trône n'est que du bois recouvert de velours..... Moi, moi seul je tiens la place du peuple. Si je voulais vous croire, je céderais à l'ennemi plus qu'il ne demande. Je suis de ces hommes qu'on tue, mais qu'on ne déshonore pas. Dans trois mois, ou l'ennemi sera chassé du territoire, ou vous aurez la paix, ou je serai mort. C'est à présent qu'il faut montrer de l'énergie; j'irai chercher les ennemis, et nous les repousserons.

» Ce n'est pas dans le moment où Huningue est bombardé et Béfort attaqué, qu'il faut se plaindre de la constitution de l'état et des abus du pouvoir.... Le corps législatif ne peut pas entrer en comparaison avec le sénat, ni même avec le conseil d'état. Je ne suis à la tête de la nation que parce que sa constitution me convient. Si les Français en voulaient une autre qui ne me convînt pas, je leur dirais de chercher un autre souverain.

» C'est contre moi que les ennemis s'acharnent plus encore que contre la France; pour cela, m'est-il permis de démembrer l'empire? Ne fais-je pas le sacrifice de mon amour-propre et du sentiment de ma supériorité, pour obtenir la paix? Oui, je suis fier, parce que j'ai fait de grandes choses. Le rapport était indigne de moi et du corps législatif; un jour je le ferai imprimer, et ce sera pour faire honte à ce corps.

» Retournez dans vos foyers.... En supposant que j'eusse des torts, vous ne deviez pas me faire des reproches publics. Quand on a du linge sale, il ne faut pas le laver devant tout le monde. Sachez que la France a plus besoin de moi que je n'ai besoin de la France. Au reste, dit-il en finissant, je vous permets de défiler devant moi. »

pléter l'horreur du tableau, la peste dévorait à son tour ce qu'avait épargné la guerre. Napoléon réorganisa les bataillons qui lui restaient, désarma vingt-cinq mille étrangers dont il ne pouvait plus raisonnablement se servir ; et pour continuer d'opposer à l'ennemi des masses d'une réputation faite, il ordonna que sa garde fût promptement augmentée.

De leur côté, les alliés prenaient des mesures gigantesques. Du Volga au Guadalquivir, toute la population courait aux armes (1), et dès le 15 dé-

(1) Napoléon avait vainement accepté les conditions posées par les alliés, ils n'en continuaient pas moins leur marche sur la France, et les négociations étaient toujours complètement suspendues. On croit avec raison qu'ils furent guidés dans leur conduite par la nécessité de ne pas attendre, pour agir, que nos trois cent mille conscrits fussent rassemblés, et nous en trouvons la preuve dans leur déclaration du 1.er décembre :

« Le gouvernement français vient d'arrêter une levée de trois cent mille conscrits : les motifs du sénatus-consulte renferment une provocation aux puissances alliées. Elles se trouvent appelées et promulguées de nouveau à la face du monde, les vues qui les guident dans la présente guerre, les principes qui font la base de leur conduite, leurs vœux et leurs déterminations.

» Les puissances alliées ne font point la guerre à la France, mais à cette prépondérance hautement annoncée, à cette prépondérance que, pour le malheur de la France, l'empereur Napoléon a trop long-temps exercée hors des limites de son empire.

» La victoire a conduit les armées alliées sur le Rhin. Le

cembre le territoire français se trouvait menacé par trois cent cinquante mille hommes de toutes

premier usage que LL. MM. II. et RR. ont fait de la victoire, a été d'offrir la paix à S. M. l'Empereur des Français. Une attitude renforcée par l'accession de tous les souverains et princes de l'Allemagne n'a pas eu d'influence sur les conditions de la paix. Ces conditions sont fondées sur l'indépendance de l'empire français, comme sur l'indépendance des autres états de l'Europe. Les vues des puissances sont justes dans leur objet, généreuses et libérales dans leur application, rassurantes pour tous, honorables pour chacun.

» Les souverains alliés desirent que la France soit grande, forte et heureuse, parce que la puissance française, grande et forte, est une des bases fondamentales de l'édifice social. Ils desirent que la France soit heureuse ; que le commerce français renaisse ; que les arts, ces bienfaits de la paix, refleurissent, parce qu'un grand peuple ne saurait être tranquille qu'autant qu'il est heureux. Les puissances confirment à l'empire français une étendue de territoire qu'il n'a jamais connue sous ses rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir à son tour éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec son audace accoutumée.

» Mais les puissances aussi veulent être heureuses et tranquilles. Elles veulent un état de paix qui, par une sage répartition de forces, par un juste équilibre, préserve désormais leurs peuples des calamités sans nombre qui, depuis vingt ans, ont pesé sur l'Europe.

« Les puissances alliées ne poseront pas les armes sans avoir atteint ce grand et bienfaisant résultat, noble objet de leurs efforts. Elles ne poseront pas les armes avant que l'état politique de l'Europe ne soit de nouveau raffermi, avant que des principes immuables n'aient repris leurs droits sur de vaines

les nations. On peut s'en convaincre par le tableau ci-après :

prétentions, avant que la sainteté des traités n'ait enfin assuré une paix véritable à l'Europe. »

Cette déclaration contient, sans date, bien des allégations susceptibles d'être contestées : mais la politique des alliés étant de rompre les liens qui unissaient la France à Napoléon, ils prenaient pour cela, les seuls moyens praticables.

DÉSIGNATION des ARMÉES.	EMPLACEMENS.	GÉNÉRAUX en CHEF.	DÉSIGNATION DES CORPS.	Bouches à feu.	Baïonnettes.	Sabres.	TOTAL des Combattans.
GRANDE ARMÉE.	Le Brisgaw, le Grand-Duché de Baden et les frontières de la Suisse.	Le Prince de Schwartzenberg, Généralissime.	DIVISIONS LÉGÈRES.	40	5,480	5,760	11,240
			CORPS de Bataille. 1.er Corps du C.te JÉROME de COLLOREDO.	64	14,268	1,440	15,708
			2.e *id.* du Pr.ce LOUIS de LICHTENSTEIN.	64	11,268	1,440	12,708
			3.e *id.* du Comte GIULAY.	56	13,172	1,560	14,732
			4.e *id.* du Prince-Royal de WURTENBERG.	48	19,920	1,920	21,840
			5.e *id.* du Comte de WRÈDE.	124	17,888	5,600	23,488
			6.e *id.* du Comte WITTGENSTEIN.	72	12,864	3,600	16,464
			RÉSERVES, commandées par le Duc CONSTANTIN.	82	34,480	16,200	50,680
			TOTAUX.	550	129,340	37,520	166,860
ARMÉE de SILÉSIE.	Du Necker à la Lhan.	Le Feld-Maréchal BLUCHER.	1.er Corps prussien, Général d'YORCK.	104	14,892	5,280	20,172
			2.e *idem.* Général KLEIST.	112	16,3[illegible]6	5,280	21,626
			Corps du Comte LANGERON.	136	23,632	4,200	27,832
			Corps du Baron SACKEN.	126	14,512	4,400	18,912
			TOTAUX.	478	69,382	19,160	88,542
ARMÉE du NORD.	Derrière le Bas-Rhin et le long du Wahal, depuis Wesel jusqu'à Rotterdam.	Le Prince-Royal de SUÈDE.	3.e Corps prussien, Général BULOW.	96	19,172	6,240	25,412
			Cavalerie russe du Général WINTZINGERODE.	162	19,944	11,475	31,419
			3.e Corps allemand, Duc de WEIMAR.	88	3[illegible],940	4,920	37,860
			TOTAUX.	346	72,056	22,635	94,691
			RÉCAPITULATION.				
			GRANDE ARMÉE.	550	129,340	37,520	166,860
			ARMÉE DE SILÉSIE.	478	69,382	19,160	88,542
			ARMÉE DU NORD.	346	72,056	22,635	94,691
TOTAL DES FORCES prêtes à envahir le Nord de la France.				1,374	270,778	79,315	350,093

Réduit à n'avoir plus pour alliés que l'Italie, Naples et le Danemarck, sur lesquels encore il ne pouvait que faiblement compter, Napoléon se vit, pour ainsi dire, seul contre toute l'Europe. C'est alors qu'un comité secret fut formé par ses soins sous la présidence du premier inspecteur-général du génie, pour discuter les moyens de défense, et rédiger les instructions de détail à transmettre aux maréchaux dans les différentes hypothèses.

Les ordres donnés pour le recrutement de l'armée recevaient partout une exécution rapide ; mais quelqu'empressement qu'apportassent et les conscrits, et les familles, et les fonctionnaires, on ne pouvait faire que cette opération n'éprouvât les lenteurs rigoureusement inévitables. Ainsi qu'on verra dans le tableau ci-après, l'armée qui devait s'opposer à l'invasion n'était, au 15 décembre, que de quatre-vingt-quinze mille contre trois cent cinquante mille, qui, eux-mêmes, avaient derrière eux cinq cent mille hommes prêts à les seconder. Soit que l'hiver dût suspendre les hostilités, soit que ces hostilités ne dussent recommencer qu'au printemps, la prudence voulait que les Français se missent sur-le-champ en mesure de combattre, et Napoléon établit, de la manière suivante, son système défensif :

ARMÉES.		CORPS D'ARMÉE.		PAYS A DÉFENDRE.	NOMBRE D'HOMMES		TOTAUX.
DÉSIGNATION.	GÉNÉRAUX en chef.	DÉSIGNATION.	COMMANDANS.		PRÉSENS.	EN MARCHE.	
GRANDE ARMÉE.	NAPOLÉON.	Du RHÔNE.	Maréchal AUGEREAU.	D'une part, les cols, crêtes ou défilés entre le pont de Bellegarde et Châtillon-de-Michaille; de l'autre, les échelles et le pont de Beauvoisin.	»	1,600	1,600
		Du MORVAN.	Maréchal MORTIER.	Tous les débouchés du Morvan jusqu'à la Saône.	8,500	4,000	12,500
		Des VOSGES.	Maréchal NEY.	La chaîne des Vosges et ses revers sur le Douhs, depuis le col de Drummont, jusqu'à la haute vallée de la Saône.	8,000	2,400	10,400
		Du HAUT-RHIN.	Maréchal MARMONT.	La plaine du Haut et du Bas-Rhin, ainsi que les débouchés par lesquels l'ennemi pouvait gagner la chaîne des Vosges.	34,000	3,900	37,900
ARMÉE du BAS-RHIN.	Maréchal MACDONALD.	1.er	Général MORAND.	Les environs de Mayence.	12,800	3,700	16,500
		2.e	Maréchal MACDONALD.	Depuis Cologne jusqu'à Zwoll.	16,500	5,800	22,300
		3.e	Général MAISON.	Les environs d'Anvers.	15,900	»	15,900
				TOTAUX......	95,700	21,400	117,100

Nota. En Italie, le Vice-Roi devait prendre l'offensive contre les Autrichiens dès que les Napolitains se seraient joints à lui; et sur les frontières des Pyrénées, les maréchaux Soult et Suchet devaient solidairement agir d'une manière indépendante.

Cependant les armées de la coalition s'avançaient vers la Suisse pour y tenter le passage du Rhin. A leur approche, le gouvernement helvétique se hâta de signifier aux souverains alliés, qu'étrangère à la cause de la France comme à celle des autres nations, la Suisse se prononçait pour la neutralité; et l'empereur Alexandre déclara, au nom des princes de son parti, que tous respecteraient cette détermination. C'était pour Napoléon ce qui pouvait arriver de plus heureux. Tranquille sur ce point, il résolut d'attendre, pour le garnir, l'arrivée des garnisons de Dresde et de Dantzig; mais le prince de Metternich dominait dans les conseils ennemis, et cédant à ses insinuations, le généralissime prince de Schwartzenberg se crut permis de violer le droit des nations, puisqu'il en devait résulter pour lui l'entrée dans un empire dont la grandeur colossale en avait naguère imposé à tant de rois (1).

Napoléon était alors aux Tuileries. Il passait une revue au moment où, déguisé en paysan,

(1) Nous devons à la vérité de l'histoire de dire que l'empereur Alexandre en fut indigné. Ce prince, qui était alors à Carlsruhe, n'apprit la violation du territoire helvétique que quand il ne fut plus temps de s'y opposer; et tout porte à croire que s'il eût connu plus tôt les projets de ses alliés, il n'eût pas souffert cette infraction politique.

le capitaine Feisthamel vint, à travers les périls de tous genres dont il était menacé, lui annoncer la violation de la capitulation de Dresde, et celle de la neutralité de la Suisse. A la nouvelle de ce double malheur, l'Empereur fit un appel au peuple. « Le Béarn, l'Alsace, la Franche-Comté, le Brabant sont entamés, dit-il ; obtenons la paix par un dernier effort. J'appelle les Français au secours des Français ; j'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, de la Normandie au secours de leurs frères. A l'aspect de tout ce peuple en armes, l'étranger fuira, ou signera la paix. »

L'invasion s'était faite par le pont de Bâle, que les Suisses avaient laissé enlever sans tirer un coup de fusil, et bientôt les immenses légions de l'ennemi se précipitant sur la France par un point où l'honneur lui disait d'être en sécurité, couvrirent tout-à-coup la Bourgogne et la Champagne. Napoléon avait ordonné aux corps placés sur la frontière du nord de se réunir à Châlons-sur-Marne, et il s'y porta lui-même dès qu'il sut que ses ordres étaient remplis. (1) Voici comme il

(1) Napoléon avait reçu la veille, aux Tuileries, le corps des officiers de la garde nationale. Placé avec l'impératrice et le roi de Rome au milieu du cercle qu'ils formaient : « Je confie, leur dit-il, ma femme et mon enfant à ma fidèle ville de

disposa l'armée qu'il devait commander en personne :

Paris ; je lui donne la plus grande marque d'estime en laissant sous sa garde l'objet de mes plus chères affections : on me passera sur le corps avant d'arriver jusqu'à vous. »

	GÉNÉRAUX en CHEF.	CORPS D'ARMÉE.	GÉNÉRAUX qui les COMMANDAIENT.	DIVISIONS.	Présens sous les armes.
AILE droite.	Maréchal MORTIER.	Garde Impériale.	. . . .	Friant.	4,705
				Michel.	3,878
				Laferrière-l'Evêque.	2,228
				Artillerie.	1,464
		Réserve de Paris.	Général DUFOUR.	. . . .	8,291
				TOTAUX.	20,566
CENTRE.	Maréchal VICTOR.	2.e d'Inf.ie	Maréchal VICTOR.	Duhesme.	2,723
				. . . .	3,347
				. . . .	3,804
		5.e de Cav.ie	Général MILHAUD.	Piré.	1,050
				Briche.	1,590
				L'Héritier.	1,164
	Maréchal MARMONT.	6.e d'Inf.ie	Maréchal MARMONT.	Brig. Ségur et Art.ie	1,069
				Ricard.	2,917
				Lagrange.	4,868
		1.er de Cav.ie	Général DOUMERC.	Brigade Piquet. . . .	915
				Doumerc.	1,900
				Artillerie et Génie.	1,451
				TOTAUX.	26,798
AILE gauche.	Maréchal MACDONALD	11.e d'Inf.ie	Maréchal MACDONALD.	Molitor.	1,758
				Brayer.	1,446
		5.e *id.*	Général SÉBASTIANI.	Albert.	1,444
		2.e de Cav.ie	Général EXCELMANS.	Dommanget.	1,367
				Thiry.	1,045
		3.e *id.*	Duc DE PADOUE.	Ameil.	1,043
				Jacquinot.	1,040
				TOTAUX.	9,143
RÉSERVE de la Garde.	Maréchal NEY.	1.er	Maréchal NEY.	Meusnier.	4,133
				Decouz.	2,840
		2.e	G.al LEFEBVRE-DESNOUETTES.	Rotembourg.	4.947
				Cavalerie.	2,585
				TOTAUX.	14,505

RÉCAPITULATION.

	Infanterie.	Cavalerie.	Artill.ie et Génie.	Totaux.
AILE DROITE, dans les environs de Troyes. . . .	16,469	2,228	1,869	20,566
CENTRE, concentré dans les environs de Vitry. . .	16,517	7,369	2,912	26,798
AILE GAUCHE, dans les environs de Mézières. . .	4,387	3,596	1,160	9,143
RÉSERVE, à Châlons et Vitry.	11,309	2,285	911	14,505
TOTAUX GÉNÉRAUX.	48,682	15,478	6,852	71,012

A peine ces dispositions furent-elles prises, que les hostilités commencèrent. C'était le 27 janvier. Le général Lanskoi, qui commandait une avant-garde russe, fut écrasé dans Saint-Dizier, et forcé de se reployer sur Joinville. Vainqueur sur ce point, Napoléon se portait sur les Vosges pour couper à l'ennemi ses communications avec le Rhin, lorsqu'il apprit que l'armée de Silésie marchait à grands pas vers Paris. Il changea de projet pour aller l'attaquer en queue sur l'Aube, où elle était déjà.



BATAILLE DE BRIENNE,

Gagnée par Napoléon, le 29 Janvier 1814.

[illegible]

[illegible]

... [illegible] ... ami, ... [illegible] ... ensoins de ... [illegible]

Il était trois heures de l'après-[illegible]. Le [illegible] chal Blücher [illegible] ... majors [illegible] château de [illegible] ... [illegible] gardait la ville, ... [illegible] la route [illegible] ... à la [illegible] ... généraux [illegible] ...

BATAILLE DE BRIENNE,

GAGNÉE

PAR NAPOLÉON.

(29 janvier.)

Le maréchal Blücher s'étant emparé de Brienne, avait confié au général Sacken la garde de ce point important, et dirigé des corps de cavalerie sur Arcis et sur Troyes. Comme il voyait, aux manœuvres de l'armée française, que l'intention de l'Empereur était de livrer bataille, il résolut de se rapprocher du gros des alliés, et déjà ses ordres étaient donnés pour opérer ce mouvement, lorsque Napoléon parut suivi de fortes colonnes et marchant sur Brienne. C'est à l'école militaire de cette ville que Napoléon reçut les premiers élémens de cet art qui fut si fatal à nos ennemis; et nous allons voir l'application qu'il en fit sur les lieux qui, vingt-cinq ans auparavant, avaient été témoins de ses premières études.

Il était trois heures de l'après-midi. Le maréchal Blücher occupait, avec son état-major, le château de Brienne; le général russe Alsufieff gardait la ville, et le général Sacken la route de Brienne à la Rothière. Bientôt s'avancèrent les généraux Michaud et Grouchy, soutenus par le

général Lefebvre-Desnouettes. Leurs masses de cavalerie fondirent sur les deux cents chevaux du comte de Pahlen, s'emparèrent de la hauteur de Perthes, et forcèrent tout ce qui se trouvait devant eux à se reployer sur le corps de Sacken.

Le maréchal Ney attaquait au même instant, sur le chemin de Mézières, le général Alsufieff, qui défendait les approches de Brienne. De son côté, le général Château s'introduisait dans le parc, à la tête de plusieurs bataillons de grenadiers, et, par une témérité sans exemple, se glissait jusque dans le château même. Le maréchal Blücher était alors à table. Peu s'en fallut qu'il ne fût pris avec son état-major.

Ce danger fit voir à Blücher qu'il avait à combattre toutes les forces de Napoléon. Aussitôt il ordonna aux généraux Sacken et Pahlen de se porter rapidement contre l'aile gauche des Français. Dépourvue de cavalerie, celle-ci se retira en arrière du point d'attaque.

Il était nuit. Voyant les grenadiers français maîtres du château et d'une partie de la ville, le général Sacken fit avancer contre eux ses troupes au pas de charge. De son côté, la jeune garde, suivie d'une brigade de la division Meusnier, se porta contre Sacken, et il s'en suivit un carnage d'autant plus affreux, que des enfans et des

femmes se trouvaient, sans combattre, mêlés aux combattans. L'ennemi fut écrasé. Pour éclairer sa fuite et arrêter les Français, il incendia la ville. Jusqu'alors les ténèbres avaient caché une partie de l'horreur; on la vit tout entière dès que les flammes s'élevèrent dans les nues. Ce n'était que sang, que mourans, que cadavres, que soldats furieux qui foulaient tout aux pieds.

Chassés de la ville, les Russes se rejetèrent sur le château. Ils se flattaient de le reprendre, mais il était défendu par l'intrépide chef de bataillon Heuders, du cinquante-sixième régiment, et ce fut pour eux un arrêt de mort. Les avenues du château, les escaliers du parc, furent le tombeau du plus grand nombre; quelques débris seulement trouvèrent leur salut dans l'obscurité.

Napoléon parcourait les rangs, affrontait le feu, excitait les jeunes soldats. De tous ceux de son armée, il fut peut-être celui qui prodigua le plus sa vie. Les généraux Berthier et Lefebvre-Desnouettes furent blessés à ses côtés. Son sang-froid le faisait croire invulnérable comme Achille : comme le héros grec, il n'avait encore été blessé qu'au talon.

Le combat dura jusqu'à onze heures du soir avec le plus vif acharnement. Vers minuit, l'escorte de l'Empereur se vit assaillie par des nuées

de cosaques ; mais bientôt ces derniers subirent le sort qui avait détruit ou dispersé leurs compagnons.

Notre perte fut, dans cette journée, d'environ trois cents hommes; celle de l'ennemi fut de quatre mille cinq cents Il perdit, indépendamment, le général Hardenberg, qui, chargé de la défense du quartier-général, fut pris par nos grenadiers au bas de la montée du château.

BATAILLE DE LA ROTHIÈRE.

(30 et 31 janvier.)

Cette bataille suivit presque immédiatement celle de Brienne. Après son triomphe du 29, Napoléon poursuivit l'ennemi, qui, chargé par le duc de Bellune et le général Grouchy, fut contraint de se retirer jusqu'au-delà du village de la Rothière. Comme les Français étaient supérieurs en nombre, on croit que l'Empereur aurait dû attaquer sur-le-champ. Loin cependant de le faire, il laissa vingt-quatre heures les armées en présence, et, par cette inaction, donna aux alliés le temps de se rendre une fois plus nombreux que les Français. Dès-lors sa position fut extrêmement critique. Ne pouvant accepter la bataille,

il fit rétablir le pont de Lermont, qui venait d'être brûlé, et ordonna la retraite sur Troyes et sur Arcis; mais il n'était plus temps. L'ennemi déboucha sur la Rothière et Dienville, que nos troupes occupaient encore, manœuvra devant elles, et les força de combattre. Elles le firent avec cette bouillante ardeur qui leur valut si long-temps le sceptre de l'Europe, et qui les tira victorieuses de tant de Thermopyles; mais ce fut en vain : cinq mille cinq cents hommes et cinquante-quatre pièces de canon disparurent sans fruit des rangs français. C'est là que, ne pouvant triompher, Napoléon sembla vouloir périr. Il chargea trois fois de suite à la tête de la cavalerie du général Colbert, pour arracher à l'ennemi une position du premier ordre dont il s'était emparé, et dans ce triple effort il fut démonté d'un coup de canon. Le succès qu'il obtint ne peut s'expliquer que par l'opiniâtreté qu'il montra : ce n'était plus ni un souverain, ni un général, ni un soldat; c'était un furieux pour qui la mort seule paraissait avoir des charmes.

Tant d'intrépidité ne put nous sauver d'une défaite; et cette défaite fut d'autant plus douloureuse à l'armée, que nous y perdîmes trois généraux : Baste, qui venait de renoncer à son grade de contre-amiral pour défendre sur le continent

une patrie qu'il avait honorée sur les ondes; Decouz, sous qui la jeune garde se croyait commandée par la Victoire; Forestier, dont la valeur éclata si brillamment dans les champs de l'Espagne et de l'Italie. Le premier fut tué, le second ne survécut que dix-huit jours à sa blessure, le troisième tendit aux fers de l'ennemi, des mains ensanglantées.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse se trouvaient à cette bataille. Ils furent si satisfaits de la conduite de leurs généraux, qu'ils décernèrent des récompenses à plusieurs d'entre eux. Mais que ce triomphe isolé n'excite point en leurs majestés une trop vive admiration : il coûta la vie à six mille de leurs sujets.

Un écrivain qui s'est particulièrement appliqué à examiner les manœuvres de chacun des partis, fait, sur la bataille de la Rothière, les réflexions suivantes :

« Si le maréchal prussien ne sut pas profiter de ses ressources ni de ses succès, Napoléon, à son tour, paraît inexcusable d'avoir donné dans le piége que lui tendait son adversaire. Voyant qu'il ne se retirait pas avec précipitation devant toutes ses forces déployées, il devait penser qu'il cherchait à gagner du temps, et la position qu'il prit à Trannes aurait dû achever de l'éclairer.

Dès-lors il devenait prudent de cesser la poursuite le 31, et de se porter à Troyes. Là, renforcé par le corps du duc de Trévise, il eût été à même de s'opposer aux armées ennemies, soit qu'elles débouchassent par Vandœuvre, soit qu'elles cherchassent à se jeter sur la route de Sens. Son impatience et le besoin de remporter une victoire pour relever la confiance de la nation et celle de l'armée, l'emportèrent sur toute autre considération, et il livra bataille sans pouvoir raisonnablement se flatter d'un grand résultat en cas de succès (1). »

Qu'il nous soit permis de mettre ici M. Koch en présence de lui-même :

« Les mouvemens préparatoires des alliés durèrent toute la matinée, ce qui devint pour Napoléon un grand sujet d'inquiétude. En effet, il devait penser que le feld-maréchal Blücher l'attaquerait dès le matin, ou que, décidé à se réunir au prince de Schwartzenberg, il continuerait son mouvement de retraite. L'immobilité dans laquelle il resta lui fit supposer qu'on l'avait trompé sur la direction prise par la grande armée, et que le feld-maréchal prussien ne cherchait qu'à le tenir en échec pendant qu'elle

(1) *Mémoires pour servir à l'Histoire de la Campagne de* 1814, 1.er volume, pag. 149.

marchait sur Troyes. *Il allait donc rebrousser chemin vers cette ville;* déjà même le prince de la Moscowa était en route pour Lesmont, lorsqu'instruit vers midi, par le comte Grouchy, des grands mouvemens qui avaient lieu dans la ligne ennemie, il monta à cheval, et parcourut les avant-postes. Il neigeait, et un temps très-obscur rendit cette reconnaissance à-peu-près nulle; jugeant néanmoins que ce pourrait être un mouvement offensif, il fit rappeler le prince de la Moscowa, et ordonna à la division Rothembourg de se porter en avant (1). »

Il résulte de ce parallèle, que M. Koch semble dire à ses lecteurs : *L'Empereur aurait dû faire ce que j'ai dit qu'il avait fait.* Puisque la reconnaissance des avant-postes *fut rendue presque nulle par la neige et l'obscurité,* il était physiquement impossible à l'Empereur de reconnaître *la position qui aurait dû achever de l'éclairer.*

RETRAITE DE NAPOLÉON SUR TROYES.

Ayant perdu la bataille de la Rothière, Napoléon sentit l'impossibilité de rester sur la rive

(1) *Ibid.*, page 173.

droite de l'Aube, et dirigea sa retraite sur Troyes. Il se mit en mouvement le 2 février, et ordonna au maréchal Marmont de se porter sur Ronay avec le sixième corps, pour y passer la rivière. Les Bavarois du comte de Wrède essayèrent de couper la retraite à Marmont ; mais, loin de réussir, ils éprouvèrent, sans fruit, des pertes considérables.

Sur ces entrefaites, le gros de l'armée passait l'Aube. Vers huit heures du matin, notre arrière-garde, qui se trouvait encore dans Brienne, fut inquiétée ; mais l'attitude que prit le maréchal Ney imposa tellement à l'ennemi, qu'il n'osa rien entreprendre.

A peine les Français eurent-ils quitté Brienne, que les souverains alliés descendirent au château, et tinrent conseil au milieu des cadavres dont il était rempli. Il y fut arrêté, « que l'armée de Silésie marcherait sur Châlons, et qu'après y avoir été jointe par les corps d'Yorck, de Kleist et de Langeron, elle longerait la Marne pour se porter sur Paris. La grande armée dut, au contraire, gagner Troyes, et s'avancer vers la capitale par les deux rives de la Seine. Comme cette double direction séparait entièrement les deux masses, on convint de faire assurer leur liaison par le général Seslarin, qui occuperait Sezanne avec

deux mille cosaques, et par le comte Pahlen, qui, avec deux mille cinq cents chevaux, battrait le pays entre cette ville et l'Aube, tandis que la rive gauche serait côtoyée par le comte Wittgenstein. »

Pendant que l'armée française défilait, Ney se tenait en bataille près du village de Lesmont. Comme le but de ce maréchal n'était que d'assurer le passage des troupes commandées par l'Empereur, il quitta sa position dès qu'il crut l'avoir atteint, passa à son tour, et fit sauter le pont. Une brigade qu'il chargea de s'opposer à ce que l'ennemi le rétablît, y resta jusqu'à onze heures du soir, et se remit en marche pour suivre le mouvement général.

L'armée ne fut aucunement poursuivie. Au lieu de s'attacher à ses pas, de la harceler dans tous les sens, de suivre enfin les hautes leçons que Napoléon lui donna lorsqu'il servait dans nos rangs, le comte de Wrède retourna à Ronay-sur-Brienne et Lesmont, s'arrêtant vingt-quatre heures à ce dernier endroit, pour rétablir le pont détruit par le maréchal Ney.

L'Empereur arriva le 3 février dans Troyes. Il y trouva l'épouvante et la consternation. Les habitans avaient tout enfoui. A peine put-on trouver de quoi donner une ration de pain à chaque

soldat. Peu faites à tant de fatigues et de misères, les nouvelles levées se livrèrent à la désertion: six mille hommes qui furent à peine remplacés par l'entrée en ligne de la division Hamelinaye, disparurent en huit jours, et laissèrent, par leur fuite, l'effroi sur leur passage. Pour comble de calamités, ce même Murat que Napoléon avait assis sur le trône de Naples, leva contre son beau-frère et son bienfaiteur l'affreux étendard de la rébellion. De si funestes nouvelles étaient bien capables de décourager; mais comme on ne voit pas d'événement malheureux qui n'ait son correctif, un congrès s'ouvrit à Châtillon pour négocier la paix, et toutes les espérances vinrent s'y rattacher. Nous allons donner quelques détails sur les circonstances qui l'ont précédé, et sur les bases posées par les plénipotentiaires.

OUVERTURE DU CONGRÈS DE CHATILLON.

Ayant adhéré aux bases posées pour le rétablissement de la paix, Napoléon chargea le duc de Vicence de se rendre au quartier-général de Manheim pour négocier ce grand œuvre conjointement avec les souverains alliés ou leurs plénipotentiaires. Arrivé à Nancy (6 janvier), le duc

demanda des passeports au prince de Metternich, et celui-ci s'excusa de ne pouvoir lui en envoyer, sur ce que lord Castléreagh, ministre de la Grande-Bretagne, n'était point encore arrivé. Parti de Londres le 27 décembre, le noble lord s'occupait dans Amsterdam de mettre le prince d'Orange sur le trône de Hollande. Le retard qu'il apporta ne suspendit pas la marche des ennemis. Ils s'avançaient au contraire avec une si effrayante rapidité, que, forcé de se retirer devant eux, le duc de Vicence écrivit de Saint-Dizier à l'Empereur (17 janvier) :

« Notre position est bien changée depuis quelques jours. La marche rapide de l'ennemi sur tous les points, l'envahissement d'une grande partie du territoire de l'empire, le découragement presqu'absolu dont je suis témoin, rendent un armistice indispensable. J'ai donc besoin de connaître les intentions de Votre Majesté. Elle sentira que, dans les circonstances présentes, je ne puis rien si elle ne daigne me faire parvenir ses ordres. » Le duc demandait ensuite que, pour ravir à l'Angleterre l'influence qu'elle exerçait sur les négociations, on désintéressât les puissances continentales par tous les moyens possibles, et il terminait ainsi sa dépêche : « Il est pénible, Sire, de n'avoir que des sacrifices à pré-

voir, de n'avoir à appeler l'attention de Votre Majesté que sur des choses qui coûteront tant à son caractère, à la fierté nationale ; mais ses plus chers intérêts m'en font un devoir..... Depuis dix jours, un quart de la France est envahi. Dans les départemens, à l'armée, on répète que c'est à Votre Majesté personnellement qu'on fait la guerre : on sépare les intérêts du monarque de ceux de son peuple. Dans de telles circonstances, ma prévoyance ne saurait être prise pour de la faiblesse, et je ne sollicite avec tant d'instance les ordres de Votre Majesté, que parce que je sais que toute sa confiance m'est indispensable pour servir des intérêts qu'elle sait bien que je défendrai comme un dépôt sacré confié à l'honneur d'un chevalier français. Je puis tenir aujourd'hui le langage d'un homme tout dévoué, car si le malheur nous accablait demain, je lui dirais, comme les fidèles Hongrois à Marie-Thérèse : *Moriamur pro rege nostro.* »

Sur ces entrefaites arriva dans les murs de Langres lord Castléreagh si impatiemment attendu (28 janvier). Les ministres de Russie, d'Autriche et de Prusse l'y joignirent, et il fut décidé entre eux, que les négociations de paix s'entameraient à Châtillon ; qu'on n'y discuterait aucune question maritime, et qu'on demande-

rait que la France rentrât dans ses limites de 1792, sans que Napoléon pût intervenir dans le partage des provinces détachées de son empire, et même sans qu'il conservât aucun des titres acquis par ses conquêtes. De plus, les quatre plénipotentiaires alliés décidèrent de se présenter au congrès, non comme envoyés de leurs cours respectives, mais comme représentant collectivement toutes les cours ennemies de la France. Ainsi, le duc de Vicence avait à lui seul quatre adversaires à combattre (1).

Le congrès s'ouvrit. Placé comme au sein des armées ennemies, et ne recevant de l'Empereur aucune des instructions qu'il avait demandées, le ministre français n'apprit que par les bulletins des alliés le funeste résultat de la bataille de la

(1) Il en avait même davantage si l'on en juge par le nombre des négociateurs. C'étaient,

Pour la Russie. . . . le comte de Rasumowski.
Pour l'Autriche . . . le comte de Stadion.
Pour la Prusse. . . . le baron de Humboldt.
Pour l'Angleterre, { lord Aberdeen. lord Catheart. le général Charles Stewart.

Le duc de Vicence demanda qu'on lui adjoignît deux ou trois plénipotentiaires ; mais des raisons qui ne sont pas connues portèrent Napoléon à vouloir qu'il fût chargé seul de cette tâche difficile.

Rothière ; et comme il craignait avec raison de les prendre pour guides, il crut devoir demander des renseignemens au prince de Neufchâtel. « Je m'adresse à Votre Altesse, lui écrivit-il, comme au plus dévoué des serviteurs de l'Empereur. Voilà encore une bataille, et l'ennemi en fait un trophée ! Cet événement ne contrariera-t-il pas nos négociations ? ne rendra-t-il pas toutes les questions difficiles ? n'augmentera-t-il pas toutes les exigeances ? Le génie malfaisant qui gâte les belles destinées de l'Empereur, le circonvient encore. Ne nous a-t-il donc pas assez porté malheur ? Faites donc arriver la vérité à Sa Majesté ; montrez-lui combien les circonstances sont graves, tout ce que ce délai peut faire risquer sans pouvoir offrir aucun avantage. Parlez-moi clair, mon prince ; avez-vous encore une armée ? peut-on discuter les conditions pendant quinze jours, ou faut-il les accepter de suite ? Si personne n'a le courage de me seconder, je reste dans le vague des nouvelles de gazettes de M. de Bassano, et ne puis savoir ce que je dois faire. C'est avec ces contes-là que nous avons perdu toutes nos conquêtes ; ce n'est donc pas eux qui sauveront la France. La faute n'en sera pas à moi, car je ne cesse de demander à l'Empereur de me donner ses ordres, et cela bien plus pour le servir et le

contenter, que pour mettre ma responsabilite à couvert. Au nom de notre maître, au nom de tout ce que vous avez de plus cher, mon prince, parlez-lui, écrivez-moi, et sauvons son trône et la patrie. »

Dès la première conférence, le duc de Vicence reconnut que les ministres alliés n'avaient que des instructions collectives, que leurs pouvoirs étaient extrêmement bornés, et qu'obligés de se réunir pour délibérer sur les objections les plus simples, ils perdraient un temps précieux en vains débats.

Les troupes françaises achevaient de prendre autour de Troyes les positions nécessaires à la sûreté de cette ville, lorsqu'on aperçut sur la route de Bar-sur-Seine l'avant-garde du prince de Lichtenstein repoussant devant elle les divers postes établis (3 février). Aussitôt la division Michel courut au secours de ces postes, attaqua l'ennemi, le contint, et coucha sur le champ de bataille. Le lendemain, dès la pointe du jour, cette division se remit en mouvement, poursuivit sa marche offensive, et remporta un succès complet à la hauteur de Saint-Thiébault.

MARCHE DE NAPOLÉON SUR MEAUX.

Les deux armées s'observaient immobiles. Napoléon, sachant qu'il n'avait devant lui qu'une partie des troupes de la coalition, paraissait incertain dans ses projets, lorsqu'une dépêche lui fit prendre une détermination. Les Prussiens et les Russes se portaient en masse sur Paris par Château-Thierry, La Ferté-sous-Jouarre et Meaux. Trop faible pour les arrêter, le duc de Tarente se retirait de position en position, et déjà il se trouvait repoussé jusque dans Meaux, qu'il n'avait aucun moyen de sauver. Sur l'autre rayon, les troupes légères du prince de Schwartzenberg s'avançaient par Sens jusqu'à Melun, et menaçaient d'envahir la campagne jusque sous les murs de Paris.

Tout semblait désespéré pour la France, et déjà la cour se disposait à quitter Paris pour se retirer sur la Loire, lorsque, par un de ces traits de génie qui l'ont placé pour jamais au rang des plus grands capitaines du monde, Napoléon connut qu'il fallait se porter rapidement sur la route de Châlons à Paris, prendre en flanc l'armée qui repoussait le duc de Tarente, et la forcer ainsi de s'arrêter pour livrer bataille.

L'entreprise était périlleuse, et, bien qu'il existât d'assez vastes intervalles entre les divers corps ennemis marchant par échelons, le mauvais état des chemins dans cette partie de la Brie, semblait présenter des difficultés insurmontables. Le 9 février, l'armée se mit en mouvement, et se porta sur Sezanne. En vain divers généraux firent à l'Empereur des observations fondées sur ces difficultés : *Il faut y passer,* répondit il, *dût-on y laisser les pièces.* Elles seraient restées, en effet, près du village de Villenoxe, sans le dévouement du maire de Barbonne, qui, rassemblant à la hâte cinq cents chevaux de cultivateurs, se joignit aux efforts des soldats qui déjà joignaient les leurs à ceux des chevaux du train. Après des travaux inouis, l'armée entra dans Sézanne : il était dix heures du soir.

Loin de fléchir sous le poids de la fatigue, Napoléon passa toute la nuit à méditer ses opérations du lendemain, et dès le point du jour monta à cheval pour reconnaître les positions de l'ennemi : les généraux Yorck et Sacken occupaient La Ferté ; le maréchal Blücher, Vertus ; le général Alsufieff, Champ-Aubert.



BATAILLE DE CHAMP-AUBERT,

Gagnée par Napoléon, le 10 Février 1814.

BATAILLE DE CHAMP-AUBERT,

GAGNÉE

PAR NAPOLÉON

(10 février.)

[illegible]

BATAILLE DE CHAMP-AUBERT,

GAGNÉE

PAR NAPOLÉON.

(10 février.)

L'Empereur se porta sur Saint-Prix pour couper en deux l'armée du maréchal Blücher. Cinq mille fantassins russes et vingt-quatre canons commandés par le général Alsufieff se montrèrent dans la vallée du Petit-Morin. Marmont fut chargé de les attaquer, et marcha contre eux. Les Français s'avancèrent d'abord avec rapidité, mais leur course fut bientôt ralentie par le mauvais état des chemins. Au lieu de profiter de ce retard pour éviter un combat dont toutes les chances paraissaient contre lui, l'ennemi s'obstina à vouloir défendre le pont de Saint-Prix. L'Empereur parut, et son arrivée fut le signal de la victoire. Par une manœuvre audacieuse, le général Lagrange, suivi de la division Richard, traversa les marais de Saint-Gond, s'empara du pont de Saint-Prix, et poussa l'ennemi jusque sous Baye. L'artillerie des Russes faisait un feu terrible. Notre premier corps de cavalerie en essuya les premiers effets; mais bientôt il fut secouru par la division La-

grange, qui s'empara du plateau de Baye, tandis qu'un bataillon de marine se dirigeait, avec le second régiment d'infanterie, sur la droite du bois, qui offrait aux Russes un débouché facile.

C'est alors qu'attaqué en front et en flanc, l'ennemi se retira de Baye sur Bannay, qu'il sembla défendre avec opiniâtreté. Jugeant arrivé le moment décisif, l'Empereur fit monter le sixième corps sur le plateau, et ordonna de déployer dans la plaine les troupes du maréchal Ney. Le général Alsufieff ne se croyait pas engagé contre des forces si considérables. Il en fut tellement effrayé, qu'il se mit sur-le-champ en retraite. Ordonnant alors au comte Girardin de se porter avec quelques escadrons sur la route de Paris, l'Empereur jeta de l'indécision dans les mouvemens des Russes, et changea la détermination de leur chef. Celui-ci croyait trouver quelque sûreté dans Champ-Aubert; il s'y porta; mais à peine y fut-il, qu'il se vit spontanément chargé par le général Bordesoult et la divison du général Ricard. Il ne restait pour retraite à l'ennemi que les routes d'Epernay et de Montmirail. Il se porta d'abord sur la première; mais la trouvant coupée, il se rejeta sur la seconde. Toutefois ce changement de direction ne se fit pas sans déceler une incertitude, dont Bordesoult sut habilement profiter. Suivi

de ses cuirassiers, ce général fondit sur les carrés qui étaient devenus têtes de colonne, les accula aux bois et aux étangs du Désert, parvint à les entamer, et les mit dans un si grand désordre, que, rompus et dispersés, ils ne virent plus de salut que dans la fuite. De toute cette armée, il ne s'échappa que quinze cents hommes. La plus forte partie s'engloutit dans les étangs ou fut massacrée par les bataillons français répandus en tirailleurs. La fureur de nos soldats était portée à un tel point, qu'on ne fit que dix-neuf cents prisonniers; mais parmi ceux-ci se trouvait le général en chef, et cette capture fut d'autant plus agréable à l'armée, qu'elle vengeait son échec de La Rothière.

Les fuyards ennemis se retirèrent par Binson, sur Lafère-Champenoise. Nous n'avions pas perdu plus de cinq cents hommes, et de tous nos officiers supérieurs, le seul général Lagrange avait été blessé.

A l'instant où la bataille de Champ-Aubert se décidait en faveur des Français, le général Nansouty se portait sur Montmirail pour couper la retraite aux bandes échappées du carnage. Il était suivi de la cavalerie de la garde aux ordres des généraux Colbert et Laferrière. Son mouvement

eut un plein succès : six cents cosaques tombèrent en ses mains et lui rendirent les armes.

Napoléon, qui rarement s'endormit après la victoire, s'empressa d'informer de ce retour de fortune le maréchal Macdonald, qui se trouvait dans Meaux ; et, lui donnant une connaissance parfaite de la position des coalisés, s'engagea à presser vivement les corps qui le poursuivaient, parcequ'ils allaient se trouver incessamment aux prises avec toute l'armée française.



Dessiné par Gudin. — Gravé à l'Eau forte par Couché fils. — Terminé par [illegible].

BATAILLE DE MONTMIRAIL.

Gagnée par Napoléon, le 11 Février, 1814.

BATAILLE DE MONTMIRAIL,

GAGNÉE

PAR NAPOLÉON.

(11 février.)

Le 11, vers cinq heures du matin, l'Empereur mit toutes ses forces en mouvement sur Montmirail, laissant à Etoges la cavalerie du comte Grouchy, et la division du général Lagrange pour observer les corps ennemis qui tenteraient de déboucher par Vertus. Ainsi qu'on l'a vu, Nansouty était de la veille à Montmirail. Napoléon y arrivant lui-même vers six heures du matin, le trouva manœuvrant pour retarder la jonction prête à s'opérer du corps de Sacken, parti de la Ferté, avec celui d'Yorck arrivant par Sezanne. Napoléon vit le terrain, et son premier coup d'œil enfanta son plan de bataille. Ce terrain est un beau plateau couvert de bouquets de bois, de fermes et de buissons, limité au sud par un vallon étroit où coule le Petit-Morin ; le hameau de l'Epine-au-Bois, situé à égale distance de Fontenelle et de Vieux-Maisons, à gauche de la route de Paris, dans un léger pli de terrain, en occupe à-peu-près le milieu.

Des deux généraux ennemis, Sacken fut le premier qui se présenta. Comme il ne pouvait éviter la bataille, il se déploya de manière à appuyer son centre à l'Epine-au-Bois, sa gauche à Fontenelle, sa droite au Petit-Morin, paraissant vouloir déboucher par Marchais. Chargé de défendre ce village, le général Ricard y déploya toutes les ressources du génie et de l'intrépidité. Le feu devint terrible, mais sur ce point seulement : Napoléon attendait le reste de ses troupes pour convertir le combat en bataille.

Parties le matin de Sezanne, elles ne purent arriver que le soir à Montmirail. Dès qu'elles furent à la disposition de l'Empereur, les opérations s'étendirent.

« De la position de la ferme de l'Epine-au-Bois, dit la relation officielle, dépendait le succès de la journée. L'ennemi le sentit : il y avait placé quarante pièces de canon ; il avait garni les haies d'un triple rang de tirailleurs, et formé en avant des masses d'infanterie. Cependant, pour rendre cette attaque plus facile, l'Empereur ordonna au général Nansouty de s'étendre sur la droite ; ce qui donna à l'ennemi l'inquiétude d'être coupé, et le força de dégarnir une partie de son centre pour soutenir sa droite. Au même moment il

ordonna au général Ricard de céder une partie du village de Marchais, ce qui porta aussi l'ennemi à dégarnir son centre pour renforcer cette attaque, dans laquelle il supposait qu'était le gain de la bataille.

» Aussitôt que le général Friant eut commencé son mouvement, et que l'ennemi eut dégarni son centre pour profiter de l'apparence d'un succès qu'il croyait réel, le général Friant s'élança sur la ferme de la Haute-Epine, avec les quatre bataillons de la vieille garde. Ils abordèrent l'ennemi au pas de course ; le prince de la Moscowa marchait le premier, et leur montrait le chemin de l'honneur. Les tirailleurs se retirèrent épouvantés sur les masses, qui furent attaquées. L'artillerie ne put plus jouer ; la fusillade devint alors effroyable, et le succès était balancé ; mais au même moment le général Guyot, à la tête du premier des lanciers, des vieux dragons et des vieux grenadiers de la garde, qui défilaient par la route au grand trot, passa à la droite de la Haute-Epine. Ils se jetèrent sur les derrières des masses d'infanterie, les rompirent, les mirent en désordre, et tuèrent tout ce qui ne fut pas fait prisonnier. Le duc de Trévise, avec six bataillons de la division du général Michel, secondait alors l'attaque de la vieille garde, arrivait au bois, enlevait le

village de Fontenelle, et prenait tout un parc ennemi.

» La division des gardes d'honneur défila, après la vieille garde, sur la grande route, et, arrivée à la hauteur de l'Epine-au-Bois, fit un à-gauche pour enlever ce qui s'était avancé sur le village de Marchais. Le général Bertrand, grand maréchal du palais, et le maréchal duc de Dantzig, à la tête de deux bataillons de la vieille garde, marchèrent en avant sur le village, et le mirent entre deux feux. Tout ce qui s'y trouvait fut pris ou tué. »

Le combat ne fut arrêté que par la nuit. Sur neuf mille hommes que l'ennemi perdit, il ne se trouvait que sept cents prisonniers; le reste gisait étendu dans des sillons fangeux, achevait de mourir ou appelait la mort. Cette victoire, qui ne coûta pas plus de mille hommes à la France, lui valut vingt-six bouches à feu et deux cents voitures de bagages.

Mais il restait encore des palmes à cueillir. Tandis que, poursuivi par le duc de Trévise, l'ennemi fuyait sur la route de Château-Thierry, l'Empereur qui suivait deux divisions de la garde à cheval et quelques bataillons de la vieille garde, se portait sur cette ville, par le village de Vieux-Maisons (12 février). Les chemins de ces con-

trées étaient aussi mauvais que ceux des environs de Villenoxe; mais on connaît la force des volontés de l'Empereur : tous les obstacles s'aplanirent devant elle.

Arrivé au village des Cacquerets, Napoléon vit des troupes ennemies en bataille sur le plateau. C'étaient huit bataillons, qui, n'ayant pas donné la veille, formaient l'arrière-garde des Russes, et devaient interdire aux Français la route de Montmirail à Château-Thierry. Il les fit attaquer par le maréchal Ney. Informé de l'attaque, le général Yorck, qui avait encore sur le plateau de Nesle sa réserve de cavalerie et une division du corps de Sacken, les envoya toutes deux au secours du général Katzler. Jurgasz les commandait. Il courut aux Français, mais la fortune ne seconda pas son audace : écrasée, la première ligne se retira par lambeaux sur la seconde, qui fut écrasée comme elle, et partagea sa déroute. Les bataillons russes ne furent pas plus heureux que les escadrons prussiens. Napoléon s'apercevant qu'ils cherchaient à gagner Château-Thierry, ordonna au général Belliard de prendre les escadrons de service, et de tourner la brigade du général Freudenreich, qui, formant l'extrême droite des alliés, se trouvait restée seule en face des Français; mais, pénétrant les desseins de l'Em-

pereur, le général russe forma sur-le-champ deux régimens en carrés, et se mit en retraite sous la protection de quelques centaines de tirailleurs.

Toutes ces manœuvres ne purent le sauver. Notre cavalerie dissipa les tirailleurs de Freudenreich; des charges rapides de flanc et de front mirent ses carrés dans le plus effroyable désordre.

C'est alors que toute l'armée française marcha sur Château-Thierry. Elle put, dans sa marche, contempler à son aise les bataillons qu'elle avait vaincus : amoncelés plutôt que formés, c'était moins une troupe qu'un troupeau.

Si le terrain l'eût permis, ces bataillons n'auraient pas survécu à leur défaite; néanmoins un nouveau triomphe se présenta pour nous. Le prince Guillaume de Prusse, qui avait son quartier-général à Château-Thierry, envoya deux mille fantassins au secours des fuyards, et, de son côté, Napoléon fit marcher contre eux un pareil nombre de vieux grenadiers de sa garde : la victoire n'osa balancer; les Prussiens furent anéantis.

REPRISE DE CHATEAU-THIERRY.

(13 février.)

Trois mille ennemis venaient de mordre la poussière, et le reste fuyait épouvanté sur la rive droite de la Marne. Si, comme Napoléon le pensait, les habitans de Château-Thierry eussent brûlé leurs ponts, tandis que les armées étaient aux prises, il ne fût resté aux coalisés un seul homme pour porter à leurs souverains la nouvelle de leur défaite. Ces ponts furent brûlés, mais par l'ennemi, et après son passage ; de sorte qu'arrêtés court, les Français furent obligés d'attendre au lendemain pour les rétablir.

Napoléon espérait d'autant plus détruire entièrement les corps d'Yorck et de Sacken, qu'il s'attendait à voir se joindre à lui le maréchal Macdonald, à qui il en avait donné l'ordre ; mais, réduit à moins de trois mille hommes, et dans l'impossibilité de tirer aucune nouvelle troupe du camp de Meaux, ce maréchal était arrêté à La Ferté par une partie des forces du général Sacken.

Dans la nuit du 12 au 13, les corps battus le 12

s'occupèrent d'évacuer Château-Thierry. Ils l'évacuèrent en effet, mais non sans s'être vengés sur ses malheureux habitans des journées de Champ-Aubert et de Montmirail : pillée de fond en comble, cette ville fut, pendant une nuit entière, en butte à tout ce que le génie d'un pirate pourrait inventer de plus atroce. Nous devons pourtant rendre cette justice aux officiers ennemis, qu'ils employèrent toutes les ressources de l'autorité pour empêcher leurs soldats de se déshonorer.

Au point du jour, quelques centaines de soldats errant au milieu des cadavres qui encombraient Château-Thierry, semblaient interdire l'approche du rivage aux Français placés de l'autre côté de la rivière. Retranchés derrière des pans de murs, il leur était facile de nous faire beaucoup de mal sans en éprouver eux-mêmes, et pourtant l'Empereur ordonnait de rétablir le pont. De tout temps l'armée française fourmilla d'hommes prêts à périr pour la gloire ou le salut de tous. Un soldat se présente, se jette à la nage, affronte les glaçons, les flots, les balles, et secondé par un généreux citoyen qui l'aperçoit du tas de ruines qui fut sa patrie, il détache de la rive opposée une barque, qu'il ramène heureusement à ses compagnons d'armes. Une escouade la monte et passe ; plusieurs la suivent successi-

vement, et bientôt leur nombre est tel, qu'elles purgent les rues de Château-Thierry des misérables qui les souillaient encore.

Certain de pouvoir entreprendre avec sécurité la reconstruction du pont, l'Empereur ordonna qu'on s'y mît sur-le-champ. « Une scène d'un nouveau genre, disent les relations officielles, vient ici reposer les regards fatigués de tant de carnage, et pénétrer le cœur des soldats des plus douces émotions. A peine échappée aux horreurs du pillage, la population entière de Château-Thierry se précipite sur leur passage en poussant des cris de joie et les nommant ses libérateurs : flatteuse récompense, qui, en leur montrant le vrai but de leurs nobles efforts, les enflamma d'un nouveau zèle pour la défense de la patrie. Le second pont s'élève comme par enchantement : hommes, femmes et enfans, riches et pauvres, tout travaille avec une ardeur vraiment française. Dès qu'il fut praticable, la jeune garde le franchit au pas de course, et alla prendre position en face de la Montagne-Blanche. La cavalerie la suivit de près; on détela les chevaux, et on ôta l'avant-train des pièces, pour les faire passer. A six heures, toute l'armée était à la poursuite de l'ennemi, qui déjà était hors d'atteinte. Le général d'Yorck avait gagné Fismes par Saponet et le

mont Saint-Martin ; le baron Sacken se retira à Reims par la traverse de Fère en Tardenois. Le duc de Trévise, avec les divisions Christiani, Colbert et Defrance, les poursuivit jusqu'à Rocourt, où il plaça son quartier-général. Les coureurs français poussèrent vivement la cavalerie de l'arrière-garde, lui firent trois à quatre cents prisonniers, et la forcèrent à mettre le feu à un grand nombre de caissons. »



Dessiné par Gudin. Gravé à l'Eau forte par Couché fils. Terminé par Bovinet.

BATAILLE DE VAUXCHAMPS,

Gagnée par Napoléon, le 14 Février 1814.

TABLE [illegible]

[illegible]

BATAILLE DE VAUCHAMPS,

GAGNÉE

PAR NAPOLÉON.

(14 février.)

Toujours immobile à Vertus, le maréchal Blücher attendait que ses lieutenans eussent battu l'armée de Napoléon pour en battre à son tour les débris refluant sur Sezanne. Instruit, à la fin, de vérités qu'il était loin d'attendre, il résolut d'attaquer, avec les deux mille hommes qu'il commandait immédiatement, le maréchal Marmont, qui n'avait pas quitté Etoges; mais celui-ci n'étant point en mesure de lutter contre des forces aussi considérables, se retira sur Montmirail, où il arriva le 14 au matin.

L'Empereur connaissait et les projets de Blücher, et la retraite de Marmont. Son intention étant de détruire les restes de l'armée de Silésie, il partit à quatre heures du matin de Château-Thierry, et, à huit heures, ses troupes avaient opéré leur jonction avec celles de son lieutenant.

L'ennemi occupait en force Vauchamps. L'empereur ordonna au maréchal Marmont de l'y faire attaquer de front, et au général Grouchy de le tourner par sa droite, tandis que, formée

en réserve sur la grande route, la garde impériale se tiendrait prête à tout événement. Blücher s'attendait à voir arriver Napoléon, mais seulement par sa droite. Aussi, dès qu'il fut informé par ses flanqueurs des mouvemens apparens de ce côté, s'empressa-t-il d'y porter la majeure partie de ses forces.

Les mouvemens opérés par Grouchy n'étaient pas ceux dont on instruisait Blücher. Ce qui parvint à la connaissance du maréchal prussien n'était que la marche de la division Leval, qui, détachée sur Sezanne par le maréchal Oudinot, se trouvait encore trop loin du gros de l'armée pour prendre part à l'action.

Marmont fit attaquer le village de Vauchamps par la division Ricard; celle-ci, se partageant en deux brigades, s'avança par le bois de Beaumont, et par la gauche de la route. La première eut un plein succès, la seconde fut repoussée. Ce frivole avantage obtenu par Blücher devint funeste aux Prussiens. Enhardis, ils sortirent des murs qui les protégeaient, et furent soudain chargés par les Français. De toute l'infanterie renfermée dans Vauchamps, un seul bataillon parvint à retarder sa perte d'un instant. Le reste fut sabré sous les yeux mêmes du gros de l'armée ennemie, rangé en bataille à trois cents toises en arrière.

Le bataillon qui se croyait sauvé du carnage s'était réfugié dans une ferme située sur la gauche de Vauchamps : cette ferme fut son tombeau. Deux compagnies de chasseurs à pied de la vieille garde y marchèrent au pas de course, en démolirent les murs, et portèrent au sein de cette troupe amoncelée, l'effroi, le désordre et la mort.

Vauchamps étant à nous, toute l'armée française se mit en mouvement. Mais le maréchal Blücher avait perdu l'envie d'en venir aux mains. Comme il n'avait pas assez de cavalerie pour couvrir sa retraite, il forma son infanterie en carrés, et se retira dans la direction de Champ-Aubert.

La retraite de l'ennemi se fit en bon ordre jusqu'à Janvilliers; mais à peine eut-il dépassé ce village, que la victoire le frappa d'anathême. Il existe, sur la gauche de la route, un vaste champ propre aux manœuvres de cavalerie ; ce champ fut choisi par l'Empereur pour achever son triomphe, et le général Grouchy reçut ordre de fondre avec le premier corps de cavalerie sur les derrières des Prussiens. Acculés aux bois d'Etoges et de Saint-Martin, mille hommes mettent bas les armes; pressés moins vivement, deux bataillons se croient sauvés par une fuite rapide, ils sont cernés et pris avec leurs canons et leurs bagages; plusieurs carrés tiennent encore; la plu-

part tombent sous les coups de la division Laferrière, des escadrons de service et des jeunes grenadiers à cheval. Le dernier effort de ces grenadiers ajoute cinq cents hommes aux nombreux prisonniers déjà faits, et l'infanterie entre au pas de charge dans Fromentières.

Il faut rendre au maréchal Blücher la justice de dire qu'il sut habilement lutter contre la fortune. Loin d'abandonner son armée au désordre inséparable de pareilles défaites, il réunit ses débris, reforma ses carrés, continua sa retraite en échiquier, et profita des moindres accidens du terrain pour montrer un front menaçant à ses vainqueurs. Mais il avait affaire aux plus vaillans soldats dont la gloire ait consacré le souvenir, aux généraux les plus dignes de les commander.

Voyant les nouvelles dispositions de Blücher, l'Empereur ordonna au général Drouot de mitrailler ses masses avec trente bouches à feu de la garde impériale. Cette manœuvre eut un succès d'autant plus prodigieux, qu'en raison de leur fuite, les Prussiens n'y purent opposer que six pièces de canon. Pendant ce temps, le général Grouchy faisait un coup digne du grand Condé. Prévoyant que l'intention de l'ennemi était de se retirer par Etoges, il prit à travers le bois un chemin détourné, et fut l'attendre sur la route en avant

de Champ-Aubert. Le général Coin suivait Grouchy avec deux batteries légères ; mais le malheur voulut que ces batteries fussent retardées par le mauvais état des chemins, et Grouchy se vit réduit aux seules ressources du courage.

Néanmoins il persista dans son audacieux projet. L'ennemi parut vers le déclin du jour, et soudain les généraux Doumerc, Bordesoult et Saint-Germain se précipitèrent à la fois sur ses carrés que la terreur avait déjà vaincus. Au même instant, l'Empereur fit un signe à la cavalerie de sa garde ; ces escadrons l'attendaient. L'éclair n'est pas plus prompt, la foudre est moins terrible. On n'entend plus le bruit du canon, mais les cris belliqueux des vainqueurs, mais les cris différens des vaincus ont remplacé ses mugissantes détonations ; et, pressés entre deux armées qui les écrasent, les bataillons prussiens ne sont plus qu'un effroyable mélange de cadavres étendus, de membres épars, de fuyards épouvantés. Au milieu de ce carnage, se trouvaient le prince Auguste, le maréchal Blücher et divers généraux prussiens. Entraînés par les fuyards, confondus avec eux, foulés aux pieds des chevaux, ils allaient tomber, avec le reste des leurs, sous les coups de nos intrépides soldats, lorsque redoutant l'effet d'une trop grande impétuosité, le maréchal Ney fit sonner le ralliement.

Blücher en profita pour s'échapper avec les lambeaux qui lui restaient de l'armée de Silésie ; mais une épreuve lui était encore réservée. A peine les dix-huit cents hommes et les quinze pièces de canon qui formaient son arrière-garde se préparaient-ils à nous disputer le débouché de la forêt d'Etoges, qu'une charge exécutée par le maréchal Marmont mit les alliés dans une déroute complète : six cents hommes, huit pièces de canon et le prince Urusow furent les trophées de ce dernier engagement.

Le maréchal Blücher dirigea sa déroute sur Châlons. Jointe à celle des Russes, sa perte s'élevait à neuf mille hommes, quinze pièces de canon, dix drapeaux et d'importans bagages. Cette victoire, qui ne coûta pas plus de six cents hommes à la France, fut particulièrement due à l'habileté du général Grouchy.

M. Koch, que nous avons trouvé en contradiction avec lui-même sur la bataille de la Rothière, fait ici des réflexions sages. « Mais, dit-il, l'armée, en contemplant les trophées, fruit des heureuses conceptions de son chef, était loin de penser qu'ils lui feraient commettre une faute dont dépendraient les destinées de l'empire.

» A son arrivée à Troyes, Napoléon envisageant avec effroi les conséquences de la bataille de la Rothière, et récapitulant ses ressources pré-

sentes et éventuelles, jugea avec raison que l'Italie serait perdue sans retour si la France n'était sauvée. Il prescrivit en conséquence au prince vice-roi de jeter des garnisons dans les grandes places, de repasser les Alpes avec son armée, et d'entrer de suite en action sur la base d'opérations des alliés.

« Cette mesure aurait eu d'importans résultats; mais après le combat de Champ-Aubert, entrevoyant une série de victoires, il se hâta de révoquer ses ordres. Étrange présomption, de juger comme entièrement décisif un simple retour de fortune, et de croire son génie assez puissant pour vaincre ses innombrables ennemis sans user même de toutes ses ressources! »

OPÉRATIONS DIVERSES.

Les dernières victoires de l'Empereur faisaient oublier dans Paris la retraite du maréchal Macdonald; chaque jour était marqué par de nouveaux renforts envoyés à l'armée qui s'illustrait en Champagne. La garde parisienne s'organisait, et le suffrage que les vieux soldats donnaient aux conceptions habiles de Napoléon, achevait de

ranimer dans tous les cœurs cette confiance si nécessaire au courage.

Depuis l'ouverture de la campagne, l'armée avait fait un nombre considérable de prisonniers. Pour n'être pas obligé d'affecter à leur escorte des troupes essentielles sur les champs de bataille, Napoléon décida que la garde nationale parisienne irait prendre ces prisonniers à Meaux, et les conduirait jusqu'à Versailles en traversant Paris. Mais craignant que l'exécution de cet ordre n'éveillât des défiances sur la destination donnée aux gardes nationales, le roi Joseph, qui tenait alors le timon de l'état, prit sur lui de modifier les volontés de son frère, et décida que les habitans de Paris se borneraient à recevoir les captifs à la barrière.

Ces derniers traversèrent la capitale, précédés de la musique militaire du Conservatoire. Trop généreux pour se faire un plaisir des douleurs d'un ennemi vaincu, le peuple de Paris ne savoura sa gloire qu'après avoir pourvu aux plus pressans besoins de cet ennemi.

Cependant le général Winzingerode qui, lors de l'invasion de la France, avait négligé de poursuivre le maréchal Macdonald, venait de prendre Avesne, et se présentait sous les murs de Soissons. Quoique dans le plus mauvais état, cette place fit une ré-

sistance héroïque; mais la mort du général Rusca, qui y commandait, détermina sa reddition.

Winzingerode ne garda point sa conquête. Comme la déroute de l'armée de Silésie exigeait de prompts secours, il se hâta d'opérer sa jonction avec elle, et fut aussitôt remplacé dans Soissons par le maréchal Mortier, dont la présence tint Paris en sûreté sur ce point.

Mais de nouveaux dangers menaçaient la capitale. La grande armée, commandée par le prince de Schwartzenberg, trouvant libres les routes de la Seine, s'avançait le long de cette rivière et de l'Yonne. Il avait forcé toutes les positions qui, de ce côté, couvrent Paris. Nogent, Provins, Montereau venaient de tomber en son pouvoir, malgré le courage déployé par les maréchaux Oudinot et Victor; malgré même le maréchal Macdonald, que l'Empereur avait envoyé à leur secours. Ses troupes légères couvraient jusque sous Orléans les plaines du Gatinais pour intercepter les communications de l'armée française avec les secours qui lui arrivaient d'outre-Loire : en un mot, Paris allait devenir la proie de l'étranger, lorsque Napoléon fit volte-face, et se porta par Montmirail et par Meaux, sur Guignes, où s'étaient reployés les deux maréchaux qui n'avaient pu arrêter la marche du prince de Schwartzenberg. L'Histoire

des Batailles dit ici : « La concentration de l'armée française se trouvait ainsi faite en deux marches, de la Marne à la Seine, sur une ligne de vingt-cinq lieues. Il faut remarquer à ce propos que Napoléon, dans la Campagne de 1814, est un général qui s'est mis hors de mesure. Son génie y supplée au nombre d'hommes : avec une seule armée, il y fait l'ouvrage de deux ou trois, et en le voyant tomber, ceux qui l'ont suivi de l'œil sont convaincus que ce malheur serait arrivé beaucoup plus tôt à un autre. » Lorsque tout le monde partage ce sentiment, comment se trouve-t-il des écrivains capables d'avancer que depuis Moscow l'Empereur avait l'esprit aliéné? ou plutôt comment P. F. F. J. Giraud a-t-il pu le dire dans son libelle intitulé : *Campagne de Paris?* Il est vrai que c'est un libelle.

MOUVEMENS DE NAPOLÉON
CONTRE LA GRANDE ARMÉE DES ALLIÉS.

Les souverains alliés, réunis à Nogent, venaient d'apprendre les derniers succès de l'empereur Napoléon. Quoique leurs forces fussent immensément supérieures à celles déployées devant eux,

ils n'agissaient qu'avec cette extrême défiance que l'on éprouve toujours quand on a le génie pour adversaire. Ils tinrent conseil, et, après un mûr examen de la situation des choses, il fut décidé : « Qu'attendu que l'armée de Silésie serait probablement obligée de se replier sur Châlons, il était nécessaire que la grande armée suivît le mouvement de l'empereur Napoléon, et que les corps de Wrède et de Wittgenstein se portassent en toute hâte sur Sezanne, afin de l'attaquer sur ses derrières, d'attirer sur eux l'attention, de dégager l'armée de Silésie, et couvrir la retraite de la grande armée sur Arcis et sur Troyes. »

Le 15 à minuit, c'est-à-dire à l'instant où tout se disposait pour l'exécution de ce plan, le général Haake arriva, bride abattue, au quartier-général des souverains. Il annonçait qu'après avoir défait Blücher à Vauchamps, Napoléon s'était replié et revenait sur la grande armée.

Cette nouvelle changea toutes les déterminations. La grande armée reprit ses anciennes positions de l'Yonne et de la Seine, et fut couverte dans ce mouvement par les corps destinés à tomber sur les derrières de l'Empereur.

Pour assurer la gauche de sa nouvelle ligne d'opérations, Napoléon laissa dans Etoges le maréchal Marmont, et à la Ferté-sous-Jouarre le gé-

néral Grouchy. Il arriva le 16 à Guignes, où il trouva quelques renforts amenés des frontières d'Espagne par le général Trillard. Il les joignit à son armée, et arrêta les dispositions suivantes :

Le duc de Bellune se portera devant Mormant avec son corps, la cavalerie du général Milhaud et celle du comte Valmy arrivée de la veille.

Le duc de Reggio portera son corps en avant de Guignes, son quartier-général du côté de l'étang.

La cavalerie de la garde sera en colonne, la queue à Fontenay, la tête à Chaulmes.

La vieille garde à pied à Chaulmes.

Le duc de Tarente réunira son corps aux Etars et à Ouzouer-le-Vougy, et fera passer le pont des Seigneurs à une division qu'il placera à Yebles.

Le prince de la Moscowa, avec ses deux divisions de la jeune garde, se placera à Lahoussaye.

Le général Pajol se portera à Saint-Germain-de-Lexis.

Tous les parcs qui ont été évacués sur Brie et Charenton, marcheront toute la nuit pour arriver à Ouzouer-le-Vougy. Le parc du génie et les sapeurs passeront seuls le pont des Seigneurs pour se rendre à Guignes.

Les troupes auront leur artillerie avec elles, prendront le pain pour deux ou trois jours, et se

tiendront prêtes à marcher et à combattre le 17 au point du jour.

La subite arrivée de l'Empereur avait enthousiasmé les troupes des maréchaux Oudinot, Victor et Macdonald. Il n'en était pas de même des corps ennemis. Outre la terreur que leur imprimait la présence de Napoléon, ils étaient encore découragés par les fausses mesures de leurs chefs. En effet, les choses étaient par ceux-ci disposées de manière que, totalement séparés du gros de la grande armée, les corps de Wittgenstein, de Wrède et de Wurtemberg étaient seuls exposés à l'effort des cinquante mille Français réunis par Napoléon.

COMBATS DIVERS.

Instruit de la marche de l'Empereur, le comte Pahlen se retirait avec quatre mille cinq cents hommes, dont dix-huit cents de cavalerie. C'était le 17 février. Napoléon qui alors débouchait par Mormant avec le deuxième corps, l'aperçut, et doubla de vitesse pour le joindre. Il l'atteignit dans la plaine bornée par l'Iron et l'Ancœur, manœuvra pour le prendre dans tous les sens, et forma son attaque. Elle fut d'autant plus terrible, qu'elle se fit spontanément par tous les corps. L'ennemi ne tarda point à se trouver dans une

position critique, et s'y trouva plus que jamais, lorsque s'avançant conduites par le général Drouot, trente-six pièces d'artillerie vomirent des torrens de mitraille au sein de ses bataillons. Toute l'infanterie du comte Pahlen fut sabrée, ou mit bas les armes; sa cavalerie seule parvint à s'échapper.

Ce général envoya plusieurs messages au comte Hardegg, qui avait à Bailly deux régimens de cavalerie, et à Nangis une infanterie considérable; mais, prévoyant le sort qui l'attendait s'il cherchait à lutter contre Napoléon, il refusa tout secours au comte Pahlen, et se retira lui-même avec précipitation. Il ne put toutefois le faire assez promptement pour éviter les Français, et fut chargé de telle sorte par le général Piré, que sa retraite devint véritablement une déroute.

Déjà deux mille prisonniers, quarante caissons, onze pièces d'artillerie se trouvaient au pouvoir des Français; mais loin de s'endormir sur ces trophées, l'Empereur ordonna de poursuivre les fuyards dans toutes les directions, et l'armée entière partagea son ardeur.

Cette armée était divisée en trois colonnes. Celle de gauche, que commandait le maréchal Oudinot, se porta sur Provins, à la poursuite du comte de Wittgenstein; celle du centre, confiée

au maréchal Macdonald, marcha dans la direction de Villenaux, sur les pas de la division Hardegg (1); celle de droite, aux ordres du maréchal Victor, courut attaquer, sur la hauteur de Valjouan, la division bavaroise du général Lamotte.

Un choc audacieux et rapide avait culbuté cette division, et déjà le plus grand désordre régnait dans ses rangs : il ne fallait plus, pour l'anéantir, qu'une charge du général L'Héritier, qui était placé de manière à lui couper la retraite; mais, par une bizarrerie jusqu'à présent incompréhensible, ce général ne chargea pas, et l'infanterie bavaroise trouva le temps de se rallier sous la protection de quelques escadrons de cavalerie.

Voyant l'inaction de son camarade, le comte Bordesoult fit charger cette cavalerie par ses cuirassiers. On ne peut se faire une idée de l'ardeur déployée par ces jeunes soldats : à peine à cheval depuis huit jours, ils sabrèrent trois cents hommes en un instant, et réduisirent l'infanterie à ses propres forces. Ne pouvant plus y tenir, le général Lamotte se retira sur Donnemarie;

(1) Avant l'arrivée de l'Empereur, on était si généralement certain de voir succomber les Français, que le maréchal Macdonald trouva dans Montigné des tables splendides décorées de lauriers, et préparées pour l'ennemi.

mais il y fut joint et mis en déroute par le général Gérard. Les militaires éclairés font ici des reproches au maréchal Victor. Le premier repose sur ce qu'il ne seconda point le général Gérard, et le second sur ce que, par un ordre itératif, il rappela ce général au moment où il tirait le plus grand fruit de ses avantages. Nous n'examinerons pas jusqu'à quel point ces deux reproches sont fondés; nous dirons seulement, qu'apprenant que le maréchal Victor n'avait pas poussé jusqu'à Montereau, l'Empereur lui reprocha vivement d'avoir laissé échapper l'occasion de détruire toutes les troupes alliées qui se trouvaient sur la rive droite de la Seine. Néanmoins, les derniers combats soutenus firent perdre à l'ennemi trois mille hommes et quatorze pièces de canon.

Pendant ce temps, le maréchal Marmont ne restait point inactif. Du village d'Etoges, où l'Empereur l'avait laissé pour couvrir la gauche de ses opérations, il apprit qu'un corps ennemi, venant de Sezanne, tiraillait vers Montmirail, et en chassait la petite garnison qu'on y avait laissée. Parvenu le 16 à Marmont, cet avis reçut à l'instant même l'effet qu'on devait en attendre. Le maréchal se porta sur Montmirail, et chassa de cette ville le général Diebitsch, qui était parvenu à s'en emparer. Harcelé par la cavalerie du géné-

ral Doumerc, les Russes se retirèrent précipitamment sur pont Saint-Prix.

Au bruit de la canonnade, le général Grouchy quitta La-Ferté-sous-Jouarre, et fut joindre, à Montmirail, le maréchal Marmont.

RETRAITE DES ALLIÉS SUR TROYES.

Dès que le prince de Schwartzenberg eut connaissance de l'échec éprouvé par le comte Pahlen et le général Lamotte, il connut qu'il n'existait plus de sûreté pour lui sur la droite de la Seine, et prit le parti de se reployer sur la rive gauche. Il espérait pouvoir y attendre les mouvemens ultérieurs de Napoléon, prendre des mesures pour en prévenir l'effet, et reconquérir les avantages perdus par ses lieutenans. Cette détermination fut immédiatement suivie de l'ordre ci-après :

1.° Au prince de Wurtemberg, de rester dans sa position de Montereau sur la rive droite, afin de couvrir le flanc gauche de l'armée et protéger sa concentration;

2.° Au comte de Wrède, de repasser la Seine à Bray, d'y prendre position sur la rive gauche, et d'en garder le pont;

3.° Au comte de Wittgenstein, de la repasser à Nogent, d'y établir une tête de pont sur la rive droite, et de ne garder que des avant-postes à la lisière du bois de Sordun;

4.° Aux réserves, de se réunir à Trainel et Nogent. Le quartier-général des souverains et du prince rétrograda jusqu'à Trainel.



Dessiné par Gudin. *Gravé à l'Eau forte par Couché fils.* *Terminé par Bovinet.*

BATAILLE DE MONTEREAU.

Gagnée par Napoléon, le 18 Février 1814.

BATAILLE DE MONTEREAU,

GAGNÉE

PAR NAPOLÉON.

(28 février.)

Informé que le maréchal Victor avait négligé de pousser jusqu'à Montereau, l'Empereur ordonna, pour le lendemain, l'attaque combinée de cette position. Dès qu'il fut jour, le général Pajol se porta sur la forêt de Valence, s'empara du débouché, et poursuivit les troupes qui le gardaient; cet avantage ne dura qu'un instant. A peine le général Pajol se fut-il porté de quelques centaines de toises en avant, qu'il se trouva arrêté court par le corps du prince Adam de Wurtemberg. Ce fut en vain qu'il mit en batterie vingt-quatre pièces françaises; l'ennemi en démonta douze, et garda sa position.

Sur ces entrefaites, arriva le maréchal Victor. Tout faisait présumer que les Wurtembergeois se retireraient à sa vue; mais le terrain les favorisait trop pour qu'ils cédassent sans avoir combattu.

Avant d'en dire davantage sur ce combat, nous croyons devoir entrer dans quelques détails sur la ville de Montereau. Située à dix myria-

mètres de Paris, elle est bâtie au confluent de l'Yonne et de la Seine, sur la rive gauche de ces deux rivières. Elle a deux faubourgs considérables, celui de Saint-Maurice à l'est, et celui de Saint-Nicolas qui s'étend au nord le long de la rive droite de la Seine. Celui-ci est couvert à demi-portée de canon, par le coteau de Surville, boisé et planté de vignes; en avant de l'autre, se présente une vaste plaine du côté de Bray. Deux ponts, l'un sur l'Yonne, l'autre sur la Seine, ouvrent la communication de la ville aux deux faubourgs; elle n'a pour enceinte qu'une muraille peu susceptible de défense; mais les hauteurs de Surville, que le prince royal du Wurtemberg occupait, couvrent naturellement les ponts. Cette position, toutefois, n'était qu'un mauvais champ de bataille : bonne pour défendre les abords des chemins de Montereau contre un ennemi qui s'en approche par la rive gauche, elle ne pouvait servir qu'à une faible arrière-garde chargée d'en disputer l'accès à un corps de troupe débouchant de Melun ou de Nangis, parce que le long défilé qui est au revers est un vrai coupe-gorge.

Les Wurtembergeois étaient établis sur deux lignes, entre Villaron et Saint-Martin, qu'ils occupaient fortement : deux brigades étaient par

eux laissées en réserve sur la rive droite de la Seine. Attaqué par le général Château, le village de Villaron fut emporté, malgré le feu le plus terrible. Il ne nous resta pas long-temps. L'artillerie des alliés en chassa les Français au bout d'une demi-heure, et le général Château marcha contre les hauteurs de Surville. Le général Duhesme réattaquait en sa place, le village de Villaron. Quelques efforts qu'il fît, il ne put arriver à son but, et dans son nouveau mouvement, le général Château tomba mortellement blessé d'une balle. Ce malheur mit le désordre dans les rangs français. Privée de son chef, la brigade assaillante se retira consternée.

Mais arriva, vers une heure de l'après midi, le général Gérard. Chargé par l'Empereur du commandement de toutes les troupes, il fit retirer les tirailleurs maladroitement engagés sur un terrain défavorable à gauche des Wurtembergeois, et, reconnaissant que l'artillerie seule donnait à l'ennemi la supériorité qu'il avait sur les Français, il fit avancer quarante pièces de canon, et par ce moyen notre infanterie respira.

Comme ces quarante pièces paraissaient isolées de toutes forces destinées à les défendre, l'ennemi crut à la possibilité de s'en emparer, et les fit charger par le lieutenant-général Doering; mais

bientôt couvert de mitraille et abordé par le général Gérard, il regagna sa ligne sans autre résultat qu'une perte immense.

L'Empereur arrivait alors de Nangis au galop. Il fit recommencer l'attaque du plateau de Surville, et cette fois la fit soutenir par deux bataillons de gendarmerie attachés à la vieille garde. S'apercevant ensuite qu'il ne pourrait sans peine franchir le défilé, il ordonna au général Pajol de lui en frayer les chemins, et bientôt tout ce qui se trouvait devant eux fut culbuté entre la Seine et le revers des hauteurs. Mais la retraite des alliés ne put s'effectuer aussi vite que leur sûreté l'exigeait. Ils furent taillés en pièces, et, mortellement blessé, le prince de Hohenlohe fut renversé de son cheval.

L'ennemi fuyait par le pont. Aussitôt, dirigeant contre lui deux batteries de la garde, le général Digeon en fit une véritable boucherie. Vainement les vaincus tentèrent de faire sauter les ponts pour se couvrir de la rivière, la mine refusa son secours, et les Français se jetèrent avec eux dans la ville. « Aux cris des vainqueurs, disent les relations, les habitans de Montereau, qui jusqu'alors avaient été témoins impatiens de la résistance opiniâtre des alliés, changent tout-à-coup de rôle, et deviennent assaillans : aigris

par les mauvais traitemens que les Wurtembergeois, chefs et soldats, leur avaient fait endurer dans leur court séjour, ils voient luire pour eux le jour de la vengeance : les uns jettent des tuiles et des décombres sur la tête des fuyards; les autres barricadent les rues; ceux-ci, cachés derrière une porte ou un contrevent, fusillent à coup sûr; ceux-là sortent de leurs maisons et guident nos colonnes : la ville est transformée en un champ de carnage, où les prisonniers et les blessés trouvent à peine leur sûreté. »

L'ennemi fut poursuivi jusqu'à la nuit avec un acharnement qui surpassait encore celui que la vengeance excitait dans les habitans de Montereau. Il dirigea sa déroute entre la Seine et l'Yonne, et ne cessa d'être harcelé que lorsque les ténèbres l'eurent couvert d'un voile impénétrable. Il profita de ce moment pour se rallier en arrière de Marolles, fuir encore, et gagner Bray.

Les Français eurent dans cette journée deux mille cinq cents hommes mis hors de combat; mais quoique considérable, en raison de leur faiblesse numérique, cette perte était loin d'égaler celle de l'ennemi. Cette dernière se composait de six mille hommes, dont trois mille hors de combat, quatre drapeaux, six pièces d'artillerie

et un prince mort. On prétend qu'après cette victoire l'Empereur s'écria : *Mon cœur est soulagé, je viens de sauver la capitale.*

CONTINUATION DE LA RETRAITE

DE L'ENNEMI.

PENDANT que la droite de l'armée obtenait cet important avantage, le centre s'emparait d'un parc bavarois qui n'avait pu repasser la Seine à Bray. C'était beaucoup sans doute ; mais l'impossibilité de tourner assez tôt les marais dont le pays est couvert, força le maréchal Macdonald de borner là sa victoire. Toute la journée du 18 il fut tenu en échec par cinq cents hommes, qui, jetés dans le village de Mouy avec des batteries de gros calibre, rendaient le pont inabordable.

Le maréchal Oudinot éprouvait à la gauche moins de difficultés : tout fuyait devant lui. Il traversa Provins, s'établit dans Sordun, et fit enlever Mériot par sa cavalerie. En vertu de l'ordre établi pour la retraite des alliés, le comte de Wittgenstein repassa la Seine à Nogent.

La journée de Montereau donna deux craintes au généralissime des armées ennemies ; la première fut que Napoléon chassât les alliés des rives

de la Seine, et la seconde qu'il se jetât une seconde fois entre la grande armée et le maréchal Blücher pour les battre séparément, comme il l'avait déjà fait. Il fallait donc remédier à ce double inconvénient, et Blücher reçut l'ordre de se porter par Arcis, de Châlons à Méry. De cette manière, toutes les forces alliées se trouvaient rassemblées, et d'autant plus en état d'opposer une vive résistance, qu'elles étaient immensément supérieures à celles des Français.

La jonction de Blücher avec la grande armée s'effectua le 19 à Méry. Jugeant la possession de cette ville essentielle à ses projets, l'Empereur y fit attaquer Blücher par le maréchal Oudinot. L'ennemi fut culbuté au premier effort par la brigade du général Gruyère, et mit, en se retirant, le feu au pont qui lie entre elles les deux parties de la ville; bientôt les flammes atteignirent les premières maisons, et il ne fut plus possible d'arrêter les progrès de l'incendie. C'est alors que la position des Russes devint insoutenable. Ils sortirent de l'embrasement pour se déployer dans la plaine, et le général Gruyère les suivit au pas de charge. Ce dernier, croyant n'avoir affaire qu'aux seules troupes qu'il avait culbutées, se disposait à les réattaquer précipitamment, lorsqu'il aperçut toute l'armée de

Silésie rangée en bataille et prête à l'écraser. Il s'arrêta, et prit position devant la ville; la fusillade commença, et ne finit qu'avec le jour: Gruyère fut blessé, et ses troupes se reployèrent prudemment sur la rive gauche de la Seine.

L'armée française s'avançait vers Troyes, et ramassait dans sa marche tout ce qui se trouvait isolé. Le maréchal Macdonald enlevait deux cents chevaux près de Pavillon; cinq coureurs français amenaient au quartier-général une compagnie de chasseurs de la division Maurice de Lichtenstein; l'escadron d'avant-garde du général Gérard faisait, près de Villeneuve, des prisonniers à la horde de cosaques de l'hetman Platow, et rejetait cette horde au loin dans la campagne.

A midi, les trois colonnes de l'Empereur débouchèrent dans la plaine de Troyes. Elle était couverte d'ennemis. Présumant alors que l'intention du prince de Schwartzenberg était de livrer bataille, il pressa la marche des corps qui se trouvaient en arrière, rassembla ses forces et prit ses positions. Les alliés étaient les plus nombreux; mais, malgré leurs efforts, l'armée de Silésie était encore reléguée entre l'Aube et la Seine, et la grande armée avait, pour contrebalancer sa supériorité, le très-grand avantage d'être adossée à une rivière. Comme, dans tous les cas,

il eût fallu au maréchal Blücher au moins vingt-quatre heures pour venir au secours du généralissime, en jetant de vive force un pont sur le fleuve, Napoléon pouvait encore se flatter de les battre séparément. Ce qui contribuait particulièrement à l'affermir dans cette pensée, c'est l'ardeur que les troupes françaises faisaient éclater chaque jour, le découragement que leurs victoires avaient jeté dans les rangs ennemis, et surtout l'irrésolution qui régnait dans tous les mouvemens du prince de Schwartzenberg.

Il fallait une bataille pour achever de rétablir les affaires de Napoléon, et tout la faisait présager; mais les alliés, n'osant en courir la chance, profitèrent de la nuit du 22 au 23, pour fuir de nouveau. Tandis que les trois colonnes françaises manœuvraient dans la plaine de Troyes, l'avant-garde du général Gérard écrasait, près de Fontvannes, la cavalerie du prince de Lichtenstein, lui prenait trois cents hommes et six pièces de canon; l'Empereur s'avançait, et menaçait l'ennemi de revers plus graves encore que tous ceux qu'il venait d'éprouver.

PROPOSITION D'ARMISTICE PAR LES ALLIÉS.

La fortune commençait à devenir singulièrement favorable aux Français, et déjà l'ennemi ne pressentait plus que des malheurs. Pour mettre un terme à nos prospérités, ou du moins pour en ralentir le cours, les souverains alliés se réunirent dans la ville de Troyes, et posèrent la question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux demander un armistice à Napoléon, que de continuer la guerre avec des chances si inégalement balancées. Tous les avis furent pour l'armistice. Selon le prince de Metternich, démembrée, découragée, et s'affaiblissant chaque jour par les maladies, les privations, les fatigues et les combats, la grande armée avait d'autant plus d'intérêt à ce que les hostilités fussent suspendues, qu'en cas de retraite elle se trouvait coupée par les garnisons françaises des places fortes de la Moselle, et assaillie par la masse entière de la population. D'autres raisons non moins péremptoires achevèrent de déterminer les souverains. Renforcé de conscrits tirés des départemens méridionaux, et de quinze mille hommes arrivant d'Espagne, le maréchal Augereau menaçait Genève, après avoir

chassé les Autrichiens de Mâcon, de Bourg et de Chambéry.

Ce fut le comte de Paar que les alliés envoyèrent à l'empereur des Français. L'objet de son message fut d'autant plus agréable à Napoléon, que quinze jours de suspension d'armes le mettaient à même de porter à cent mille hommes l'armée qui, en nombre bien inférieur, venait de remporter des triomphes si éclatans. Il était prêt à signer l'armistice, lorsque M. de Rumigny, l'un des secrétaires de son cabinet, revint de Châtillon, où il l'avait envoyé, et lui remit un projet de traité de paix que les plénipotentiaires avaient arrêté entre eux. Aux termes de ce traité, Napoléon renonçait à toute influence politique et aux titres fondés sur ses conquêtes; il rendait, pour rentrer dans les limites que la France avait en 1792, tout, jusqu'à la Belgique; il perdait la plupart de ses colonies, ne pouvait fortifier celles dont on ne le dépouillait pas, que du consentement des puissances, abandonnait, avec l'immense matériel dont il les avait garnies, toutes les places situées hors des nouvelles limites de l'empire, et, dans l'espace de quatre jours, devait remettre, pour garantie de ses intentions, les places de Besançon, d'Huningue et de Béfort.

De pareilles propositions ne pouvaient arriver dans un moment moins opportun. Vainement le duc de Vicence demandait, par M. de Rumigny, que la patrie fît des sacrifices pour obtenir la paix; l'Empereur était victorieux, et c'en était assez pour qu'il crût à la possibilité de rendre la France à ses limites naturelles par la force des armes. Il s'emporta, déchira le traité, et dit à l'agent diplomatique qui le lui présentait : *C'est par trop exiger : les alliés oublient que je suis plus près de Munich qu'ils ne le sont de Paris.*

En attendant qu'il fût à même de communiquer au congrès le contre-projet qu'il méditait, Napoléon transmit au duc de Vicence une lettre privée qu'il venait d'écrire à l'empereur d'Autriche. Selon M. Koch, cette lettre est remplie de récriminations et de propositions captieuses. Pour mettre les lecteurs à même d'en juger, nous allons la rapporter littéralement.

« Monsieur mon frère et beau-père, j'ai reçu la *lettre privée* que votre majesté impériale et royale m'a fait l'honneur de m'écrire. Elle ne m'est parvenue que quatorze jours après sa date; c'est la seule raison qui m'ait empêché de répondre plus tôt aux attentions amicales de votre majesté : je n'aurais pas négligé une occasion d'entrer franchement en explication avec elle.

» Deux raisons ont sans doute déterminé votre majesté à m'adresser cette lettre : la première est l'attachement qu'elle doit porter à l'Impératrice sa fille, dont la gloire et le bonheur sont à jamais liés à ma destinée ; la seconde est la raison politique. Vous avez sagement jugé que la tranquillité de l'Europe et la sûreté intérieure de l'Allemagne sont intimement liées au maintien de l'ordre monarchique que j'ai consolidé en France. Tous les projets de partage de ce vaste pays sont inexécutables ; la France deviendrait le tombeau de qui oserait le tenter.

» Depuis vingt ans je fais la guerre, et depuis dix je n'ai cessé de desirer la paix. J'ai senti qu'elle était nécessaire à la conservation de l'ordre établi dans l'empire français. L'attitude et les démarches de l'Angleterre ont toujours éloigné ce moment desiré. Les succès inespérés qu'ont obtenus mes armes, ont agrandi les projets que j'avais conçus pour donner de la stabilité à l'état politique de l'Europe, et pour assurer aux peuples les avantages d'une longue paix. Ces projets peuvent être regardés comme gigantesques, parce qu'ils ont manqué ; mais si l'on considère le point où j'étais arrivé, l'on jugera que leur exécution n'était point une vaine chimère. Aujourd'hui il est impossible d'y revenir,

et les mouvemens de la politique porteront bien plutôt les peuples de l'orient vers l'occident, que les Français en Russie ou en Pologne. Quels que soient les événemens de la guerre actuelle, qui va bientôt finir, les Français n'auront plus à s'occuper que des moyens de pourvoir à leur propre conservation. L'Allemagne, rendue à toute son indépendance, n'aura qu'à veiller elle-même à sa sûreté.

» Aucun prince plus que moi n'est disposé à vouloir la paix. Vos armées étaient encore au-delà du Rhin, que j'avais su me résoudre à tous les sacrifices qu'exigeait ma position. Je demandais pour l'empire français les limites que lui donnait la paix d'Amiens; bien plus, je consentais à conserver pour frontières celles qui appartenaient à la république française lors de mon avénement au consulat. Si l'Angleterre avait agi avec bonne foi, elle n'aurait point fait refuser les propositions qu'elle avait acceptées il y a quinze ans. Un jour peut-être elle se repentira des maux qui seront la suite d'une guerre qu'elle aura impolitiquement prolongée.

» Depuis l'envahissement d'une partie de la France, j'ai donné toute la latitude possible à M. le duc de Vicence. Il ne rejetera que des conditions qui tendraient au morcellement de la

France, ou à l'avilissement que des peuples comme les miens ne sauraient supporter. Je desire que votre majesté remarque quelle modération je mets à mes vœux, et qu'elle en tire la preuve de l'intention où je suis de faire solidement la pâix.

» Les chances de la guerre me sont favorables; je viens de gagner plusieurs batailles qui, d'après les règles ordinaires de la guerre, auraient dû décider dans vos armées des mouvemens rétrogrades. Votre majesté ne peut se dissimuler que les forces de la coalition sont compromises, et qu'elles se trouvent dans une position très-périlleuse. Mes troupes sont encore remplies d'enthousiasme; et si, pour le repos des Français, je ne devais desirer la paix, les raisons politiques m'induiraient à continuer la guerre. Je fais taire les raisons politiques: aujourd'hui même je donne ordre à M. le duc de Vicence de presser les négociations, mais de suivre les formes de la diplomatie reçues dans tous les temps.

» Je ne m'aveugle pas sur la position de la France. Le peuple souffre, le peuple veut la paix. Mes généraux se fatiguent; peut-être les liens de la fidélité se relâchent; mais les résultats de cette campagne ne peuvent se faire long-temps attendre. Les Français auraient bien perdu de

leur noble caractère, s'ils ne pouvaient combattre quinze jours encore pour leur honneur et leur indépendance !

» La fortune peut trahir toutes mes espérances ; elle peut me forcer à de grands sacrifices : le seul qu'elle ne saurait obtenir, serait des conditions secrètes ou ostensibles qui dégraderaient et la France et le prince qui aurait eu le lâche égoïsme de les accepter.

» Les puissances avec lesquelles je suis en guerre ont repoussé, je le sais, des propositions coupables qui leur ont été faites de troubler l'ordre monarchique établi en France ; par le fait, ne serait-ce point le renverser que conspirer ma perte? Lorsque je succédai à la république mourante, je fis le serment de sacrifier ma vie entière au bonheur des Français. Si je ne puis le tenir aujourd'hui ce serment, et que des princes plus heureux puissent donner à l'Europe des gages qu'elle ne voudrait pas recevoir de moi, je préfère descendre du trône sans souillure, à le conserver dans mes seuls intérêts.

» En laissant avilir les Français, je ne pourrais les gouverner : les révolutions reprendraient la place de l'ordre, et l'état social serait remis en question.

» Je remercie votre majesté impériale et royale

des paroles obligeantes qu'elle a bien voulu m'adresser. Je le lui répète, et du plus profond de mon cœur : Je veux la paix; je la veux aux conditions consenties au congrès : je donne ordre au duc de Vicence de la signer. Il ne doit rejeter que des articles de forme qu'il importe peu au droit public de conserver. Que votre majesté soit persuadée que mes succès n'ont rien changé aux déterminations que j'avais prises.

» Cette lettre n'étant à autre fin, etc. »

La rupture du traité de paix, le refus de suspendre les hostilités, firent sentir aux souverains la nécessité de resserrer davantage les liens qui les unissaient, et ils conclurent un nouveau traité d'alliance offensive et défensive contre la France, dont la durée fut fixée à vingt ans, sauf à le prolonger davantage encore, si l'intérêt commun l'exigeait (1).

(1) Selon M. Alphonse de Beauchamp, l'empereur d'Autriche aurait secrètement envoyé le prince de Lichtenstein à Napoléon pour l'avertir de la nécessité de se soumettre aux conditions dictées par les puissances, et, selon le même auteur, Napoléon aurait répondu : *Je ne m'effraie point d'une aussi vaine menace ; une paix désavantageuse à la France serait fatale à l'Autriche ; mon empire est nécessaire pour contre-balancer celui de la Russie.*

REPRISE DE TROYES PAR LES FRANÇAIS.

(24 février.)

Pour couvrir la retraite de son armée, le prince de Schwartzenberg avait laissé dans Troyes la brigade bavaroise du général Wolkmann, et en avant de cette ville, une ligne assez forte pour suspendre un instant la marche des Français.

Troyes n'était pas tenable. Ses ouvrages avaient, à la vérité, reçu quelques réparations; mais, indépendamment d'une trop grande étendue, cette ville avait encore dans ses murs des brèches si considérables, qu'après avoir brisé les palissades qui les bouchaient, des corps entiers pouvaient y monter par pelotons.

Le 23, vers quatre heures du soir, la cavalerie française s'empara des faubourgs, et repoussa jusque dans la place les avant-postes ennemis. Le général Piré ayant inutilement sommé le général bavarois, fit tirer sur la ville, et celui-ci riposta par des obus et des grenades, qui mirent le feu aux faubourgs de Sainte-Savine et de Saint-Martin. Cette résistance allait devenir funeste à Troyes, et déjà l'Empereur se disposait à ordonner l'assaut, lorsqu'un parlementaire vint annoncer que la ville serait évacuée dans la nuit, mais

que si l'on continuait à canonner, elle serait réduite en cendres avant que les Français y entrassent.

Persuadé que les Bavarois étaient gens à tenir parole, Napoléon ne voulut pas risquer le sort d'une des villes les plus manufacturières de son empire, et suspendit les préparatifs déjà faits pour la prendre d'assaut.

Au point du jour, c'est-à-dire à l'instant où les troupes ennemies achevaient de défiler, le prince de Wensel revint en parlementaire assurer Napoléon de tout le desir qu'éprouvaient les souverains alliés de venir à un rapprochement, et de voir suspendre, pour quelques heures seulement, l'entrée des Français dans Troyes. Il ajoutait que leur proposition n'avait pour but que de sauver cette ville d'une destruction qu'elle ne pouvait éviter, si l'Empereur persistait à y entrer sur-le-champ.

Cette menace, qui confirmait celle déjà faite la veille par le général Wolkmann, détermina Napoléon à promettre de retarder jusqu'à midi son entrée dans les murs de Troyes; mais, en donnant sa parole, il se promit d'user à la rigueur de tous les droits qu'elle lui laissait, et fit braquer plusieurs pièces d'artillerie près de la porte destinée à lui livrer passage.

Midi sonne. Aussitôt vingt coups de canon font voler la porte en éclats, et les Français se précipitent en foule dans la ville. L'empereur Alexandre y était encore : peu s'en fallut qu'il ne fût pris avec celles de ses troupes qui n'avaient point évacué. Les habitans, guidés par la vengeance, joignirent leurs efforts à ceux des soldats français, et bientôt cette masse d'ennemis disparut dans le plus effrayant désordre.

A peine Troyes était-elle devenue libre, que Napoléon y entra suivi de la vieille infanterie de sa garde. Quoiqu'il eût tout fait pour épargner à cette ville les horreurs d'un assaut, il n'ignorait pas que quelques citoyens, assez lâches pour trahir la cause du malheur en faveur du parti victorieux, avaient offert leurs services aux alliés, et s'étaient couverts de décorations proscrites depuis vingt-cinq ans, dans la seule intention d'exciter leurs concitoyens à la révolte contre l'autorité d'un souverain reconnu par toutes les nations. *Il y a ici cinq personnes qui ont pris la croix de Saint-Louis,* dit l'Empereur au commissaire de police qu'il rencontra. —*Sire, il n'y en a que deux.—Quelles sont-elles?—MM. de Vidranges et de Gouault.—Qu'on les arrête sur-le-champ.* On ne put s'emparer de M. de Vidranges, parce qu'il était en mission pour le parti

royaliste. Quant au second, il fut arrêté, jugé et fusillé le même jour. M. Labaume voudrait nous faire entendre que le châtiment du chevalier de Gouault fut un assassinat. Permis à lui d'avoir cette opinion; mais, en bonne logique, si quand Napoléon revint de l'île d'Elbe quelque Français eût cherché à favoriser son retour, cet indigne citoyen ne se fût-il pas rendu applicables les dispositions du code pénal (1)? Plus juste, et moins déclamateur que M. Labaume, M. Koch nous éclaire sur le chevalier de Gouault. Que M. Labaume lise donc ce qu'en a dit cet écrivain (2), il verra que ce *martyr de la royauté* n'était pas seulement guidé par son amour pour son roi. Quand on écrit l'histoire, il faut, comme Tacite, n'être ni pour Othon ni pour Vitellius.

(1) Liv. 3, chap. 1, sect. 2, art. 91.

(2) « D'après ce que nous avons appris au retour de l'armée à Troyes, le chevalier de Gouault s'était montré très-chaud partisan du gouvernement impérial *avant l'invasion*. Lorsque le décret du 17 décembre 1813 rétablit les gardes nationales, il brigua et obtint du préfet de l'Aube le commandement de la cohorte de Troyes ; mais l'Empereur jugeant plus convenable de placer à sa tête M. de Mesgrigny, son chambellan, M. de Gouault, après avoir reçu les félicitations du corps d'officiers, se vit réduit au grade de simple grenadier. Ce désappointement ne refroidit pas, du moins en apparence, son zèle pour la défense de la ville *tant qu'elle fut couverte par l'armée française.* »

L'exécution du chevalier de Gouault fut immédiatement suivie du décret ci-après :

« ART. 1.er Il sera dressé un état des Français qui sont au service des puissances alliées, ou qui, sous quelque titre que ce soit, ont accompagné les armées ennemies dans l'invasion du territoire de l'Empereur, depuis le 20 décembre 1813.

» ART. 2. Les individus qui seront portés sur cet état seront traduits sans délai, et toute affaire cessante, devant nos cours et tribunaux, pour y être jugés et condamnés aux peines portées par la loi, et leurs propriétés confisquées au profit des domaines de l'état, conformément aux lois existantes.

» ART. 3. Tout Français qui aura porté les décorations des ordres de l'ancienne dynastie dans les villes occupées par l'ennemi, et durant son séjour, sera déclaré traître, jugé comme tel par une commission militaire, et condamné à mort. Ses propriétés seront confisquées au profit des domaines de l'état. »

NOUVELLE DISPOSITION DES ARMÉES.

L'EMPEREUR aurait pu continuer de poursuivre le corps du prince de Schwartzenberg ; mais

était-il probable qu'ayant refusé d'accepter la bataille sous les murs de Troyes, ce général changeât subitement d'avis, sans avoir changé de position ? Cette réflexion détermina le chef de l'armée française à confier la poursuite de la grande armée aux maréchaux Oudinot et Macdonald, se réservant lui-même de marcher contre l'armée de Silésie, qu'il croyait fermement décidée à laver ses derniers affronts.

Pour assurer l'exécution du double mouvement qu'il faisait peser sur les deux armées ennemies, l'Empereur ordonna aux maréchaux Victor et Ney d'observer les opérations du maréchal Blücher; et aux généraux Laferrière, Excelmans et Friant, de se tenir en réserve à Troyes, pour être à même de se porter avec leurs divisions partout où les circonstances les appelleraient à combattre.

Mais tandis qu'il prenait cette détermination, les souverains alliés s'assemblaient à Vandœuvre, et substituaient au plan vicieux qu'ils avaient suivi jusqu'alors, celui que nous allons rapporter d'après les relations.

Le conseil, convaincu que la grande armée serait obligée de se reployer sur Langres, décida, dans cette conférence, qu'on y réunirait les réserves autrichiennes, soit pour accepter la ba-

taille, soit pour accepter un nouveau plan d'offensive; et que l'armée de Silésie, déjà séparée de la grande armée, se dirigerait vers la Marne, afin d'y opérer sa jonction avec les corps de Winzingerode, Bulow et Woronzow, et former ainsi une masse de cent mille hommes, capable de reprendre l'offensive, et marcher derechef sur Paris.

Il arrêta la création d'une armée du midi, à laquelle on affecta le corps de Bianchi, la première division de réserve, les troupes autrichiennes qui se trouvaient à Dijon, ainsi que le sixième corps de la confédération, c'est-à-dire quarante-cinq ou cinquante mille hommes. Cette armée fut mise sous les ordres du prince héréditaire de Hesse-Hombourg, lequel devait marcher sur Mâcon, chercher à repousser le corps de Castiglione, et par-là délivrer Genève, et la ligne de retraite de toute inquiétude. Il fut décidé, en outre, que le prince de Weymar resterait dans les Pays-Bas, et le prince royal de Suède à Liége, soit pour tenir en respect les garnisons des places, soit pour recueillir l'armée de Silésie en cas d'échec, ou enfin pour assurer sa base d'opérations.

La grande armée, aux ordres du prince de Schwartzenberg, considérée comme le centre, devait se tenir en observation, tandis que celles

de Silésie et du midi, regardées comme ailes, prendraient l'offensive avec vigueur, favorisées par ses manœuvres et les diversions qu'il tenterait, en cas de malheur, à l'une ou à l'autre.

Les résolutions de ce conseil s'écartaient tellement des principes militaires, et portaient le cachet d'une si grande pusillanimité, qu'elles trouvaient d'aigres censeurs parmi les divers corps alliés. Ils murmurèrent, et se plaignirent hautement d'être les jouets de la politique versatile du cabinet autrichien; et le généralissime, pour apaiser tant de braves gens, humiliés d'une retraite que rien ne commandait, crut indispensable de leur en développer les motifs dans une circulaire.

Quoi qu'il en soit, l'évacuation du pays jusqu'à l'Aube était résolue; elle eut lieu sur les routes de Bar et de la Ferté, sans qu'on songeât à disputerle terrain sérieusement.

RETRAITE DE LA GRANDE ARMÉE

VERS LES MONTAGNES DU MORVAN.

Poursuivant, comme nous l'avons dit, le prince de Schwartzenberg, le maréchal Oudinot atteignit la division Hardegg devant le pont de

Dolencourt, la mit en déroute, et, malgré le feu croisé de ses batteries, entra dans Bar en même temps qu'elle. Il plaça ensuite la deuxième division du général Gérard sur les hauteurs des Filles-Dieu, la division Pacthod sur la gauche de l'Aube, à la garde du pont, le septième corps d'infanterie et le deuxième de cavalerie, dans la vallée de droite. (26 février.)

L'ennemi avait passé la nuit dans les vignes situées à gauche de la grande route. Informé, vers les six heures du matin, que Bar n'était occupé que par un petit nombre d'hommes, il imagina de surprendre cette ville, sans songer qu'il ne pourrait en espérer la conservation tant que les Français resteraient en possession des berges de la rivière. Pour arriver à son but, il poussa deux bataillons en colonne serrée dans le faubourg de Chaumont. Ils s'emparèrent d'abord d'une porte qui ne leur fut que légèrement disputée, et s'avancèrent avec l'intime conviction que les Français ne les attendaient pas. Cette erreur eut pour eux un terme fatal. A peine furent-ils arrivés au centre de la ville, qu'un bataillon français les accueillit par un feu de mousqueterie qui leur tua trois cents hommes, les chassa de la ville, et les mit en déroute.

De son côté, le maréchal Macdonald n'avan-

çait pas d'une manière moins rapide que le maréchal Oudinot. Pendant que celui-ci s'assurait la libre possession de la ville de Bar, le duc de Tarente éclairait les routes de Langres et de Châtillon, en portant à-la-fois sa cavalerie à Fontette, son parc à Bar-sur-Seine, une division d'infanterie, une de dragons et son quartier-général à Mussy-l'Evêque.

Ainsi, au 26 février, tout le gros de l'armée ennemie se trouvait rejeté derrière l'Aube, entre Bar et la Ferté, incertain du parti qu'il avait à prendre, et peut-être forcé de prolonger sa retraite jusqu'au revers de la chaîne du Morvan.

MARCHE DE L'ARMÉE DE SILÉSIE SUR PARIS.

Battu à Méry, le maréchal Blücher s'était, comme nous l'avons vu, retiré sur la rive droite de la Seine, et s'occupait de se maintenir dans cette position, lorsqu'il apprit la retraite qu'effectuait devant l'armée française le généralissime des armées ennemies. Il connut alors qu'il restait abandonné à lui-même, et qu'il n'avait rien de mieux à faire que de fondre sur le corps du maréchal Marmont, pour obliger Napoléon d'en-

voyer au secours de ce dernier un détachement qui rendît l'offensive au prince de Schwartzenberg.

Blücher détruisit, en conséquence, les ponts d'Arcis et de Rancy, mit ses troupes en mouvement, et s'avança comme il l'avait résolu. Il se trouvait entre Sarron et Anglure, lorsqu'un courrier lui présenta, de la part du généralissime, l'ordre de se porter derrière l'Aube, pour former la droite de la grande armée. Cet ordre lui parut avoir de si grands inconvéniens, qu'il s'excusa de ne le point exécuter, persista dans son projet, et marcha contre Marmont.

Voyant déboucher par des chemins détestables un corps ennemi qu'il n'attendait pas, Marmont crut que ce corps était poursuivi par l'Empereur, et se contenta d'envoyer, pour le harceler, huit cents chevaux sur les hauteurs de Pleurs; mais dès qu'il eut reconnu que, loin d'être battu, le maréchal Blücher cherchait lui-même à battre, il résolut de ne point exposer à une défaite certaine des troupes numériquement trop faibles, se retira derrière Sezanne, sur les hauteurs de Vindey, informa l'Empereur des mouvemens de l'ennemi, et résolut d'attendre là des ordres ultérieurs.

Tandis que ces événemens se passaient sur

l'Aube, le maréchal Mortier, qui, depuis le 15 février, observait, de Villers-Cotterets, les mouvemens du corps de Winzingerode, s'aperçut que ce dernier se portait sur la Marne, et s'y porta lui-même. Laissant au général Moreau la ville de Soissons avec une garnison suffisante, il se joignit, le 24 février, dans Château-Thierry, au corps volant du général Vincent.

Cependant, le maréchal Marmont ne tenait pas, comme il présumait pouvoir le faire, dans sa position des hauteurs de Vindey. Blücher le poursuivant toujours, il se retira dans la ville de la Ferté-sous-Jouarre, et sans avoir d'engagé que sa seule arrière-garde. L'intention du maréchal Blücher était d'effectuer le passage de la Marne en présence du corps français; mais ses patrouilles lui ayant amené un de nos officiers d'état-major, porteur de dépêches adressées par le maréchal Mortier au maréchal Marmont, il ne trouva pas prudent de réaliser ce projet, et se porta, par Rebais, sur la Ferté-sous-Jouarre, tandis que, partis de Coulommiers, les Russes marchaient sur Trilport par Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, et que, de la Ferté-Gaucher, le général Korf observait, avec quatre mille chevaux, les mouvemens que pourrait faire l'armée française sur les rives de la Seine et de l'Aube.

Par l'interception des dépêches que portait l'officier d'état-major dont nous avons parlé, le maréchal Blücher se flattait d'avoir mis ses adversaires dans le plus grand embarras; mais bientôt, se joignant à Marmont, et se reployant avec lui sur Meaux, Mortier prouva qu'il était parfaitement instruit des projets des alliés, et de la détresse de son compagnon d'armes.

COMBATS DE MEAUX, DE LIZY ET DE GUÉ-A-TRÊME.

Avant de rapporter les combats qui ont ensanglanté ce nouveau théâtre, nous allons donner, pour l'intelligence des événemens, une description rapide de la ville de Meaux.

« Meaux est divisé en trois parties par la Marne et par le bras de cette rivière où est l'écluse de navigation; la plus considérable est sur la rive droite : elle est traversée par la grande route de Châlons à Paris; la seconde partie forme une île; la troisième occupe l'isthme de la presqu'île formée par les sinuosités de la rive gauche : celle-ci, traversée par la route de Coulommiers, et dominée de près par la colline sur laquelle cette route s'élève à travers un faubourg, est appelée *le Cornillon,* du nom d'un ancien ouvrage qui couvrait

l'isthme. Les trois parties de Meaux sont réunies par des ponts de pierre. Leur enceinte, autrefois défendue par un mur flanqué de tours, en avant duquel régnait un large fossé presque entièrement détruit, ne les mettait guère à l'abri d'incursions, attendu qu'on ne s'était pas sérieusement occupé de relever ses anciennes fortifications, et qu'on s'était seulement borné à construire des tambours à ses portes. »

Lorsque l'armée française arriva, le péril était imminent. Le général Sacken occupait le Cornillon; seize cents gardes nationaux venaient d'être mis en déroute; l'infanterie des Russes fusillait, de ses positions, tout ce qui se présentait aux débouchés de la rue principale; et, avant un quart-d'heure, l'île et la ville devaient tomber au pouvoir de l'ennemi. Marmont se présenta. Son premier effort se tourna contre la porte du Cornillon, dont il s'empara; son second, vers les hauteurs de Venise, d'où son artillerie imposa silence à celle du général Sacken.

Cependant, l'Empereur s'avançait sur les derrières de l'armée de Silésie. Quoique Blücher eût lui-même provoqué ce mouvement, il parut embarrassé, et connut qu'il n'obtiendrait l'avantage dont il s'était flatté qu'en doublant de vitesse contre les maréchaux Marmont et Mortier. La

position de ces derniers était d'autant plus désespérante, qu'ils n'avaient pas en tout plus de dix mille combattans à opposer à Blücher; et qu'en pressurant ses ressources, le roi Joseph n'avait pu envoyer à leurs secours, qu'environ quatorze cents hommes, dont un escadron de lanciers. Mais deux jours après, l'Empereur y pourvut : trois mille six cents baïonnettes, huit cents sabres et quarante-huit bouches à feu, furent par lui envoyés à ses lieutenans sous la conduite du général Poret-de-Morvau.

En attendant que ce renfort arrivât, les maréchaux Marmont et Mortier résolurent d'aller prendre position sur la rive droite de l'Ourcq. Ils présumaient que l'intention du général ennemi était de se porter sur cette rivière, en passant la Marne à la Ferté-sous-Jouarre.

Comme les corps français opéraient ce mouvement, celui du maréchal Mortier culbuta, dans le village de Gué-à-Trême, la division du général Kleist, et la força de repasser la Thérouanne (28 février). Kleist fit brûler le pont de Lizy, et garder militairement les routes de Nanteuil et de la Ferté-Milon. Mortier resta devant Lizy, et Marmont prit position à May-en-Mulcien. Quelque cruelle que fût alors l'intempérie qui tourmentait les armées, et quelque profonde que fût

l'obscurité qui les couvrait, rien ne put empêcher qu'une nuit de douze heures fût consacrée tout entière aux ravages de la mousqueterie et de l'artillerie. Le jour fit voir environ deux cent trente hommes étendus sur le champ de bataille.

L'issue de ce combat n'avait pas été en faveur de l'ennemi; et c'est ce qui détermina le maréchal Blücher à dépêcher au général Yorck, qui était encore à Jouarre, l'ordre de se joindre rapidement à lui. Yorck fit bien tout ce qu'il put pour se conformer aux volontés de son chef; mais comme il trouva coupés divers ponts sur lesquels il comptait effectuer le passage de l'Ourcq, il se vit obligé à des retards qui compromirent l'ensemble des opérations. Néanmoins Blücher fit franchir cette rivière par son avant-garde, malgré les efforts du général Doumerc; mais la chargeant soudain avec son infanterie, Marmont lui fit trois cents prisonniers, et la rejeta sur la rive droite.

Les deux partis passèrent la nuit dans une agitation d'autant plus vive, qu'ils n'étaient séparés que par un pont. Ce fut alors qu'arrivèrent les secours envoyés par l'Empereur. L'ennemi ne pouvait apercevoir ces renforts; mais les cris de nos soldats qui demandaient à combattre, mais le hennissement des chevaux, mais le bruit lugubre d'une artillerie traînée avec effort par des chemins

difficiles, les alarmes inséparables de pareilles positions, et le silence même des ténèbres, exagéraient tellement nos forces à l'ennemi, qu'il s'attendait à être assailli par tout ce que la France pouvait rassembler de combattans.

Quittons un instant ces contrées pour nous porter sur un point que la guerre n'épargna pas davantage.

REDDITION DE LA FÈRE.

Relevé en Belgique, ainsi que nous aurons occasion de le dire, le corps du général Bulow se porta, en évitant les places, sur Laon où il arriva le 24 février, son flanc droit couvert par le corps de partisans du baron Geismar, qui vint s'établir à Chauny.

Alarmé par le voisinage de la Fère, le général prussien crut devoir tenter un coup de main contre cette place, en forma l'investissement, et somma le gouverneur d'ouvrir ses portes. Les faibles ouvrages élevés précipitamment en 1793, et la garnison chargée de les défendre, étaient loin de répondre à l'importance de ce fameux dépôt de notre artillerie et de sa position sur l'Oise. Aussi, désespérant de pouvoir s'y main-

tenir, le général Pommereuil s'empressa-t-il d'accepter la capitulation qui lui fut offerte après un léger bombardement. Non-seulement cette reddition eut pour l'Empereur le très-grand inconvénient d'appuyer le flanc droit de ses ennemis, mais encore elle entraîna la perte de cent bouches à feu, d'immenses équipages et de magasins estimés plus de vingt millions de francs.

MARCHE DE NAPOLÉON

SUR LES DERRIÈRES DE L'ARMÉE DE SILÉSIE.

Napoléon, qui jusqu'alors était resté dans Troyes, avait les yeux sur les deux grandes armées ennemies, épiait leurs mouvemens, pénétrait les desseins de leurs chefs, et se disposait à leur prouver de nouveau le danger des lignes doubles d'opération. Jugeant arrivé l'instant de tomber sur les derrières de l'armée de Silésie, il quitta Troyes le 27 février, et se mit en route par un temps affreux. Ne pouvant deviner si l'intention de l'Empereur était de passer la Marne à la Ferté ou à Château-Thierry, le maréchal Blücher renonça, pour l'instant, à marcher sur Paris, et sentit qu'il était temps de se replier sur l'Aisne,

pour s'y joindre aux généraux Bulow et Winzingerode. Il dirigea en conséquence ses troupes sur Soissons, et commença son mouvement le 2 mars. Le général Kleist, formant l'arrière-garde, masquait, par des reconnaissances sur May, le mouvement général, et s'assurait en même temps des renforts arrivés aux Français dans la nuit. Cette reconnaissance donna lieu, près du débouché de Neufchelles, à un combat où l'ennemi perdit six pièces de canon, et fut obligé de se replier sur l'Ourcq. L'armée de Blücher effectuait alors le passage de cette rivière, pour se porter sur la Ferté-Milon. Obligé de faire face au maréchal Marmont qui s'avançait à grands pas, le général Kleist fit long-temps résistance, et ne passa que quand il vit entièrement écoulées les troupes dont il formait l'arrière-garde.

Pendant cette opération, Napoléon passait lui-même la Marne à la Ferté (1) : c'était le 3 mars, à deux heures du matin. Son intention était de pousser l'ennemi vers Oulchy-la-Ville, tandis que lui-même se porterait, par Braisnes, à Micy, où il voulait franchir l'Aisne sur leur flanc gauche,

(1) Napoléon reçut à la Ferté une nouvelle dépêche du duc de Vicence. Pressé de produire sa réponse ou le contre-projet, le duc était dans une fausse position dont il ne savait comment sortir.

et que le général Grouchy couperait la route de Château-Thierry à Soissons.

Cependant les ordres donnés par le maréchal Blücher s'exécutaient activement. Certains que de la prise de Soissons dépendait le salut de l'armée de Silésie, les généraux Bulow et Wonronzow s'y étaient portés le 1.er mars; et, dès le lendemain, le général Moreau qui y commandait, ouvrit ses portes, en se réservant, pour lui et pour ses troupes, la faculté de rejoindre l'armée française. Cette capitulation, si avantageuse à l'ennemi, faillit devenir nulle par le manque de foi des Prussiens. Ils contestèrent à la garnison l'avantage qu'ils lui avaient accordé d'emmener ses pièces, et révoltée d'une telle infamie, celle-ci déclara qu'elle allait reprendre la défense de la ville, malgré la volonté du général Moreau. Elle se montra si exaspérée, que Wonronzow en trembla : *Donnez-leur,* dit-il aux Prussiens, *donnez-leur toutes les pièces qu'ils réclament, et les miennes, s'ils les exigent; mais qu'ils partent de suite : nous aurons encore fait un bon marché.* En effet, l'armée de Silésie arrivait tout en désordre : que serait-elle devenue, si elle eût trouvé Soissons fermé?

Le maréchal Blücher laissa huit mille hommes en cette ville, et porta le reste des armées entre

la Lette et l'Aisne, appuyant sa droite à Fontenay, et étendant sa gauche par-delà Craone. De son côté, l'Empereur, voulant tourner la gauche de son adversaire, expédia au comte Grouchy et à toutes les troupes de la garde, l'ordre de se porter en toute diligence sur Fismes; aux maréchaux Marmont et Mortier, celui de pousser vivement les alliés de front. Napoléon n'apprit qu'à Fismes la reddition de Soissons. Sa colère fut extrême, et surtout vivement partagée par l'armée. Il accusa le général Moreau de lui avoir ravi le fruit de huit jours de fatigues, et le fit traduire devant un conseil de guerre. Moreau fut coupable jusqu'au 30 mars inclus : le 31, il fut digne d'admiration.

Contrarié, mais non déconcerté, l'Empereur fit attaquer à-la-fois Soissons, Braisnes et Reims.

Chargés de prendre Soissons, les maréchaux Marmont et Mortier virent échouer tous leurs efforts, et furent contraints de renoncer à cette entreprise. Plus heureux, le général Roussel enleva Braisnes sans coup férir, et le général Corbineau s'empara de Reims, après avoir fait prisonniers quatre bataillons ennemis campés sur les hauteurs. Par ce dernier avantage, l'Empereur coupa toutes les communications de l'armée combinée avec celle du généralissime.

Certain de recevoir quelques renforts de la

deuxième division militaire, et de n'être point inquiété par le comte de Saint-Priest qui occupait Vitry et Châlons, Napoléon imagina de tourner par sa gauche l'armée de Silésie, afin de se placer entre elle et les secours qui lui arrivaient constamment par la Belgique. Il fallait, pour atteindre ce but, la prévenir à Laon; cette entreprise offrait d'autant plus de difficultés, que les chemins étaient presque impraticables, et qu'il n'existait aux environs de Fismes que le seul pont de Béry-au-Bac, sur lequel l'armée pût franchir l'Aisne.

Il fut en conséquence, mandé aux maréchaux Marmont et Mortier de quitter les postes qu'ils occupaient sous les murs de Soissons, et de se porter, par Braisnes et Fismes, sur Béry-au-Bac, pour protéger l'armée dans le passage de la rivière. L'Empereur fit en même temps partir le comte Nansouty, avec une cavalerie nombreuse, pour s'emparer de Béry. Nansouty trouva des postes ennemis, les culbuta, et remplit sa mission.

Pendant que ce général opérait ainsi, les divisions Friant et Meusnier filaient par la rive gauche de l'Aisne, et s'établissaient sur les hauteurs qui séparent Corbeny de Béry-au-Bac. C'est alors que, pénétrant les intentions de l'Empereur, le maréchal Blücher s'avança vers le petit plateau de Craone. C'était sans doute une importante po-

sition ; mais soit que le général prussien la trouvât trop resserrée pour y déployer les quatre-vingt-dix mille hommes qu'il commandait depuis sa jonction avec l'armée du nord, soit qu'il craignît qu'une division française se dirigeât sur Laon, il envoya tout-à-coup sur la route de Reims dix mille chevaux et soixante canons, pour tourner la droite de l'Empereur, dans le cas où il se déciderait à attaquer Craone. Les corps de Kleist, de Langeron et d'Yorck se portèrent en même temps sur Fétieux pour appuyer cette division, et il ne resta sur le plateau de Craone, que l'infanterie de Winzingerode, ayant pour réserve le corps de Sacken.

Informé de l'arrivée de ces troupes, l'Empereur ordonna des reconnaissances, et il s'ensuivit divers combats qui firent également honneur aux deux partis. Ces combats, dont le foyer était particulièrement la ferme de Heurtebise, continuaient malgré la chute du jour, et auraient probablement duré jusqu'au matin, si, les jugeant inutiles, Napoléon n'eût ordonné, vers sept heures du soir, de cesser le feu.





Dessiné par Gudin — Gravé à l'Eau forte par Couché fils — Terminé par Bovinet.

BATAILLE DE CRAONE,

Gagné par Napoléon, le 7 Mars 1814.



BATAILLE DE CRAONE,

GAGNÉE

PAR NAPOLÉON.

(7 mars.)

Le 7 mars, au point du jour, l'Empereur monta à cheval, et fut reconnaître la position de l'ennemi. « Elle s'étendait, disent les mémoires que nous avons sous les yeux, entre les deux ravins de Foulon et d'Ailles, ayant sur son front la ferme de Heurtebise et le village de Saint-Martin. L'infanterie du corps de Winzingerode était sur trois lignes en colonnes serrées par bataillon; celle de Sacken, entre Bray et l'Ange-Gardien; enfin les corps de Langeron, de Kleist et d'Yorck, manœuvraient entre la Lette et le chemin de Bruyères, pour venir rabattre sur la chaussée de Reims, au soutien de la cavalerie du général Winzingerode. »

Le comte Wonronzow, qui commandait momentanément l'infanterie de ce dernier, avait placé trente-six pièces de canon sur son front, et une batterie de douze sur chacun des ravins de Vaucler et d'Ouche, seuls débouchés praticables pour arriver jusqu'à lui. A onze heures, Napo-

léon fit attaquer par toutes ses forces, les colonnes d'infanterie : le choc fut terrible; et tandis que le maréchal Ney cherchait à déborder la droite de la position, le maréchal Victor se portait avec la jeune garde sur l'abbaye de Vaucler, que les ennemis avaient mise en feu, et dont ils furent promptement chassés. Il fallait pour cela franchir un ravin défendu par une artillerie formidable. Victor s'en acquitta d'autant plus brillamment, qu'il fut, dans l'action, grièvement blessé, et ne quitta le combat qu'après avoir achevé son entreprise.

Suivi de la nombreuse artillerie qu'il commandait, le général Drouot marcha sur les pas du maréchal Victor, et de fortes masses de cavalerie protégèrent son mouvement. C'est alors que le canon gronda d'une telle force, qu'à peine on entendait le bruit des trente mille fusils qui portaient à-la-fois la mort dans tous les rangs. Les Russes se défendirent avec une grande valeur; mais leur perte fut immense. Le fils du général Strogonoff fut tué sous les yeux de son père; trois généraux russes furent grièvement blessés; cinq officiers de l'état-major de Wonronzow furent mis hors de combat.

Pendant cette attaque du centre de l'ennemi, le maréchal Ney débouchait sur la droite, et le

général Nansouty sur la gauche. Exécuté avec autant de promptitude que le premier, ce double mouvement eut le même succès. Quatorze canons russes furent démontés par l'artillerie française, et bientôt l'armée du maréchal Blücher se trouva pressée de toutes parts. Napoléon voulut saisir cette occasion de faire charger en masse toute sa cavalerie; mais l'ennemi ne l'attendit pas, et se retira sur Laon, pour y rejoindre les forces qu'il y avait envoyées. La perte des deux partis fut considérable; bien supérieure à celle des Français, celle des Russes ne s'éleva pas à moins de six mille hommes. C'est de Craone que Napoléon écrivit à son frère Joseph : « La vieille garde seule se soutient, le reste fond comme neige. »

ATTAQUE DE LAON PAR NAPOLÉON.

L'ARMÉE de Silésie n'ayant pu conserver le dernier champ de bataille, se retira sur Laon pour s'y concentrer. Elle y prit sur-le-champ position; son centre à Laon, ses ailes à droite et à gauche du plateau, sa cavalerie en réserve derrière.

Le 9 mars, au point du jour, Napoléon profita d'un brouillard extrêmement épais, pour faire attaquer la ville. On se battit de part et d'autre

avec un grand courage; mais les alliés ne purent arrêter l'impétuosité de nos colonnes. Lorsque l'atmosphère fut éclairci, ils reconnurent, non sans une sorte d'effroi, que nous étions maîtres des villages d'Ardon et Semilly, justement considérés comme faubourgs de Laon. Nous ne pûmes les conserver : Blücher, chargeant en masse sur les troupes qui les gardaient, nous les reprit tous deux, après un combat acharné.

Soit que l'Empereur renonçât à prendre Laon de front, soit plutôt qu'il voulût attirer l'ennemi dans la plaine, il fit faire, jusque sur Chavignon, un mouvement rétrograde à toutes les troupes engagées, et ordonna au maréchal Marmont de se porter sur la route de Reims avec des forces suffisantes, pour couper à l'ennemi ses communications avec Marle. Marmont s'avança, et tout céda devant lui. Précédé de quarante pièces de canon, il fit un feu terrible sur les troupes qu'il culbutait dans sa marche, et emporta le village d'Athies, malgré les efforts du prince Guillaume de Prusse.

Cet avantage qui devait avoir des suites si brillantes, fut le commencement de nos malheurs. Marmont, qui avait montré tant de valeur pour conquérir Athies, négligea de s'y garder convenablement, fut attaqué dans la nuit, et perdit

trente pièces de canon. Les esprits furent long-temps en fermentation sur ce fait. Quoi qu'il en soit, le prince Guillaume, les généraux Horn, Ziethen, Yorck et Kleitz reprirent l'offensive, et se portèrent à-la-fois sur nos flancs et nos derrières. Il résulta de cette manœuvre un deuxième combat, où nous perdîmes considérablement en hommes et en artillerie. Effrayées de cette attaque inattendue, les nouvelles levées s'enfuirent dans les bois, et ne purent être ralliées que plusieurs jours après.

Napoléon n'en persista pas moins dans son projet de s'emparer de Laon; mais quelques efforts qu'il fît, le 10 au matin, il fut contraint d'abandonner cette entreprise, d'autant plus téméraire, que, complètement battue, son aile droite se retirait en désordre par la route de Reims.

Indépendamment de la perte particulière au maréchal Marmont, celle des Français sous les murs de Laon fut de trois mille cinq cents hommes hors de combat. La perte totale de l'ennemi ne fut que de quatre mille tués, blessés, ou prisonniers; encore parvint-il à tirer de nos mains, outre une cinquantaine de voitures qui nous appartenaient, un grand nombre d'hommes qu'il avait perdus. Ce dernier événement eut lieu entre l'Ange-Gardien

et la Malmaison, lorsque l'armée française effectuait son mouvement rétrograde.

RETRAITE DES FRANÇAIS SUR SOISSONS.

Le 11 mars, au point du jour, l'armée française commença son mouvement de retraite sur Soissons, par le chemin d'Anizy et par la grande route. Si l'Empereur avait eu sur le maréchal Blücher l'avantage que celui-ci avait alors sur lui, il n'aurait, sans doute, pas manqué de compléter sa victoire par des charges multipliées sur les derrières de l'armée défaite; mais, loin de mettre à profit les nombreuses leçons qui lui avaient été données en pareil cas, Blücher laissa les Français se retirer lentement, et choisir, sous les murs de Soissons, les positions les plus avantageuses. Il ne se montra pas plus incommode pour le maréchal Marmont. Ce dernier, ne pouvant s'établir au confluent de la Suippe, se replia, sans obstacles, sur la rive gauche de la Vesles, portant à Fismes son quartier-général, et plaçant ses divisions dans les champs voisins.

Les historiens ont généralement blâmé l'opiniâtreté que montra l'Empereur à poursuivre

Blücher. Selon eux, l'Aisne devait être le terme de sa course, puisque la reddition de Soissons lui ravissait tout le fruit de son mouvement offensif. L'un d'eux ajoute, sur les journées de Laon : « Napoléon, informé de l'échec éprouvé par sa droite, devait se retirer sur-le-champ, et commit une imprudence qui eût creusé le tombeau de son armée, si le feld-maréchal, rappelant les corps à la poursuite du duc de Raguse, fût tombé de Laon sur le centre et la gauche des Français avec des forces quintuples; ou bien encore, si, les amusant devant le plateau, il les eût fait entièrement tourner par les Prussiens, déjà en si beau chemin. Heureusement il ne saisit point l'à-propos; et, par une pusillanimité égale à la témérité de l'Empereur, redoutant encore le lion pris au piége, il le laissa s'échapper criblé de blessures, lorsque d'un seul coup il pouvait l'étendre à ses pieds. »

RUPTURE DU CONGRÈS DE CHATILLON.

Informés de l'échec essuyé par l'armée française sous les murs de Laon, les souverains alliés pressèrent leurs ministres de terminer au plus tôt les discussions diplomatiques. Vint ensuite le

contre-projet si long-temps attendu. Napoléon renonçait à ses droits de souveraineté sur les provinces illyriennes, sur celles situées au-delà des Alpes et sur les départemens de la rive droite du Rhin; mais il redemandait les munitions, les magasins, les arsenaux, les vaisseaux et les soldats français répandus dans les divers pays, et voulait que la couronne d'Italie passât sur la tête du prince Eugène Beauharnais. Exprimées après les funestes journées de Laon, ces prétentions ne pouvaient plus être écoutées; aussi furent-elles regardées comme un motif de rupture. C'est alors qu'on vit paraître la célèbre déclaration des alliés conçue en ces termes :

« L'Europe alliée contre le gouvernement français ne vise qu'au rétablissement de la paix générale, continentale et maritime; cette paix seule peut assurer au monde un état de repos dont il se voit privé depuis une si longue suite d'années : mais cette paix ne saurait exister sans une juste répartition de forces entre les puissances.

» Aucune vue d'ambition ni de conquêtes n'a dicté la rédaction du traité remis au nom des puissances alliées dans la séance du 17 février dernier. Et comment admettre de pareilles vues dans des rapports établis par l'Europe entière dans un projet d'arrangement présenté à la France par

la réunion de toutes les puissances qui la composent ?

» La France, en rentrant dans les dimensions qu'elle avait en 1792, reste, par la centralité de sa position, sa population, les richesses de son sol, la nature de ses frontières, le nombre et la distribution de ses places de guerre, sur la ligne des puissances les plus fortes du continent. Les autres grands corps politiques, en visant à leur reconstruction sur une échelle de proportion conforme à l'établissement d'un juste équilibre, en assurant aux états intermédiaires une existence indépendante, prouvent, par le fait, quels sont les principes qui les animent. Il restait cependant une condition essentielle au bien-être de la France à régler. L'étendue de ses côtes donne à ce pays le droit de jouir de tous les bienfaits du commerce maritime : l'Angleterre lui rend ses colonies, et avec elles, son commerce et sa marine; l'Angleterre fait plus; loin de prétendre à une domination exclusive des mers, incompatible avec un système d'équilibre politique, elle se dépouille de la presque totalité des conquêtes que la politique suivie depuis tant d'années par le gouvernement français, lui a values. Animée d'un esprit juste et d'une libéralité digne d'un grand peuple, l'Angleterre met dans la balance de l'Europe des

possessions dont la conservation lui assurait pour long-temps encore cette domination exclusive. En rendant à la France ses colonies, en portant de grands sacrifices à la reconstruction de la Hollande, que l'élan national de ses peuples rend digne de reprendre sa place parmi les puissances de l'Europe, elle ne met qu'une condition à ses sacrifices : elle ne se dépouillera de tant de gages qu'en faveur du rétablissement d'un véritable système d'équilibre politique; elle ne s'en dépouillera qu'autant que l'Europe sera véritablement pacifiée, qu'autant que l'état politique du continent lui offrira la garantie qu'elle ne fait d'aussi importans sacrifices en pure perte, et que ces cessions ne tourneront pas contre l'Europe et contre elle-même.

»Tels sont les principes qui ont présidé au conseil des souverains alliés, à l'époque où ils ont entrevu la possibilité d'entreprendre la grande œuvre de la reconstruction politique de l'Europe. Ces principes ont reçu tous leurs développemens; et ils les ont prononcés le jour où les succès décidés de leurs armes ont permis aux puissances du continent d'en assurer l'effet, et à l'Angleterre de préciser les sacrifices qu'elle place dans la balance de la paix.

»Ces principes paraissent avoir été trouvés justes par le gouvernement français, à l'époque où il

croyait sa capitale menacée par les armées alliées à la suite de la bataille de Brienne. Le plénipotentiaire français n'admit pas seulement, par une démarche confidentielle, les limites de la France telles qu'elles avaient été en 1792 comme base de pacification, il offrit même la remise immédiate de places dans les pays cédés, comme gages de sécurité pour les alliés, dans le cas que les puissances voulussent accéder sur-le-champ à un armistice. Les puissances donnèrent une preuve de leur desir de voir l'Europe pacifiée dans le plus court délai possible, en se prononçant pour la signature immédiate des préliminaires de la paix. Mais il avait suffi de quelques succès apparens pour faire changer les dispositions du gouvernement français.

» Le contre-projet présenté par M. le plénipotentiaire français, part d'un point de vue entièrement opposé. La France, d'après ses conditions, garderait une force territoriale infiniment plus grande que le comporte l'équilibre de l'Europe; elle conserverait des positions offensives et des points d'attaque, au moyen desquels son gouvernement a déjà effectué tant de bouleversemens : les cessions qu'elle ferait ne seraient qu'apparentes. Les principes avoués à la face de l'Europe par le souverain actuel de France, et l'expérience

de plusieurs années, ont prouvé que des états intermédiaires sous la domination des membres de la famille régnante en France, ne sont indépendans que de nom. En déviant de l'esprit qui a dicté les bases du projet du traité du 17 février, les puissances n'eussent rien fait pour le salut de l'Europe; les efforts de tant de nations réunies pour une même cause seraient perdus; la faiblesse des cabinets tournerait contre eux et contre leurs peuples; l'Europe et la France même deviendraient bientôt victimes de nouveaux déchiremens; l'Europe ne ferait pas la paix, mais elle désarmerait.

» Les cours alliées considérant que le contre-projet présenté par M. le plénipotentiaire de France ne s'éloigne pas seulement des bases de paix proposées par elles, mais qu'il est essentiellement opposé à leur esprit, et qu'ainsi il ne remplit aucune des conditions qu'elles ont mises à la prolongation des négociations de Châtillon, ne peuvent reconnaître dans la marche suivie par le gouvernement français, que le desir de traîner en longueur des négociations aussi *inutiles* que *compromettantes;* inutiles, parce que les explications de la France sont opposées aux conditions que les puissances regardent comme nécessaire pour la reconstruction de l'édifice social à

laquelle elles consacrent toutes les forces que la Providence leur a confiées; compromettantes, parce que la prolongation de stériles négociations, ne servirait qu'à induire en erreur les peuples de l'Europe, et à leur donner le vain espoir d'une paix qui est devenue le premier de leurs besoins.

» Les plénipotentiaires des cours alliées sont chargés en conséquence de déclarer « que, fidèles à leurs principes et en conformité avec leurs déclarations antérieures, les puissances alliées regardent les négociations entamées à Châtillon comme terminées par le gouvernement français: » ils ont ordre d'ajouter à cette déclaration celle que les puissances alliées, indissolublement unies pour le grand but qu'avec l'aide de Dieu elles espèrent atteindre, ne font pas la guerre à la France; qu'elles regardent les justes dimensions de cet empire comme une des premières conditions d'un état d'équilibre politique; mais qu'elles ne poseront pas les armes avant que leurs principes n'aient été reconnus et admis par son gouvernement. »

Forcé d'improviser une réponse à une déclaration minutée à loisir dans le silence du cabinet, le duc de Vicence envoya la note que nous allons transcrire, au conseil des souverains alliés :

« Que la France, sur qui pèsent tous les maux

de la double guerre continentale et maritime, doit desirer, et desire plus que qui que ce soit, la double paix qui doit la finir, et que son vœu sur ce point ne peut pas même être l'objet d'un doute;

» Que la volonté de la France de concourir à l'établissement d'un juste équilibre en Europe, est prouvée par la grandeur des sacrifices auxquels elle a déjà consenti; qu'elle ne s'est pas bornée à invoquer ou à reconnaître le principe, mais qu'elle agit en conformité;

» Que le projet des alliés ne parle que des sacrifices demandés à la France, nullement de leur emploi, et qu'il ne donne aucun moyen de connaître quelle sera la répartition des forces entre les puissances, et qu'il a même été rédigé dans le dessein formé que la France ignore cette répartition;

» Que, sans taxer d'ambition aucune des cours alliées, il ne peut cependant s'empêcher de remarquer que la plus grande partie des sacrifices que la France aura faits, devra tourner à l'accroissement individuel du plus grand nombre d'entre elles, sinon de toutes;

» Que si, pour donner une preuve de plus de son esprit de conciliation, et pour arriver plus promptement à la paix, la France a consenti à ce que les quatre cours alliées négociassent tant pour

elles-mêmes que pour l'universalité des états engagés avec elles dans la présente guerre, elle ne peut néanmoins admettre, ni de fait ni de droit, que la volonté de ces quatre cours soit la volonté de toute l'Europe;

» Que les observations remises dans la séance du 10 mars, embrassant l'ensemble et tous les détails du projet des alliés, examinant les principes sur lesquels ils reposent, et leur application était une véritable réponse à ce projet, réponse pleine de modération et d'égards, et qu'il était d'autant plus nécessaire de discuter, que ce n'est qu'après être demeuré d'accord sur les principes, qu'on peut s'accorder sur les conséquences;

» Que la note verbale du même jour touchait si bien au fond des arrangemens des alliés, qu'elle était un consentement à plus de six septièmes des sacrifices qu'ils demandaient;

» Que la déclaration de ce jour dit et répète que l'Angleterre rend à la France ses colonies; mais que, par le projet du 17 février, l'Angleterre garde ou ne rend point les seules qui aient quelque valeur;

» Qu'en affirmant que la France veut garder une étendue de territoire plus grande que ne le comporte l'équilibre de l'Europe, on pose en fait ce qui est en question, et l'on affirme sans preuve

le contraire de ce que les observations du 10 mars établissent et prouvent par des faits et des raisonnemens qu'on a refusé de discuter, et le contraire de ce que les souverains alliés pensaient, proposaient, et déclaraient au mois de novembre dernier;

» Que si l'Angleterre prouve sa modération par la restitution qu'elle promet à la Hollande, la France ne prouve pas moins son desir sincère de la paix, en promettant aussi pour la Hollande un accroissement de territoire;

» Qu'on a sûrement oublié que la renonciation de l'Empereur au royaume d'Italie, en faveur du vice-roi, est en faveur d'un prince qui appartient autant à l'Allemagne par ses liens de famille, qu'à la France;

» Que le grand-duché de Berg appartient tout entier au système fédératif de l'Allemagne proposé par les alliés; et que quant à Lucques et Piombino, on peut à peine leur donner le nom d'état;

» Qu'ainsi, loin d'être essentiellement opposé à l'esprit du projet des cours alliées, le contre-projet français est plus conforme à cet esprit qu'il n'était peut-être même naturel de l'attendre, lorsqu'il ne s'agissait encore que d'un premier pas vers le but de la négociation;

» Qu'en effet, le projet des cours alliés et le contre-projet français, n'ont pu être considérés que comme établissant, de part et d'autre, des points de départ pour arriver de là au but qu'on se propose réciproquement d'atteindre, par une gradation de demandes et de concessions alternatives et mutuelles, soumises à une discussion amiable sans laquelle il n'existe point de véritable négociation; qu'une preuve du desir bien sincère que la France a d'arriver à la paix, c'est que, par le contre-projet du 15 mars, elle s'est d'elle-même placée, du premier mot, bien en-deçà de ce que les bases proposées par les cours alliées il y a quatre mois, et qu'elles déclaraient alors être celles qui constituent l'équilibre de l'Europe, l'autorisaient à demander; qu'il n'a cessé d'offrir et de réclamer, et qu'au lieu de cela on lui annonce une rupture comme pour prévenir toute discussion.

» Il déclare en conséquence que, bien loin que la rupture puisse être imputée à son gouvernement, il ne peut considérer encore sa mission de paix comme terminée; qu'il doit attendre les ordres de sa cour, et qu'il est, comme il l'a précédemment déclaré, prêt à discuter dans un esprit de conciliation toute modification des projets respectifs, proposée ou demandée par MM. les plé-

nipotentiaires des cours alliées; qu'il espère qu'ils voudront bien en rendre compte à leurs cabinets, et que, pour donner un témoignage de leurs dispositions personnelles pour arriver à la paix qui est le vœu du monde, ils attendront les réponses de leurs cours.

» Il déclare en outre que son gouvernement est toujours prêt à continuer la négociation ou à la reprendre, de manière et sous la forme qui pourra amener le plus promptement possible la cessation de la guerre.

» Se résumant enfin, il regrette que la conduite de MM. les plénipotentiaires alliés, en refusant constamment, malgré ses instances réitérées, d'entrer en discussion avec lui, tant sur leur propre projet que sur le sien, ait été jusqu'à ce moment même si complètement en opposition avec la déclaration qu'ils relatent; et, à l'égard de ce qui est dit relativement à la démarche confidentielle faite par lui le 9 février, que l'Europe jugera qui, de son gouvernement ou des souverains alliés, l'on peut, à juste titre, accuser d'avoir manqué de modération en suspendant sans cause avouée la négociation, et rejetant, avec la condition qui y était mise, sa proposition, les puissances alliées ont prouvé que, dans cette circonstance comme dans tout qui a précédé, elles ont constamment

placé leurs vues sous l'influence illimitée des événemens, loin de tendre comme elles le disent, avec justice et modération, au rétablissement du véritable équilibre de l'Europe. »

Ainsi, le congrès de Châtillon fut rompu, parce que nul n'y avait paru avec des prétentions modérées; et, par la même raison, le sort des peuples fut le nouveau remis à celui des combats.

RÉORGANISATION DE L'ARMÉE FRANÇAISE.

En arrivant à Soissons, l'Empereur s'occupa de réorganiser son armée. De la jeune garde, sous ordres du maréchal Ney, du corps du maréchal Victor, et de la division du général Poret-de-Morvan, il forma les garnisons de Soissons et de Compiègne; plus deux divisions, dont il remit le commandement aux généraux Curial et Charpentier. Les officiers et sous-officiers qui ne purent être compris dans lès cadres de cette nouvelle organisation, furent envoyés en recrutement à Paris.

Sur ces entrefaites, arrivèrent à Soissons trois régimens de cavalerie que le ministre de la guerre y dirigea par erreur, et dont le secours fut d'autant plus utile, que la cavalerie de la garde avait le plus grand besoin de repos. Le général Berckheim en prit le commandement.

Déterminé à se porter sur l'Aisne, Napoléon voulut, avant tout, mettre Soissons en état de défense. Depuis long-temps il desirait donner pour successeur au général Moreau, un officier qui eût sa fortune à faire, et il jeta les yeux sur le chef de bataillon Gérard, dont il connaissait déjà les talens et l'intrépidité. L'Empereur visita avec lui tous les ouvrages de la place, et lui donna toutes les instructions nécessaires pour les conserver.

L'armée se préparait à goûter quelque repos sur les rives de l'Aisne, lorsque l'Empereur apprit que Reims venait de tomber au pouvoir du comte de Saint-Priest, transfuge français; que plusieurs citoyens, traîtres comme lui, sans être comme lui transfuges, avaient instruit de la force, de la nature et de la position des troupes chargées de défendre la ville.

L'Empereur, dont le courage et l'activité croissaient avec les revers, résolut aussitôt de marcher contre Saint-Priest, et de reprendre, sous les yeux même de l'armée victorieuse, une ville dont la possession lui était si importante. Pour ne pas livrer Soissons à la discrétion de Blücher, et pour assurer en même temps la gauche de sa ligne d'opération, Napoléon mit la garnison du commandant Gérard sous la protection du

corps du maréchal Mortier, et partit immédiatement pour Reims. Marmont, à qui l'Empereur avait, dès le premier instant, donné l'ordre de se porter sur cette ville avec le premier corps de cavalerie, forma l'avant-garde des troupes dirigées contre le comte de Saint-Priest Ce dernier avait puisé, dans notre échec des journées de Laon, une sécurité qu'il n'eût pas conçue s'il eût mieux connu le caractère opiniâtre et le génie audacieux de l'homme que la fortune accablait de revers après l'avoir comblé de prospérité : cantonnant les Russes dans la ville, et dispersant les Prussiens dans les villages, il se contenta de les couvrir par des patrouilles qui poussaient jusqu'à Fisme.

L'avant-garde française rencontra près de Ronay les avant-postes ennemis; ils se replièrent à son aspect sans tirer un coup de carabine, et furent apprendre au comte de Saint-Priest la résurrection de l'armée française. Nous disons la résurrection, parce que ce général la croyait véritablement anéantie. Il prit quelque temps les rapports qu'on lui fit pour l'effet d'une terreur panique, et ne fut vraiment convaincu que lorsque Napoléon parut en personne sur la hauteur dite du *Moulin-à-vent* (1). Alors deux de ses

(1) Comme Napoléon arrivait sur cette hauteur, un officier lui remit une dépêche du roi de Naples. Informé de ses vic-

bataillons étaient fortement engagés. Leur résistance ne dura qu'un instant, et bientôt le combat s'étendit sur toute la ligne. Pressés à-la-fois par un feu d'artillerie et de mousqueterie qui s'ouvrait sur le front des positions défendues, tandis que le général polonais Krasinski tournait la ville par la route de Berry-au-Bac, et que le troisième régiment de gardes d'honneur écrasait la cavalerie du général Emmanuel, les Russes plièrent dans tous les sens, tourbillonnèrent sur eux-mêmes, et s'abandonnèrent au désordre que portait dans leurs rangs, une armée décidée à périr pour venger ses revers. De seize mille ennemis, dix mille seulement échappèrent au carnage; le surplus resta sur le champ de bataille ou fut fait prisonnier: quinze bouches à feu, un équipage de pont, cent voitures d'artillerie et la ville de Reims, tombèrent au pouvoir des Français. « La même batterie qui a tué le général Moreau devant Dresde, dit le bulletin officiel, a aussi blessé à mort le général Saint-Priest, qui amenait les Tartares dans sa belle patrie. » Nous verrons, par les divers événemens décrits dans cette relation, que si le sort

toires, ce prince lui témoignait le plus grand repentir de s'être mis contre la France, et déclarait qu'il n'attendait que les ordres de l'Empereur pour tout réparer. *Il est bien temps, à présent qu'il m'a perdu !* répondit Napoléon.

de la batterie qui tua Moreau et Saint-Priest avait été de détruire tous les Français qui se sont rendus indignes de ce nom glorieux, nulle, dans l'armée, n'eût fait plus de ravages.

L'Empereur entra dans Reims le 14 mars, à une heure du matin. Il y fut accueilli par des cris d'allégresse, et la ville fut spontanément illuminée. Dans son ivresse, le peuple se précipita au-devant de Napoléon, et le conduisit en triomphe à l'hôtel-de-ville.

Loin de s'endormir sur la victoire qu'il venait de remporter, l'Empereur mit le maréchal Marmont à la poursuite du corps défait qui fuyait en désordre sur la route de Berry-au-Bac, pour se réunir au gros de l'armée combinée. Il en résulta divers engagemens qui honorèrent également le courage des deux partis.

A la nouvelle de la reprise de Reims par les Français, le maréchal Blücher songea à garantir son flanc gauche de tout mouvement offensif, et prit des mesures pour conserver ses avantages, si toutefois l'Empereur se décidait à déboucher de nouveau par Berry-au-Bac; mais les leçons du malheur avaient fructifié dans l'esprit de Napoléon. Ce dernier connut le danger qu'il y aurait à réattaquer, dans des positions formidables, une armée quatre fois supérieure à la sienne, et résolut

de porter ses pas sur les rives de l'Aube. Avant tout, voulant voir en détail la force et la composition de son armée, il en réunit les corps et les passa en revue : ce n'était plus que des lambeaux rassemblés.

Tandis qu'il donnait à ses infortunés soldats un repos acheté par tant de sang, de fatigues et de privations, les villes de Châlons et d'Epernay retombaient au pouvoir de ses lieutenans. Cette nouvelle accrédita puissamment des bruits de paix qui déjà circulaient dans l'armée; mais ces bruits furent bientôt démentis par la publication de deux décrets qui, rendus le 5 mars à Fisme, proclamèrent une guerre d'extermination. Nous allons rapporter quelques-unes des dispositions de chacun d'eux.

« Napoléon, etc.

« Considérant que les généraux ennemis ont déclaré qu'ils fusilleraient tous les paysans qui prendraient les armes, décrétons ce qui suit :

» 1.° Non-seulement tous les citoyens français sont autorisés à courir aux armes, mais requis de faire sonner le tocsin aussitôt qu'ils entendront le canon de nos troupes s'approcher d'eux, de se rassembler, de fouiller les bois, de couper les

ponts, d'intercepter les routes, et de tomber sur les flancs et les derrières de l'ennemi.

» 2.º Tout citoyen français pris par l'ennemi, et qui serait mis à mort, sera sur-le-champ vengé par la mort, en représailles, d'un prisonnier ennemi. »

« NAPOLÉON, etc.

» Considérant que les peuples des villes et des campagnes indignés des horreurs que commettent sur eux les ennemis, et spécialement les Russes et les cosaques, courent aux armes par un juste sentiment de l'honneur national, pour arrêter les partis de l'ennemi, enlever ses convois et lui faire le plus de mal possible; mais que, dans plusieurs lieux, ils en ont été détournés par le maire ou par d'autres magistrats, décrétons ce qui suit :

» 1.º Tous les maires, fonctionnaires publics ou habitans qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidissent en dissuadant les citoyens d'une légitime défense, seront considérés comme traîtres, et traités comme tels, etc. »

L'armée connut, à la sévérité de ces décrets, qu'elle n'avait de repos à attendre que sur les corps sanglans de ses ennemis, ou sous les débris épars du trône élevé par ses mains.

REPRISE DE L'OFFENSIVE PAR LA GRANDE ARMÉE.

La grande armée des alliés était en pleine retraite, et déjà ses gardes et ses réserves touchaient Langres, lorsqu'une dépêche du maréchal Blücher fit connaître au généralissime, que Napoléon se portait sur la Marne avec la majeure partie de ses forces. Cette nouvelle détermina le prince de Schwartzenberg à reprendre l'offensive; et le 27 février, à sept heures du matin, il commença son mouvement rétrograde.

Les maréchaux Oudinot et Macdonald, chargés de poursuivre le généralissime, avaient passé l'Aube, et s'étaient emparés des défilés situés au-delà de cette rivière, moins pour occuper de bonnes positions, que pour faire supposer à l'ennemi qu'ils n'étaient que l'avant-garde de l'armée française. Quoi qu'il en soit, ils les occupaient, et c'est contre elles que se porta le premier effort des alliés. Il fut long-temps soutenu d'une manière brillante par l'intrépide maréchal Oudinot; mais comme les Français manquaient d'artillerie, ils abandonnèrent à l'ennemi la ville de Bar, et repassèrent l'Aube au pont de Doloncourt. Ce combat, où quinze mille de nos braves, ayant

une rivière à dos, ne cédèrent à quarante mille ennemis que le stérile honneur de coucher sur le champ de bataille, coûta deux mille cinq cents hommes à chacun des partis. Le prince de Schwartzenberg et le comte de Wittgenstein y furent blessés (1).

Cependant le maréchal Macdonald tenait le prince de Wurtemberg en échec à la Ferté. Il est vrai que les Français avaient repassé l'Aube; mais cette retraite était en quelque sorte avantageuse, puisque Oudinot l'avait repassé lui-même, et qu'il en résultait le rétablissement des communications depuis quelque temps interrompues entre eux. Macdonald essaya de se rejoindre à Oudinot, mais il ne put y parvenir, et vint camper à Bar-sur-Seine. De son côté, Oudinot se reploya sur Troyes, et prit position au pont de la Guillotière. Macdonald ne séjourna qu'un instant à Bar. Vivement pressé par des forces quatre fois supérieures, il se replia en combattant sur le maréchal Oudinot, porta son quartier-général à Saint-Pierre-les-Vaudes, et reprit sur les deux

(1) On rapporte sur ce combat un trait qui honore le héros du Mont-Saint-Jean. Grièvement blessé, le général Cambronne se fit porter à la tête des troupes qu'il commandait, et se mit à crier aux soldats de nouvelles levées : *En avant, mes amis; les balles ne tuent pas; j'en ai quarante-cinq dans le corps, et je suis encore en vie.*

corps réunis, le commandement que lui avait déféré l'Empereur. Il ne tarda pas à y être attaqué par le prince de Schwartzenberg. Un combat sanglant où les alliés perdirent mille hommes et les Français deux mille sept cents, força Macdonald à concentrer, le 4 mars, ses forces sous les murs de Troyes. Ce dernier mouvement ne fut que le prélude d'une autre retraite. Macdonald, n'ayant pas en tout plus de vingt-cinq mille hommes, dont quatre mille de cavalerie, sentit qu'avec de si faibles ressources, il ne pouvait espérer de lutter avec avantage contre la grande armée du généralissime, et prit le parti de se retirer sur Nogent. Chargé du commandement de l'arrière-garde, le maréchal Oudinot eut divers combats à soutenir. La ville de Troyes fut un instant bombardée; mais comme il n'entrait pas dans les plans du général français d'en disputer l'occupation, l'ennemi suspendit le bombardement, et vint, dès que la place fut libre, camper autour de ses murs.

DISPOSITIONS DU MARÉCHAL MACDONALD

POUR SE DÉFENDRE SUR LA SEINE.

Macdonald s'attendait à être incessamment attaqué dans les murs de Nogent; mais loin de chercher à tirer parti de nos derniers revers, l'ennemi s'abandonnait dans Troyes à tout ce que la vengeance a de plus vil et le pillage de plus atroce. Ce retard servit le général français. Comme il ne voyait pas le moindre avantage à rester en avant de la Seine, il repassa cette rivière, et porta sa ligne de défense sur la rive gauche. Son premier soin fut de faire exécuter dans les départemens voisins le décret du 26 février, qui appelait sous les armes la masse entière de la population. Un coup de tocsin fut le signal, et quatre mille paysans vinrent se réunir à Sens; mais leur dévouement fut comprimé par l'ennemi, qui, remplissant la campagne, les força de se disséminer. « Cet exemple, dit un écrivain recommandable, confirme ce que l'expérience démontre depuis des siècles : dans les tourmentes politiques, dans les périls extrêmes, c'est en vain que l'on compte sur une levée improvisée de la population, pour assurer l'indépendance des états; il n'y a qu'une organisation régulière, préparée de longue main,

et qui ait fait ses preuves, comme nos vétérans, ou qui ait été au moins essayée comme nos gardes nationales, la landwehr allemande, la milice locale des Anglais, qui puisse assurer leur existence. »

Tandis que, changeant de direction, le prince de Wurtemberg marchait sur Sens, et repoussait devant lui le général Alix, que Macdonald avait chargé de flanquer, (avec deux mille fantassins et trois cents chevaux) la droite de l'armée française, le prince de Schwartzenberg s'établissait dans Nogent, et se reposait sur ce léger trophée, content, sans doute, d'avoir forcé, avec cent mille combattans, vingt-cinq mille hommes dénués de tout, à rétrograder de vingt-quatre lieues en neuf jours.

Pour détruire l'effet des deux décrets par lesquels l'Empereur proclamait, contre les troupes alliées, la guerre d'extermination, le généralissime répandait dans les contrées subjuguées par ses armes, une proclamation où l'on remarquait ce passage : « Jamais les alliés n'ont eu envie de conquérir la France; mais ils ne feront la paix qu'à des conditions qui puissent assurer à l'Europe et à la France elle-même un repos durable. Français! songez que tout ce qui résisterait à nos armes s'exposerait à une destruction inévitable. » Cette proclamation ne fit qu'aigrir davantage les habitans des départemens non envahis.

Si la grande armée russe restait inactive sur les bords de la Seine, l'esprit de ses généraux était dans la dernière agitation : tous se creusaient la tête pour y trouver des plans qui les portassent en triomphe à Paris; mais, déterminé à attendre les résultats du congrès de Châtillon, le généralissime n'en admit aucun, et persista dans son système de temporisation.

Le général Tettenborn arrivait alors des bords du Rhin, avec un corps nombreux de cavalerie, pour entretenir les communications entre les armées de Silésie et du Nord. Il s'avança par Trèves, Luxembourg et Montmédy, qu'une partie de ses troupes investit, pendant que l'autre rétablissait le pont de Stenay, où il passa la Meuse le 23. De là il se dirigea sur Reims, en traversant l'Argonne par la trouée de Grandpré, où trois des cinq compagnies franches organisées pour la défense de cette forêt, arrêtèrent un jour entier son avant-garde, et ne lui livrèrent le passage qu'après avoir été écrasées le lendemain par le corps d'armée. Parvenu dans les plaines de la Champagne, Tettenborn apprit les avantages remportés, sous les murs de Laon, par le maréchal Blücher, et s'empressa d'en informer le généralissime.

Mais tandis que le prince de Schwartzenberg

perdait en vaines mesures, un temps que chaque jour rendait plus précieux, le maréchal Macdonald réparait les pertes de son matériel, et mettait sa petite armée en mesure de se livrer à de nouvelles entreprises.

L'arrivée du courrier expédié par le général Tettenborn, termina toutes les incertitudes du prince de Schwartzenberg: la grande armée russe se concentra sous les murs d'Arcis, déterminée à accepter la bataille que, très-probablement, Napoléon allait venir lui présenter.

MARCHE DE NAPOLÉON SUR L'AUBE.

L'Empereur, ayant fait reposer son armée dans Reims, et l'ayant surtout renforcée de quelques troupes fraîches tirées de la deuxième division militaire, résolut de se porter rapidement sur l'Aube, pour manœuvrer sur les derrières de l'ennemi, et le mettre dans une situation semblable à celle où il s'était trouvé à Mormant, Villeneuve et Montereau. Comme le corps du maréchal Mortier était insuffisant pour garder la ligne de l'Aisne, il y joignit celui du maréchal Marmont, sans toutefois donner à aucun de ces deux généraux le commandement en chef, bien

qu'il en fût vivement sollicité par l'aide-major-général Belliard. (1)

« Ces dispositions arrêtées, dit M. Koch, il organisa l'armée d'expédition : la division Janssens passa, ainsi que celle des gardes-d'honneur, sous les ordres du maréchal Ney, qui commanda alors trois brigades, ou quatre mille huit cents hommes d'infanterie, et environ huit cents chevaux. La cavalerie de la garde, dont l'effectif n'excédait pas trois mille six cents sabres ou lances, fut de nouveau partagée en trois divisions, sous les généraux Excelmans, Colbert et Letort, que le comte Sébastiani commanda provisoirement. Quant à la division Friant, elle ne subit aucun changement, parce qu'au milieu de tant de combats, elle n'avait pas éprouvé des pertes considérables. La division Berckeim, dite des *escadrons réunis,* fut aussi désignée pour faire partie de l'expédition. On ajouta, en outre, deux compagnie de sapeurs et un équipage de pont portatif.

(1) Napoléon comptait fortement sur l'harmonie que ces deux maréchaux sauraient conserver entre eux, et l'événement prouve que Mortier s'entendit avec Marmont aussi long-temps que l'intérêt de sa gloire le permit. « C'étaient, dit le colonel Fabvier, deux frères qui, toujours d'accord, combattaient l'ennemi de la famille. »

Napoléon allait donc commencer son opération avec environ dix mille fantassins, et moins de six mille chevaux, contre une armée de cent mille combattans.

» A la vérité, il espérait être incessamment renforcé par une colonne de quinze cents chevaux, quatre mille cinq cents hommes de jeune garde, et deux batteries que le général Lefèvre-Desnouettes devait avoir mises en route le 16, de Paris; et par une division de même force, composée de troupes de ligne, ou gardes nationales, que le ministre de la guerre avait l'ordre de faire partir de Paris le 18, sous la conduite du comte Decaën. Mais, supposé que ces renforts rejoignissent intacts et à temps, ils étaient encore loin de rétablir la balance des forces.

» Du reste, le général Colbert assurait la route de Château-Thierry à Epernay, et le général Vincent, qui tenait cette dernière ville avec un millier d'hommes, éclairait le pays sur la droite entre Rebais et Vertus. La marche jusqu'à la Marne n'offrait aucun danger; et ce n'était que depuis là jusqu'à l'Aube qu'elle devait se faire, à la vue des trois corps d'armée concentrés sous Arcis.

» Telle était cependant la confiance du soldat en Napoléon, que cette poignée d'hommes partit

le 17 de Reims comme si elle marchait à une victoire assurée. L'Empereur coucha le même jour à Epernay. »

Le lendemain, dès le point du jour, l'armée se remit en marche. Elle rencontra différentes fois l'ennemi, et le força de fuir. Parmi ces rencontres, on distingue les combats de Lafère-Champenoise, de Plancy et de Méry. Les deux premiers furent dûs au général Sébastiani, chargé du commandement de la colonne de droite, le troisième fut l'ouvrage de l'Empereur, et fit particulièrement honneur aux généraux Excelmans, Colbert et Letort. Le maréchal Macdonald était alors derrière Provins; il quitta cette position; et comme il ignorait les mouvemens de l'Empereur, il se mit à la poursuite des alliés, par la rive droite de la Seine, jetant de forts partis sur la rive gauche pour tâcher de recueillir des renseignemens.

Cependant le prince de Schwartzenberg n'agissait qu'avec la plus grande irrésolution. Surpris tant de fois par son redoutable adversaire, il craignait de l'être encore. Napoléon profita des lenteurs produites par ces incertitudes, redoubla d'ardeur, et fit occuper Arcis.

BATAILLE D'ARCIS-SUR-AUBE,

GAGNÉE

PAR NAPOLÉON.

(20 mars.)

L'Empereur arriva vers midi à Arcis. Il fit aussitôt mander le maréchal Ney et le général Sébastiani qui l'y avaient précédé, pour conférer avec eux sur l'état des affaires, doutant toujours que l'intention des alliés fût de se concentrer pour livrer bataille. Ce dernier, dont les deux divisions étaient à cheval sur la route de Troyes, lui fit connaître que toutes les forces de l'ennemi arrivaient par cette route, et qu'il les avait vues de ses propres yeux; mais refusant de croire ce rapport, Napoléon chargea un capitaine d'ordonnance de se rendre aux avant-postes, et de revenir au galop l'informer de ce qu'il aurait vu. Cet officier partit, vit et revint, annonçant n'avoir aperçu qu'un millier de cosaques répandus dans la campagne. Quoique certain de la légèreté de cette reconnaissance, le général Sébastiani quitta l'Empereur sans dire un seul mot, et fut attendre à son poste, que l'arrivée du prince de Schwart-



Dessiné par Gudin — Gravé à l'Eau forte par Couché fils. — Terminé par Bovinet

BATAILLE D'ARCIS-SUR-AUBE,

Gagnée par Napoléon, le 20 Mars 1814.

zenberg confirmât son rapport, et réfutât celui du capitaine d'ordonnance.

A peine Sébastiani eut-il rejoint ses divisions, qu'il revint, bride abattue, prévenir que l'ennemi s'avançait sur Arcis, que ses colonnes d'attaque étaient formées, et qu'il fallait monter à cheval sans perdre une minute.

En effet, c'était le gros de l'armée ennemie. Le généralissime avait enjoint au prince royal de Wurtemberg de se diriger sur Plancy avec les trois corps soumis à son commandement, et de fondre sur les colonnes françaises dès qu'il les trouverait, pendant que le comte de Wrède ferait diversion en attaquant Arcis, et que les gardes et les réserves se réuniraient à Onjon.

Le comte de Wrède n'était plus qu'à une lieue d'Arcis, lorsqu'apercevant la cavalerie française, il se trouva sur elle une plus grande supériorité numérique, et la fit rudement charger par la sienne. L'ennemi culbuta nos soldats, et déjà ces derniers fuyaient en désordre lorsque, mettant l'épée à la main, et se jetant au-devant d'eux sur les ponts qu'ils allaient encombrer, Napoléon leur cria d'une voix tonnante : *Voyons qui de vous les repassera avant moi : n'êtes-vous donc plus les vainqueurs de Champ-Aubert et de Montmirail ?* Ce peu de mots rendit aux Fran-

çais toute leur énergie. Ils se reformèrent sous les yeux de leur chef intrépide, et retournèrent au combat avec une nouvelle ardeur. La division Friant parut sur ces entrefaites pour appuyer leur mouvement.

Tandis que ces événemens se passaient sur la droite, le maréchal Ney luttait avec une poignée d'hommes contre les efforts réunis des Bavarois et des Autrichiens. Chargé de défendre le village de Torcy, seul point dont la possession pût ouvrir la route d'Arcis au comte de Wrède, il repoussa plusieurs attaques avec cette valeur qu'il déploya partout. Torcy néanmoins lui échappa un instant, mais il le reprit bientôt aux forces sextuples qui s'en étaient emparées.

En vain l'ennemi dirigea sur ce point, devenu le foyer de l'action, le corps des grenadiers du général Tschoglikow, la deuxième division de cuirassiers russes, la cavalerie de la garde prussienne, l'artillerie légère de la garde russe; ce renfort tout puissant qu'il était, ne servit qu'à donner un nouveau lustre à la gloire de nos armes. Torcy nous resta : l'incendie s'y manifesta, et c'est au milieu des flammes que le maréchal Ney s'en rendit maître. Dans cette lutte d'immortel souvenir, le général français Janssens et le général bavarois Habermann tombèrent mortellement blessés.

Pendant que l'infanterie défendait Torcy avec un si grand courage, la cavalerie faisait des charges plus ou moins heureuses dans la plaine qui sépare les routes de Plancy et de Troyes. Aucun des deux partis n'avait encore obtenu d'avantages sur ce point, lorsqu'on vit s'établir dans Plancy le général Desnouëttes, avec deux mille chevaux et quatre mille cinq cents fantassins de la jeune garde. Le jour commençait à tomber : on laissa prendre un léger repos à ces braves, et, vers neuf heures du soir, on les fit entrer en ligne.

Le général Sébastiani s'en servit pour exécuter une charge sur le plateau. Par lui les cosaques de Kaisarow furent taillés en pièces, et la gauche de l'ennemi entièrement culbutée. Cette charge allait devenir funeste aux alliés, lorsque l'effet en fut comprimé par l'arrivée subite de toute la cavalerie du généralissime. Les deux partis se bornèrent à camper en présence, laissant entre eux le village de Nosay sans aucun poste.

Cependant le prince de Wurtemberg, que nous avons représenté comme devant déboucher par Plancy, opérait son mouvement. Il rencontra dans sa route les grenadiers et les chasseurs à cheval de la garde, qui, laissés la veille aux Grez, s'étaient mis en marche vers deux heures de l'après-midi pour joindre l'Empereur. Cette ren-

contre fit naître un combat où ces hommes, si justement surnommés *invincibles*, auraient infailliblement succombé, si le général Curely n'était arrivé précipitamment avec son artillerie et sa brigade. L'intrépidité qu'il montra fit lâcher prise au prince de Wurtemberg, et les Français se réfugièrent dans Méry, où se trouvait un corps d'infanterie contre lequel l'ennemi n'osa rien entreprendre. Ils y restèrent jusqu'à la nuit close; alors seulement ils se remirent en marche pour Arcis.

Cet engagement fut le dernier de la journée. Les deux armées couchèrent sur leur terrain, et ne s'inquiétèrent aucunement pendant la nuit. Quand on réfléchit sur la bataille d'Arcis-sur-Aube, on est tenté de la considérer comme une des plus surprenantes qu'ait livrées l'empereur Napoléon; en effet, son armée la gagna en combattant dans la proportion d'un contre cinq, et recevant, sur le petit point qu'elle occupait, les torrens de boulets que lançaient contre elle cent mille hommes décidés à la détruire. Napoléon resta constamment au centre du carnage; il y eut un cheval de tué sous lui; et comme ses généraux murmuraient de le voir s'exposer ainsi : *Ne craignez rien*, leur dit-il, *le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu*. Il était au fort de la mêlée, lorsqu'un cosaque qui lui portait un coup de lance, fut

abattu par le colonel Girardin : *Je vous remercie,* dit froidement l'Empereur à cet officier.

RETRAITE VOLONTAIRE DE NAPOLÉON

SUR SAINT-DIZIER.

Les deux partis attendaient des renforts; ils arrivèrent dans la nuit. Dès qu'il fut jour, l'Empereur se fit amener un cheval, et fut reconnaître les positions de l'ennemi. Il les trouva d'autant plus formidables, qu'il croyait le généralissime en pleine retraite. Quoiqu'il ne restât plus à Napoléon que dix-huit mille hommes pour en combattre cent mille, concentrés sur les hauteurs de Mesnil-la-Comtesse, il n'en fut point étonné, et donna le signal de l'attaque. Mais ce mouvement n'avait pour but que de tenir l'ennemi en respect. L'Empereur rappela ses troupes, qui venaient de culbuter la cavalerie du comte Pahlen, et ordonna la retraite sur Saint-Dizier.

En opérant ainsi, l'Empereur avait pour objet de grossir son armée des garnisons répandues dans une partie des places fortes du nord de la France, d'armer en sa faveur les belliqueux habitans de la Lorraine, de l'Alsace, de la Bourgogne et de la Franche-Comté, pour couper ensuite toute retraite

à l'ennemi et fondre sur ses derrières. Ce plan était peut-être le plus grand trait de génie du guerrier qui le conçut; mais il fallait que, remplissant son espoir, Paris résistât assez longtemps pour lui donner le temps d'arriver avec une armée plus nombreuse et la masse entière de la population. Pour qui connaît l'esprit des quatre provinces auxquelles Napoléon confiait en partie le sort de la France, ce projet n'avait rien d'inexécutable, et il était si persuadé de le voir réussir, qu'il lui échappa de dire aux officiers qui l'entouraient : *On a parlé de paix; je ne traite point avec des prisonniers.* En effet, Paris, résistant huit jours, ainsi que le roi Joseph l'assurait à son frère, plaçait les alliés entre deux feux, leur coupait toutes communications avec les ressources qu'ils tenaient sur leurs derrières, et creusait leurs tombeaux au sein même de l'empire qu'ils comptaient subjuguer.

Le prince de Schwartzenberg poursuivit l'Empereur jusqu'à Vitry le-Français. Arrivé dans cette ville, il rebroussa chemin avec le gros de son armée pour marcher sur Paris, ne laissant à la poursuite de son dangereux adversaire que dix mille chevaux et cinquante pièces de canon, dont il confia le commandement aux généraux Wintzingerode et Czernicheff.

Napoléon n'avait aucun renseignement positif sur la force des troupes qui s'attachaient à ses pas. Plusieurs de ses généraux pensaient que ces troupes n'étaient qu'une forte avant-garde, et que la grande armée alliée, en grande partie du moins, était revenue sur ses pas vers Saint-Dizier, se portant sur Joinville, pour tourner l'armée française, et séparer ses différens corps, en débouchant entre le bourg de Doulevaut et Vassy. Le maréchal Ney croyait au contraire que les armées ennemies, sans songer à suivre Napoléon, s'étaient réunies, et marchaient sur la capitale. Ainsi qu'on l'a vu, ce dernier avis était le seul conforme à la vérité; mais Napoléon partageait à un tel point celui qui réunissait la majorité des voix, qu'après avoir écouté avec la plus grande attention les conjectures du prince de la Moscowa, il ne répondit que ces mots à l'aide-de-camp qui les lui exprimait : *Je verrai demain ce que j'aurai à faire*, et que, deux heures après, il donna l'ordre du départ pour Vassy. Arrivé près de ce village (26 mars), il aperçut les avant-postes ennemis. Ceux-ci se reployèrent aussitôt, et repassèrent la Marne pour se joindre au corps d'armée qui était en bataille entre Saint-Dizier et Vitry. Napoléon les suivit, passa la Marne au gué de Valcourt, et donna ses ordres pour un engagement

général. En un instant, les dix mille chevaux furent taillés en pièces et dispersés; ceux qui parvinrent à s'échapper, s'enfuirent dans la direction de Bar-sur-Ornain.

Après ce nouvel avantage, Napoléon transféra son quartier-général à Saint-Dizier. Le lendemain 27, il se porta sous les murs de Vitry, qu'occupait une forte garnison prussienne. Cette ville doit sa conservation à un incident particulier. Comme cent vingt bouches à feu étaient préparées pour son bombardement, l'Empereur apprit, par avis indirect, que la grande armée des alliés marchait en force sur Paris, et que déjà Meaux était en son pouvoir. Aussitôt il abandonna son entreprise contre Vitry, et se mit en marche pour sauver, s'il en était temps encore, la capitale de l'empire.

Pénétré de la promptitude qu'il était essentiel d'apporter dans cette expédition, il prit des chemins de traverse et s'y perdit. Il erra pendant un jour entier, et se trouva le soir moins avancé que le matin.

Il se remit en route le 29 au point du jour, et se dirigea sur Vandœuvres. Ce jour-là, il fit faire à son armée onze lieues, par des chemins de traverse presque impraticables. Arrivé au pont de Doulancourt pour y passer l'Aube, il trouva un

courrier venant de Paris, et porteur de dépêches qui lui étaient adressées. Il sut bientot à quoi s'en tenir sur les événemens : « Les alliés occupaient Claye dès la veille, et, repoussés constamment, les maréchaux Marmont et Mortier se préparaient, avec des forces beaucoup trop inférieures, à combattre sous les murs de la capitale. » Cette nouvelle le fit redoubler d'ardeur. Au lieu de coucher à Vandœuvres, il fila jusqu'à Troyes, où sa garde n'arriva que le 29, à onze heures du soir, et d'où elle repartit le 30 avant le jour. L'Empereur avait profité de la nuit passée dans cette ville, pour tracer l'itinéraire de l'armée, de manière à ce qu'elle arrivât le 2 avril sous les murs de la capitale, renforcée de la division Souham, qu'avait laissée à Nogent le maréchal Marmont, et pour ordonner d'enfouir les munitions et le matériel qu'on ne pourrait emmener dans cette marche forcée. Accablée de fatigues, la garde s'arrêta à Villeneuve-l'Archevêque ; l'Empereur en partit vers six heures du soir, avec ses escadrons de service, qui l'escortèrent jusqu'à Villeneuve-la-Guyard ; après quoi, sautant sur un cheval qu'il se fit amener, il repartit, sans escorte et à franc-étrier pour Fontainebleau. Napoléon était accompagné de Berthier et de Caulincourt : un simple courrier les précédait.

MARCHE DES ALLIÉS SUR PARIS.

Nous avons dit qu'ayant suivi jusqu'à Vitry l'armée de Napoléon, le prince de Schwartzenberg l'avait quittée près de cette ville pour marcher sur Paris avec le gros de ses forces. Blücher, qui s'était retiré jusqu'alors devant Marmont et Mortier, avait repris l'offensive depuis le départ de Napoléon, et repoussait dans la direction de Vitry, les deux maréchaux qu'il venait de contraindre à repasser la Marne. Or cette partie de nos troupes se trouvait entre l'armée de Silésie et celle du généralissime ; mais comme elle ignorait la marche de ce dernier, elle fuyait devant le maréchal Blücher, sans autre soin que celui de ne pas se laisser atteindre. Battant en retraite avec une extrême précipitation, elle tomba tout-à-coup au milieu des alliés (25 mars.) Le combat qu'il fallut livrer fut d'autant plus sanglant, qu'immensément supérieur en nombre, l'ennemi se faisait un point d'honneur de ne pas laisser échapper la poignée d'hommes que le hasard lui livrait. Ils s'échappèrent cependant, mais après avoir perdu quatre mille deux cents des leurs et trente pièces de canon. Dès que rejetés en désordre de Lafère-

Champenoise sur Sezanne, ils eurent cessé d'occuper l'intervalle qui séparait les deux armées ennemies, celles-ci firent leur jonction, et marchèrent de concert.

Leurs premiers efforts, après s'être rejoints, furent dirigés contre un convoi de cent mille rations expédiées de Paris à l'armée française et que le général Amey escortait avec cinq mille hommes. « La cavalerie attaqua ce corps, qui se forma en carré (1), et il faut lui rendre la justice de reconnaître que quoiqu'il fût composé de jeunes troupes et de garde nationales, il se défendit avec le plus grand courage. Quand il fut entouré de tous côtés par la cavalerie des deux armées, on envoya quelques officiers l'engager à se rendre; mais il continua à marcher en faisant feu, et ne mit pas bas les armes. Une batterie d'artillerie qui ouvrit son feu sur ces troupes, et les charges réitérées de cavalerie, les détruisirent complètement. » Il serait superflu de dire que le convoi fut pris en totalité; mais il convient d'ajouter que l'officier français qui, servant dans les armées russes, reçut, après la bataille de Dresde, les derniers soupirs du général Moreau, périt, à Lafère-Champenoise, de la main de ses compatriotes qu'il était

(1) Lettre du commissaire anglais, lieutenant-général Charles Steward, au vicomte Castlereagh.

venu combattre. Cet officier, le colonel Rapatel, fut tué de deux coups de fusil à l'instant où il haranguait l'escorte du convoi, pour l'engager à ne pas se rendre funeste une résistance évidemment inutile.

Ce combat ne ralentit pas un instant la marche des alliés. Instruits à l'activité par l'activité même de leur adversaire, ils se portèrent rapidement sur la Ferté-Gaucher, Coulommiers et la Ferté-sous-Jouarre. Un corps de dix mille citoyens essaya de les arrêter dans Meaux; mais c'était vouloir arrêter un torrent dans sa course : ce corps, qui pouvait y périr, ne fut que dispersé.

Les corps de Marmont et de Mortier continuaient à se retirer à mesure que l'ennemi avançait. Leur arrière-garde fut atteinte dans Claye par le général Yorck, et dans Ville-Parisis, par le général Rayefski. Il s'ensuivit deux combats, que l'infériorité du nombre empêcha d'être à l'avantage des Français, et dont le résultat fut un armistice de quatre heures entre les deux partis.

C'est sur ces entrefaites que l'Impératrice partit pour Blois. Il avait été décidé en conseil de régence, que, quels que fussent les événemens, ni cette princesse, ni le roi de Rome ne quitteraient Paris; mais M. de Talleyrand craignant, avec raison, que sa présence ne détruisît l'effet des né-

gociations secrètes entamées en faveur de la maison de Bourbon, parvint à la déterminer à partir. On sait quel déplorable effet a produit cette fuite prématurée.

Réunis en conseil de guerre, les souverains alliés arrêtèrent, dans la nuit du 29 au 30, leur plan d'attaque contre la capitale de l'empire. Leur gauche, aux ordres du prince-royal de Wurtemberg, devait marcher sur Vincennes; Pantin et Belleville, être attaqués par le général Rayefsky; les gardes russes, prussiennes, se diriger sur la grande chaussée qui conduit de Bondy à Paris, le long du canal de l'Ourcq; la grande armée, attaquer les hauteurs de Belleville et de Romainville, pendant que l'armée de Silésie attaquerait elle-même celle de Montmartre, et que le troisième corps, formant la réserve, se placerait en échelons avec une partie de la cavalerie.

Paris ne pouvait opposer aux forces déployées par l'ennemi qu'environ trente mille hommes, dont vingt mille au plus étaient aguerris. Néanmoins il se prépara à faire une résistance digne des héros de la grande armée, et remit ses destins au frère de l'Empereur.

Le roi Joseph parcourut la ligne dans la journée du 30, et fit prendre à ses troupes la position concentrée que nous allons décrire : la droite, sur

les hauteurs de Belleville, de Ménil-Montant et de Saint-Chaumont, s'appuyant à Vincennes; le centre, au canal de l'Ourcq, protégé sur ses derrières par le mamelon de Montmartre; la gauche, de Mousseaux à Neuilly. Quoique très-forte par elle-même, cette position était encore défendue par quantité de redoutes qui couvraient le centre et par cent cinquante pièces de canon avantageusement disposées sur toute la ligne. Ces immenses préparatifs, la subite arrivée des habitans des campagnes qui, chassant leurs troupeaux devant eux, venaient chercher un refuge sur ces magnifiques boulevards dont la guerre n'avait encore pu troubler la paix, l'apparition sanglante de ces voitures chargées de blessés échappés au carnage, le canon dont le mugissement prolongé annonçait des armées formidables prêtes à tout engloutir, il faut l'avouer, n'altérèrent pas un instant la gaîté folâtre des habitans de Paris; et tandis que chaque jour semblait rendre plus inévitables les affreux malheurs dont ils étaient menacés, ils couraient en foule applaudir dans les salles de spectacle ce refrain si conforme à la situation de leur esprit :

Non, non, jamais de la ville immortelle
Ils n'oseront insulter les remparts.

SIÉGE DE PARIS.

(30 mars.)

Le 30, entre trois et quatre heures du matin, on battit le rappel dans tous les quartiers de Paris; tous les citoyens, tous les soldats coururent aux armes, et se rendirent aux divers postes qui leur étaient assignés la veille.

Vers cinq heures, un feu roulant d'artillerie et de mousqueterie se fit entendre des hauteurs de Saint-Chaumont : c'était le maréchal Mortier qui, chargé de les défendre, soutenait avec avantage les premiers efforts de l'ennemi.

A huit heures, le maréchal Marmont fut attaqué sur les hauteurs de Belleville et de Romainville, par le général Rayewski dont les troupes marchaient sur trois colonnes. Le prince de Wurtemberg essaya vainement de tourner par sa droite, la position des Français; ses masses d'infanterie furent repoussées par l'artillerie de Marmont, et ce maréchal, qui jusqu'alors n'avait fait que se défendre, prit l'offensive. L'ennemi s'était emparé de Romainville et de Pantin. Marmont les fit reprendre par ses tirailleurs; et ce coup de main, dont le succès fut complet, ne se fit que par un combat extrêmement acharné.

Comme le manque d'ensemble qui existe presque toujours dans les grandes associations avait empêché de donner en même temps à tous les généraux, les ordres relatifs à l'attaque, il s'ensuivit qu'une grande partie des forces alliées se trouvait encore trop loin du champ de bataille pour soutenir les opérations commencées. Sentant bien qu'il ne fallait pas laisser à Napoléon le temps d'arriver au secours de Paris, le général Barclay de Tolly fit soutenir l'attaque dirigée contre Marmont, par les grenadiers de la réserve et les gardes de Prusse et de Bade. Ce renfort nous ravit le village de Pantin et celui des Prés-Saint-Gervais. Les alliés devenus maîtres de ces importantes positions, le général Barclay de Tolly rassembla ses tirailleurs, et attendit l'arrivée du maréchal Blücher et du prince de Wurtemberg pour faire attaquer les hauteurs de Belleville et de Saint-Chaumont.

Rassemblés volontairement, les élèves de l'école polytechnique combattaient avec une intrépidité qu'auraient admirée les vieux grenadiers de la garde impériale, si le sort n'eût pas enchaîné, loin de là, leurs bras impatiens de se plonger au cœur des ennemis. Ces jeunes héros, destinés par la nature et par l'éducation, à donner un jour sur les champs de bataille ces preuves de génie et de courage qui seuls créent et consolident la pros-

périté des empires, semblaient embrasser avec enthousiasme l'idée si glorieuse de mourir pour la patrie, et attendre leur dernier soupir dans une sorte de solennité. Depuis quatre heures leur sang coulait à grands flots dans le sang des habitans du nord; les cadavres des uns et des autres couvraient, divisés par lambeaux, l'épouvantable foyer du plus affreux carnage, et le roi Joseph, qui jusqu'alors avait agi dans la ferme persuasion que les forces alliées n'excédaient pas trente mille hommes, partageait lui-même de si généreux efforts, parcourait les rangs et promettait la victoire.

Il fut bientôt tiré d'erreur. Le capitaine ingénieur Peyre, envoyé dès la veille pour reconnaître les positions ennemies, revint de sa mission, et rapporta qu'ayant été pris par une avant-garde de cosaques, et conduit, dans la matinée du 30, devant l'empereur de Russie, il avait eu avec le Czar l'entretien suivant :

Sur le refus qu'on a fait hier de recevoir les parlementaires des alliés, dit Alexandre, *j'étais décidé à attendre qu'on vînt me faire des propositions au nom de la ville de Paris. Ce n'est point à la nation française que nous faisons la guerre, mais à Napoléon, qui, par la plus injuste agression, lorsque j'avais traité loyale-*

ment avec lui, a porté la guerre dans mes états. N'a-t il pas occasioné la dévastation de mon pays et l'incendie de ma capitale? Je pourrais user de représailles; mais, je vous le répète, ce n'est point à la nation française, ce n'est point à la ville de Paris que je fais la guerre... Croyez-vous que Paris se défende? — Oui, sire. — Tant pis; vous avez pu juger de la force de notre armée: ce n'est point une simple division, comme on vous l'a dit faussement, mais l'armée de l'Europe entière qui est devant votre capitale. Toute résistance serait donc vaine, et rendrait inutile l'effusion du sang. Quelle est la force de l'armée française combattant sous Paris? — Votre Majesté me permettra de ne pas répondre à cette question. — C'est juste; mais, monsieur, puisqu'on veut se défendre, dites bien à celui qui vous a envoyé, que, d'après la démarche que vous venez de faire, les hautes puissances ont chargé le général Barclay de Tolly d'attendre, à portée des avant postes, le parlementaire qu'on jugera convenable d'envoyer pour entrer en conférence. Voilà des proclamations; remettez-les à qui bon vous semblera; surtout, n'oubliez pas de dire, puisqu'on veut se défendre, que je serai toujours disposé à traiter, lors même qu'on se battrait dans les faubourgs; mais que si l'en-

ceinte de Paris était forcée l'épée à la main, nous ne serions plus maîtres d'arrêter nos troupes et de préserver Paris du pillage. Partez, monsieur; le salut de Paris est en vos mains.

La communication de cet entretien fit connaître au roi Joseph toute la grandeur du péril, et dans le premier moment, il s'écria qu'il fallait parlementer; mais, revenant bientôt à son fatal doute sur les véritables forces de l'ennemi, il révoqua son ordre, et laissa continuer le combat. Il en résulta, pour les Français, la reprise de Pantin et de la Villette.

Cependant celles des troupes alliées qui étaient restées jusqu'alors en arrière, se montraient sur l'horizon et se déployaient dans la campagne. Déjà les premières colonnes du maréchal Blücher investissaient la ville de Saint-Denis; le corps du général Langeron s'avançait, par Clichy, contre Montmartre; les divisions Kleitz et Yorck marchaient sur la Villette et Pantin. Cette triple attaque fut non-seulement reçue avec une rare intrépidité, mais encore repoussée avec un grand avantage. Partout les Français écrasaient ce qui s'offrait à leurs coups, et sans doute la bouillante ardeur de nos guerriers eût triomphé du flegme mécanique de leurs ennemis, si, comme Antée, ces derniers n'eussent trouvé de nouvelles forces au sein même

de leurs défaites : à mesure qu'ils périssaient, de nouveaux bataillons accouraient pour les remplacer. Pantin fut repris par les gardes réunies de Prusse et de Bade.

En ce moment, recommençaient les attaques dirigées contre Belleville, Charonne et Ménil-Montant. Voyant l'impossibilité de conserver long-temps ces belles positions, le roi Joseph chargea le capitaine Peyre de porter au maréchal Marmont l'ordre de demander au général Barclay de Tolly un armistice de quatre heures pour négocier la capitulation de Paris. Cet ordre fut exécuté, mais sans ralentir d'une minute l'effusion du sang.

Cependant, que faisait-on dans Paris ? Loin que les perturbateurs semés dans cette ville immense par les divers partis qui divisaient sa population, parvinssent à troubler la tranquillité générale, toût y semblait être dans une sécurité parfaite. Deux cent mille habitans se portaient en foule dans les quartiers les plus rapprochés de la bataille, mais sans but bien déterminé, et comme pour voir une cérémonie publique. Il est vrai que l'intérieur des familles offrait d'autres tableaux ; que des mères éperdues pressaient leurs filles dans leurs bras, comme pour les ravir d'avance à la fureur brutale d'une soldatesque effrénée, que

plus d'une épouse échevelée attendait dans les pleurs le retour d'un époux qu'un excès d'ardeur avait emporté loin d'elle; que plus d'un marchand tremblait de voir le fruit de son industrie devenir la proie d'un vainqueur impitoyable; mais ces craintes et ces douleurs n'étaient qu'accidentelles : hors de là, Paris était tranquille, et l'on n'y parlait du grand événement qui allait décider du sort de la France, que parce que cet événement lui-même était la nouvelle du jour. Tel fut, tel est, et tel sera dans tous les temps le caractère parisien.

Tandis que nos troupes de ligne faisaient des prodiges de valeur, divers généraux conduisaient hors des barrières des détachemens de gardes nationales, mais moins pour prendre part au combat, que pour présenter à l'ennemi des masses capables de l'intimider. L'impétuosité de ces vaillans citoyens ne leur permit pas toujours de n'être que spectateurs. Un grand nombre de ceux qu'avait éclairés le soleil d'Austerlitz et de la Moscowa, prétendirent revoir de près ces mêmes ennemis qu'ils avaient tant de fois terrassés; une jeunesse ardente les suivit à ce nouveau champ de gloire, et bientôt citoyens et soldats, confondus par tout ce que les passions humaines ont de plus magnanime, briguèrent

l'honneur d'arroser de leur sang les sillons de la patrie.

Mais leur courage devait fléchir sous le nombre, et tous leurs efforts ne purent empêcher l'ennemi de s'établir sur une partie des hauteurs qui dominent le nord de la capitale. De toute cette chaîne de montagnes, la Villette seule résistait encore. Une redoute formidable, que défendait une batterie de dix-huit pièces de canon, tint fort long-temps en échec le corps entier du général Yorck; mais, débordés sur leur flanc droit par les hauteurs de Romainville, les Français furent repoussés jusque devant Rouvroy. Là s'engagea un combat terrible : furieux de n'être pas vainqueurs, nos soldats se précipitaient sur leurs ennemis, et nul d'eux ne lâchait prise que lorsque la mort avait frappé son adversaire. Ce fut en vain : trop nombreux, les alliés obtinrent l'avantage, et nos braves furent rejetés tout sanglans en-deçà des barrières.

Après la perte de nos meilleures positions, tout ce que pouvait faire le général en chef de l'armée française était de retarder la prise de Paris. Si l'on se souvient que la marche de Napoléon par Sens et Fontainebleau n'avait pour but que d'arriver avant cette catastrophe, il n'en fallait pas davantage pour sauver la capitale de l'empire. Ins-

truit des dangers qui menaçaient l'entreprise des alliés si l'on donnait à l'Empereur le temps d'arriver avec sa garde, le prince de Schwartzenberg fit observer au maréchal Marmont qu'il compromettait Paris par une résistance inutile, et sur-le-champ Marmont renouvela sa demande d'un armistice de quatre heures, s'engageant à rendre Paris à l'expiration de la trève (1). Cette proposition fut acceptée avec empressement, et soudain l'ordre de cesser le feu fut expédié partout. Nous ne ferons aucune réflexion sur ce dénouement : la postérité prononcera.

Cependant l'armée de Silésie, à qui l'ordre de s'arrêter n'était point encore parvenu, attaquait les hauteurs de Montmartre. Elles furent emportées, après la plus belle défense, par les huitième et dixième corps de l'armée russe. Le combat qui livra cette position aux alliés donna lieu à un de ces traits de bravoure que l'on considérerait comme de superbes fables, s'ils n'étaient devenus les délassemens de la grande armée. Suivi de quatre cents dragons, un colonel français fondit à plusieurs reprises sur plus de vingt mille ennemis

(1) Le roi Joseph avait quitté Paris, laissant au maréchal Marmont tout le pouvoir militaire dont il était lui-même investi.

déployés dans la plaine, et ne se retira qu'après s'être aperçu qu'on cherchait à le tourner.

Menacée par le prince de Wurtemberg, la barrière du Trône était confiée aux canonniers de la garde nationale de Paris. Cette troupe fit longtemps la plus belle contenance : mais écrasée enfin par les masses innombrables qui ne cessaient d'arriver, elle dut céder à l'ennemi une partie de son terrain. Alors deux fortes colonnes furent envoyées par le prince sur les hauteurs de Rosny, et sur le pont de Charenton. Ce pont était défendu par les élèves de l'école vétérinaire d'Alfort, qui, non moins braves que leurs émules de l'école Polytechnique, se défendirent avec une valeur non moins digne d'admiration. Assaillis, comme eux, par des forces disproportionnées, ils eurent le même sort et la même gloire : cent cinquante élèves perdirent la vie, et le pont fut emporté.

Nous avons présenté la garde nationale disputant la barrière du Trône. L'ennemi s'empara de cette barrière, et rejeta dans le faubourg Saint-Antoine les troupes qui la défendaient. C'est alors qu'arrivèrent, avec vingt-huit pièces de canon, les élèves de l'école Polytechnique. Décidée à périr, cette vaillante élite de la jeunesse française méprisa les dangers, et ne vit que l'honneur de mourir pour son pays; mais, par l'effet naturel

des combats acharnés qu'elle avait soutenus, elle manquait presque totalement de munitions; et, par une fatalité qui indigna jusqu'à nos plus cruels ennemis, les boulets qu'elle reçut n'étaient pas de calibre. Elle allait se faire égorger sur ses pièces, lorsque, arrivant au galop avec les débris de quelques régimens épars, le général polonais Sokolnicki vint l'arracher à la mort glorieuse qu'elle semblait appeler. Ce ne fut qu'avec une peine extrême qu'il parvint à détourner ces jeunes héros du projet de mourir (1).

Après s'être emparé du pont de Charenton, le prince de Wurtemberg répandit ses tirailleurs sur la rive droite de la Seine. Ils commençaient à tirer sur les patrouilles de garde nationale qui y étaient répandues, lorsqu'une dépêche, annonçant l'armistice, fit cesser les hostilités. Elle fut bientôt suivie de la capitulation dont nous avons parlé :

« Art. 1.er Les corps des maréchaux duc de Trévise et de Raguse évacueront Paris le 31 mars, à 7 heures du matin.

» Art. 2. Ils emmèneront avec eux l'attirail de leurs corps d'armée.

(1) Ce vaillant général termina cruellement sa noble carrière. Il fut renversé de cheval et se tua le 23 septembre 1816, dans une revue que le grand-duc Constantin passait à Varsovie.

» Art. 3. Les hostilités ne pourront recommencer que deux heures après l'évacuation de la ville, c'est-à-dire le 31 mars, à neuf heures du matin.

» Art. 4. Tous les arsenaux, ateliers, établissemens et magasins militaires seront laissés dans le même état où ils se trouvaient avant qu'il fût question de la présente capitulation.

» Art. 5. La garde nationale, ou urbaine, est totalement séparée des troupes de ligne; elle sera conservée, désarmée ou licenciée, selon les dispositions des puissances alliées.

» Art. 6. Le corps de la gendarmerie municipale partagera entièrement le sort de la garde nationale.

» Art. 7. Les blessés et les maraudeurs restés après sept heures à Paris, seront prisonniers de guerre.

» Art. 8. La ville de Paris est recommandée à la générosité des hautes puissances alliées. »

Ainsi fut écrasée, sous le poids même de sa gloire, cette cité superbe qui, surpassant en splendeur Rome, Athènes et Carthage, avait vu ses aigles rapides transmettre ses lois à tant de peuples vaincus. Mais l'ennemi paya cher l'honneur d'y porter ses pas. Il n'arriva dans les murs de Paris

qu'en foulant aux pieds les cadavres étendus de dix-huit mille des siens.

Divisés d'opinions, les Français firent éclater des sentimens divers. Le maintien du gouvernement impérial, le rétablissement de la république, le rappel des anciens rois, occupaient à-la-fois tous les esprits, lorsque, se prononçant pour les Bourbons, le sénat exprima aux souverains alliés le desir de revoir sur le trône le petit-fils du grand Henri. Voici la réponse que fit l'empereur de Russie à l'adresse présentée :

« Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France; les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française.

» Ils déclarent :

» Que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles doivent être plus favorables lorsque, par son retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance de ce repos.

» Les souverains proclament en conséquence qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun de sa famille;

» Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes; ils peuvent même faire plus, parce qu'ils

professent toujours le principe que, pour le bonheur du peuple, il faut que la France soit grande et forte;

» Qu'ils reconnaîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera. Ils invitent par conséquent le sénat à désigner sur-le-champ un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la constitution qui conviendra au peuple français.

» Les intentions que je viens d'exprimer me sont communes avec touses les puissances alliées.

Signé Alexandre. »

Le prince de Bénévent, vice-grand-électeur de l'empire, ayant reçu cette déclaration, convoqua extraordinairement le sénat. L'objet de cette convocation était de prononcer la déchéance de Napoléon, et de rappeler au trône Louis Stanislas-Xavier, frère de Louis XVI. Il fut rempli, et la proclamation ci-après fut répandue dans tous les départemens de la France.

« Français!

» Au sortir des discordes civiles, vous avez choisi pour chef un homme qui paraissait sur la

scène du monde avec tous les caractères de la grandeur ; vous avez mis en lui toutes vos espérances : ces espérances ont été trompées ; sur les ruines de l'anarchie, il n'a fondé que le despotisme.

» Il devait, au moins, par reconnaissance, devenir Français avec vous ; il ne l'a jamais été. Il n'a cessé d'entreprendre, sans but et sans motif, des guerres injustes, en aventurier qui veut être fameux. Il a, dans peu d'années, dévoré vos richesses et votre population.

» Chaque famille est en deuil ; toute la France gémit : il est sourd à nos maux. Peut-être rêve-t-il encore à ses desseins gigantesques, même quand des revers inouis punissent avec tant d'éclat l'orgueil et l'abus de la victoire.

» Il n'a su régner ni dans l'intérêt national, ni dans l'intérêt même de son despotisme. Il a détruit tout ce qu'il a voulu créer, et recréé tout ce qu'il voulait détruire. Il ne croyait qu'à la force, et la force l'accable aujourd'hui : juste retour d'une ambition insensée !

» Enfin cette tyrannie sans exemple a cessé : les puissances alliées viennent d'entrer dans la capitale de la France.

» Napoléon nous gouvernait comme un roi de barbares. Alexandre et ses magnanimes alliés ne

parlent que le langage de l'honneur, de la justice et de l'humanité. Ils viennnent réconcilier avec l'Europe un peuple brave et malheureux.

» Français! le sénat a déclaré Napoléon déchu du trône; la patrie n'est plus avec lui; un autre ordre de choses peut seul la sauver. Nous avons connu les excès de la licence populaire, et ceux du pouvoir absolu : rétablissons la véritable monarchie, en limitant, par de sages lois, les divers pouvoirs qui la composent.

» Qu'à l'abri d'un trône paternel, l'agriculture épuisée refleurisse; que le commerce chargé d'entraves reprenne sa liberté; que la jeunesse ne soit plus moissonnée par les armes avant d'avoir la force de les porter; que l'ordre de la nature ne soit plus interrompu, et que le vieillard puisse espérer de mourir avant ses enfans.

» Français! rallions nous; les calamités vont finir, et la paix va mettre un terme aux bouleversemens de l'Europe: les augustes alliés en ont donné leur parole; la France se reposera de ses longues agitations, et, mieux éclairée par la double épreuve de l'anarchie et du despotisme, elle trouvera le bonheur dans le retour d'un gouvernement tutélaire.»

Après s'être prononcé en faveur de la dynastie des Bourbons, le sénat arrêta :

» Qu'il serait établi un gouvernement provi-

soire chargé de pourvoir aux besoins de l'administration, et de présenter au sénat un projet de constitution qui pût convenir au peuple français ;

» Que le gouvernement serait composé de cinq membres ; savoir :

MM. de Talleyrand, prince de Bénévent ;
Le comte de Beurnonville, sénateur ;
Le comte de Jaucourt, sénateur ;
Le duc de Dalberg, conseiller d'état ;
L'abbé de Montesquiou, ancien membre de l'assemblée constituante ;

» Que le sénat et le corps législatif seraient déclarés partie intégrante de la constitution projetée ;

» Que l'armée, ainsi que les officiers et soldats en retraite, les veuves et officiers pensionnés, conserveraient les grades et pensions dont ils jouissaient ;

» Qu'il ne serait porté aucune atteinte à la dette publique ;

» Que les ventes des domaines nationaux seraient irrévocablement maintenues, et qu'aucun Français ne pourrait être recherché pour les opinions politiques qu'il aurait pu émettre ;

» Que la liberté des cultes et des consciences serait maintenue et proclamée, ainsi que la liberté de la presse, sauf la répression légale des délits qui pourraient naître de l'abus de cette liberté. »

ABDICATION DE NAPOLÉON,

ET CIRCONSTANCES QUI L'ONT PRÉCÉDÉE.

On se rappelle que nous avons laissé Napoléon se rendant, bride abattue, à Paris, par Sens et Fontainebleau. Arrivé dans cette dernière ville, et rompu de lassitude, il se jeta dans une voiture, avec le prince de Neuchâtel et le duc de Vicence, et reprit sa course, toujours précédé de son courrier.

Au moment où l'Empereur arrivait à la Cour-de-France, il aperçut un corps de cavalerie, et fut surpris de se trouver tout-à-coup au milieu de ses troupes. *C'est le général Belliard*, dit le courrier. Aussitôt Napoléon saute à terre, prend la main du colonel-général, et l'emmène sur la grande route : *Eh bien, Belliard, qu'est-ce que c'est que cela ? comment êtes-vous ici avec votre cavalerie? où est l'ennemi?—Aux portes de Paris.—Et l'armée? —Elle me suit.— Et qui garde la capitale? — La garde parisienne. —Que sont devenus ma femme et mon fils? où est Mortier, où est Marmont?—L'Impératrice, le Roi de Rome sont partis avant-hier pour*

Rambouillet, et de là, je pense, pour Orléans; les maréchaux sont sans doute encore à Paris, pour terminer leurs arrangemens. Alors le général Belliard rendit compte à l'Empereur de tout ce qui s'était passé depuis la bataille d'Arcis jusqu'à celle de Paris inclusivement, et il achevait son récit lorsque Berthier et Caulaincourt arrivèrent. Napoléon leur dit : *Eh bien! vous entendez ce que dit Belliard, messieurs? Allons, je veux aller à Paris; partons! Caulaincourt, faites avancer ma voiture!—Sire,* lui dit Belliard, *Votre Majesté ne peut aller plus loin; il n'y a plus de troupes à Paris.—C'est égal, j'y trouverai la garde nationale; l'armée me rejoindra demain ou après-demain, et je rétablirai les affaires. — Mais je répète à Votre Majesté qu'elle ne peut aller à Paris. La garde nationale, d'après le traité, garde les barrières, et quoique les alliés ne doivent y entrer qu'à sept heures, il serait possible qu'ils eussent passé outre, et qu'elle rencontrât aux portes ou sur les boulevards des postes russes ou prussiens. —N'importe, je veux y aller : ma voiture! suivez-moi avec votre cavalerie. — Mais, Sire, Votre Majesté s'expose à se faire prendre et à faire saccager Paris; plus de cent vingt mille hommes occupent toutes les hauteurs environ-*

nantes; d'ailleurs, j'en suis sorti en vertu d'une convention, et ne puis y rentrer. — Quelle est cette convention? qui l'a conclue? — Je ne la connais pas, Sire; seulement le duc de Trévise m'a prévenu qu'elle existait, et que je devais me porter sur Fontainebleau. — Que fait Joseph? où est le ministre de la guerre? — Je l'ignore; nous n'avons reçu aucun ordre ni de l'un ni de l'autre de toute la journée : chaque maréchal agissait pour son compte; on ne les a point vus aujourd'hui à l'armée, du moins au corps du duc de Trévise. — Allons, il faut aller à Paris; partout où je ne suis pas, on ne fait que des sottises. En disant ces mots, il marchait à pas inégaux et précipités. *Il fallait, messieurs, tenir plus long-temps,* répétait-il, *et tâcher d'attendre l'armée; il fallait remuer Paris, qui ne doit pas aimer les Russes, mettre en action la garde nationale, qui est bonne, et lui confier la défense des fortifications que le ministre a dû faire élever et hérisser d'artillerie; elle les aurait sûrement bien gardées, tandis que les troupes de ligne auraient combattu en avant sur les hauteurs et dans la plaine. — Je vous répète, Sire, qu'on a fait aujourd'hui plus qu'il n'était possible; l'armée entière, forte de quinze à dix-huit mille hommes, a ré-*

sisté à plus de cent mille jusqu'à quatre heures, espérant que vous alliez venir d'un moment à l'autre. Le bruit s'en était répandu dans Paris, et ayant percé jusqu'à l'armée, elle a redoublé d'ardeur, et forcé les ennemis à tourner la ville par la plaine de Neuilly et le bois de Boulogne. La garde nationale s'est aussi fort bien montrée, soit en tirailleurs, soit en défendant les méchans tambours qui couvraient les barrières. — C'est étonnant! Combien aviez-vous de cavalerie de votre côté? — Dix-huit cents chevaux, y compris la brigade Dautencourt. — Mais Montmartre fortifié, garni de gros canons, devait faire une vigoureuse résistance. —Heureusement, Sire, l'ennemi l'a cru comme vous, et voilà pourquoi il s'en est approché avec tant de circonspection; cependant il n'en était rien, et il n'y avait que sept pièces de 6.—Qu'a-t-on donc fait de mon artillerie? Je devais en avoir plus de deux cents pièces à Paris, et des munitions pour les alimenter pendant un mois. —La vérité, Sire, est que nous n'avons eu à opposer à l'ennemi que de l'artillerie de campagne, dont encore, à deux heures, il a fallu ralentir l'action, faute de munitions.—Allons, je vois que tout le monde a perdu la tête; voilà pourtant ce que c'est que d'employer des hommes

qui n'ont ni sens commun ni énergie ! Eh bien ! Joseph s'imagine cependant être en état de conduire une armée, et le routinier Clarke a tout l'orgueil d'un bon ministre ! mais l'un n'est qu'un c...., et l'autre qu'un j....f..... ou qu'un traître ; car je commence à croire ce que m'en disait Savary. »

L'Empereur ne s'était pas arrêté depuis l'instant où, sautant à bas de sa voiture, il entama la conversation que nous venons de rapporter. Persistant dans son projet de marcher sur Paris, il demanda vingt fois sa voiture, et vingt fois Caulaincourt l'annonça, sans que, pour cela, on la vît paraître. Il était déjà à plus d'une lieue de la Cour-de-France et toujours à pied, lorsqu'une colonne d'infanterie se présenta. — *Quelles sont ces troupes ?* dit l'Empereur. — *Le corps du duc de Trévise,* répond le général Curial. — *Faites-le appeler. — Il est encore à Paris.* Alors, sur les représentations des officiers-généraux qui l'accompagnaient, l'Empereur se décida à retourner à la Cour-de-France. Il y soupa, et repartit immédiatement pour Fontainebleau. Des ordres étaient donnés par lui pour que toutes les troupes prissent position aux environs d'Essonne, et à mesure qu'elles arrivaient de Paris, ces troupes se plaçaient sur les hauteurs de Lonjumeau.

En arrivant à Fontainebleau, et tandis que les maréchaux Marmont et Mortier s'établissaient sur la rivière d'Essonne, afin de s'y joindre au gros de l'armée qui s'avançait avec précipitation, il dépêcha le duc de Vicence près de l'empereur de Russie, pour lui faire des propositions capables d'éloigner la tempête; après quoi, se disposant à manœuvrer autour de Paris, il ordonna au maréchal Macdonald, qui se trouvait entre Sens et Montereau, d'arrêter la marche de ses colonnes, réorganisa complètement son armée, et se prépara à reconquérir la capitale de ses états. C'était le 2 avril; Napoléon se montra à la parade de la garde montante, non tel que l'ont dépeint des hommes qui ne l'ont jamais vu bravant l'infortune; mais tel que dans les champs d'Austerlitz, il commandait aux rois et disposait des empires.

Le duc de Vicence revint dans l'après-midi; rien ne transpira de sa mission, mais son silence en fit deviner le résultat.

Le 3, Napoléon ordonna une revue de toutes les troupes de sa garde dans la cour du *Cheval-blanc*. L'infanterie était massée le long des côtés sur quinze à vingt hommes de profondeur. Il parcourut les rangs, se plaça au milieu de la cour, fit réunir les plus anciens officiers, sous-officiers et soldats de chaque compagnie, en forma un

cercle autour de lui, commanda leur attention par un ban, et parla en ces termes :

« Soldats ! l'ennemi nous a dérobé trois marches, et s'est rendu maître de Paris; il faut l'en chasser. D'indignes Français, des émigrés auxquels nous avions pardonné, ont arboré la cocarde blanche, et se sont joints à nos ennemis. Les lâches ! ils recevront le prix de ce nouvel attentat ! Jurons de vaincre ou de mourir, et de faire respecter cette cocarde tricolore qui, depuis vingt ans, nous trouve dans le chemin de la gloire et de l'honneur ! »

Répété par des milliers de bouches, ce serment retentit jusque dans les nues; et vers six heures du soir, toute la garde se mit en route pour Essonne, où elle ne put arriver que fort avant dans la nuit.

Ce mouvement de l'armée impériale parvint à la connaissance des souverains alliés, et des mesures furent prises aussitôt pour en prévenir l'effet. Effrayés des suites que pourrait avoir une bataille acceptée sous les murs de Paris, ces souverains résolurent d'évacuer la capitale, et d'aller prendre position dans les environs de Meaux. L'ordre allait en être expédié au général Barclay de Tolly, lorsque le prince de Schwartzenberg fit connaître qu'il était secrètement en pourparler

avec Marmont, et que ce maréchal était sur le point de passer dans les rangs ennemis avec les douze mille hommes qu'il commandait.

Cependant les autres maréchaux ne pouvaient, sans douleur, voir les nouvelles calamités qui allaient peser sur la France, si Napoléon persistait à continuer la guerre. Ils se rendirent tous au palais de l'Empereur, et lui ayant fait, par l'organe du prince de la Moscowa, le plus sombre tableau de la situation de l'empire, ils lui représentèrent que désormais la patrie ne pouvait plus être sauvée que par l'abdication de son chef. Cette proposition parut n'affecter que très-faiblement l'Empereur, et, dès le soir même, il signa l'acte de renonciation au trône en faveur de son fils, sous la régence de l'Impératrice. Comme il fallait que cet acte reçût l'assentiment des puissances, Napoléon chargea d'aller le leur présenter le prince de la Moscowa, les ducs de Tarente, de Vicence et de Raguse. Dès qu'ils furent partis, l'Empereur s'entretint familièrement avec les officiers qui l'entouraient : *On veut me faire abdiquer en faveur du roi de Rome*, dit-il; *je le fais, puisqu'on le desire; cependant ce n'est pas l'intérêt de la France. Mon fils est un enfant; ma femme est excellente, on n'en peut pas trouver de meilleure; mais elle n'entend rien aux affaires; vous*

auriez donc une régence autrichienne durant douze ou quinze ans, et vous verriez M. de Schwartzenberg vice-empereur des Français : cela ne peut vous convenir. D'ailleurs il faut raisonner; si cela entrait dans les vues de l'Autriche, croit-on que les autres puissances consentent jamais que mon fils règne tant que je vivrai? Non certainement, car elles auraient trop peur que j'arrachasse le timon des affaires des mains de ma femme. Aussi je n'attends rien de bon de la démarche des maréchaux.

Napoléon avait fait appeler près de lui le général Souham, commandant le sixième corps en l'absence du duc de Raguse. Ne le voyant point arriver, il lui expédia, vers trois heures du matin, une seconde ordonnance, qui, peu d'heures après, reparut à franc-étrier, et annonçant que le corps entier du maréchal Marmont était passé à l'ennemi. Cette nouvelle étonna vivement l'Empereur. Il manda le comte Belliard, et lui ordonna de faire couvrir sur-le-champ la route de Fontainebleau avec quelques escadrons de cavalerie. *Qui aurait pu croire un pareil trait de Marmont?* s'écria-t-il ensuite; *un homme avec lequel j'ai partagé mon pain.... que j'ai tiré de l'obscurité.... dont j'ai fait la fortune et la réputation! Voilà le sort des souverains, M. le général Belliard;*

c'est de faire des ingrats..... Ah ! sûrement le corps de Marmont ne sait pas où il le mène ! Il m'a donné avant-hier encore des marques trop vives d'attachement pour que je puisse croire qu'il m'ait sciemment abandonné. C'est un mal irréparable ; néanmoins montez à cheval de suite pour voir les choses par vous-même, et revenez au plus tôt me rendre compte des mesures que vous aurez prises.

Cependant la négociation des maréchaux prenait une tournure favorable aux projets de Napoléon. Ils représentèrent à l'empereur de Russie que, malgré sa déchéance, Napoléon était toujours redoutable, que son armée commandait encore le respect, et que refuser l'abdication conditionnellement offerte, c'était à-la-fois attacher les soldats à l'infortune de leur chef, et rendre plus sanglante que jamais une guerre que l'on pourrait terminer d'un mot. Le Czar, ébranlé par ces raisons, répondit qu'il partageait le sentiment des plénipotentiaires, et qu'il s'efforcerait de le faire partager également aux autres puissances ; après quoi les maréchaux se retirèrent, décidés à se représenter le lendemain pour recevoir une réponse définitive.

Ils y furent en effet (Marmont excepté), mais tout était changé pour eux. « *Messieurs,* leur dit

Alexandre, *vous faites valoir beaucoup la volonté de l'armée, mais la connaissez-vous bien? savez-vous ce qui se passe au camp? savez-vous que le corps du duc de Raguse s'est rangé tout entier du côté des alliés?* Les maréchaux répondirent affirmativement que cela ne pouvait être. —*En ce cas, prenez, et lisez,* ajouta le Czar en leur montrant l'avis qu'il en recevait du prince de Schwartzenberg. Ils en furent d'autant plus interdits, que cela changeait totalement l'état de la question. Dès ce moment toute leur éloquence devint inutile, et ils ne purent obtenir pour l'empereur Napoléon, que le choix d'une abdication absolue.

Ainsi qu'on l'a vu, ce souverain pressentait que la démarche des maréchaux serait sans résultats avantageux pour lui. Rien ne le prouve mieux que cette déclaration adressée le 4 à l'armée :

« L'Empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui témoigne, et principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non dans le peuple de la capitale.

» Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général, son honneur et sa religion. Le duc de Raguse n'a pas inspiré ces sentimens à ses compagnons d'armes : il est passé aux alliés. L'Empereur ne peut approuver la condition sous laquelle

il a fait cette démarche : il ne peut accepter la vie ni la liberté de la merci d'un sujet (1).

» Le sénat s'est permis de disposer du gouvernement français ; il a oublié qu'il doit à l'Empereur le pouvoir dont il abuse maintenant, que c'est lui qui a sauvé une partie de ses membres de l'orage de la révolution, tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre la haine de la nation.

» Le sénat se fonde sur les articles de la constitution pour la renverser; il ne rougit pas de faire des reproches à l'Empereur, sans remarquer que, comme le premier corps de l'état, il a pris part à tous les événemens. Il a été si loin, qu'il a osé accuser l'Empereur d'avoir changé des actes dans la publication (d'être faussaire); le monde entier sait qu'il n'avait pas besoin de pareils artifices : un signe de sa part était un ordre pour le sénat, qui toujours faisait plus qu'on ne lui demandait.

» L'Empereur a toujours été accessible aux sages remontrances des ministres, et il attendait d'eux, dans cette circonstance, une justification indéfinie des mesures qu'il a prises. Si l'enthou-

(1) « Marmont avait stipulé que si les événemens ultérieurs de la guerre faisaient tomber la personne de Napoléon entre les mains des alliés, sa vie et sa liberté lui seraient garanties dans un lieu convenable. » (*Histoire des Batailles.*)

siasme s'est glissé dans les adresses et discours publics, alors l'Empereur s'est trompé; mais ceux qui ont tenu ce langage doivent s'attribuer à eux-mêmes les funestes suites de leurs flatteries. Le sénat ne rougit pas de parler des libelles publiés contre les gouvernemens étrangers; il oublie qu'ils furent rédigés dans son sein. Aussi long-temps que la fortune s'est montrée fidèle à leur souverain, ces hommes sont restés fidèles, et nulle plainte n'a été entendue sur les abus du pouvoir. Si l'Empereur avait méprisé les hommes comme on lui a reproché, alors le monde reconnaîtrait aujourd'hui qu'il avait raison.

» Il tenait sa dignité de Dieu et de la nation; eux seuls pouvaient l'en priver. Il l'a toujours considérée comme un fardeau; et lorsqu'il l'accepta, ce fut dans la conviction que lui seul était en état de la porter dignement. S'il est un obstacle à la paix, il en fera volontiers le sacrifice; et il a en conséquence envoyé le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente et de Vicence pour entamer des négociations. L'armée peut être certaine que son honneur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la France. »

Plusieurs historiens prétendent que l'intention de l'Empereur, si l'on ne consentait à ce que son abdication tournât en faveur de son fils, était de

se porter avec l'armée sur les frontières de l'Italie pour s'y joindre au vice-roi et commencer une nouvelle campagne. — *Pensez-vous que les troupes me suivent?* dit-il au maréchal Oudinot, — *Non, Sire; vous avez abdiqué. — Oui, sous conditions. — Il est vrai, Sire, mais le soldat ne connaît pas ces restrictions politiques. — Attendons des nouvelles de Paris.*

Onze heures du soir sonnaient à l'horloge du palais, lorsqu'on annonça à l'Empereur le retour des maréchaux. Ils parurent, Marmont excepté. — *Eh bien, Ney, avez-vous réussi? — En partie, Sire, mais non pour la régence; il était trop tard, les révolutions ne reculent jamais; celle-ci a pris son cours, et demain le sénat reconnaîtra les Bourbons. — Où pourrai-je vivre avec ma famille? — Où voudra Votre Majesté; par exemple, à l'île d'Elbe avec six millions. — Six millions! c'est beaucoup pour un soldat.* L'Empereur prit la plume, et dépouilla les grandeurs en ces termes :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix de l'Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce pour lui et pour ses héritiers aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice

personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire pour l'intérêt de la France (1).

Après avoir signé cet acte, Napoléon parut soulagé d'un pesant fardeau. Son cœur, jusqu'alors comprimé par les dégoûts inséparables du gouvernement, s'ouvrit au bonheur d'être libre, et, devenu l'égal des officiers qui l'entouraient, il s'entretint familièrement avec eux de la révolution qui venait d'éclater. — *Maintenant que tout est terminé,* dit-il, *puisque je ne puis rester, ce qui vous convient le mieux, c'est la famille des Bourbons; car elle ralliera tous les partis. Le Roi recevra la France telle qu'on voudra la lui donner; mais je ne pouvais la garder autre qu'elle était quand je l'ai prise. Il a de l'esprit et des moyens; il est âgé et souffrant; il ne voudra pas, je pense, attacher son nom à un mauvais règne. Si sa famille est sage, vous serez heureux; mais il faut qu'on traite bien l'armée, qu'on ne revienne pas sur le passé, autrement son règne ne serait pas de*

(1) Un de ses généraux lui témoignant de la surprise sur ce qu'il préférait une humble abdication à un glorieux suicide, Napoléon répondit froidement : « *Si Marius s'était poignardé dans les marais de Minturne, il n'aurait pas été sept fois consul à Rome.* » Cette réponse exprime parfaitement l'espoir qu'il conservait d'être plus d'une fois empereur de France.

durée; qu'on se garde surtout de toucher aux biens nationaux! c'est la trame sur laquelle repose le tissu : coupez-en un fil, adieu l'ouvrage.

Le Roi aura beaucoup à faire avec le faubourg Saint-Germain. S'il veut régner longtemps, il faut qu'il le tienne dans un état de blocus : il est vrai qu'alors il n'en sera pas plus aimé que moi, car c'est une colonie anglaise au milieu de la France, qui veut rapporter tout à elle, et s'inquiète fort peu du repos et du bonheur de la patrie, pourvu qu'elle jouisse des privilèges, des honneurs et de la fortune, pour lesquels seuls, à ce qu'elle prétend, elle a été créée et mise au monde.

Si j'étais de Louis XVIII, je ne conserverais pas ma garde : il n'y a que moi qui puisse la mener, et puis je l'ai trop bien traitée pour qu'elle ne me conserve pas son affection. Je la licencierais en donnant de bonnes pensions aux vieux officiers et soldats, et de l'avancement dans la ligne à ceux qui voudraient encore servir.

En tenant ce discours, Napoléon se promenait lentement. Il s'arrêta tout-à-coup, et regardant les généraux qui l'entouraient : *Messieurs*, dit-il, *dès que je ne reste plus avec vous, et que vous avez un autre gouvernement, il faut vous y at-*

tacher franchement, et le servir aussi bien que vous m'avez servi. Je vous y engage et vous l'ordonne même; ainsi ceux qui desirent aller à Paris avant que je parte, sont libres de s'y rendre; ceux qui veulent rester feront bien d'envoyer leur adhésion.

Ces derniers mots dictèrent au maréchal Berthier son devoir dans cette grande circonstance, et il s'empressa d'envoyer au gouvernement provisoire l'adhésion de l'armée. « L'armée, essentiellement obéissante, écrivit-il, n'a pas délibéré; elle a manifesté son adhésion quand son devoir le lui a permis. Fidèle à son serment, elle sera fidèle au prince que la nation française rappelle au trône de ses ancêtres. »

Le résultat des négociations entamées pour régler et garantir le sort futur de l'empereur Napoléon, fut arrêté le 11 avril. Voici le traité que signèrent à cet égard les plénipotentiaires des parties contractantes :

« Art. 1.er Sa Majesté l'empereur Napoléon renonce pour lui, ses successeurs, ses descendans et chacun des membres de sa famille, à tout droit de souveraineté et de domination, tant sur l'empire français et le royaume d'Italie, que sur tout autre pays.

» Art. 2. LL. MM. l'empereur Napoléon et

l'impératrice Marie-Louise conservent ces titres et qualités, pour en jouir leur vie durant; la mère, les frères, sœurs, neveux et nièces de l'Empereur, conserveront également partout où ils se trouveront, le titre de princes de sa famille.

» Art. 3. L'île d'Elbe, adoptée par l'empereur Napoléon pour le lieu de son séjour, formera, sa vie durant, une principauté séparée, qui sera possédée par lui en toute souveraineté et propriété. Il sera donné, en outre, en toute propriété à l'empereur Napoléon, un revenu annuel de deux millions de francs en rentes sur le grand-livre de France, dont un million reversible à l'Impératrice.

» Art. 4. Toutes les puissances s'engagent à employer leurs bons offices pour faire respecter, par les Barbaresques, le pavillon et le territoire de l'île d'Elbe, et pour que, dans ses rapports avec les Barbaresques, elle soit assimilée à la France.

» Art. 5. Les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla seront donnés en toute propriété et souveraineté à S. M. l'impératrice Marie-Louise; ils passeront à son fils et à sa descendance en ligne directe. Le prince son fils prendra dès ce moment le nom de *prince de Parme, Plaisance et Guastalla.*

» Art. 6. Il sera réservé dans les pays auxquels l'empereur Napoléon renonce, pour lui et sa fa-

mille, des domaines, ou donné des rentes sur le grand-livre de France, produisant un revenu annuel net, et déduction faite de toute charge, de *deux millions cinq cent mille francs*. Ces domaines ou rentes appartiendront en toute propriété, et pour en disposer comme bon leur semblera, aux princes et princesses de sa famille, et seront répartis entre eux de manière à ce que le revenu de chacun soit dans la proportion suivante:

SAVOIR :

A madame Mère.	300,000	
Au roi Joseph et à la reine.	500,000	
Au roi Louis.	200,000	
A la reine Hortense et au prince son fils.	400,000	2,500,000 fr.
Au roi Jérôme et à la reine.	500,000	
A la princesse Elisa.	300,000	
A la princesse Pauline. . . .	300,000	

» Les princes et princesses de la famille de l'Empereur conserveront, en outre, tous les biens, meubles et immeubles, de quelque nature que ce soit, qu'ils possèdent à titre particulier, et notamment les rentes dont ils jouissent également comme particuliers sur le grand-livre de France, ou le Mont-Napoléon de Milan.

» Art. 7. Le traitement annuel de l'impératrice Joséphine sera réduit à un million en do-

maines ou en inscriptions sur le grand-livre de France. Elle continuera à jouir en toute propriété de ses biens, meubles et immeubles particuliers, et pourra en jouir conformément aux lois françaises.

» Art. 8. Il sera donné au prince Eugène, vice-roi d'Italie, un établissement convenable hors de France.

» Art. 9. Les propriétés que S. M. l'empereur Napoléon possède en France, soit comme domaine extraordinaire, soit comme domaine privé, resteront à la couronne. Sur les fonds placés par l'empereur Napoléon, soit sur le grand livre, soit sur la banque de France, soit sur les actions des forêts, soit de toute autre manière, et dont Sa Majesté fait l'abandon à la couronne, il sera réservé un capital qui n'excédera pas deux millions, pour être employé en gratifications en faveur des personnes qui seront portées sur l'état que signera l'empereur Napoléon, et qui sera remis au gouvernement français.

» Art. 10. Tous les diamans de la couronne resteront à la France.

» Art. 11. L'empereur Napoléon fera versement au trésor et aux autres caisses publiques de toutes les sommes et effets qui auraient été dé-

placés par ses ordres, à l'exception de la liste civile.

» Art. 12. Les dettes de la maison de S. M. l'empereur Napoléon, telles qu'elles se trouvent après la signature du présent traité, seront immédiatement acquittées sur les arrérages dus par le trésor public à la liste civile, d'après les états qui seront signés par un commissaire nommé à cet effet.

» Art. 13. Les obligations du Mont-Napoléon à Milan, envers tous ses créanciers, soit Français, soit étrangers, seront exactement remplies, sans qu'il soit fait aucun changement à cet égard.

» Art. 14. On donnera tous les sauf-conduits nécessaires pour le libre voyage de S. M. l'empereur Napoléon, de l'Impératrice, des princes et princesses, et de toutes personnes de leur suite qui voudront les accompagner ou s'établir hors de France, ainsi que pour le passage de tous les équipages, chevaux et effets qui leur appartiennent : les puissances alliées donneront en conséquence des officiers et des hommes d'escorte.

» Art. 15. La garde impériale française fournira un détachement de douze à quinze cents hommes de toutes armes pour servir d'escorte jusqu'à Saint-Tropez, lieu de débarquement.

» Art. 16. Il sera fourni une corvette armée

et les bâtimens nécessaires pour conduire, au lieu de sa destination, S. M. l'empereur Napoléon, ainsi que sa maison; la corvette demeurera en toute propriété à S. M.

» Art. 17. S. M. l'Empereur emmenera avec lui, et conservera pour sa garde, quatre cents hommes de bonne volonté, tant officiers que sous-officiers et soldats.

» Art. 18. Tous les Français qui auront suivi S. M. l'empereur Napoléon ou sa famille, seront tenus, s'ils ne veulent pas perdre leur qualité de Français, de rentrer en France dans le terme de trois ans, à moins qu'ils ne soient compris dans les emplois que le gouvernement français se réserve d'accorder après l'expiration de ce terme.

» Art. 19. Les troupes polonaises de toutes armes qui sont au service de France, auront la liberté de retourner chez elles, en conservant armes et bagages comme un témoignage de leurs services honorables; les officiers, sous-officiers et soldats conserveront les décorations qui leur auront été accordées, et les pensions affectées à ces décorations.

» Art. 20. Les hautes puissances alliées garantissent l'exécution de tous les articles du présent traité; elles s'engagent à obtenir qu'ils soient adoptés et garantis par la France. »

Les huit premiers jours qui suivirent la conclusion de ce traité furent uniquement employés à préparer le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe. Les généraux Drouot et Bertrand furent admis à l'honneur de le suivre dans son exil, et quatre commissaires nommés par les puissances alliées se tinrent prêts à partir avec eux. Son escorte se composait de deux cents cavaliers étrangers destinés à soutenir au besoin des détachemens placés de distance en distance.

Le 20 avril, à l'instant marqué par lui pour quitter la France, il fit rassembler les débris de sa garde, les passa en revue, et leur adressa cette dernière proclamation :

« Soldats de ma vieille Garde !

» Je vous fais mes adieux; je suis content de vous. Depuis vingt ans je vous ai toujours trouvés sur le chemin de la gloire.

» Les puissances alliées ont armé toute l'Europe contre moi : une partie de l'armée a trahi ses devoirs, et la France elle-même a voulu d'autres destinées.

» Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile pendant trois ans; mais la France eût été mal-

heureuse, ce qui était contraire au but que je me suis proposé.

» Soyez fidèles au nouveau Roi que la France s'est choisi; n'abandonnez pas cette chère patrie trop long-temps malheureuse.

» Ne plaignez pas mon sort; je serai toujours heureux lorsque je saurai que vous l'êtes.

» J'aurais pu mourir, rien ne m'eût été plus facile; mais je suivrai sans cesse le chemin de l'honneur.

» J'écrirai ce que nous avons fait.

» Je ne peux pas vous embrasser tous, mais j'embrasse votre général. Qu'on m'apporte l'aigle: Cher aigle! s'écria-t-il, que les baisers que je te donne retentissent dans la postérité! »

En achevant ces mots, Napoléon disparut; tous les yeux de sa garde étaient baignés de larmes.

ÉVÉNEMENS

ANTÉRIEURS AU DÉPART DE NAPOLÉON.

La plupart des historiens qui ont écrit sur la grande lutte dont nous venons de tracer une relation rapide, ont mêlé dans leur récit ce qui se passait sur les autres points de la France. Nous

sommes loin de prétendre avoir mieux fait qu'eux; mais comme les combats reçus et présentés par l'Empereur, ont particulièrement décidé des destins de l'Empire, nous avons cru devoir les reproduire entièrement dégagés de tout ce qui pouvait en entraver la marche. Nous dirons plus; de toutes les campagnes de Napoléon, celle de 1814 étant la plus miraculeuse, il était essentiel pour les lecteurs de pouvoir suivre avec facilité les opérations de tous les partis.

RÉGENCE DE BLOIS.

Nous avons dit que l'Impératrice avait quitté Paris avec la Roi de Rome et les ministres; elle s'était dirigée sur Rambouillet, et de là sur Blois, par Chartres et Vendôme. Les frères de l'Empereur ne tardèrent point à la joindre, et bientôt Blois devint le siége d'une régence où quatre cents commis travaillèrent nuit et jour pour le recrutement de l'armée. Ce recrutement devait peser sur celles des divisions militaires qui n'étaient pas envahies, et avec lesquelles il restait encore des communications faciles.

La nouvelle de la capitulation de Paris parvint

à Blois le 3 avril. On ne s'aveuglait pas dans ces contrées sur la résistance que pouvait faire la capitale; mais on croyait généralement que l'Empereur continuerait la guerre. Cette pensée, qu'alimentait le caractère entier de Napoléon, s'accrédita surtout par la proclamation suivante:

« Français! les événemens de la guerre ont mis la capitale au pouvoir de l'étranger.

» L'Empereur, accouru pour la défendre, est à la tête de ses armées si souvent victorieuses.

» Elles sont en présence de l'ennemi sous les murs de Paris.

» C'est de la résidence que j'ai choisie, et des ministres de l'Empereur, qu'émaneront les seuls ordres que vous puissiez reconnaître.

» Cette ville, au pouvoir de l'ennemi, cesse d'être libre; toute direction qui en émane est le langage de l'étranger, ou celui qu'il convient à ses vues hostiles de propager.

» Vous serez fidèles à vos sermens; vous écouterez la voix d'une princesse qui fut remise à votre foi, qui fait sa gloire d'être Française, d'être associée aux destinées du souverain que vous vous être librement choisi.

» Mon fils était moins sûr de vos cœurs au temps de vos prospérités.

» Ses droits et sa personne sont sous votre sauve-garde. »

Marie-Louise s'était fait quelque temps illusion sur les projets des puissances alliées; mais reconnaissant bientôt qu'il n'était plus possible de compter sur l'élan national, elle déclara vouloir attendre dans cette situation les ordres de son père. Les rois Joseph et Jérôme, qui voyaient en elle une protection puissante, l'engagèrent à s'éloigner avec eux des lieux occupés par les armées ennemies; mais trois jours après le départ de l'Impératrice pour Blois, M. de Schouwalow s'y rendit avec la mission de ramener Marie-Louise à son père.



Dessiné par Gudin — Gravé à l'Eau forte par Couché fils — Terminé par Bovinet

BATAILLE DE TOULOUSE,

Gagnée par le Maréchal Soult, le 10 Avril 1814.

BATAILLE DE TOULOUSE,

GAGNÉE

PAR LE MARÉCHAL SOULT. (1)

(10 avril.)

Nous avons indiqué dans notre cinquième volume le rang que devait tenir la bataille de Toulouse dans la série des événemens qui ont terminé la guerre d'Espagne. Nous eussions donné alors un détail circonstancié de ce brillant fait d'armes, mais il appartenait à la campagne de 1814, et nous ne pouvions dévier de la ligne que nous nous étions tracée.

Craignant de se trouver enveloppé, le maréchal Soult se retira successivement sur Vic-en-Bigorre, Tarbes et Toulouse. Bientôt cette dernière ville fut entourée par lui de nombreux ouvrages, et mise en peu de jours sur un pied de guerre qui étonnera jusqu'aux dernières générations de ces contrées.

Lord Wellington, comptant un peu trop sur

(1) Si l'on ne gagne des batailles qu'en couchant sur le terrain, les Français perdirent celle de Toulouse; mais si le même résultat s'obtient en écrasant l'ennemi, l'honneur de cette journée appartiendrait au maréchal Soult.

les cent mille hommes confiés à son commandement, et se trouvant, relativement au maréchal Soult, à la tête de cinq contre un, avait fait répandre dans les pays qu'il occupait, un ordre par lequel il insultait à l'honneur de l'armée. Indigné d'une injure si peu méritée, Soult y répondit par la proclamation suivante :

« Soldats! de nouveaux combats vous appellent; il n'y aura pour vous de repos, attaquans ou attaqués, que lorsque cette armée, formée d'élémens si extraordinaires, sera entièrement anéantie, ou qu'elle aura évacué le territoire de l'empire, quelle que soit sa supériorité numérique, et quels que soient ses projets.

» Soldats! le général qui commande l'armée contre laquelle nous nous battons tous les jours, a eu l'impudence de vous provoquer, et de provoquer vos compatriotes à la révolte et à la sédition. Il parle de paix, et les brandons de la discorde sont à sa suite! il parle de paix, et il excite les Français à la guerre civile! Graces lui soient rendues de nous avoir fait connaître ses projets! Dès ce moment nos forces sont centuplées, et dès ce moment aussi il rallie lui-même aux aigles impériales ceux qui, séduits par de trompeuses apparences, avaient pu croire qu'il faisait la guerre avec loyauté.

» On a osé insulter à l'honneur national; on a eu l'infamie d'exciter les Français à trahir leurs sermens, et à être parjures envers l'Empereur : cette offense ne peut être vengée que dans le sang. Aux armes! Que dans tout le midi de l'empire ce cri retentisse. Encore quelques jours, et ceux qui ont pu croire à la sincérité et à la délicatesse des Anglais, apprendront, à leurs dépens, que leurs artificieuses promesses n'avaient d'autre but que d'énerver leur courage et de les subjuguer; ils se rappelleront, ces êtres pusillanimes qui calculent les sacrifices qu'ils doivent faire pour sauver la patrie, que les Anglais, dans cette guerre, n'ont d'autre objet que de détruire la France par elle-même, et d'asservir les Français comme les Portugais, les Siciliens, et tous les peuples qui gémissent sous leur domination. Soldats! vouons à l'opprobre et à l'exécration générale tout Français qui aura favorisé, d'une manière quelconque, les projets insidieux des ennemis. Quant à nous, notre devoir est tracé : combattons jusqu'au dernier, les ennemis de notre auguste Empereur et de notre chère France! Respect aux personnes et aux propriétés! haine implacable aux traîtres et aux ennemis du nom français! Guerre à mort à ceux qui tenteraient de nous diviser pour nous détruire! Contemplons les efforts prodigieux de

notre grand Empereur, et ses victoires signalées. Soyons toujours dignes de lui; soyons Français, et mourons les armes à la main, plutôt que de survivre à notre déshonneur. »

Cependant l'ennemi s'avançait. Ses premières attaques furent dirigées contre la route de Carcassonne; mais vainement il essaya de s'en emparer; tous ses efforts n'eurent pour résultat que d'engager le maréchal Soult à se concentrer davantage. Dès-lors l'armée française ne forma plus qu'une ligne, dont les extrémités touchaient à-la-fois la maison de la tuilerie et le cimetière de Saint-Cyprien.

Le 10 avril, jour de Pâque, à quatre heures du matin, toute l'armée prit les armes; et à six, la division Villatte, placée près de la rivière d'Ers, était aux prises avec le corps entier du général Beresford. Forcé dans ses positions, le général Villatte se reploya sur les redoutes. Le général espagnol Freyre s'avançait alors contre nos lignes avec une artillerie nombreuse. Il fut mis en déroute par la division Darmagnac, qui fondit sur sa troupe avec la rapidité de l'aigle. Dans leur épouvante, les soldats espagnols foulaient aux pieds le corps de leur général, qui, tombé dans un fossé profond, ne pouvait plus ni se relever, ni se faire entendre.

En ce moment, une forte colonne anglaise cherchait à s'emparer des retranchemens. Elle fut écrasée par la mitraille d'une redoute masquée, et mise dans un tel désordre, qu'elle semblait n'avoir jamais été formée. L'artillerie redoubla sur elle son feu destructeur, et bientôt elle eut plus d'hommes à terre que debout. Ne pouvant plus y tenir, les Anglais se retirèrent sur leurs premières positions.

C'est alors que le général Beresford vint, avec deux divisions, attaquer la première redoute que les Français avaient élevée sur les hauteurs de la Pudaja. La fureur des deux partis éclata par un combat sanglant. Nous perdîmes et reconquîmes la redoute; mais, furieux de l'avoir perdue, les généraux anglais chargèrent à la tête de leurs soldats, et le carnage devint plus effroyable que jamais. La redoute resta à l'ennemi.

Toutes les autres redoutes occupées par les Français faisaient un feu terrible, et massacraient des rangs entiers d'ennemis. Incertains de ce qu'ils avaient à faire, les Anglais s'arrêtèrent tout-à-coup, et sans doute leur général eût donné sur-le-champ l'ordre de battre en retraite, s'il eût pu, sans se déshonorer, fuir, avec cent mille hommes abondamment pourvus, devant vingt mille braves que la soif de vaincre soutenait seule

contre toutes les calamités de la vie. Il rassembla ses troupes, et ordonna une attaque générale; mais tous ses efforts n'aboutirent qu'à balancer la fortune. A trois heures la victoire flottait encore incertaine.

Croyant arrivé le moment de faire une charge brillante, le général Taupin, que le maréchal Soult avait placé en embuscade, ne prit pas le temps de former sa troupe, et fondit sur les Anglais. Il fut repoussé, comme il devait le prévoir, perdit beaucoup de monde, et fut, avec le général Lamarlière, grièvement blessé. Cette faute du général Taupin serait infailliblement devenue funeste à l'armée, si, courant au-devant des troupes de Beresford qui s'avançaient avec rapidité, la division Darmagnac n'eût soutenu le choc des Anglais pour donner aux troupes bataves, qui se formaient derrière lui, le temps de prendre part au combat.

Il se passait d'autres événemens dans les ouvrages qui défendaient Saint-Cyprien. Le général Hill, qui cherchait à s'en emparer, perdit tant de monde, qu'il ne put se retirer sans fouler aux pieds la moitié de ses soldats.

Comme la nuit couvrait alors les deux camps, le maréchal Soult en profita pour faire évacuer les redoutes et prendre position sur le ca-

nal. Ainsi, il avait lutté, pendant un jour entier, dans la proportion d'un contre cinq, avait tué quinze mille hommes à l'ennemi, et n'en avait pas perdu plus de deux mille cinq cents. Il passa dans ses nouvelles positions toute la journée du 11, et ne les quitta, le 12, que pour aller se joindre, dans Carcassonne, au maréchal Suchet, qui arrivait avec quatorze mille combattans, et qui aurait puissamment contribué à écraser l'armée de Wellington, s'il fût arrivé deux jours plus tôt. Ces deux grands capitaines prenaient leurs mesures pour arriver à ce but, lorsqu'une dépêche, annonçant la pacification de l'Europe, vint arrêter leurs bras prêts à frapper de nouveaux coups. (1)

FIN DE LA GUERRE D'ITALIE.

Forte de quarante-un mille hommes, dont trois mille de cavalerie, et traînant à sa suite soixante-seize pièces de canon, l'armée d'Italie

(1) Les Anglais ont fait frapper des médailles pour ceux de leurs soldats qui ont assisté à la bataille de Toulouse. Nous sommes loin de les en blâmer, mais nous nous croyons en droit de faire cette réflexion : Si les Anglais ont mérité des médailles, que n'ont pas mérité les Français !

campa sur l'Adige jusqu'à la mi-janvier ; sa ligne s'étendait depuis Montebaldo jusqu'à Castagnaro, et c'est dans cette position qu'elle attendit l'armée napolitaine. Arrivée depuis quelques jours, celle-ci occupait la ville d'Ancône et les départemens du Reno, du Rubicon et du Bas-Pô. Le vice-roi avait compté jusqu'alors sur son secours contre l'empereur d'Autriche ; mais on verra bientôt de quelle manière il fut désabusé.

Sans motif connu, et sans s'appuyer d'aucun prétexte, le général napolitain commandant la garnison d'Ancône, essaya de s'introduire dans la citadelle de cette place. Il y serait infailliblement entré, si, se doutant de quelque piége, le général Barbon n'en avait fermé précipitamment les portes, et n'avait manifesté l'intention d'y faire une vigoureuse résistance. Cette conduite dans un allié fit ouvrir les yeux au vice-roi. Il avait long-temps considéré comme de perfides insinuations, les avis qui lui arrivaient de toutes parts sur les projets du roi de Naples; sa grande âme ne pouvait se résoudre à voir un traître dans un prince qui, indépendamment des lois tracées par l'honneur, avait encore tant de raisons d'être fidèle à la France; mais tandis que le héros s'indignait contre lui-même de soupçons qu'il ne pouvait maîtriser, on s'emparait des états romains

au nom du roi Murat; on bombardait dans la citadelle d'Ancône et dans le château Saint-Ange, les troupes françaises, qui, ne croyant pas avoir les Napolitains pour ennemis, s'étaient trouvées surprises, et n'avaient eu que le temps de se renfermer. Ne pouvant plus douter de la défection du roi de Naples, le vice-roi reconnut l'impossibilité de se maintenir plus long-temps sur l'Adige, se retira sur le Mincio, et fit de la place de Mantoue le point d'appui de ses nouvelles opérations.

Les Anglais se préparaient alors à attaquer la place de Gênes. Informé de cette circonstance, le gouverneur général de la France transalpine chargea le général Fresia d'aller prendre le commandement supérieur de cette place et de tout le littoral. Fresia s'y rendit, et comme les quatre mille cinq cents hommes qui occupaient Gênes ne pouvaient suffire à défendre tous les ouvrages dont elle était environnée, il fit transporter dans les redoutes de la Spézia, dans les forts de l'Eperon et du Diamant, tout le matériel placé dans les autres, décidé à faire de ces trois points, le pivot de ses opérations, et chargeant le général Rouyer-Saint-Victor d'aller sur la rivière du Levant avec les troupes qu'il commandait, pour interdire à l'ennemi le passage de la Magra.

Le vice-roi savait, depuis quelque temps, que la plus belle résistance n'avait pu sauver d'une capitulation les places de Raguse et de Cattaro; mais ce double événement ne changea rien à ses projets, et, le 4 février, il prit sur le Mincio les positions qui devaient former sa nouvelle ligne. Comme l'armée ignòrait encore les causes de ce mouvement rétrograde, il les lui fit connaître par la proclamation que voici :

« Soldats de l'armée d'Italie! depuis l'ouverture de la campagne vous avez supporté de grandes fatigues ; vous avez donné à l'ennemi de grandes preuves de valeur, et à votre souverain de grandes preuves de fidélité.

» Mais combien ils sont glorieux les prix que vous avez déjà reçus de vos généreux efforts! Vous avez conquis l'estime de l'ennemi, et vous pouvez vous enorgueillir au fond de vos âmes, d'avoir long-temps préservé de toute invasion ennemie la plus grande partie du territoire italien, et un grand nombre de départemens français.

» Soldats! des espérances d'une paix solide et prochaine s'élèvent de toutes parts : je les crois fondées.

» Cependant le jour du repos ne s'est pas encore levé pour vous : un nouvel ennemi se présente.

» Quel est cet ennemi? Quand je vous l'aurai fait connaître, vous refuserez d'ajouter foi à mes paroles, et votre incrédulité, que j'ai long-temps partagée, sera pour vous un nouveau titre de gloire.

» Les Napolitains nous avaient solennellement promis leur alliance. Sur la foi de leurs promesses, ils ont été admis dans le royaume comme des frères; ils ont été admis non-seulement à occuper plusieurs de nos départemens, mais même à partager avec nous toutes nos ressources.

» Ils sont entrés comme frères, et ils étaient nos ennemis! Ils sont entrés comme frères, et c'est contre nous qu'ils préparaient leurs armes!

» Soldats! je lis dans vos âmes toute votre indignation, qui ne peut qu'ajouter à votre vaillance, tant la cause en est noble.

» Les Napolitains ne sont pas non plus invincibles; peut-être même compterons-nous des amis dans leurs propres rangs. Certes, si le sentiment de la loyauté peut être égaré, qui doute qu'un instant de réflexion ne suffise pour le rallumer et lui rendre tout son empire?

» Il est dans les troupes napolitaines un grand nombre de Français; ils abandonneront bientôt des drapeaux qu'eux aussi ont cru fidèles à leur souverain et à leur patrie; ils se réuniront à nous;

ils trouveront au milieu de vous les mêmes grades qu'ils ont acquis par leurs services. Vous les recevrez comme des amis ; vous les consolerez, par votre accueil, de la déplorable défection dont ils n'ont pas mérité d'être victimes.

» Français, Italiens, je compte sur vous ; comptez sur moi. Vous me trouverez partout où votre intérêt et votre gloire auront marqué ma place.

» Soldats ! voici ma devise : *Honneur et fidélité !* Que cette devise soit aussi la vôtre ; avec elle et l'aide de Dieu, nous triompherons encore de tous nos ennemis. »

L'armée entendit cette proclamation avec enthousiasme, et se prépara aux nouveaux dangers que lui annonçait son vaillant chef. Comme l'intention du vice-roi était de diriger contre Murat une partie de ses forces, il résolut de mettre les Autrichiens dans l'impossibilité de rien entreprendre pendant son expédition ; et, pour y parvenir, il leur livra bataille, le 8 février, sur les rives du Mincio. Cette bataille, où l'ennemi perdit huit mille hommes, sans que le vice-roi en eût à regretter plus de deux mille cinq cents, et où se distinguèrent d'une manière admirable les généraux Verdier, Forestier, Fressinet et Montfalcon, n'eut rien de décisif, parce que les Autrichiens

conservèrent une partie de leurs positions les plus importantes.

Ils avaient profité de la nuit pour faire filer par le pont de Borghetto environ dix mille hommes sur la rive droite du fleuve. Leur intention était de s'y établir; mais, dès le lendemain, le vice-roi fit échouer leur plan. Marchant lui-même à la tête de deux divisions, il leur tua deux cents hommes, leur en prit pareil nombre, et les força de se retirer. Les Autrichiens ne furent plus heureux, ni à Gardona, ni à Salo, où ils nous attaquèrent dans les journées des 15 et 16 février.

Cependant, la défection de Murat produisait dans les rangs napolitains des effets désastreux. Les Français qui y avaient combattu jusqu'alors, déclarèrent qu'ils ne porteraient jamais les armes contre leur patrie, et vinrent demander du service au vice-roi.

Les Napolitains s'avançaient en repoussant devant eux les avant-postes du général Sévéroli : ils furent attaqués et arrêtés dans les murs de Parme, sabrés et mis en fuite par le général Grenier. Comme la division Sévéroli occupait en avant de Reggio une position isolée, Murat marcha contre elle avec dix-huit mille hommes (7 mars). Sévéroli, ayant perdu une jambe dès le commencement de l'action, fut à l'instant remplacé par

le général Rambourg. Quelques efforts qu'il fît, ce dernier ne put résister à la supériorité des forces qui l'accablaient, et se retira dans Reggio. Il y fit long-temps la plus belle défense; mais comme il était de toute impossibilité qu'il s'y maintînt, il évacua cette ville, repassa le Crostolo, et vint se réunir au général Gratien, qui campait derrière l'Enza.

Pendant ce temps, les forts de Saint-Ange et de Civita-Vecchia tombaient au pouvoir de l'ennemi; Venise qui appelait les Anglais dans ses murs, était contenu par la fermeté du général Serras; la ville de Gênes, qui, depuis plusieurs jours, était bombardée, succombait par parties aux efforts multipliés des troupes qui l'assiégaient; et le capitaine Tempié écrasait une flottille autrichienne qui était venu l'attaquer sur le lac de Garda.

Les deux armées se disposaient à s'attaquer avec une nouvelle fureur, lorsqu'une double dépêche leur annonça l'abdication de l'empereur Napoléon, et la révolution opérée, par cet événement, dans le système politique. Alors le vice-roi négocia avec le comte de Niepper l'évacuation de l'Italie, prit des mesures pour faire repasser les Alpes aux troupes françaises, et fit à cette partie de son armée, la proclamation que nous allons transcrire :

« Soldats français!

» De longs malheurs ont pesé sur notre patrie. La France, cherchant un remède à ses maux, s'est replacée sous son antique égide. Le sentiment de ses souffrances s'efface déjà pour elle dans l'espoir d'un repos si nécessaire après tant d'agitations.

» En apprenant la nouvelle de ces grands changemens, votre premier regard s'est porté vers cette mère chérie, qui vous rappelle dans son sein. Soldats français! vous allez reprendre le chemin de vos foyers. Il m'eût été bien doux de pouvoir vous y ramener; dans d'autres circonstances, je n'eusse cédé à personne le soin de conduire au terme du repos les braves qui ont suivi avec un dévouement si noble et si constant les sentimens de la gloire et de l'honneur.

» Mais, en me séparant de vous, d'autres devoirs me restent à remplir auprès du peuple italien.

» Soldats français! en restant encore auprès de ce peuple, soyez certains que je n'oublierai jamais la confiance que vous m'avez témoignée au milieu des dangers, ainsi que dans les circonstances politiques les plus épineuses, et que mon attachement et ma récompense vous suivront partout. »

L'armée y répondit en ces termes :

« Monseigneur !

» L'armée française, avant de se mettre en marche pour rentrer dans le sein de sa patrie, se fait un devoir de déposer aux pieds de V. A. les sentimens de reconnaissance et de vénération dont elle est pénétrée envers votre auguste personne.

» L'armée d'Italie se glorifiera toujours de son chef. Avoir servi V. A. est devenu un titre d'honneur. Puissiez-vous jouir de la félicité et de la gloire que vous méritez par vos belles qualités ! Tel est le vœu de l'armée entière, qui les sut apprécier en tant d'occasions, et qui en conservera toujours le souvenir. »

Après quoi l'armée quitta l'Italie, revint en France, et fut dissoute.

L'armée d'Italie avait à peine quitté ses positions pour repasser les Alpes, que des séditieux soulevèrent le peuple de Milan contre le sénat italien. Tout ce qu'on doit attendre des fureurs humaines, se commit dans ces nouveaux jours de troubles. Vainement le vice-roi compta sur l'ascendant de ses vertus et sur le souvenir de son autorité ; il ne put empêcher l'anarchie de s'établir sur les ruines du gouvernement abattu. Toutefois il ne quitta l'Italie qu'après avoir assuré,

par des traités, le maintien de l'organisation civile et militaire.

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DU RHONE.

Le comte Bubna venait de s'emparer de Genève, et se disposait à marcher sur Lyon, qui n'était point en état de défense, lorsqu'il imagina de quitter ce projet pour se lier à la gauche de la grande armée. Il partit donc, força le pont de Dôle, repoussa jusqu'à Auxonne le général Lambert, et procura de cette manière au prince de Lichtenstein, la double facilité d'investir cette place et d'achever le blocus de Besançon.

Les généraux Legrand et Musnier organisaient, l'un à Châlons, l'autre à Bourg, des débris de dépôts en corps réguliers, et le comte Bubna marcha contre eux. Legrand tint l'ennemi en respect devant le pont de la Saône; moins en état de résister, Musnier se reploya sur Lyon; et Bourg, que la garde nationale essaya vainement de défendre, se vit livré à toutes les horreurs du pillage.

Il était facile au comte Bubna de se porter de suite sur Lyon; mais incertain de ce qui se

passait dans le Montblanc et vers l'Italie, il crut prudent de s'en mieux informer, et perdit ainsi plusieurs jours que les circonstances avaient rendus précieux. Il partit enfin, et c'est sur ces entrefaites que, pressé par les dangers que courait la seconde ville de l'empire, Napoléon fit partir pour Lyon le maréchal Augereau. Il y arriva le 14 janvier; mais quel fut son étonnement! lui qui comptait y trouver une armée, n'avait pas au-delà de quinze cents hommes pour repousser l'invasion! Sa tâche était d'autant plus difficile, que, privé, par la guerre, des ressources qu'ils tenaient des manufactures, les vingt-cinq ou trente mille ouvriers de la ville pouvaient se révolter contre lui. Dans ce pressant danger, il confia la défense de Lyon au général Musnier, et se porta sur Valence, pour arrêter les premières troupes qui arriveraient du midi, tandis que le comte Chaptal accélérait, dans le Cantal et dans le Puy-de-Dôme, la levée des gardes nationales.

Le comte Bubna s'avança pour s'emparer de Lyon; mais, soit qu'il ne fût point en mesure, soit qu'il ignorât la faiblesse de son adversaire, il mit dans cette opération un tâtonnement qui enhardit nos troupes, et le fit repousser jusqu'à Montuel, où il se maintint jusqu'à la fin de janvier.

Pendant ce temps, dix-huit cents Autrichiens, partis le 18 de Genève, et conduits par le général Zeichmeister, repoussèrent, à Rumilly, un détachement français, s'emparèrent de Chambéry, et forcèrent le général Laroche à se reployer sur Montmeillant. Ici, nos troupes passèrent, par ordre supérieur, sous le commandement en chef du comte Marchand. On les réorganisà; elles coururent à l'ennemi, et Zeichmeister changea ses plans, pour marcher contre le poste des Echelles, qui ferme la route de Chambéry à Lyon. Il ne le fit néanmoins qu'en cherchant à détourner l'attention des Français par une fausse attaque contre la montagne qui domine le fort Barraux. C'est là qu'on vit un dévouement peut-être unique dans les fastes du monde : des enfans de dix à douze ans se disputèrent l'honneur d'aller, au milieu du feu, porter à nos soldats les munitions dont ils manquaient. Graces à leur jeune héroïsme, l'ennemi fut contenu.

Revenu de son indécision, le comte Bubna donna contre un autre écueil. Il força le pont de la Saône, que gardait le général Legrand, s'empara de Châlons, chargea Zeichmeister de s'attacher à conserver la Savoie, et se borna à désarmer les gardes nationales des pays compris entre la Saône et l'Ain. Augereau profita de ces lenteurs pour

recruter son armée ; et bientôt cette armée se trouva formée de vingt-sept mille hommes ainsi répartis :

En ligne	avec le maréchal.	18,000	27,000
	avec le général Marchand,	5,000	
Dans les places.		4,000	

dont un tiers environ était entièrement composé de vieux soldats rappelés d'Espagne.

Alors Angereau reprit l'offensive ; et, chassé de tous les points, l'ennemi nous rendit Chambéry, Nantua, Bourg et Mâcon ; Napoléon, ne voyant dans ces divers avantages qu'une dissémination dangereuse aux Français, chargea le duc de Feltre de faire des observations au maréchal Augereau. « C'est vers Genève, écrivait le ministre, que vous auriez dû porter vos masses avec vivacité ; le comte Bubna n'a pas plus de dix mille hommes à vous opposer, de misérables troupes qui disparaîtront, comme le brouillard devant le soleil, à l'aspect des vieilles bandes rappelées de Catalogne : la France et la Suisse ont les yeux sur vous....... Les Vaudois et les Argoviens ont seize bataillons de milices prêts à se ranger de votre côté ; les cantons de Saint-Gall, de Soleure, et même une partie de celui de Zurich, n'attendent que votre présence pour se déclarer en faveur des Français... L'Empereur vous somme d'oublier vos cinqnante-

six ans, et de ne vous souvenir que des beaux jours de Castiglione (1). » Mais Augereau n'en

(1) Voici telle que M. Koch a décrit, la circonstance à laquelle ces derniers mots font allusion : Le 13 fructidor an IV (31 juillet 1796), le général Augereau était en marche de Legnago sur Vérone, pour attaquer l'ennemi, lorsqu'un courrier du général Bonaparte lui remit une dépêche ainsi conçue : « Nos communications avec Milan et Vérone sont coupées: il faut, mon cher général, au reçu de la présente, abandonner votre ligne, rompre les ponts de Legnago, enlever de vos magasins ce que vous pourrez, brûler les affûts de position, afin que les ennemis ne puissent pas inquiéter votre retraite, et vous rendre à Roverbella, où je vais de ma personne : les momens sont pressans; je me repose sur votre sagesse et votre prudence ordinaire. »

Le général Augereau fait rétrograder sa colonne, et après avoir exécuté ce qui lui était prescrit, prend le chemin de Roverbella; mais quelle est sa surprise lorsqu'en entrant dans cette ville à la tête d'un piquet de cavalerie, tout lui offre l'image d'une déroute ! une terreur panique avait saisi les administrations, dont les équipages encombraient les rues. Le général, sans s'émouvoir, envoie de suite un officier à sa division, avec ordre de s'arrêter où elle se trouverait; nomme un commandant de place, et met à sa disposition son escorte, pour balayer la ville et rétablir l'ordre et la tranquillité.

Vers trois heures après midi, le général en chef arrive, descend chez Augereau, lui fait part de la position des deux armées, et par le ton de son récit, semble lui demander un avis : « Il y a beaucoup de ressources à ces accidens fâcheux, dit celui-ci; c'est dans l'occasion qu'on reconnaît ses amis : plus le danger est grand, plus il faut imposer à l'ennemi; et.... » Le général Berthier l'interrompant : « Je crois que le général Augereau ne connaît pas la position des Autrichiens.» A quoi il repartit : « Je la connais mieux que vous, f.....!

tint compte, et continua de se disséminer de plus en plus. « L'Empereur n'est pas satisfait de vos

Ce ne sont plus des phrases qu'il nous faut.... — Eh bien, reprend vivement Bonaparte, que faut-il donc pour sauver l'armée? — La rallier, faire des exemples des lâches qui portent la terreur dans les rangs, et ne plus parler de retraite. Ma division, qui n'a jamais reculé devant les Espagnols, mettra en déroute les Autrichiens s'ils se présentent devant elle : les braves que je commande périraient plutôt mille fois. Pourquoi les autres divisions n'en feraient-elles pas autant? Que chaque général jure de vaincre ou de mourir, et je réponds de la victoire la plus signalée que les républicains aient jamais remportée. Ne te dissimule point que l'Europe entière a les yeux ouverts sur nous; que l'Italie évacuée, la guerre civile s'allume en France.... » Puis, après quelques minutes de réflexion, il ajoute : « Tu me dis que l'ennemi s'est emparé du pont de Saumarco et de Brescia; eh bien! dès que ma troupe aura pris quelques heures de repos, je partirai pour l'en chasser et rouvrir la communication entre Milan et Vérone. » Alors Bonaparte décidé : « Puisqu'il en est ainsi, je vais donner l'ordre de lever le siége de Mantoue. » Augereau combattit fortement ce projet, mais n'eut pas le talent de persuader le général en chef, qui, sur ce point, avait des vues plus saines que lui.

Conformément aux dispositions arrêtées, la division d'Augereau se mit en marche le 13 au soir dans le plus grand ordre, et arriva au petit jour du 14 à Castiglione; de là elle continua sa marche en combattant sur Brescia, où le général, à la tête de quatre cents cheveaux, chargea l'arrière-garde des Autrichiens qui en sortait.

Dès que Bonaparte fut rendu à Brescia, il convoqua un conseil de guerre : « Citoyens généraux, dit-il, je vous ai fait appeler pour délibérer sur les moyens de sauver l'armée. Plusieurs corps de troupes ont effectué leur retraite d'après mes

dispositions, lui manda le duc de Feltre. En poussant ainsi des détachemens dans différentes

ordres; j'ai ordonné à Serrurier de lever le siége de Mantoue et de repasser le Pô à San-Benedetto. Les généraux Masséna et Joubert ont été contraints de céder à la force les postes importans de Corona et de Rivoli; Sauret, de Salo, s'est retiré à Dezenzano; le général de brigade Guyeux tenait encore, avec dix-huit cents hommes, dans un bâtiment où il s'est retranché; mais je crains que, privé de toute espèce de ressources, il n'ait succombé. Tel est l'état des choses. Croyez-vous plus convenable d'opérer notre retraite derrière le Pô pour y rallier l'armée, que d'attaquer l'ennemi avec le peu de forces qui nous reste, puisque nous avons déjà rétabli nos communications avec Milan? »

Plusieurs généraux furent d'avis qu'il serait imprudent de tarder plus long-temps d'effectuer la retraite, et que la prudence conseillait d'aller prendre une ligne défensive de l'autre côté du Pô.

Le général Augereau combattit avec chaleur cette opinion, et en démontra les inconvéniens. « Si l'armée repasse le Pô, dit-il, l'ennemi, qui a percé notre ligne sur trois points, nous poursuivra jusque dans la rivière de Gènes, où nous créverons, comme des j... f....., de misère et de faim. Marchons donc à lui avec le peu de monde qui nous reste, tâchons de délivrer Guyeux et de rétablir nos communications avec Salo, pendant que les divisions en retraite feront volte-face, et chercheront à regagner leurs anciennes positions. Si ces nouveaux efforts échouent, il sera toujours temps de songer à la retraite ».

Le général Despinois s'éleva fortement contre cette opinion. Il ne cessait de répéter: « Comment appuierons-nous la droite? —Avec des baïonnettes, répond Augereau. » La séance continuant sur ce ton, il se retira; mais tenant la porte entr'ouverte: « Vous pouvez battre en retraite jusqu'à Paris, je

directions, vous allez chercher tous les points où sont les forces disséminées de l'ennemi, *au lieu*

m'en f..; quant à moi, mille bombes! je ne le ferai pas. » Et il sortit, laissant les membres du conseil stupéfaits de sa résolution. Vers deux heures du matin, il fut appelé chez le général en chef, qui, pâle et défait, était encore debout. Augereau en l'abordant, lui dit : « Eh bien! qu'as-tu décidé hier avec ton conseil de guerre ?— Rien; mais après avoir long-temps réfléchi, je pense, comme toi, qu'il faut marcher à l'ennemi, et l'attaquer partout où nous le trouverons. Voici mon plan : tu marcheras sur Mont-Chiaro; je m'avancerai avec Masséna sur Sonato; Sauret ira reprendre ses anciennes positions de Salo, et débloquera Guyeux. » Augereau, dans l'effusion de sa joie, s'écria, en se jetant à son cou : « Vive la république! la victoire est à nous! »

Aussitôt sa division se met en marche sur Monte-Chiaro. Obligé de rester encore une heure à Brescia pour ordonner quelques dispositions relatives aux subsistances et aux munitions, il apprend, à un kilomètre de cette ville, que Castiglione vient d'être évacué. Il n'y avait pas un instant à perdre : il part au galop avec son état-major et son escorte, pour arrêter ce mouvement rétrograde. En passant à Monte-Chiaro, trouvant les troupes sous les armes, il veut en savoir la cause. On lui rapporte que le général Vallette, commandant à Castiglione, venait d'annoncer qu'il opérait sa retraite, parce que l'ennemi paraissait marcher sur la ville, et d'inviter à en faire autant. Augereau adressa de violens reproches à ses généraux de brigade, leur rappelant qu'ils n'avaient d'ordre à recevoir que du général en chef et de lui, et leur enjoignit de faire former les faisceaux, et d'attendre l'ennemi de pied ferme.

Sur ces entrefaites paraît le général Vallette. Augereau, après l'avoir accablé d'invectives, lui retira le commandement de sa brigade, et prescrivit au général Robert de la ramener à Monte-Chiaro.

de frapper au cœur, selon l'expression de Sa Majesté. Elle m'ordonne en conséquence de vous

Vers quatre heures après midi, le général Bonaparte arriva, et descendit au logement d'Augereau. « Je viens d'apprendre, lui dit-il, que Vallette a abandonné Castiglione sans tirer un coup de fusil, et que sa troupe s'est retirée ici et à San-Marco : ainsi, tu vois qu'il faut effectuer absolument notre retraite. — Eh ! pourquoi cela, f.....? répond Augereau. Au nom de Dieu, laisse-moi faire. Demain matin j'attaquerai l'ennemi ; je suis d'autant plus certain de la victoire, que jamais les troupes n'ont montré plus d'ardeur. Je viens de visiter le camp : officiers et soldats brûlent d'en venir aux mains. — Dans ce cas, ajoute Bonaparte, je veux les voir aussi. » Augereau se disposait à l'accompagner, lorsque tous les officiers généraux et supérieurs de sa division vinrent offrir leurs hommages au général en chef. « Venez dans nos camps, lui dirent ces braves, et vous jugerez par vous-même de l'esprit de la troupe. » Non encore rassuré par ces témoignages, Bonaparte leur dit : « Savez-vous bien, mes amis, que vous avez vingt-cinq mille hommes devant vous, commandés par Wurmser? — C'est égal, général, s'écrièrent-ils d'une voix unanime : nous n'avons jamais compté nos ennemis. Soyez tranquille, et reposez-vous sur nous. » Bonaparte visita néanmoins le camp : les troupes étaient en bataille, sans armes, sur le front de bandière ; aussitôt qu'elles l'aperçurent, elles l'accueillirent aux cris de Vive la république ! vivent nos braves généraux ! A l'ennemi ! pas de retraite ! Quelques volontaires s'élançant hors des rangs, et indiquant à Bonaparte, de la main, les hauteurs de Castiglione : « Nous jurons de vaincre, ou de nous faire tous ensevelir là. » Alors se tournant vers Augereau : « Tu as raison, je crois ; avec des braves comme ceux-là, il ne faut jamais parler de retraite. Allons donc, marchons à l'ennemi ! » En effet, la bataille se livra, et valut une nouvelle victoire aux républicains.

réitérer ce que je vous ai mandé trois fois par ses ordres. Vous devez, monsieur le maréchal, réunir vos troupes en une seule colonne, vous mettre à la tête, et marcher, soit sur le pays de Vaud, soit sur le Jura, au cas que l'ennemi s'y trouve rassemblé....... C'est par la réunion des masses qu'on obtient de grands succès. Je puis d'ailleurs vous donner l'assurance que Sa Majesté a des motifs très-positifs de penser que l'ennemi est d'avance très-effrayé des mouvemens qu'il suppose que vous devez faire, et auxquels il doit en effet s'attendre. Il serait bientôt rassuré si vous vous borniez à faire faire des courses à des détachemens, *en restant tranquillement, de votre personne, à Lyon*. C'est en vous mettant à la tête de vos troupes, comme l'Empereur le veut, et en agissant vigoureusement, que vous parviendrez à faire une grande et utile diversion. » Le maréchal alléguant, en réponse à cette lettre, l'impossibilité où il était de s'engager avant d'avoir complété l'équipement de ses troupes, il lui fut répliqué par le duc de Feltre : « Sa Majesté pense qu'il est très-indifférent que les bataillons de la réserve de Nîmes soient mal habillés et mal équipés, dès qu'ils ont des fusils. Elle me charge de vous dire que le corps du général Gérard, qui a fait de si belles choses sous ses yeux, n'est

composé que de conscrits à demi-nus. Il a, en ce moment, une division de quatre mille gardes nationaux en chapeaux ronds, en habits et vestes de paysans, et sans gibernes, armés de toutes sortes de fusils, dont il fait le plus grand cas; et il voudrait bien en avoir trente mille. »

Malgré l'inaction du maréchal Augereau, la position du comte Bubna était devenue très-critique, et nous avons vu combien l'avis qu'il en donna au prince de Schwartzenberg influa sur les propositions d'armistice faites par les souverains à Napoléon. Les alliés envoyant des renforts à leur général, Napoléon crut devoir également en envoyer au sien; et pour cela, il fit donner, par le ministre de la guerre, des ordres très-précis au prince de Borghèse et au duc d'Albufera, qui alors combattaient en Italie et sur les frontières d'Espagne. Pénétré de cette vérité, qu'il ne faut jamais donner à un ennemi battu le temps de se reconnaître, le général Marchand se hâta de se réapprovisionner dans Chambéry, et se remit incontinent à la poursuite des Autrichiens. Le 23 février, il prit possession d'Aix, plaçant ses avant-postes à l'embranchement des deux routes de Genève; il chargea le général Serrant de s'avancer, avec douze cents hommes et trois pièces de canon, par celle d'Annecy, tandis que lui-même se porte-

rait, avec deux mille trois cents hommes et cinq bouches à feu, par celle de Rumilly. Les deux colonnes françaises trouvèrent l'ennemi dans ces deux villes, et le battirent complètement. Animé par ce double succès, le maréchal rassembla, pour marcher sur Genève, toutes les troupes disponibles de son corps d'armée. On se battit à Lons-le-Saulnier et à Saint-Julien avec un égal acharnement. L'ennemi fut chassé du premier endroit, mais non du second. S'il quitta Saint-Julien, c'est que, trompant tous ses calculs, le général Bardet s'avançait par le fort de l'Ecluse, qu'il avait enlevé, contre Genève, qu'aucune troupe ne gardait. Les généraux Bardet et Marchand entrèrent le 2 mars en communication, et bientôt ils furent en mesure de sommer Genève. Le comte Bubna était alors sous les murs de cette ville. Informé que le général Musnier s'était frayé un passage à travers les neiges qui le séparaient du territoire vaudois, il commençait à craindre pour le point d'appui de ses opérations, lorsqu'une dépêche expédiée par Augereau le tranquillisa complètement. Ce maréchal, croyant déjà Genève au pouvoir des Français, appela vers lui le corps du général Musnier, pour aller concourir à délivrer la place de Besançon, qu'assiégeait en personne le prince de Lichtenstein.

Tandis que les contrées abandonnées par Bubna se croyaient délivrées pour toujours de la présence de l'ennemi, quarante mille Autrichiens composant l'armée du sud, s'avançaient sur trois colonnes, et menaçaient les Lyonnais d'un nouvel envahissement. Augereau exécutait alors les plans qu'il avait conçus en faveur de Besançon. Informé que, malgré une perte de trois cents hommes qu'il avait essuyée à Poligny, le baron Bianchi manœuvrait par la droite de la Saône pour s'interposer entre Lyon et l'armée française, il résolut de retourner à Lyon par la route la plus directe, et d'ordonner au général Bardet de se rendre sur-le-champ à Bourg pour faire une démonstration sur Mâcon. Tout s'arrangeait de cette manière, lorsque le maréchal, abusé par les lenteurs de l'armée autrichienne, imagina qu'on lui avait exagéré les forces du général Bianchi, et chargea le général Musnier de marcher à leur rencontre. Ce fut par suite de cet ordre que Musnier perdit six cents hommes à Mâcon, en attaquant l'ennemi avec des forces trop inégales, et fut forcé de se reployer sur Villefranche, où le maréchal Augereau l'attendait échelonné.

Le prince Philippe, qui commandait la troisième colonne de l'armée du sud, fut informé de cet échec, et marcha sur Villefranche, pour se-

conder Bianchi, chargeant le prince de Cobourg d'observer la rive gauche de la Saône, et le comte Hardegg, de poursuivre sur Bourg le général Bardet.

Pendant ces mouvemens, Augereau prenait à Saint-Georges une position concentrée. Il y fut attaqué par toutes les forces du général Bianchi, et forcé, après une vigoureuse résistance, de se reployer sur Limenest. Toujours supérieurs en nombre, les Autrichiens l'y attaquèrent le 19 mars, et la victoire trahit encore la valeur des Français. Ce dernier coup décida du sort de Lyon. Consultés par le maréchal Augereau, pour savoir si cette ville se défendrait, les magistrats lui déclarèrent qu'il y avait impossibilité d'arrêter l'ennemi plus de quatre jours sous les murs; et l'évacuation de la seconde ville de l'empire fut fixée à la nuit suivante. Cette évacuation s'opéra dans le plus grand ordre, et l'armée se porta sur l'Isère. Le but du général en chef étant de s'opposer à la jonction du prince Philippe avec Wellington, il écrivit au général Marchand de se rallier promptement à lui : cette concentration des forces françaises fut la dernière opération de la campagne.

OPÉRATIONS

DU GÉNÉRAL COMTE DESSAIX

DANS LES ALPES COLTIENNES.

Le général comte Dessaix fut prévenu à Thonon, pendant la nuit du 22 au 23 décembre 1813, que l'armée autrichienne avait passé le Rhin à Bâle et sur d'autres points, et qu'elle traversait la Suisse pour pénétrer en France; à cette nouvelle il partit pour Genève, afin d'annoncer ce mouvement au général Jordy, commandant cette place, et au baron Capelle, préfet du Léman, qu'il trouva réunis avec le colonel du génie d'Haupoult et le commandant d'artillerie Montfort, s'occupant des moyens de défense et des mesures à prendre dans cette circonstance aussi difficile qu'imprévue. Quoique Genève soit fortifiée, environnée de fossés, garnie de remparts, de bastions et autres ouvrages, qu'elle soit à l'abri d'un coup de main, elle ne présentait néanmoins que de faibles ressources pour opposer une résistance honorable, et pour arrêter l'ennemi pendant quelques jours.

Une assez grande quantité de canons de divers

calibres gisaient sur les remparts ou à l'arsenal; mais ils étaient dépourvus d'affûts, et il n'y avait point de canonniers dans la place pour les monter et les servir : quelques centaines d'hommes des dépôts du huitième léger et soixantième de ligne, mal armés et assez mal équipés, avec une compagnie départementale, formaient toute la garnison.

On ne pouvait, dans cet état de choses, compter ni sur la garde nationale, ni sur les habitans, pour s'opposer à l'invasion de l'ennemi, qui s'approchait à grandes marches.

Le général Dessaix, bien convaincu de la situation critique où Genève se trouvait, et connaissant toute l'importance de cette place, qui devait être considérée comme une des clés de Lyon, se décida à partir au plus vite pour se rendre à Grenoble près le général Laroche, commandant la septième division militaire, afin de lui exposer la situation difficile où se trouvait Genève, et lui demander de prompts secours.

Le général Laroche n'avait point de troupes ni d'artillerie à sa disposition à Grenoble; mais, d'après les vives instances que le général Dessaix lui fit, il expédia une estaffette à Valence, pour ordonner l'arrivée, en poste, de cinquante hommes de cette arme : cette mesure reçut une prompte exécution; mais à leur arrivée à Cham-

béry, le général Dessaix, qui espérait entrer avec eux à Genève le lendemain, apprit la reddition de cette place, et son occupation par l'ennemi dès le 30 décembre.

Il écrivit aussitôt au ministre de la guerre pour lui faire connaître la situation des départemens du Léman et du Montblanc, les moyens de défense qu'ils pouvaient présenter par de belles positions et des accidens de terrain qui en rendaient l'accès difficile, par la possibilité d'y faire une guerre de partisans; il lui faisait part aussi du bon esprit qui animait la masse des habitans des deux départemens, que quelques malveillans cherchaient vainement à égarer, en les trompant sur leurs véritables intérêts. Ces braves habitans se rappelaient avec orgueil que, depuis vingt ans, ils avaient fourni à la patrie un grand nombre de braves militaires, de généraux distingués et d'officiers de toutes armes, qui s'étaient illustrés au champ d'honneur, et qui avaient constamment donné des preuves de valeur et de la plus grande bravoure; il lui faisait également observer que la présence de l'ennemi sur la plus grande partie de ce territoire, y paralysait tous les moyens et détruisait toutes les ressources dont il était instant de profiter, en attaquant vivement l'ennemi, et en le refoulant sur le Rhin. Il terminait ainsi sa

lettre : « Je regrette beaucoup, monseigneur, que l'état de ma blessure, dont on extrait presque journellement des esquilles, m'empêche de monter à cheval, et de faire, dans cette circonstance difficile, un service aussi actif que je le desirerais ; mais tous mes moyens, mon existence entière sont dévoués à ma patrie. »

Par décret du 4 janvier, le général Dessaix fut nommé commandant de la levée en masse du département du Montblanc, et le général Marchand fut appelé au commandement de celle de l'Isère. Ces deux généraux se concertèrent aussitôt pour faire un travail uniforme, pour combiner leurs mouvemens, et pour se soutenir réciproquement au besoin.

Par une lettre du 10 janvier, le ministre de la guerre prévint le général Dessaix que l'Empereur venait de mettre à sa disposition les employés aux douanes du Simplon, du Léman et du Montblanc, ainsi que les gardes champêtres, forestiers, gendarmes, et tous les militaires retraités ou réformés, dans ce dernier département, qui seraient en état de faire un service actif.

Le 10, le général Dessaix fit une proclamation énergique aux habitans du Montblanc, en les appelant aux armes. Il leur retraçait tous les malheurs qu'entraîne une invasion ; il les conjurait

d'opposer une vive résistance à la marche de l'ennemi, de déjouer ses projets désorganisateurs; il les engageait à défendre vigoureusement leur territoire, leurs propriétés, leurs femmes, leurs enfans, avec cette énergie et ce courage dont leurs ancêtres avaient donné des preuves si multipliées.

Le sénateur comte de Saint-Vallier fut envoyé dans la septième division militaire, en qualité de commissaire extraordinaire. Il s'empressa, pendant l'exercice de sa mission, de coopérer, avec beaucoup d'activité, de zèle, et de tous ses pouvoirs, à ce qui pouvait contribuer à la défense, la sûreté et la tranquillité du territoire dont la surveillance lui était confiée. Il autorisa le général Dessaix à organiser, en compagnies franches, tant à pied qu'à cheval, sous les ordres du chevalier Armand Dubois, chef d'escadron, l'inspection des douanes de l'arrondissement de Thonon, et le 11 janvier cette organisation s'effectua.

Le 15, le travail préparatoire et l'instruction, pour opérer la levée en masse du Montblanc, étaient achevés. Cette levée présentait un effectif de neuf mille sept cent cinquante hommes.

Le 16, le comte de Saint-Vallier, prenant en

considération l'état maladif du général Laroche, lui accorda un congé, et confia au comte Marchand le commandement de la septième division militaire.

Le 18, à une heure et demie, le poste de Rumilly, qui n'était composé que des débris de la garnison de Genève sous les ordres du chef de bataillon Adine, fut vigoureusement attaqué par plusieurs colonnes autrichiennes commandées par le général Zeichmeister. Ce poste fut vivement défendu pendant deux heures, par le brave Adine; mais enfin, obligé de céder à des forces très-supérieures, il exécuta sa retraite dans le plus grand ordre. Poursuivi sur la grande route de Chambéry, il se jeta dans les montagnes de droite, repoussa vivement une centaine de tirailleurs qui harcelaient son arrière-garde, et continua sa marche jusqu'à Aix sans être inquiété. Officiers et soldats donnèrent, dans cette affaire, des preuves éclatantes d'intrépidité et de valeur.

L'ennemi poursuivit sa marche le lendemain, et le 20, à neuf heures du matin, il entra dans Chambéry.

Le général Dessaix avait évacué cette ville avec le plus de troupes qu'il put réunir pendant la nuit du 19 au 20; et après en avoir dirigé une

partie sur le fort Barreau, il se rendit à Montmeillan avec environ six cents hommes d'infanterie et dix chevaux.

La marche rapide et inattendue du général Zeichmeister, et l'occupation du chef-lieu du département, paralysaient toutes les mesures de défense, ainsi que la levée en masse, dont l'organisation était à peine commencée.

L'ennemi ayant suivi le mouvement des troupes françaises, ne tarda pas à paraître devant Montmeillan. Le général Dessaix, qui n'avait qu'une poignée d'hommes à lui opposer sans artillerie, fut forcé de passer l'Isère. Il se dirigea sur Pont-Charra; les coureurs ennemis et quelques pelotons de cavalerie le suivirent, le harcelèrent vivement; une fusillade assez forte s'engagea à l'arrière-garde. Alors le général Dessaix fait faire demi-tour à sa troupe, marche au pas de charge sur l'ennemi, le met en fuite, et vient s'établir à Pont-Charra.

Ayant obtenu quatre pièces de canon, Dessaix les fit aussitôt diriger sur la Chavanne, poste important, dont le brave chef de bataillon Escard du vingt-troisième de ligne, s'était emparé le 24 au soir, après avoir forcé l'ennemi à repasser l'Isère et à se jeter dans Montmeillan.

Toute la troupe sous les ordres du général

Dessaix, fut établie le 25 à la Chavanne. Il avait fait détruire les bacs et ponts sur l'Isère en la remontant jusqu'à Conflans.

Le baron Finot, préfet du Mont-Blanc, avait mis le plus grand zèle à le seconder dans toutes ses opérations, et à venir au secours de la troupe, en assurant une abondante subsistance et des distributions de vin, que les fatigues et la rigueur de la saison rendaient bien nécessaires.

L'ennemi qui avait détruit une arche du pont sur l'Isère, d'environ quinze mètres de longueur, avait aussi établi à la tête, du côté de Montmeillan, de fortes barricades, avait placé en avant une grande quantité de fascines de terre, et pris toutes les précautions possibles pour augmenter les difficultés du passage; il établit ensuite une batterie de trois pièces sur le revers de la montagne, où l'on voit encore quelques débris d'anciennes fortifications.

Le 26, à la pointe du jour, il fit sur la Chavanne et sur nos batteries un feu roulant auquel on riposta assez vivement. Les Français perdirent trois hommes et cinq blessés; la perte de l'ennemi a été plus considérable.

Le général Dessaix reçut successivement quelques centaines de conscrits, en grande partie Piémontais; il les fit promptement armer, habiller,

équiper et exercer aux manœuvres, et il poussait journellement des reconnaissances qui remontaient l'Isère pour s'assurer des mouvemens de l'ennemi dans la Tarantaise et pour couvrir sa droite.

Le 6 février, l'ennemi fit quelques démonstrations, et rangea en bataille sept à huit cents hommes sur le plateau, vis-à-vis la Chavanne; mais il ne fit aucune attaque sur ce point, et d'autres colonnes nombreuses se portèrent sur Chapavillan et Belle-Combe, au pied de la montagne, vis-à-vis de Barreaux. Le brave major Bois, du huitième léger, qui défendait ce poste avec quelques centaines d'hommes, résista long-temps à cette attaque contre des forces infiniment supérieures; obligé de céder, il se replia, dans le plus grand ordre, sous les redoutes du fort, dont l'ennemi n'osa pas s'approcher. Le pont de Belle-Combe fut emporté; mais il coûta à l'ennemi deux officiers et quarante soldats morts; les Français perdirent cinq hommes, et eurent une douzaine de blessés, dont un officier du onzième de ligne.

Le major Bois, dont la conduite dans cette affaire mérite les plus grands éloges, fit connaître l'empressement que les habitans des villages voisins avaient mis à secourir les blessés, à les enle-

ver du champ de bataille, et à apporter des vivres et des munitions à la troupe. Des enfans portaient des paquets de cartouches aux tirailleurs sous le feu de l'ennemi : cette brave et généreuse population montrait de toutes parts beaucoup d'énergie, d'intrépidité, et un dévouement sans bornes à la patrie.

Le 15, le général Dessaix donna ordre au major Bois, cantonné à Chaparillan, de faire une reconnaissance jusqu'au château des Marches, sur la route de Chambéry. Ce brave officier exécuta avec promptitude ce mouvement, chassa tous les postes ennemis, et s'empara de cette position. Cette expédition fit le plus grand honneur aux jeunes conscrits, qui se conduisirent dans l'action comme de vieux vétérans de la gloire.

Le même jour, à quatre heures du soir, le général Dessaix ayant réuni sous ses ordres quatorze à quinze cents hommes, avait déjà fait toutes les dispositions préparatoires pour jeter, par Saint-Pierre-d'Albigny, quelques centaines d'hommes sur la rive droite de l'Isère, et, de concert avec le général Marchand, voulait tenter une attaque sur Chambéry, afin de sommer le commandant de Montmeillan d'évacuer cette place; mais celui-ci demanda quelques heures de réflexion; et le 16, à la pointe du jour, il fit

répondre qu'il ne consentait point à abandonner Montmeillan, et qu'il se défendrait s'il était attaqué

Le général Marchand annonça au général Dessaix, que le 17 il allait attaquer le poste important des Echelles, et que lui, de son côté, devait tâcher d'emporter Montmeillan, pendant que le major Bois, déjà maître des Marches, se porterait à Saint-Joire pour inquiéter l'ennemi en le menaçant de lui couper sa retraite sur Chambéry. Le général Dessaix fit aussitôt exécuter le mouvement qu'il avait concerté d'avance; et le commandant Adine, avec trois cents hommes, passa l'Isère près de Saint-Pierre-d'Albigny, sur de grosses voitures qui, réunies et fixées, formèrent un pont assez commode.

Le bataillon du Mont-Cenis, sous les ordres du commandant Gros-Lambert, passa cette rivière sous Conflans, et ces deux corps s'avancèrent sur Montmeillan. Aussitôt que l'ennemi eut connaissance de ce mouvement, il fit ses dispositions pendant la nuit du 16, pour évacuer cette place; et le 17 au matin, le général Dessaix, ayant fait rétablir le pont, passa la rivière, traversa cette ville, se réunit au major Bois, qui avait chassé devant lui tous les postes échelonnés sur la route, et vint établir son bivouac à une demi-lieue de Chambéry, où le général Marchand le rejoignit.

Ces généraux auraient pu entrer de suite dans cette ville; mais ne voulant rien donner au hasard, ils préférèrent attendre le résultat des reconnaissances que le général Dessaix avait envoyées faire dans la vallée des Bauges, de Conflans et de Saint-Pierre-d'Albigny.

Cependant, le 18 le général Dessaix fit occuper le faubourg de Montmeillan : la colonne du général Marchand occupait celui de Maché, et l'ennemi celui du Reclus. Le général Dessaix fit sommer le général Klebelsberg d'évacuer la ville, et il fut convenu avec lui que les troupes des puissances respectives ne dépasseraient point les faubourgs qu'elles occupaient, et que la ville serait considérée en état de neutralité. Le 19 au matin, une forte reconnaissance fut envoyée au Pas-de-Saint-Saturnin; et, d'après les intentions du général Marchand, le général Dessaix fit tourner les hauteurs de Leimen, sur lesquelles l'ennemi avait bivouaqué et établi plusieurs batteries. Il fit aussi attaquer, par quatre à cinq cents hommes, le pont du Reclus, qui fut emporté au pas de charge. Tous ces mouvemens, bien combinés et exactement calculés, furent couronnés d'un succès complet. L'ennemi, se voyant ainsi pressé sur son front et tourné par sa gauche, évacua ses positions les plus rapprochées de la ville. Le château de

Montagny fut successivement pris et repris. Un obusier resta en notre pouvoir, et les canonniers furent massacrés sur la pièce. La cavalerie autrichienne tenta de reprendre cette pièce; mais elle fut reçue à bout portant, éprouva quelques pertes, et se retira précipitamment.

Le 20, plusieurs escarmouches eurent encore lieu. L'ennemi, débusqué de tous ses postes, se rapprocha d'Aix, et s'établit dans une position avantageuse, protégé en front par un terrain marécageux, appuyant sa droite au lac du Bourget, et sa gauche à une montagne.

Le 22, le général Dessaix fit attaquer cette position; elle fut emportée; et, le 23, il entra à Aix. Continuant de poursuivre l'ennemi, il vint s'établir à la Biola, fit porter le chef de bataillon Escard, avec trois cents hommes, près d'Albin, à l'embouchure des routes de Rumilly et d'Annecy, et le 24, il ordonna au général Serrant de marcher, avec sa brigade, sur cette dernière ville. Ce général se mit aussitôt en marche avec trois pièces d'artillerie, un bataillon du huitième léger, un dit du *Mont-Cenis*, un autre du onzième et un du vingt-troisième, le tout formant un effectif d'environ douze cents hommes. Il rencontra l'ennemi à trois quarts de lieue d'Albi : l'avant-garde française, commandée par

le brave capitaine Ricard, du huitième léger, s'élança sur lui au pas de charge, et culbuta son arrière-garde. Cependant, se ralliant sur un plateau entre les bois d'Archaut et Saint-Sylvestre, l'ennemi mit cinq pièces de canon en batterie. Le général Serrant le fait attaquer vivement, et parvenu à déborder sa gauche, il le chasse de cette première position. L'ennemi s'établit encore sur deux autres positions, dites de *Sainte-Catherine* et *des Fourches*, d'où il fut successivement débusqué. Il vint enfin occuper le château et la ville d'Annecy; mais, après plusieurs attaques des plus vives et des traits de la plus grande valeur, le château et la ville furent enlevés à la baïonnette, l'ennemi chassé et poursuivi jusqu'au pont de Brugny. La nuit mit fin à ce combat, qui lui coûta beaucoup de monde, entre autres, un colonel blessé mortellement, et le major du régiment de Kaunitz, qui eut la cuisse emportée.

Pendant ce temps, le général Dessaix se portait sur Rumilly, en balayant devant lui tous les postes que l'ennemi avait échelonnés pour protéger sa retraite; il entra le 24 dans cette ville, et vint placer ses avant-postes sur la rivière *le Fier*. L'ennemi avait barricadé le pont de Copet, et occupait la rive droite de cette rivière. Le lendemain 25, le général Dessaix avait fait remonter

la rivière par un fort détachement, qui parvint à établir un pont, et se porta ensuite sur la rive droite. D'après les rapports des coureurs ennemis qui s'étaient aperçus de ce mouvement, le général français, voyant qu'il allait être tourné par sa gauche, fit opérer la retraite; et le pont ayant été débarrassé, nos avant-postes furent portés à Clermont, où débouche une route qui, partant de Seyssel, aboutit sur la grande route de Chambéry à Genève.

Le général Dessaix envoya de là une reconnaissance sur Seyssel, pour avoir des renseignemens sur la marche des Autrichiens dans cette partie du département de l'Ain. Il apprit, par le retour de ses dépêches, que l'ennemi avait évacué promptement Seyssel, et s'était porté sur Frangy.

Dessaix avait donné ordre au général Serrant de s'emparer, le même jour, du pont de Brogny, et de pousser jusqu'à celui de la Caille, sur les Usses. L'ennemi opposa à ce dernier une vive résistance; il avait près de deux mille cinq cents hommes et quatre pièces de canon : mais tout céda à la bravoure française; le pont fut emporté, et l'ennemi poursuivi jusqu'au bois de Curseille.

Le général Dessaix, sentant combien il importait de ne pas laisser un instant de relâche à l'ennemi, de le harceler continuellement afin de le

pousser en désordre sur Genève, et combien surtout il était urgent de pénétrer dans cette place, dont la possession aurait contribué puissamment au succès de la campagne, prit, de concert avec le général comte Marchand, les mesures les plus promptes pour atteindre ce but. En conséquence, il donna ordre au général Serrant de pousser une forte reconnaissance sur le Châble, sans néanmoins s'engager, et de se porter plus loin en culbutant rapidement tous les avant-postes ennemis. Ce mouvement fut exécuté avec précision et intrépidité. Les postes qui occupaient le Châble et Pommiers furent promptement délogés. Serrant étant parvenu à la hauteur de Moissin, trouva la cavalerie autrichienne en bataille, qu'il dispersa bientôt par quelques coups de canon. Sa mission étant alors remplie, il allait se retirer sur ses premières positions, quand il crut entendre une forte canonnade du côté de Saint-Julien. Présumant que la colonne du général Dessaix s'y trouvait engagée, et cherchant à se lier avec lui, il marcha rapidement sur Archamp, où il trouva une division ennemie, qui lui était quatre fois au moins supérieure en nombre.

Fort d'une telle prépondérance, l'ennemi chercha à envelopper le général Serrant, et à lui couper toute retraite. Celui-ci s'apercevant qu'en-

traîné par son ardeur accoutumée et par l'impétuosité de ses soldats, il s'était un peu trop engagé, songea à éviter les piéges de l'ennemi, et se retira dans le plus grand ordre.

Cette affaire, infidèlement rapportée dans le temps par l'esprit de parti, n'est pas une de celles qui font le moins d'honneur au courage et au sang-froid du général Serrant, à l'intrépidité et à la bonne discipline d'une poignée de braves qu'il commandait. Sa perte ne fut guère que d'une vingtaine d'hommes et quelques prisonniers; celle de l'ennemi fut beaucoup plus grande. La canonnade, dont le bruit paraît avoir trompé le général Serrant, provenait de la colonne du général Bardet, qui, par la rive droite du Rhône, s'approchait du fort de l'Ecluse en chassant devant lui les postes ennemis; et l'écho des montagnes avait favorisé la méprise.

Le 28, le général Dessaix, après avoir repoussé, depuis Frangy, quelques postes autrichiens, vint s'établir à Léluiset. Le général Serrant occupait ce jour-là Curseille, le pont de la Caille et le village de Coponex.

Prévenu des mouvemens de l'ennemi, Dessaix jugea à propos de l'attaquer, et disposa toutes ses troupes en conséquence.

Les colonnes autrichiennes ayant commencé

leur mouvement, Dessaix donna ordre au général Pouchelon de faire porter une centaine de tirailleurs dans les bois qui longent et s'élèvent au-dessus de la route à gauche du grand plateau, et d'en débusquer leurs avant-postes. Ce mouvement fut aussitôt exécuté qu'ordonné; le bois fut vivement défendu; mais les tirailleurs ayant été renforcés, il ne tarda pas à être balayé, et resta au pouvoir des Français. Alors la colonne du centre se dirigea sur la côte en chassant de Viry l'arrière-garde ennemie, qui ne s'y défendit que quelques instans.

Une fusillade des plus vives s'engagea bientôt sur toute la ligne; le centre de l'ennemi fut forcé de se replier, et vint prendre position à l'extrémité du grand plateau, au-dessus du pont Saint-Julien, où il établit une forte batterie.

Le général Dessaix fit avancer deux pièces de canon qui prenaient en flanc celles de l'ennemi, dont l'artillerie était très-supérieure. Il ne conserva sur le centre qu'un bataillon et quelques compagnies du soixante-dix-neuvième, fit appuyer la colonne de gauche par la brigade du général Pouchelon, et celle de droite par un bataillon du premier de ligne. Ces chefs détachèrent un grand nombre de tirailleurs qui inquiétèrent tellement l'ennemi en débordant ses ailes, qu'il

se décida à abandonner tout-à-fait sa position. Après avoir repassé le pont de Saint-Julien, l'ennemi vint couronner toutes les hauteurs qui dominent cette ville, et les fit couvrir par vingt-six pièces de canon. Le général Dessaix, ayant vu ses mouvemens, vint avec son artillerie, composée de quatre pièces de quatre, et sa réserve, occuper la position que les Autrichiens venaient d'abandonner.

Le feu recommença de nouveau avec acharnement sur les deux flancs de la ligne, et l'artillerie ne cessa point de tonner. Le général Dessaix espérant causer une diversion qui pourrait contribuer à accélérer la fin de cette bataille, qui devenait très-meurtrière, donna ordre au chef de bataillon Roberjot de pousser sur Ternier un bataillon qui menacerait de tourner Saint-Julien, et expédia le capitaine Mouthon au général Serrant, pour l'engager à accélérer sa marche le long de Salève en se dirigeant sur Carouge. Ce mouvement s'opérait lorsque les tirailleurs prévinrent leur chef de bataillon qu'une colonne marchait sur sa droite pour le rejoindre. Celui-ci, croyant que c'était une partie de la troupe du général Serrant, s'avança sans défiance. Les costumes, schakos et capotes de cette troupe étaient pareils aux nôtres, et le commandant ordonnait les mouvemens en français.

Etant arrivée à demi-portée de fusil, cette colonne fit halte, et commença aussitôt un feu terrible. Cette attaque inattendue causa un peu de désordre et d'hésitation dans notre bataillon; mais le général Chabert Théodore, depuis quelque temps exilé dans les environs de Grenoble, accourut au premier danger de la patrie, et seconda puissamment le commandant Roberjot pour rétablir l'ordre et former sa troupe en bataille, qui, revenue bientôt de sa surprise, chercha à en tirer une prompte vengeance. En effet, elle se précipita à la baïonnette sur l'ennemi, lui fit beaucoup de mal, et le mit en pleine déroute. Le chef de bataillon Garin, par ses manœuvres et sa promptitude, eut une part glorieuse au succès de ce mouvement.

Cependant, le général autrichien Klebelsberg, qui s'était aperçu de l'avantage momentané que sa colonne de gauche avait obtenu, espérant de le rendre décisif, donna ordre à sa cavalerie de déboucher de Saint-Julien, de passer le pont, et de se porter en toute hâte, par la grande route, sur l'artillerie française. Le général Dessaix, qui était à côté de la batterie, en fit suspendre le feu, donna ordre au brave Sthème, capitaine d'artillerie légère, d'attendre la cavalerie à quart de portée de mitraille, et fit aussitôt avancer au

pas de charge ses compagnies de réserve. La cavalerie ennemie, continuant sa marche, ne tarda pas à éprouver le feu de notre batterie, et le désordre s'étant mis aussitôt dans toute la colonne, elle rentra précipitamment dans Saint-Julien, où les boulets français l'accompagnèrent.

Le général Dessaix voyant le plein succès qu'obtenait le commandant Roberjot, et voulant profiter aussi de celui que son artillerie venait de remporter, donna ordre à toute la ligne de marcher au pas de charge sur Saint-Julien en le débordant par les deux ailes. Mais au moment où le général croyait que ce mouvement allait commencer, il fut instruit, par les adjudans-majors des divers bataillons, que toute la troupe manquait de cartouches : cette nouvelle lui causa d'autant plus de peine, qu'il s'apercevait que les Autrichiens, découragés, étaient sur le point d'opérer leur retraite; que déjà plusieurs de leurs pièces avaient été retirées de leurs positions, et reprenaient la route de Genève. Enfin, malgré toute la probabilité d'un plein succès que la troupe française aurait obtenue par une attaque générale, vive et rapide, le manque de cartouches décida le général français à ne point mettre à exécution ce plan : il se contenta de faire avancer des tirail-

leurs, et de prendre des positions avantageuses, que la chute du jour rendait nécessaires. Il fit multiplier les feux de bivouac sur toute la ligne, et ne tarda pas à s'apercevoir que l'ennemi était en pleine retraite. A neuf heures et demie du soir, Saint-Julien était entièrement évacué, et la plus grande partie de sa troupe était rentrée avant le jour dans Genève.

Ainsi finit la bataille de Saint-Julien, où une division, composée de jeunes soldats, eut à combattre un ennemi infiniment supérieur en nombre, dut le débusquer de ses positions très-avantageuses, et n'eut que cinq pièces de canon à opposer à une artillerie formidable et bien servie. Les Autrichiens manœuvrèrent avec précision, beaucoup d'ordre et de sang-froid; ils eurent plus de mille hommes hors de combat. Le général Dessaix éprouva une perte d'environ trois cents hommes: officiers et soldats, tous donnèrent des preuves du plus grand courage.

Le général Dessaix qui, par suite de ses blessures, ne pouvait monter à cheval, fut partout à pied dans l'endroit où le danger était le plus imminent; il courut de grands risques, et dut la vie à son gendre, le baron Favrat de Poellevaux, qui l'avait suivi volontairement, et qui l'entraîna à

quelques pas au moment où un boulet, qui ricochait sur la grande route, allait infailliblement l'emporter.

Rendant compte, dans le temps, de cette affaire, Dessaix faisait le plus grand éloge des généraux Chabert, Pouchelon et Serrant; de l'adjudant-commandant Delamarre, officier de beaucoup de mérite; des chefs de bataillon Roberjot, Garin, du premier de ligne; Escard, du vingt-troisième; du chef de bataillon Savoie, de Chambéry; Roch, de Chevry dans le pays de Gex; du brave capitaine Ricard, du huitième léger; de ses aides-de-camp Dessaix et de Naz; du capitaine-adjoint Mouthon; de l'inspecteur des douanes Dubois, chef d'escadron, commandant les détachemens de cavalerie réunis; et du brave capitaine d'artillerie légère Sthème.

Le général Dessaix expédia aussitôt au général Marchand, qui était à Frangy, le capitaine Tarlet, aide-de-camp de ce dernier, qui avait assisté à toute la bataille, pour lui rendre compte de cette brillante journée, et l'engager à lui faire parvenir quelques caissons d'infanterie et d'artillerie. Mais le général Marchand ne put satisfaire entièrement à cette demande, et ne lui envoya qu'un caisson d'artillerie. Le général Serrant, qui avait culbuté l'ennemi sur toute la route, et dont l'aile

gauche se lia, à l'entrée de la nuit, avec la droite du général Dessaix, lui envoya, de son côté, un caisson d'infanterie, qui fut distribué le lendemain avant le jour.

Le général Dessaix entra le 2 mars au matin dans Saint-Julien, et poussa une reconnaissance de cavalerie près Carouge, où il fit son entrée le 3.

L'ennemi brûla le pont de bois sur l'Arve, et tenta vainement de faire sauter celui en pierre.

Le fort de l'Ecluse était tombé au pouvoir des Français, et Genève aurait subi le même sort, si le général Bardet, qui devait s'en approcher par suite des sollicitations du général Dessaix, n'eût pas reçu, du duc de Castiglione, l'ordre de rétrograder sur Lyon avec sa troupe. Si ce mouvement rétrograde, dont la suite n'a pas démontré l'urgence, eût été exécuté vingt-quatre heures plus tard, il est hors de doute que le général comte Bubna aurait évacué Genève, et effectué sa retraite par le pays de Vaud : la prudence exigeait de sa part une telle mesure ; Genève, qui se serait vu cerné, n'aurait point voulu courir les hasards d'un assaut, le général Dessaix pouvant, à cet effet, disposer de toute la grosse artillerie du fort Barreaux. Les citoyens y étaient divisés et d'opinions et d'intérêts, et déjà les mem-

bres du gouvernement provisoire avaient donné leur démission; et l'autorité municipale, sous la présidence d'un maire dont les talens et la fermeté méritent les plus grands éloges, allait ressaisir le timon des affaires, lorsque la nouvelle de la retraite des troupes des généraux Bardet, Pouchelon et Musnier, décida le général autrichien à suspendre son mouvement rétrograde, et à consolider ses établissemens dans cette place.

Le général Dessaix, à son arrivée à Carouge, reçut une lettre du ministre de la guerre, qui lui annonçait que l'Empereur approuvait ses plans et ses observations sur la campagne; qu'il sentait que c'était par l'occupation de Genève que l'on devait défendre Lyon et opérer une forte diversion. Napoléon le nommait gouverneur de Genève, avec des pouvoirs illimités : cette confiance paraissait d'autant mieux placée, que le général Dessaix, par la libéralité de ses opinions et par son caractère bien connu de loyauté, de désintéressement et de modération, semblait appelé à faire aimer les actes de l'autorité, et à calmer l'agitation des esprits dans une ville si recommandable, et au bonheur de laquelle il mettait tout l'intérêt dû à l'un des centres de la civilisation européenne, à l'un des berceaux de la liberté.

Après l'occupation de Carouge, le comte Marchand vint reconnaître les positions, passer les troupes en revue, et assurer le service des subsistances fait par les soins des maires, sur la demande du commissaire des guerres Herpin, lequel servit avec beaucoup d'activité et de zèle pendant toute la campagne.

Le peu de troupes sous les ordres du général Dessaix, ne lui permettant pas de rien entreprendre contre Genève, il se borna à pousser, le long de l'Arve, quelques fortes reconnaissances qui se portèrent sur La Roche, où elles interceptèrent plusieurs convois de grains, de farine et de bestiaux destinés à l'ennemi.

Le général Marchand quitta Carouge le 15 mars, et se rendit à Frangy pour être plus à portée de surveiller les manœuvres de l'ennemi le long du Rhône, et de diriger les mouvemens de quelques compagnies qu'il avait postées à Seyssel, Belgarde et villages voisins sur les deux rives du Rhône.

Le 16, le général Dessaix fit partir, pendant la nuit, une reconnaissance de cavalerie du quatrième et du trente-unième de chasseurs, sous les ordres du chef d'escadron Dubois, Armand, qui devait se porter à Bonneville, et plus loin, s'il était possible, sur la route de Chablais, pour

éclairer les mouvemens autrichiens dans cette partie du Léman. Ces pelotons de cavalerie étaient appuyés par quelques compagnies du vingt-troisième de ligne, sous les ordres du brave commandant Escard. Un détachement d'hussards hongrois qui occupait cette ville, en défendait le pont; le chef d'escadron Dubois, après avoir fait échanger avec le poste avancé quelques coups de carabine, lui tomba dessus au galop, le culbuta; puis, pénétrant dans la ville, attaqua le détachement, qui fut sabré, mis en déroute, et poursuivi à plus de trois-quarts de lieue sur la route de Genève.

L'ennemi perdit dans cette affaire une trentaine d'hommes; on lui fit dix-huit prisonniers, et on lui prit dix-neuf chevaux. Le chef d'escadron Dubois, les officiers de chasseurs et Lavocat-la-Fontaine, lieutenant de la garde nationale de Carouge, qui tous avaient suivi volontairement ce détachement, se conduisirent, dans cette occasion, avec beaucoup de courage et d'intrépidité.

Le 19, l'ennemi fit une attaque sur le fort de l'Ecluse qui fut infructueuse. Le général Dessaix fit établir, pendant la nuit, une batterie de deux pièces de douze à chevrier, sur la rive gauche du Rhône, et qui enfilaient toute la grande route de Collonge. L'ennemi, qui renouvela son attaque le 20, surpris de ce nouveau moyen de défense

auquel il ne s'attendait pas, et arrêté par les boulets dans sa marche, rétrograda, et rentra au plus vite dans Genève.

Le général Marchand ayant appris, le 22, que nos affaires, du côté de Lyon, prenaient une mauvaise tournure, et que cette ville importante devait être au pouvoir de l'ennemi, pensa qu'il devait retirer les troupes et les concentrer sur les rives de l'Isère, pour correspondre plus aisément avec le duc de Castiglione, qui se retirait sur Valence; il donna, en conséquence, ordre aux troupes d'opérer leur retraite en deux colonnes sur Chambéry, où elles devaient recevoir de nouveaux ordres.

Le général Dessaix, dont la santé était totalement délâbrée par suite des fatigues qu'il avait éprouvées et du mauvais état de sa blessure, venant d'être nommé commandant en chef des levées en masse des départemens du Mont-Blanc et du Léman, auxquels il devait joindre celui du Simplon si les troupes françaises y pénétraient, fut obligé de remettre au général Serrant le commandement des troupes avec lesquelles il avait eu de si brillantes affaires.

Le général Serrant prit la route d'Annecy, le restant de la troupe celle de Rumilly. Les soldats étaient dans la plus grande consternation, et les

habitans au désespoir : un grand nombre suivit nos colonnes.

L'ennemi, qui avait eu connaissance de la prise de Lyon et de l'état désespéré de nos affaires, instruit du mouvement rétrograde de la troupe qui observait Genève, sortit de cette place dès le matin, et poursuivit les colonnes françaises. Le général Serrant fut suivi rapidement par l'ennemi, qui espérait, en passant par Faverges, le devancer sur l'Isère. Ce brave général se sentant harceler trop vivement, et voulant déjouer les projets de l'ennemi, s'arrêta près d'Albi, et faisant volte-face, tomba sur l'avant-garde autrichienne, la culbuta, et la poussa rapidement jusque dans Annecy, que l'ennemi, épouvanté de cette attaque inattendue, évacua en toute hâte : il fut poursuivi jusqu'au-delà du pont de Brogny.

Le général Serrant resta encore maître d'Annecy pendant quarante-huit heures : son attaque vigoureuse, qui avait fait perdre à l'ennemi plus de quatre cents hommes, le rendit beaucoup plus prudent dans sa marche. Ce général se rendit ensuite à Chambéry avec ses troupes.

Le général Dessaix accélerait avec la plus grande activité et un zèle infatigable la levée en masse du Mont-Blanc, qui produisait un effectif de neuf mille sept cent cinquante hommes. Des batail-

lons de volontaires s'organisaient rapidement, des commissions de partisans étaient délivrées, des armes distribuées; on faisait des cartouches, on travaillait jour et nuit à la confection de l'habillement. Le meilleur esprit animait les habitans du Mont-Blanc et du Léman; ils allaient recevoir des armes; plusieurs milliers de fusils avaient été expédiés de Turin; enfin on concevait l'espoir de voir bientôt le sol affranchi de l'insulte étrangère. Mais l'ennemi sentant combien il lui importait de paralyser nos moyens de défense, et de marcher rapidement sur Chambéry, s'approcha de cette ville avec toutes ses forces réunies : le général Marchand se décida à ordonner la retraite et l'évacuation de cette ville. Il se rendit sur la route de Grenoble avec une partie de la troupe, et se plaça sous le fort Barraux. Le général Serrant, de son côté, repassa l'Isère à Montmeillan pour couvrir la route de Grenoble sur la rive gauche, et celle du Mont-Cenis.

L'ennemi suivit le mouvement des Français, et le 31, il vint établir ses batteries sur Montmeillan. Le 8 avril, il effectua sur plusieurs points son passage sur la rive gauche de l'Isère. Le général Dessaix, qui était resté malade à la Chavanne, ayant appris que l'ennemi tentait de s'emparer de la route de la Maurienne, qui liait nos

communications avec l'armée d'Italie, ne consulta que son zèle, et se rendit de suite à Aiguebelle, où il trouva l'adjudant-commandant Favre dirigeant quelques compagnies mises à sa disposition, et les encourageant, par son exemple, à opposer à l'ennemi une forte résistance.

A son arrivée à Aiguebelle, Dessaix fit faire quelques abattis et des retranchemens, derrière lesquels la troupe attendit l'ennemi, qui ne tarda pas à se présenter. L'attaque fut vive et soutenue avec beaucoup de sang-froid et de valeur par deux bataillons du trente-cinquième léger.

Le général Danthouart, aide-de-camp de S. A. le prince vice-roi, arriva, sur cette entrefaite, à Aiguebelle; il était envoyé auprès de l'Empereur. Ce général engagea Dessaix, de la part du vice-roi, à couvrir la Maurienne, et à la défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Le général Dessaix, prêt à s'immoler avec joie au salut d'un pays qui lui était si cher, et croyant tout possible au bon droit et à la valeur, reçut avec empressement cette mission délicate et pleine de difficultés et d'honneur.

Il prévint de sa résolution le général Marchand, lui envoya un bataillon du vingt-troisième de ligne et deux compagnies du cent douzième, ne gardant avec lui que deux bataillons du trente-

cinquième léger, une centaine de douaniers et quelques détachemens de volontaires qui avaient été mis sous ses ordres directs, et qui pouvaient s'élever en tout à huit cents hommes.

Le 9, l'attaque recommença vivement; l'on se battit toute la journée; l'ennemi éprouva encore beaucoup de perte.

Le 10, dès la pointe du jour, la fusillade s'engagea de nouveau sur toute la ligne. Elle se prolongea assez avant dans la nuit. Le général Dessaix étant prévenu que l'ennemi cherchait à le tourner par les gorges de la Tarantaise, se décida à évacuer Aiguebelle et à se porter à Saint-Jean-de-Maurienne, où le terrain, plus resserré, lui permettait une défense plus avantageuse et plus facile; il mit sa troupe en marche à onze heures du soir, et établit ses avant-postes à Pont-à-Maffey.

L'ennemi avait emporté le pont de Montmeillan, après avoir éprouvé une vive résistance de la part de quelques compagnies de voltigeurs du Léman. L'adjudant-major Besse, officier intrépide, y fut grièvement blessé; il s'y distingua particulièrement, ainsi que le sous-lieutenant Colly de Thonon : mais ils durent céder, étant écrasés par un ennemi si supérieur en nombre.

Le général Serrant, cerné de toutes parts, après une résistance aussi belle qu'infructueuse, fit,

avec le général comte Bubna, une capitulation, en vertu de laquelle les troupes françaises devaient se retirer avec armes et bagages sur Grenoble; et toute la Savoie devait être évacuée.

Le 11, à quatre heures après midi, un parlementaire autrichien se présenta aux avant-postes français, demandant à parler au général, qui s'y rendit. Dessaix apprit que le général comte Bubna desirait avoir, le lendemain, une entrevue avec lui. Pont-à-Maffey fut désigné pour lieu du rendez-vous. Le lendemain 12, le général baron Zeichmeister se trouva au lieu et à l'heure indiqués, en annonçant qu'une indisposition subite avait empêché le comte Bubna de s'y rencontrer: il fit part au général des événemens extraordinaires arrivés en France, ainsi que de la capitulation souscrite par le général Marchand, dont l'un des articles était l'évacuation totale de l'ancienne Savoie par les troupes françaises. Le général Dessaix répondit que n'ayant reçu aucune communication officielle de cette convention, il ne pouvait y adhérer; qu'il attendrait, pour prendre une détermination ultérieure, d'en avoir reçu l'avis par le général Marchand; mais provisoirement, pour éviter toute inutile effusion de sang, il fut convenu qu'aucun mouvement hostile n'aurait lieu de part ni d'autre jusqu'à ce

que le général Dessaix eût reçu du général Marchand l'avis officiel de la capitulation précitée.

Le 15 au soir, le général Dessaix reçut une lettre de ce dernier, datée de Grenoble le 14, par laquelle il lui faisait part de cette étrange capitulation, et le chargeait de faire évacuer l'ancienne Savoie par les deux bataillons du trente-cinquième léger, qui faisaient partie de sa division : il le prévenait, par la même lettre, que les troupes autrichiennes devaient coucher le 15 à Saint-Jean-de-Maurienne, le 16 à Saint-André, le 17 à Lanslebourg, et le 18, à l'hospice du Mont-Cenis.

Le général Dessaix répondit, Que le général Marchand, commandant la septième division militaire, n'avait pu traiter que pour l'évacuation de sa division, et n'avait rien pu ni dû conclure à l'égard de la portion de l'ancienne Savoie, qui faisait partie de la vingt-septième division, sous les ordres supérieurs du prince Camille ; qu'en conséquence il allait évacuer Saint-Jean et Saint-André, et se retirerait à Termignon, dont il avait reçu l'ordre du prince vice-roi de défendre jusqu'à la dernière extrémité ; mesure qui le flattait beaucoup plus que celle d'une évacuation nécessitée ni justifiée par aucun événement.

Il prévint en même temps le général Zeichmeister, que des troupes venant d'Italie étaient

en marche par le Mont-Cenis, et devaient occuper la haute Maurienne, qu'il était chargé de défendre depuis Termignon. Il conclut ensuite un traité avec lui, en vertu duquel les troupes respectives resteraient *in statu quo;* que celles venant d'Italie ne dépasseraient pas Termignon, et que les hostilités ne pourraient recommencer qu'après s'être prévenu quatre jours d'avance : cet arrangement reçut la sanction du prince Camille et du comte de Bubna.

Le baron Finot, préfet du Mont-Blanc, qui n'avait cessé de donner des marques du plus grand dévouement, d'une activité et d'un zèle à toute épreuve, était parti pour Turin, afin d'y faire connaître et nos besoins et l'importance de notre position.

Dessaix profita de cette suspension d'armes pour faire évacuer sur Turin une quantité considérable de caisses de fusils, qui lui avaient été adressées pour armer les levées en masse, et qui devenaient dès-lors inutiles par l'impossibilité d'en faire usage, puisque tout le Léman et la totalité du Mont-Blanc, à quelques communes près, étaient occupés par les troupes ennemies.

M. le commissaire Gilet, qui avait rempli plusieurs missions délicates et importantes avec autant de zèle que d'intelligence, et qui avait pourvu

avec beaucoup de soin à l'entretien des troupes, seconda Dessaix avec la plus grande activité, et l'on n'éprouva aucune perte dans cette évacuation.

Dessaix renvoya aussi en Piémont quelques centaines de gendarmes à cheval, sous les ordres du colonel Jubé, qui lui avaient été envoyés par le prince vice-roi : la grande difficulté de nourrir les hommes et les chevaux nécessita cette mesure. La cavalerie d'ailleurs est de peu d'utilité dans les gorges et les pays de montagnes couverts de bois et de rochers.

Ce général se rendit ensuite sur le Mont-Cenis, pour avoir une conférence avec le général Clément de la Roncière, commandant la vingt-septième division militaire; il ne se passa alors aucun événement militaire, et les troupes des deux partis restèrent dans leurs cantonnemens respectifs jusqu'au 23 avril, époque à laquelle le prince Camille, prévenant l'armée, par un ordre du jour, des événemens qui venaient de changer la face de la France, ainsi que du traité conclu par le prince vice-roi avec le général Belgarde, ordonnait de quitter la cocarde nationale pour prendre la blanche, et de se retirer au-delà des anciennes limites du territoire.

Le général, les officiers et soldats se confor-

mèrent à ces ordres, et leur adhésion aux actes du nouveau gouvernement fut adressée à S. E. le ministre de la guerre.

Dessaix fut chargé de l'exécution de ces ordres; il fit partir, pour le chef-lieu de la vingt-septième division militaire, les troupes qui en avaient été détachées, et le reste fut conduit, avec armes et bagages, par l'adjudant-commandant Favre, à Valence, où il emmena deux pièces de canon. Ce commandant n'éprouva aucune difficulté de la part des Autrichiens, dont il traversa tous les cantonnemens.

Ainsi se termina, dans les Alpes Coltiennes, cette malheureuse campagne, qui priva la France d'une de ses frontières naturelles de la plus grande importance, et qui lui ravit aussi une population brave, loyale et industrieuse, qui lui avait fourni successivement plus de cinquante mille combattans, huit cents officiers de tous grades, et près de vingt généraux ou officiers supérieurs, dont la bonne conduite et la bravoure avaient su se concilier l'estime et l'amitié des anciens Français.

Le général Dessaix, qui avait jusqu'au dernier moment fait preuve d'un courage au-dessus de ses forces, et d'un dévouement absolu à la cause sacrée de la patrie et de l'honneur, mérita l'estime et la considération des généraux et offi-

ciers supérieurs autrichiens, qui lui témoignèrent, dans toutes les circonstances, beaucoup de déférence et d'égards.

L'administration centrale du Mont-Blanc lui exprima, par un arrêté particulier, la reconnaissance que les habitans de ces contrées croyaient devoir au zèle qu'il avait mis à reconquérir, à défendre leur territoire, et il fut salué du nom de *Bayard du Mont-Blanc*, dans une réunion nombreuse et distinguée de Chambéry.

Retiré à Thonon sa patrie, pour y soigner sa santé, le général Dessaix y séjourna quelques mois avec l'autorisation du ministre de la guerre, puis habita Chambéry jusqu'en mars 1815.

Appelé, par Napoléon, au commandement de la dix-neuvième division militaire, il remplit, pendant un mois, cette importante fonction, maintint l'ordre, l'harmonie dans Lyon, et emporta de cette ville l'estime et la reconnaissance de tous les partis.

Il fut ensuite chargé de commander la vingt-troisième division d'infanterie à l'armée des Alpes, sous les ordres du maréchal Grouchy. Il se rendit, le 20 avril, à Chambéry, pour se mettre à la tête de cette division et pour l'organiser. Peu de jours après, le maréchal Grouchy, recevant une autre destination, remit le commandement de l'armée

au général Dessaix, jusqu'à l'arrivée du maréchal Suchet, qui devait le remplacer.

S'il est beau de forcer l'estime de ses ennemis par la valeur et le courage, il est plus digne encore d'admiration, le général qui sait gagner l'amour des peuples vaincus; car c'est bien mériter de la patrie et de l'humanité ! Tel fut Dessaix pendant tout le cours de sa vie militaire.

PACIFICATION GÉNÉRALE.

(30 mai.)

L'IMMENSE édifice du pouvoir impérial s'étant écroulé, la famille des Bourbons se trouva replacée sur le trône de Henri IV. Monsieur, comte d'Artois, fut le premier de ses membres qui reparut sur le sol français. Il fit, le 12 avril 1814, sa rentrée dans Paris, et prit les rênes du gouvernement comme lieutenant - général du royaume.

Dans l'état où se trouvait la France, il importait de mettre un terme aux calamités qui la désolaient, et c'est ce dont le prince s'occupa le 23 avril, en arrêtant avec les souverains alliés :

1.° Que les hostilités cesseraient dès l'instant où toutes les armées françaises auraient reconnu le gouvernement royal;

2.° Que, restreinte à ses limites de 1792, la France serait évacuée par les troupes étrangères à mesure que les nôtres évacueraient celles situées hors de ces limites;

3.° Que ces dernières rentreraient en France avec leurs armes, leurs bagages, et trois pièces

de campagne par chaque millier d'hommes, malades et blessés compris;

4.° Que cette disposition serait applicable aux places maritimes (1).

Les choses étant ainsi réglées, le Roi, qui, jusqu'alors, était resté en Angleterre, quitta cette île le 24 avril, débarqua le même jour à Calais, et arriva le 29 à Compiègne. Le corps des maréchaux l'y attendait. En sa qualité de major-général, le prince de Neuchâtel prit la parole :

(1) « Cette convention donna matière à des observations. On se demandait s'il n'eût pas été possible d'acheter moins cher la délivrance d'un fardeau dont les alliés eux-mêmes eussent été obligés de nous décharger peu de temps après; et si, en se bornant à rendre toutes les places de Hollande, d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne, on ne pouvait pas conserver, du moins jusqu'à la conclusion de la paix définitive, les boulevards qui défendaient les frontières naturelles du royaume, et garder une attitude imposante dans des négociations où la puissance désarmée perd toute prépondérance? Sans doute les plénipotentiaires français, guidés par un diplomate très-exercé dans les négociations avec les puissances intéressées, ne négligèrent rien pour obtenir de meilleures conditions; mais ils étaient peu avantageusement placés pour agiter, et ne purent rien obtenir. D'après l'état actuel des affaires, on estima que la délivrance de quarante départemens écrasés par des contributions en argent et en nature, valait bien la cession de cinquante-trois places fortes, de douze mille bouches à feu et d'un matériel sujet à litige, même dans les suppositions les plus favorables à la France. »

(Koch, *Campagne de* 1814).

Vos armées, Sire, dont les maréchaux sont aujourd'hui l'organe, s'estiment heureuses d'être appelées, par leur dévouement et leur fidélité, à seconder vos vues pour la gloire et la prospérité de la France. — Messieurs, répondit le monarque, *je suis heureux de me trouver au milieu de vous : heureux et fier.*

Arrivé à Saint-Ouen, et voulant ne trouver dans Paris que des esprits ralliés à sa cause, le Roi invita le sénat et le corps législatif à lui présenter, avant le 10 juin, un projet de constitution fondé sur les bases ci-après :

Le gouvernement représentatif sera maintenu tel qu'il est aujourd'hui, divisé en deux chambres, savoir : le sénat et la chambre, composée des députés des départemens;

L'impôt sera librement consenti;

La liberté publique et individuelle assurée;

La liberté de la presse respectée, sauf les précautions nécessaires à la tranquillité publique;

La liberté des cultes garantie;

Les propriétés seront inviolables et sacrées; la vente des biens nationaux restera irrévocable;

Les ministres, responsables, pourront être poursuivis par une des chambres, et jugés par l'autre;

Les juges seront inamovibles, et le pouvoir judiciaire indépendant;

La dette publique sera garantie; les pensions, grades et honneurs militaires seront conservés, ainsi que l'ancienne et la nouvelle noblesse;

La légion d'honneur, dont nous déterminerons la décoration, sera maintenue.

Tout Français est admissible aux emplois civils et militaires.

Enfin, nul individu ne pourra être recherché pour ses opinions et votes.

A peine assis sur son trône, le Roi défendit, par une ordonnance, d'obtempérer à aucune des réquisitions faites par les puissances étrangères postérieurement à la notification du traité signé le 23 avril; et ce coup d'autorité, frappé sous les yeux même des triomphateurs, fut regardé par la nation comme d'un heureux augure.

Les négociations de paix s'entamèrent ensuite, et se poursuivirent avec chaleur. Par une convention signée le 28 mai, on pourvut au retour des troupes alliées dans leur patrie, et la France racheta vingt-cinq millions de francs les approvisionnemens qu'elle avait perdus dans la guerre. Enfin, le 30 mai, parut le traité définitif que tous les esprits attendaient avec une égale impatience. Il portait :

Que la France était restreinte à ses limites de 1792, et qu'à l'exception de la principauté de Monaco, elle renonçait à tous les pays situés hors de ces limites;

Que les puissances consacraient la liberté de la navigation du Rhin;

Que la reconstruction de l'Europe était ainsi fixée : La Hollande sous la souveraineté d'un prince de la maison d'Orange, avec un accroissement de territoire; l'Allemagne indépendante, mais ralliée par un lien fédératif; la Suisse libre, et gouvernée par elle-même; l'Italie divisée en états souverains;

Que l'île de Malte passerait à l'Angleterre en toute propriété;

Que la France recouvrerait toutes les colonies qu'elle avait au premier janvier, à l'exception de Tabago, de Sainte-Lucie, de l'Ile-de-France, et de la partie de Saint-Domingue qui autrefois appartenait à l'Espagne;

Que l'Angleterre *permettait* à la France de former aux Indes des établissemens commerciaux, sous la condition de n'y envoyer que les troupes nécessaires au maintien de la police;

Que la France reprenait ses droits de pêche sur le banc de Terre-Neuve et dans le golfe de Saint-Laurent;

Que le partage du mobilier maritime d'Anvers serait ainsi réglé : Deux tiers à la France; un tiers, et toute la flotte du Texel, au gouvernement hollandais;

Que le passé serait oublié;

Que les alliés renonçaient à toute créance provenant de fournitures ou de contributions depuis 1792 ;

Que la France s'engageait à payer les sommes dues aux individus et aux gouvernemens, en vertu de contrats et d'obligations légales passés devant les autorités compétentes ;

Enfin, qu'il serait, pour le mois d'août, ouvert à Vienne un congrès où toutes les puissances qui ont pris part à la restauration enverraient des plénipotentiaires pour régler les arrangemens qui devaient compléter l'exécution du traité.

Ce traité parut à-la-fois humiliant et rude; et quoique l'*Histoire des Batailles*, publiée par Pierre Blanchard, trouve des consolations dans le peu de tableaux qu'on nous laissa comme par pitié, l'orgueil des vainqueurs de l'Europe gémit avec raison d'une si funeste décadence.

PRÉCIS DE DIVERS SIÉGES.

L'Histoire militaire de notre révolution, présente, sans contredit, une foule d'actes de dévouement, de traits héroïques dont la gloire suffirait à l'illustration de tout un siècle. Et pourtant que de brillans faits d'armes, que de prodiges de valeur resteront à jamais inconnus! combien de militaires français se trouveront ainsi privés de l'unique récompense capable de flatter leur grande âme, la reconnaissance nationale et l'admiration de la postérité!....

Assez heureux pour avoir eu en communication divers mémoires rédigés par des témoins oculaires, nous nous empressons d'arracher à l'oubli une partie des actions éclatantes qui signalèrent les derniers efforts des guerriers français, en publiant un précis succinct des principaux siéges qu'ils ont eu à soutenir en 1813 et 1814.

Il ne s'agit point ici d'examiner si Napoléon n'eût pas mieux fait, après la bataille de Leipzig, de rappeler à lui les garnisons de Dantzig, de Stettin, de Custrin, de Torgau, de Magdebourg, de Hambourg, de Delfzyl, de Berg-op-Zoom, etc.

La discussion de cette question n'entrant pas dans le plan que nous nous sommes tracé, nous nous bornerons à regretter les sacrifices faits vainement par tant de braves dont le patriotisme eût doublé la valeur, si elle eût été employée à la défense de la patrie, et la perte de douze à quinze mille bouches à feu restées dans les places que nous avons abandonnées.

SIÉGE ET CAPITULATION DE WITTEMBERG.

(Saxe. — Du 28 décembre 1813 au 13 janvier 1814.)

Le général Lapoype commandait dans Wittemberg. Espérant prendre la place sans de grandes difficultés, le général Wittgenstein porta son quartier-général à Zahne pour diriger lui-même cette opération. Une sortie effectuée le 17 avril par huit cents hommes, lui en fit perdre l'espoir, et dès le lendemain il entreprit de bombarder la ville, pendant que, de son côté, le général Kozatchkowsky attaquait la tête de pont. L'incendie ne tarda point à se manifester dans les faubourgs. Croyant la circonstance favorable, Wittgenstein somma le général français de lui ouvrir les portes de la place, mais celui-ci dédaigna de répondre, et l'ennemi leva le siége pour aller se réunir dans

les champs de Lutzen à la formidable armée que nos conscrits y battirent le 2 mai.

Devenu, par ce départ, maître de ses volontés, le général Lapoype s'attacha particulièrement à la réorganisation des troupes qui lui étaient confiées; à dater de cette époque sa garnison était composée de deux régimens hollandais et des lambeaux de divers corps échappés de la Russie. Plus embarrassans qu'utiles, ces derniers encombraient les hôpitaux.

La nécessité de s'opposer aux progrès de l'armée rassemblée par l'empereur Napoléon, et ensuite l'armistice conclu presque immédiatement après la bataille de Wurschen, avaient forcé l'ennemi de suspendre les opérations du blocus de Wittemberg; mais lorsque la rupture de l'armistice eut ramené la reprise des hostilités, ces opérations recommencèrent avec plus d'ardeur que jamais. Ce fut bien pis encore lorsque la bataille de Leipsig eut donné aux coalisés cette prépondérance que la victoire nous avait rendue pour un instant. Renforcés par nos revers, ils redoublèrent d'efforts contre nos garnisons, et Wittemberg fut assiégée dans toutes les règles.

Toujours l'Europe employa pour nous dompter des moyens étrangers à la valeur, et nous pouvons dire avec orgueil qu'il fallait qu'elle le fît.

Connaissant le courage intrépide des Français, le général ennemi crut devoir les réduire à leurs propres forces, et fit exciter à la désertion les Hollandais renfermés avec eux dans la place. Sa proclamation portait que le peuple batave venait de secouer le joug imposé par Napoléon, que la patrie réclamait ses enfans, et que tous ceux qui abandonneraient, pour se rallier à ses enseignes, les coupables étendards de la France, y recevraient un grade supérieur à celui qu'ils avaient. Cette proclamation eut pour nous l'effet le plus funeste. La désertion se mit dans nos rangs, et presque toujours les Hollandais choisirent, pour s'y livrer, l'instant où leur tour de service les plaçait aux avant-postes. Bientôt cette désertion devint si générale, et parut à ceux qui l'exécutaient si peu déshonorante, que six officiers, dont deux étaient légionnaires, franchirent les murs et passèrent à l'ennemi.

Le moindre inconvénient d'un tel état de choses était de livrer aux coalisés toutes les positions qui pouvaient leur faciliter la prise de Wittemberg. Comme le danger allait toujours croissant, le général Lapoype assembla sa garnison, et mit à l'ordre du jour que quiconque voudrait sortir de la place le pouvait faire avec la certitude de n'être point inquiété. Beaucoup profitèrent de cette permis-

sion; une seule compagnie resta inébranlable; c'était celle du capitaine Havez. Plein de confiance dans la fidélité de cette dernière, le gouverneur lui confia la garde de sa personne lorsque les chances de la guerre l'eurent mise véritablement en péril.

L'épuration que la garnison venait de subir, avait réduit son effectif à huit cents hommes, dont un grand tiers était dans les hôpitaux. Assiégés par une armée formidable, ils méprisèrent les dangers, et ne virent que la gloire. En vain l'ennemi ouvrit la tranchée (28 décembre 1813), et parvint, à force de travaux, jusque sous les murs de la place; il trouva partout ce courage que donne, au défaut du nombre, l'amour de la patrie, et cette ardeur que le désespoir seul peut enfanter.

Le feu des deux partis durait depuis quinze jours, et prenait, à chaque instant, une activité nouvelle. Il cessa tout-à-coup (13 janvier 1814, à minuit). Comme le froid était devenu d'une extrême rigueur, la garnison crut que l'intempérie forçait l'ennemi de renoncer au siége; mais cette douce erreur fut bientôt suivie d'une cruelle certitude; peu d'instans après, les assiégeans s'élancèrent sur la brèche, où trois cents hommes les reçurent en héros.

Nous disons trois cents hommes, et il n'y en avait réellement pas davantage sur la brêche. Le

reste des troupes disponibles entourait l'hôtel du gouverneur, et se préparait à vendre chèrement l'honneur d'enlever cette dernière position. C'est à elle que se rallièrent tous ceux que la mort épargna sur les remparts escaladés par l'ennemi.

Les rues de la ville étaient remplies de soldats furieux qui les parcouraient en foule, et vengeaient sur tout ce qu'ils pouvaient atteindre, la honte d'avoir été si long-temps contenus par une poignée de Français. On ferma les portes de l'hôtel du gouverneur, et le capitaine Havez fut chargé de les défendre. C'est là que ce brave officier montra que la valeur est véritablement sœur de l'humanité. Comme il s'entendait appeler du dehors par un Français prêt à périr, il résolut d'exposer sa vie pour arracher un de ses compagnons d'armes à la mort. Sa consigne s'opposait à ce qu'il ouvrît les portes, et il s'en montra sévère observateur; mais le vrai courage sait partout se frayer des chemins. Havez se cramponne aux verroux, gravit la porte, parvient au sommet, et voit l'homme qui va périr sous le fer ennemi. O bonheur! cet homme est l'ami de son libérateur! cet homme est le garde du génie Amoudru (A. J.), que les plus doux mouvemens de l'âme unissaient à lui dès long-temps (1)!

(1) Ce militaire est le frère de celui dont nous avons parlé au passage de la Bérésina.

Du sommet de la porte, Havez se penche vers Amoudru et lui tend les bras; leurs mains s'atteignent; le péril, l'humanité, l'amitié les secondent, et bientôt ils sont tous deux aussi en sûreté qu'on puisse l'être dans une maison qui n'a pour toute défense que de faibles murs, et qu'investit, de toutes parts, une armée décidée à la réduire en poudre.

Le gouverneur de Wittemberg avait près de lui soixante-six officiers, russes et prussiens, faits prisonniers dans les divers combats. Ils députèrent trois d'entre eux pour demander la vie des braves qui venaient de leur donner de si hautes leçons. Cette demande fut accueillie, et cent cinquante hommes posèrent les armes devant dix-sept mille hommes.

Parmi les officiers qui se montrèrent le plus brillamment au siége de Wittemberg, on doit mettre le général Lapoype et le colonel Treussart. Mais si notre devoir est de transmettre aux siècles à venir tous les faits éclatans de celui-ci, il ne l'est pas moins de leur conserver ces traits de probité sévère que le ciel envoie de loin en loin, comme pour consoler la terre de sa propre corruption.

Prévoyant le sort qui attendait Wittemberg et ses défenseurs, le garde Amoudru, dont nous avons parlé plus haut, essaya de sauver une somme

de trois cents francs qu'il possédait, et la confia à son ancien hôte Franz-Hill, aubergiste à l'*Aigle-d'Or*. Amoudru fut fait prisonnier, et mis dans l'impossibilité de donner de ses nouvelles; mais cet obstacle ne put satisfaire l'inquiète probité du respectable Hill. Venant à se rappeler que le père d'Amoudru résidait à Dôle (Jura), il se crut heureux de pouvoir lui envoyer la somme. Cette action est d'autant plus admirable, que, réduit à la plus horrible misère par l'incendie de sa maison, Hill n'avait plus que sa cave pour asile.

SIÉGE DE HAMBOURG.

(Allemagne. — Du 3 décembre 1813 au 31 mai 1814.)

Le maréchal Davoust, forcé de quitter Hambourg, au mois de mars 1812, pour faire la campagne de Russie, avait laissé le commandement de la trente-deuxième division militaire au lieutenant-général Carra-Saint-Cyr. Les partisans de nos ennemis, instruits de nos désastres, crurent arrivé le moment de se soustraire à notre domination, et le 24 février 1813, une émeute populaire éclata parmi les Hambourgeois qui s'emparèrent d'un convoi d'effets que l'on transportait

vers l'Elbe, en se livrant à toute sorte d'excès et de cruautés.

Les chefs de l'insurrection se firent appuyer des partis ennemis commandés par le général russe Tettenborn, et, vers le milieu du mois de mars, occupèrent Hambourg, que Carra-Saint-Cyr avait évacué dans la nuit.

Ces événemens furent comme le signal des malheurs qui devaient peser sur cette vaste cité, dont la possession devenait pour nous du plus haut intérêt politique et militaire. En effet, la position française sur ce point rattachait le Danemarck au système de Napoléon, donnait de vives inquiétudes à la Suède sur son armée de Poméranie, pouvait procurer de grandes ressources, et être, au renouvellement des hostilités, de la plus grande importance, en faisant déboucher une armée sur Stettin, par le Mecklembourg.

Le prince Eugène, qui commandait alors l'armée française en Allemagne, informé de ce qui venait de se passer dans le pays de Hambourg, expédia au maréchal Davoust l'ordre de se rendre de suite à Brême, pour y reprendre le commandement de la trente-deuxième division militaire ainsi que celui de l'armée destinée à agir sur Hambourg.

Après divers combats, qui rendirent le prince

d'Eckmülh maître des îles et de Haarbourg, le général russe Tettenborn n'attendit pas le vainqueur; il abandonna à la hâte Hambourg, qu'il avait commencé de fortifier, et le 30 mai 1813, le maréchal Davoust en prit possession.

S'il n'entre pas dans notre plan de suivre dans tous leurs détails les grandes mesures défensives et administratives que le prince d'Eckmülh y déploya, il est de la justice de dire, qu'en ce qui concerne la vie ou la liberté des personnes, il ne fit exécuter aucune des mesures de rigueur prescrites par les deux lettres de l'Empereur que nous allons transcrire; l'une, sous la date du 7 mai, et l'autre, sous celle du 7 juillet 1813.

« Je vous ai annoncé, Prince, par ma lettre du 5, la victoire complète que l'Empereur a remportée le 2. Probablement nous serons demain à Dresde; le duc d'Elchingen va passer l'Elbe et marcher sur Berlin.

» L'Empereur me charge de vous faire connaître qu'il est indispensable que vous vous portiez à Hambourg, que vous vous empariez de cette ville, et que vous dirigiez sur-le-champ le général Vandamme dans le Mecklembourg. Voici la conduite que vous avez à tenir :

» Vous ferez arrêter sur-le-champ tous les sujets de Hambourg qui ont pris du service, sous le titre de *sénateurs de Hambourg*. Vous ferez mettre le sequestre

sur leurs biens, et vous les déclarerez confisqués. Le domaine prendra possession des maisons, fonds de terre, etc.

» Vous ferez désarmer la ville.

» Vous ferez mettre une contribution de *cinquante millions* sur les villes de Hambourg et de Lubeck. Vous prendrez des mesures pour la répartition de cette somme, et pour qu'elle soit promptement payée. Vous ferez partout désarmer le pays et arrêter les gendarmes, canonniers, gardes-côtes, et officiers, soldats ou employés qui, étant au service, auraient trahi : leurs propriétés seront confisquées. Vous ferez armer la place de Hambourg; vous ferez faire des ponts-levis aux portes; vous ferez mettre des canons sur les remparts, relever les parapets; vous établirez une citadelle du côté de Haarbourg, de manière que quatre ou cinq mille hommes y soient à l'abri de la population et de toute incursion. Vous ferez également armer Lubeck, pour que cette ville soit aussi à l'abri d'un coup de main. Vous réorganiserez Cuxhaven.

» Toutes ces mesures, Prince, sont de rigueur; l'Empereur ne vous laisse la liberté d'en modifier aucune.

» *Signé* Alexandre BERTHIER, Major-général. »

« Mon Cousin,

» Témoignez ma satisfaction au général Vandamme sur l'occupation de Hambourg. Je vous envoie un officier d'ordonnance, qui est un officier du génie. Il verra en détail Hambourg, les îles, Haarbourg, Lunebourg, Lubeck, si vous y êtes, le fort de Cuxhaven, et viendra me rendre compte de tout ce que vous faites, et de quelle manière se dirigent les travaux. Le major-général a dû vous faire connaître mon système; c'est celui que j'ai adopté pour toutes les grandes villes. Une ville comme Hambourg ne pourrait être défendue que par une garnison de vingt-cinq mille hommes et un matériel immense; et, pour courir les chances de perdre une garnison de vingt-cinq mille hommes et un grand matériel, il faudrait une place qui pût se défendre au moins deux mois de tranchée ouverte. Or, pour donner à l'enceinte de Hambourg une résistance de deux mois de tranchée ouverte, il ne faudrait pas moins de dix ans et trente à quarante millions. Toutefois, je veux conserver Hambourg, non-seulement contre les habitans, contre les troupes de ligne, mais même contre un équipage de siége. Je veux que, si cinquante mille hommes se présentent devant Hambourg, la ville soit non-seulement à l'abri d'un coup de main, mais puisse se défendre, obliger l'ennemi à ouvrir la tranchée, et soutenir quinze ou vingt jours de tranchée ouverte. Ces

résultats, je veux les obtenir cette année, avec la seule dépense de deux à trois millions, avec un matériel de cent à cent cinquante bouches à feu et une simple garnison de six mille hommes. Je veux que, dans cette hypothèse, la ville prise après un blocus de quinze ou vingt jours de tranchée ouverte, je ne perde rien, ni en canons, ni en hommes, et que la garnison puisse se réfugier dans une citadelle, et se défendre un ou deux mois de tranchée ouverte, selon la capacité et le degré de perfection auxquels sera portée cette citadelle. La simple exposition de ce système l'explique; il faut travailler à l'exécution sans perdre une heure. Vingt-quatre heures après l'arrivée de mon officier d'ordonnance, dix mille travailleurs doivent être à l'ouvrage. Vous devrez, 1.° faire abattre toutes les maisons qui sont sur le rempart impitoyablement, sauf l'évaluation de l'indemnité, qui sera payée par la ville. 2.° Vous devez faire abattre toutes les maisons qui sont sur le glacis; 3.° toutes les maisons qui sont sur la citadelle. 4.° Vous devez en même temps faire relever tous les parapets en creusant tous les fossés; 5.° faire faire des ponts-levis à toutes les portes; 6.° mettre de l'eau autant que les fossés en pourront contenir; 7.° faire ce qui est nécessaire pour pratiquer une inondation dans les parties qui en sont susceptibles; 8.° fermer à la gorge tous les bastions les plus importans et les plus grands, avec un mur crénelé; les moins importans, avec une bonne palis-

sade; 9.° faire travailler à un chemin couvert et à un glacis; 10.° faire palissader les chemins couverts; 11.° faire placer sur chaque bastion au moins quatre pièces de canon, dont deux d'un calibre de douze ou supérieur, deux d'un calibre inférieur; 12.° faire placer des mortiers en forme de citadelle pour pouvoir tourner contre la ville, dans les deux bastions les plus grands, et spécialement dans le bastion et la partie de l'enceinte qui est entre les deux lacs, et qui peut facilement être isolée et considérée comme citadelle; 13.° retablir les retranchemens qui couvrent le grand faubourg, le bien palissader, y établir quelques block-haus; 14.° faire occuper toutes les îles par un système de redoutes et de digues; 15.° faire même des ponts sur pilotis sur les petits bras, comme je l'ai pratiqué à Anvers, l'un pour la marée descendante, et l'autre pour la marée montante, de manière que cent chevaux et cinq cents hommes d'infanterie puissent passer à-la-fois; 16.° relever, armer et palissader Haarbourg. Supposé tous ces ouvrages faits, et ils peuvent l'être en peu de mois, il est évident que quatre compagnies d'artillerie et cinq mille cinq cents hommes d'infanterie seront maîtres de Hambourg. Pour compléter le système, tracer une citadelle entre la rivière et la ville, de sorte que la citadelle, les îles et Haarbourg fassent un seul système. Cette citadelle peut d'abord être faite en terre avec des fossés pleins d'eau, de bonnes palissades et des blindages en bois pour les

magasins d'artillerie, pour les magasins à poudre et pour la garnison. Vous voyez que la ville prise avec un siége en règle, la garnison se réfugierait dans la citadelle, dans les îles et dans Haarbourg: tout cela peut se faire dans l'année. Les années prochaines, je ferai revêtir la citadelle en pierre, et lui donnerai toute la force possible. Voilà le système défensif que j'ai adopté pour Hambourg. Je donne l'ordre au général Haxo de l'étudier, de le tracer et de l'exécuter; mais il est bien important que vous profitiez du premier moment pour jeter à bas toutes les maisons qui gêneraient l'emplacement de la citadelle, comme je l'ai dit plus haut. Je sais que le général Haxo avait projeté de placer la citadelle du côté d'Altona: cela n'est pas possible; cela effraierait les Danois; d'ailleurs, mon intention est que la citadelle soit une tête de pont sur la rive droite, Haarbourg une tête de pont sur la rive gauche, les îles un moyen de communication. Vous savez que je n'ai point vu Hambourg; que l'on doit étudier l'esprit de l'ordre que je donne et non la lettre, de manière qu'au 15 juillet il n'y ait aucune difficulté à laisser six mille hommes isolés à Hambourg, et que leur communication avec la rive gauche soit à l'abri de toute inquiétude.

» Sur ce, je prie Dieu, etc., etc.

» *Signé* NAPOLÉON. »

Telle était la tâche difficile qu'avait à remplir le prince d'Eckmühlh au milieu d'une population de cent mille âmes, exaspérée par ses propres malheurs, enhardie par les revers que nous venions d'éprouver, et qui s'énorgueillissait encore d'avoir été la première qui donnât à l'Allemagne le signal du grand mouvement qui se fomentait depuis long-temps dans ce pays.

Mais le génie de Davoust sut vaincre tous les obstacles; et néanmoins, en examinant le système de défense tracé par Napoléon, qui ne s'effraierait des immenses inconvéniens qu'il entraînait avec lui, et des haines sans nombre que préparait à Davoust l'accomplissement de ses devoirs? car l'intérêt particulier appelle vexation ce qui n'est que justice; faux zèle, barbarie, ce qui n'est que l'exacte mesure des sacrifices dus à la patrie. N'importe: quand le grand jour arriva où il fallut flatter les passions des hommes ou obéir à la voix sévère de la patrie, il ordonna de ruiner ces nombreux bâtimens qui, déjà condamnés par les réglemens militaires, étaient restés jusque-là intacts, à la proximité même des ouvrages qu'il faisait élever.

Voilà la conduite que sans cesse on devrait mettre sous les yeux des hommes du pouvoir, afin que, comme Davoust, ils ne se hâtassent jamais

d'exécuter des ordres sévères, que le premier mouvement du cœur est toujours tenté d'attribuer à l'inhumanité ; et que comme lui, lorsque les intérêts d'un grand peuple sont en danger, ils ne s'abandonnassent ni à des craintes indignes d'un vrai citoyen, ni à une stérile compassion qui arrêterait l'exécution des plus vastes comme des plus utiles desseins.

C'est du moment où le prince d'Eckmülh rentra dans les lignes de Hambourg (3 décembre 1813), que nous allons partir pour tracer rapidement les brillans travaux auxquels le treizième corps fut appelé pour conserver cette place.

Les deux tableaux suivans indiquent quelle était, à cette époque, la composition de son personnel et de son matériel.

LE MARÉCHAL PRINCE D'ECKMUHL. . . . . . GÉNÉRAL EN CHEF.

AIDES-DE-CAMP.	DECASTRES.	Colonel.
	HERVO.	Chefs d'Escadron.
	FAYET.	
	BEAUMONT.	
	LALOY.	
	D'HOUDETOT.	
	CÉSAR DE LAVILLE.	Général, *Chef d'État-Major.*
	Comte HOGENDORP.	Général de Division, *Gouverneur.*
	FERNIG.	Colonel, *Chef d'État-Major.*
	SOYEZ.	Général, *Sous-Gouverneur.*
	THIÉBAULT.	Général de Division, *chargé en chef des Approv.ns*
OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR.	JADEVA.	Colonel.
	BROSSET.	Major.
	PORCHEZ.	Chef de Bataillon.
	MALHERBES.	Chef de Bataillon.
	VILLENEUVE.	Capitaine.
	JOUFFROY.	Général de Brigade, *commandant l'Artillerie.*
	OURIE.	Colonel, *Chef d'État-Major.*
	DEPONTHON.	Colonel, *commandant le Génie.*
	VINACHE.	Chef de Bataillon, *idem en second.*
	CAIRE.	Inspecteur aux Revues.
ORDONNATEURS.	THOMAS.	
	MONNAY.	

INFANTERIE.

DIVISIONS.	BRIGADES.	RÉGIMENS.	COMMANDANS.	EFFECTIF.
30.me	1.re Général ROME	15.e de ligne.	Le Général BRICE	9,842 Hommes.
Le Général LOISON	1.re Aide-de-Camp DULAURIER	44.e léger.	Le Major HIGONNET	8 Bouches à feu.
Aides-de-Camp... CARDINAUX	2.e Général LECLERC	48.e de ligne.	Le Colonel WARENGHIEN	230 Chevaux.
Aides-de-Camp... BADIN	2.e Aide-de-Camp DEMOUSIS	108.e *idem*	Le Colonel ACHARD	
Colonel LE COUTURIER, Chef d'Ét.-Maj.		Artillerie.	Le Chef de Bataillon MATHIS.	
40.me	1.re Général GENGOULT	30.e de ligne.	Le Colonel RAMAUD	10,000 Hommes.
Le Général VICHERY	1.re Aide-de-Camp BESSET	61.e *idem*	Le Colonel RICARD	8 Bouches à feu.
Aide-de-Camp CHABERT	2.e Général DELCAMBRE / Aide-de-Camp GAYARD	111.e *idem*	Le Colonel HOLTZ	172 Chevaux.
Colonel BELLANGÉ, Chef d'État-Major		Artillerie.	Le Chef de B.on GROSJEAN.	
50.me	1.re Général AVRIL	33.e léger.	Le Colonel BAILLIF	9,680 Hommes.
Le Général PÉCHEUX	1.re Aide-de-Camp FONSEIGNE	29.e de ligne.	Le Colonel PIERRE	8 Bouches à feu.
Le Colonel ALLOUIS, Chef d'État-Major	2.e Général OSTEN	3.e *idem*	Le Major GILLET	168 Chevaux.
	2.e Aide-de-Camp TERVIEL	105.e *idem*	Le Major AURANGE	

CAVALERIE.

DIVISION.	RÉGIMENS.	COMMANDANS.	EFFECTIF.
Le Général de Division WATTIER DE S.T-ALPHONSE.	Trois régimens provisoires de Cuirassiers.	Le Général de Brigade DUBOIS.	5,800 Hommes.
Aides-de-Camp DUBOIS.	Un régiment de marche dit de Hambourg.	*Idem*, GUITON.	3,800 Chevaux.
Aides-de-Camp MONFRANC.			
Aides-de-Camp DORSEUIL.	28.e régiment de Chasseurs à cheval.	*Idem*, LALLEMAND.	
Le Colonel CAILLEMER, Chef d'État-Major	Plus de vingt détachemens de toutes armes.	Aide-de-Camp MOULIN.	

Douaniers enrégimentés	Direct.r Command.t Pyonnier	800 Hommes.
Gendarmerie	Colonel Charlot	330 Hommes. 200 Chevaux.
Marin, le Contre-Amiral L'Hermitte — Équipage de Flottille	Le Colonel Lefranc	1,200 Hommes.
Marin, le Contre-Amiral L'Hermitte — 1.er B.on d'Ouvriers militaires	Fabre d'Eglantine	400 Hommes.
Équipages Militaires. Ambulance	Giloux	600 Hommes. 650 Chevaux.
Bataillon de Vétérans	De Marsanges	560 Hommes.
Artillerie: 6 comp.ies du 8.e régim.t d'artill.ie à pied. 3 *idem* de divers régimens. 2 *idem* d'artillerie à cheval.	Le Colonel Castille	3,630 Hommes. 2,220 Chevaux.
Génie	Le Colonel Deponthon	316 Hommes. 50 Chevaux.

EFFECTIF DE L'ARMÉE...

- 42,000 hommes (1), dont plus de 800 aux hôpitaux, et 400 prisonniers.
- 7,500 chevaux.
- 76 bouches à feu attelées de 6 et de 12.
- 350 sur les remparts.
- 270,000 kilogrammes de poudre.
- 2,000,000 de cartouches confectionnées, des fusées à la Congrève, des artifices et des projectiles nécessaires à un aussi grand système de défense.

(1) Un grand nombre de détachemens appartenant aux régimens qui composaient le corps-d'armée, avaient rejoint à Hambourg pendant la campagne de Mecklembourg, ce qui explique comment il était plus fort en rentrant dans ses lignes que lorsqu'il les quitta à la reprise des hostilités.

Les troupes ennemies formant le blocus, étaient sous les ordres du général russe, comte de Beningsen, qui avait remplacé le comte Walmoden : elles s'élevaient à soixante mille hommes.

Le prince d'Eckmülh, après avoir distribué son corps d'armée sur toute la ligne de défense qui développait environ douze lieues, rentra dans Hambourg pour organiser les divers services et multiplier ses moyens défensifs : car le seul parti qu'il y eût désormais à prendre, était de travailler avec ardeur à faire de Hambourg une place de guerre respectable, et s'y défendre à outrance.

L'exécution des travaux de défense fut confiée au colonel Deponthon, commandant supérieur du génie, qui avait déjà répondu, par une rare activité, à la confiance du prince.

Davoust, après plusieurs reconnaissances, remarqua, par les nouvelles dispositions de l'ennemi, que bientôt il allait prendre l'offensive : il fallait, à quelque prix que ce fût, faire échouer l'attaque de vive force; et le point le plus important, sous ce rapport, était, sans contredit, le front qui regarde la ville d'Altona, tant par la disposition des ouvrages qui ne contre-battent les attaques que par le feu de deux bastions, que par sa position rapprochée du faubourg dit le *Hamburgerberg,* lequel donnait à l'ennemi la facilité de nous attaquer à l'improviste par des

colonnes qui, se formant en silence, se seraient approchées, sans être vues, à portée de pistolet des ouvrages de la place : dès-lors il ne fut plus possible d'ajourner la démolition du *Hamburgerberg* sans compromettre l'armée.

En effet, dans la nuit du 3 au 4 janvier, le général Marcow attaqua plusieurs de nos avant-postes avec des forces supérieures, et les enleva; mais le général Delcambre, chargé de les reprendre, s'en acquitta brillamment. Ce premier combat fut remarquable par le trait courageux d'un tambour du quarante-huitième, nommé *Michaud*. Ce tambour, battant la charge au milieu des rangs ennemis, fut blessé grièvement d'une balle; il continua de battre la charge, et ne quitta son poste qu'après avoir reçu une seconde blessure qui le mit hors de combat.

Plusieurs autres petites attaques qui furent également repoussées avec succès par le général Delcambre, nous procurèrent quelques jours de repos du côté de Hambourg. Le maréchal en profita pour porter ses soins à Haarbourg, dont il s'était assuré la communication par deux ouvrages dignes des Romains; l'un était un pont de bois de trois mille toises de longueur qui aboutissait à la citadelle de Haarbourg; l'autre, une route pavée de mille toises qui réunissait les deux parties du

pont. Ces ouvrages sont dus à l'habileté et au talent distingué de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées Jousselin.

A la rentrée du maréchal dans Hambourg, le froid devint très-vif; les canaux, les fossés, les marais et les inondations commençaient à geler : c'était ce que l'ennemi attendait avec la plus vive impatience.

Ainsi qu'il venait de l'exécuter à Haarbourg, le maréchal donna l'ordre de faire sortir de Hambourg toutes les bouches inutiles et les personnes qui n'avaient point tenu compte des invitations réitérées de s'approvisionner pour six mois. Cette mesure était cruelle à la vérité, mais le salut de l'armée la commandait impérieusement, et vingt-cinq mille habitans sortirent de la ville.

Il serait facile, en dénaturant les faits, en n'écoutant que la haine, de peindre sous des couleurs odieuses l'expulsion des habitans d'une ville assiégée pendant les rigueurs de l'hiver. La sensibilité s'émeut à l'idée de vingt-cinq mille personnes forcées d'abandonner leurs familles et leur patrie dans de telles circonstances : l'armée entière en a gémi; mais quel autre parti pouvait-on prendre à l'égard d'individus que la négligence ou la misère avaient empêché de s'approvisionner ?

N'était-ce pas avancer la reddition de la place, que de leur fournir les vivres destinés au corps d'armée? n'était-ce pas, en les gardant sans vivres, exposer la garnison à la fureur du désespoir auquel ils se seraient nécessairement portés? Il fallait donc céder à la nécessité. C'est à Altona, à une portée de canon de Hambourg, qu'ils furent accueillis, et qu'ils reçurent du soulagement à leurs maux; chez ces Altonais, qui, au milieu du rigoureux hiver de 1713, chassés de leurs foyers, dont ils voyaient au loin s'élever le vaste incendie, allèrent expirer, comme l'a dit Voltaire avec tant d'attendrissement, sous les murs de Hambourg, en prenant le ciel à témoin de la barbarie des Suédois et des Hambourgeois : et un siècle plus tard, le bienfait devait rappeler avec plus d'horreur encore le souvenir d'un refus aussi inhumain !....

Le froid s'était élevé à seize degrés. Le travail pénible de nos troupes pour casser les glaces et entretenir, sur un développement de quatre lieues, une cunette de dix mètres de large, augmentait chaque jour le nombre de nos malades. D'un autre côté, l'ennemi continuait sa même tactique, celle de renouveler ses proclamations furibondes, qui annonçaient aux habitans et aux soldats étrangers de la garnison que l'heure de la vengeance

était arrivée (1). Mais l'exemple récent des mesures de sévérité que le maréchal venait de prendre, prouva aux habitans qu'il était plus prudent d'attendre en silence les événemens de la guerre.

Un autre inconvénient se faisait sentir : c'était le défaut d'argent. Le maréchal chargea en conséquence M. le comte de Chaban, intendant-général des finances, d'y remédier. Cet inten-

(1) Les deux proclamations suivantes feront voir l'esprit dans lequel le comte de Beningsen les rédigeait.

« HOLLANDAIS !

» Ecoutez les cris de joie de vos heureux compatriotes ! Le bon vieux temps est revenu, et la Hollande prospère comme autrefois ; car ses braves fils combattent déjà, sur le territoire ennemi, dans les rangs de leurs libérateurs, qui sont aussi ceux du monde. Malheureux à Hambourg, vous êtes les derniers du peuple belge dans l'esclavage des Français. Hâtez-vous donc de venir nous joindre avant que le châtiment terrible des derniers ennemis en Allemagne, réfugiés à Hambourg, commence ; car alors les assaillans, dans l'ivresse de la victoire, confondront l'innocent Hollandais avec le coupable Français.

» Encore une fois, Hollandais, empressez-vous de venir, ou faites-moi connaître comment je puis vous sauver ; votre patrie vous appelle par ma voix. *Signé* Comte DE BENINGSEN. »

« MALHEUREUX HAMBOURGEOIS !

« Cruellement maltraités par les ennemis de l'humanité, ce que le petit nombre de vos libérateurs n'a pu exécuter au commencement de cette année, vous pouvez l'attendre aujourd'hui avec confiance d'une armée assez considérable pour dé-

dant, d'un grand caractère et de beaucoup de mérite, établit un hôtel des monnaies, fit frapper, au type des anciennes monnaies de la ville et dans le même degré de valeur, des pièces nouvelles. Ce moyen, aussitôt exécuté qu'improvisé, rassura et donna à chacun une nouvelle ardeur, une nouvelle sécurité.

Le 20, à sept heures du matin, le général Stro-

truire le reste des Français réfugiés chez vous. Plus de cent mille Russes, Suédois, Prussiens et Saxons, couronnés par la victoire, sont devant vos murs; une nombreuse artillerie les accompagne; ils vous disent, comme frères: « Ne perdez pas courage! l'heure de la vengea ce est arrivée! » En vain vos féroces oppresseurs ont essayé de dérober à votre connaissance que l'Allemagne est purifiée de leur présence; que la Hollande est au pouvoir de son souverain légitime, le brave prince d'Orange; que les puissances alliées ont passé le Rhin; que les armées autrichiennes ont fait des progrès considérables en Italie, et que, de concert avec les Bavarois, ils ont pénétré en France par la Suisse; que Modlin, Zamosc, Dantzig, Stettin, Dresde, sont en notre puissance, et que des armées innombrables se sont déjà formées dans les pays délivrés, pour repousser à jamais les hordes sauvages et barbares de l'ennemi humilié.

» En vain aussi votre tyran vous cache-t-il, soldats allemands, hollandais et italiens, que vous êtes les derniers instrumens de ses cruautés.

» La vérité se montre au grand jour. Aux armes! vous tous qui avez du courage, pour secouer le joug infâme! Et vous aussi, Hambourgeois! en Dieu et pour votre patrie est notre cri de ralliement. Bientôt les portes de votre prison seront enfoncées. *Signé* Comte DE BENINGSEN.

gonoff attaqua les postes qui étaient établis en avant du camp retranché de Haarbourg. Ceux-ci se replièrent d'après les ordres qu'ils en avaient reçus. On vit alors le général russe se décider à une véritable attaque. Il fit déboucher, par les marais gelés de Mohr, trois fortes colonnes, et une quatrième par Wilsdorf, soutenues de deux batteries de chacune huit pièces de canon. Attaquées spontanément, nos troupes se défendirent avec intrépidité; mais, forcé de céder au nombre, le général Pécheux se replia sur le château de Haarbourg. Pendant ce temps, l'ennemi dépassa nos ouvrages, s'empara de nos retranchemens, et s'avança jusqu'aux premières maisons de la ville. Le général français fit avancer la réserve, qui se composait de trois compagnies d'élite des quarante-huitième et cent huitième régimens, et d'une compagnie du cinquième équipage de flottille. Cette dernière, commandée par le brave colonel Achard, fit des prodiges de valeur. Les masses ennemies, effrayées de l'audace de nos braves, se retirèrent en désordre, et éprouvèrent une perte de huit cents hommes, après avoir essuyé, en fuyant, toute la mitraille du camp retranché. Nous eûmes à regretter la perte de cent cinquante hommes tués ou blessés. Le général russe Schemschuschnikoff avait tenté éga-

lement une attaque sur les îles de Moorwerder et Godjenhort. Le chef de bataillon Larpenteur, qui commandait ces îles, avait été forcé par le nombre de se retirer momentanément. Instruit de cet échec, le général Osten lui envoya du renfort; et, après deux attaques successives et conduites avec beaucoup d'habileté, le commandant français reprit toutes ses positions. Cette affaire nous coûta trente hommes du vingt-neuvième, et à l'ennemi vingt-cinq.

Nos forces diminuant sensiblement par les combats multipliés qui se donnaient chaque jour, et plus encore par l'effet des maladies que le froid, toujours croissant, entretenait, força le maréchal à concentrer ses troupes, et fit évacuer tous les postes avancés.

L'ennemi fit une nouvelle tentative le 22, sur la batterie de Neuland que gardait le colonel Achard; mais ses efforts furent inutiles; il dut fuir, et laissa sur le champ de bataille cent cinquante hommes tant tués que blessés.

Tout faisait présumer que le 26 (jour de l'anniversaire de la naissance de l'impératrice Elisabeth), nous aurions une affaire générale. En effet, l'attaque eut lieu; mais la bravoure du général Pécheux, jointe à ses savantes dispositions, rendirent presque nul le grand développement

des forces que l'ennemi déploya. Les pertes, d'une part comme de l'autre, s'élevèrent à trois cents hommes. Il est juste d'ajouter que nous perdîmes deux cents hommes de plus, qui furent surpris dans le poste du clocher de Hamm, par la négligence de l'officier qui le gardait.

L'ennemi commença dès-lors à comprendre que ce n'était qu'en plaine qu'il pouvait développer ses forces, faire usage de toutes ses ressources, et espérer ainsi d'accabler par le nombre une garnison affaiblie par les privations, les maladies et les frimats.

Renforcé, dans les premiers jours de février, du corps d'armée russe du général Tolstoy, le comte de Beningsen se crut suffisamment en mesure pour nous livrer bataille.

Effectivement, le 9, dès quatre heures du matin, une vive fusillade parut se faire entendre de tous les côtés à-la-fois. Le maréchal, par sa prévoyance ordinaire, connaissait les véritables points où l'ennemi dirigeait ses attaques, et fit partir aussitôt la compagnie d'élite du quinzième léger, pour la tête du pont dans l'île de Wilhelmsbourg. Il s'y rendit ensuite en personne, après avoir donné ses ordres pour les fronts d'Altona, de Saint-Georges, de Hamm, et pour l'intérieur de la ville. A son arrivée, il trouva l'ennemi

maître de nos postes et du moulin de Rayersteig. Sur la droite, le colonel du vingt-neuvième régiment avait été tué. Le lieutenant-général Emme s'était emparé de l'île de Moorwerder, avait chassé nos troupes de leurs retranchemens, et s'était avancé jusque près du vieux château de Wilhemsbourg. Après avoir rallié nos soldats épars, et les avoir placés sur les grandes digues d'hiver, le général français Osten avait contenu le mouvement de l'ennemi par le feu de deux pièces placées en avant de la Maison-Rouge, où était établi son quartier-général.

Le lieutenant-général Vichery, commandant supérieur de ces îles, fit porter une colonne sur la grande ferme dont l'ennemi s'était emparé, et sur la Maison-Rouge. Bientôt, communiquant aux troupes son ardeur, il changea sa défense en attaque. La colonne russe, surprise de tant d'audace, cède sur tous les points, et la grande ferme est enlevée par le chef de bataillon Deluis, du trente-troisième. De son côté, le colonel Ricard, du soixante-unième, renverse tout devant lui. L'ennemi alors fait agir ses réserves pour pouvoir se maintenir. Le général Emme, réduit à la défensive, pensait déjà à la retraite, lorsqu'il vit s'approcher une de ses colonnes qui avait réussi à tourner notre gauche, et celle du lieutenant-gé-

néral Markow sur la digue de notre droite, vers la tête du pont. Le feu d'artillerie et de mousqueterie redoubla alors de part et d'autre; mais la blessure du colonel Ramaud, du trentième, et la mort du chef de bataillon du quarante-quatrième, mirent le désordre dans nos troupes, qui se retirèrent sur la tête du pont. Ce point se trouvait tellement encombré de blessés, de chevaux morts, et de caissons d'artillerie, que le général de division Vichery fut dans l'impossibilité de faire déboucher deux bataillons du cent cinquième, qui formaient sa réserve, pour reprendre la digue, dont l'ennemi s'était emparé. Par un bonheur inoui, ce dernier ne pensa pas à établir ses pièces sur la grande chaussée, et à enfiler le pont : un seul coup de canon, que le hasard y avait dirigé, nous emporta dix-sept files. Presque tous les officiers furent blessés; le général Osten lui-même le fut grièvement.

Après avoir établi sa petite réserve de soixante hommes d'élite sur le milieu du pont, le maréchal renforça la batterie de Klugenfeld, sur sa gauche, et contint, par un feu soutenu, l'ennemi qui voulait tourner la digue d'été.

Cependant la valeur cède à des forces trop supérieures. Après avoir maintenu la tête du pont avec une poignée d'hommes, l'intrépide Vichery

fut accablé par le nombre, et forcé de se retirer avec les débris du cent cinquième, dont les deux commandans, Coste et Rivière, venaient d'être mis hors de combat.

Le capitaine d'artillerie Genta, qui commandait la batterie, resté seul, mit lui-même le feu à ses pièces, et tomba percé de coups de baïonnettes.

L'ennemi, maître de la tête du pont, la trouva tellement encombrée de morts et de mourans, qu'il ne put y amener ses pièces, ni même tourner les nôtres contre nous. Il manqua alors de cette audace, de cette résolution qui décident souvent les chances de la guerre; s'il eût marché en avant, notre communication était détruite; le sort de la place, le salut de l'armée, l'honneur des armes, tout était là.

Le maréchal s'avança sur le pont pour observer l'ennemi et rassurer sa petite troupe; il y resta exposé à une vive fusillade, et ne se retira qu'après la blessure du chef d'état-major, le général César de La Ville, qui l'accompagnait. Cette blessure heureusement fut légère: ce digne officier fut conservé à l'armée, qui, ainsi que son chef, appréciait ses qualités, sa brillante valeur, et son beau caractère.

Pendant ce temps, le général Leclerc et le chef de bataillon Rosier, avaient culbuté la deuxième

colonne russe, et l'avaient empêchée de traverser l'Elbe sur la glace, pour se réunir aux deux autres colonnes dans l'île de Wilhemsbourg. On ne se battait plus que faiblement sur ce point, ce qui permit au brave Leclerc d'envoyer des renforts au maréchal. Le général du génie Deponthon, celui d'artillerie Jouffroy, et l'ingénieur en chef Jousselin, s'étaient aussi rendus auprès de S. Exc. On se battait avec acharnement depuis quatre heures du matin, lorsqu'on entendit se rapprocher le canon du général Pécheux. Ce général, ayant repoussé les attaques du général Ahrenschield jusqu'à trois heures après midi, s'était mis à la tête de sa réserve, et, après avoir débouché la partie du pont qui va à Haarbourg, avait inquiété l'ennemi sur ses derrières.

Le maréchal fit alors ses dispositions pour reprendre la tête du pont et la grande digue d'hiver; il organisa, à cet effet, trois colonnes : la première, commandée par le général Delcambre, culbuta l'ennemi, et le chassa jusqu'au moulin de Rayersteig. La deuxième, formée des compagnies d'élite du cent cinquième, commandées par les capitaines Christian et Ménissier, se dirigea sur la gauche de la grande digue, chargea l'ennemi à la baïonnette, et, après lui avoir tué beaucoup de monde, s'établit à l'embranchement où les deux digues se réunissent. Dans le même instant,

une petite colonne filait sous le pont, à l'abri du feu; le maréchal s'y avança avec le général Vichery et le quinzième léger. L'ennemi abandonna la tête du pont, sans pouvoir emmener nos pièces. Le prince en établit six en dehors; leur feu soutenu dispersa bientôt les masses russes qui cherchaient à dégager leurs troupes encore aux prises avec le général Delcambre, près du moulin de Rayersteig. La colonne du général Pécheux rétablit la communication, en forçant les Russes à abandonner la chaussée, et les poursuivit jusqu'au village de Wilhelmsbourg. Les Français, ayant fait leur jonction, marchèrent au pas de charge sur l'ennemi, le forcèrent à repasser l'île de Neuhof, et à traverser la grande Elbe sur la glace, derrière Altona.

On admira, de cette ville, l'intrépidité de quelques hommes sortis de la petite redoute de Schrewenhoff, qui poursuivaient ces masses à coups de fusil.

Ainsi se termina cette affaire, où la valeur française eut à lutter contre des forces trois fois supérieures; car nous ne pouvions disposer que de huit mille hommes, et l'ennemi en avait mis en mouvement plus de vingt-cinq mille. Notre perte s'éleva à près de douze cents hommes, tant tués, blessés, que prisonniers; nous eûmes à regret-

ter le général Osten. Presque tous les colonels et chefs de bataillon furent mis hors de combat. On doit citer avec éloge le capitaine Gayard, aide-de-camp du général Delcambre, qui fut blessé à mort.

Le succès de cette belle journée nous ayant donné quelques jours de repos, ils furent consacrés à remplir les places vacantes d'officiers, sous-officiers ; à améliorer les hôpitaux, créer des maisons de convalescence, etc. C'est au talent et au zèle infatigable du comte de Chaban, que cette dernière partie si intéressante du service fut confiée.

Le matin du 17, l'ennemi nous attaqua dans tout le développement de nos ouvrages. Le maréchal porta toute son attention sur l'île de Wilhelmsbourg, où deux fortes colonnes russes tentaient de pénétrer. Nos postes se replièrent; le général Rome reçut le premier choc de l'ennemi, qui cherchait à s'emparer de la digue d'hiver. Mais vaillamment défendue par ce général, avec les soixante-unième et quarante-huitième régimens, cette position devint inexpugnable. Le général Vichery s'était placé en arrière de la grande digue et à la tête de pont : une vive fusillade s'engagea sur toute cette ligne, et l'ennemi, constamment repoussé par l'intrépidité française, nous abandonna le champ de bataille, qui était couvert de ses morts.

Après avoir pris position dans la plaine et sur la grande chaussée, l'ennemi quitta l'offensive, et ne chercha plus qu'à s'y maintenir; mais bientôt perdant tout espoir, il chercha à masquer sa nouvelle attaque dirigée sur la partie du pont de bois qui aboutit à Haarbourg. S'y portant en force, il oblige à la retraite une compagnie qui gardait la tête de ce pont, sape quelques pilots, y met le feu, et parvient à en détruire une vingtaine de toises. La flamme s'élance vers Haarbourg et nous démasque la manœuvre de l'ennemi. Aussitôt le maréchal marche en avant, soutenu du général Pécheux à la tête du cent cinquième : tout cède à la valeur de nos armes. L'ennemi, pris entre deux feux, opère, dans le plus grand désordre, sa retraite sur Altona et Ochsenwerder, laissant sur le terrain qu'il abandonne plus de trois cents des siens.

En soixante-douze heures le pont fut réparé par le même ingénieur qui s'était, quelques mois auparavant, immortalisé dans sa construction; de sorte que la communication ne fut pas un instant interrompue avec la citadelle de Haarbourg.

Le comte Beningsen se porta, le 24, au moulin de Rayersteig, et fit attaquer ce point par trois colonnes à-la-fois; malgré leur supériorité, le bataillon du trentième, sous les ordres du com-

mandant Blain, tint ferme, et parvint à chasser l'ennemi sans avoir pu rien entreprendre.

Dans la nuit du 27, l'ennemi fit une nouvelle tentative sur l'île de Wilhelmsbourg; mais il fut repoussé avec un égal succès.

Instruits par l'expérience, on continuait avec activité les travaux défensifs, en crénelant les maisons dans l'île; des batteries s'élevaient pour assurer les digues; les rampes du pont se fermaient par des barrières; des espèces de palanques mettaient le soldat à l'abri de la balle; enfin, à chaque nouvel engagement, l'ennemi trouvait aussi un nouvel obstacle qu'il n'avait pas reconnu d'abord.

Le froid continuait depuis cinquante jours avec la même intensité; l'Elbe, les canaux, les inondations donnaient, par l'épaisseur de leurs glaces, la facilité à l'artillerie et aux troupes d'y manœuvrer en tous sens. Le soldat, exténué de fatigues, remplissait les hôpitaux : déjà plus de neuf cents avaient perdu la vie; cependant on ne pouvait alléger ses maux. Il fallait conserver Haarbourg, l'île de Wilhelmsbourg, et surtout Hambourg, qui présentait peu de défense par l'Elbe, depuis qu'il était gelé. Le maréchal donnait partout l'exemple de la constance et du dévouement; il veillait presque toutes les nuits, parcourait les postes, perfectionnait la défense de Wilhelms-

bourg, et ranimait l'espérance du soldat, en faisant imprimer et publier les bulletins de nos victoires sur le sol de la patrie.

Après avoir chassé les avant-postes ennemis établis sur les digues de Morhbourg et de Neuland, nous reperdîmes, le 11 mars, la batterie de Tiffentag. Le maréchal en fit élever une autre qui se liait mieux avec la ligne des redans de Saint-Georges au Pont-Vert.

L'activité, les bonnes dispositions du général Leclerc chargé de défendre cette ligne, la mit constamment à l'abri des surprises.

Le 12, le général Pécheux reprit à la baïonnette le village de Wilsdorf, après avoir tué ou blessé une soixantaine de Russes.

Il fut un homme à qui la probité n'eut rien à reprocher, l'humanité rien à demander; un homme dont la sagesse, dirigée par une haute science, veillait au milieu d'une ville immense livrée aux désordres inévitables d'un siége; et cet homme, alors que la mort portait ses coups les plus pressés, on le vit, comme un illustre guerrier, fidèle à l'honneur, fidèle à son poste, ne rien négliger de ce que la prudence commandait : déjà des alimens plus sains, une organisation des hôpitaux mieux entendue, promettaient la santé et la fuite de la contagion, quand la mort vint

frapper cette noble victime de la bienfaisance. *Ainsi périt,* selon l'expression de Fléchier, *comme enseveli dans son triomphe,* le comte de Chaban : la France perdit en lui un de ses meilleurs citoyens, le treizième corps d'armée, un père, et le maréchal son plus intime ami.

Les soldats pleurèrent sur sa tombe, et les Hambourgeois même, auxquels la dure nécessité arrachait de si douloureux sacrifices, versèrent des larmes à sa pompe funèbre. S'il ne montra point ces vertus éclatantes qui retentissent sur la scène du monde, et jusque dans les âges les plus reculés, il donna du moins l'exemple de ces vertus tranquilles dont l'ingrate postérité parle moins, mais dont les contemporains ressentent d'autant plus vivement la perte. Et, puisque nous voudrions faire passer dans l'âme de tous les Français l'impression que fit éprouver sa mort, un maréchal nous prête ses paroles dans l'ordre du jour qui la faisait connaître à l'armée.

« Le maréchal annonce au corps d'armée la perte que la France et l'Empereur viennent de faire dans la personne de M. le comte de Chaban, intendant-général des finances.

» Cet homme, qui était tout honneur, vertu et fidélité, est du très-petit nombre de ceux qui ont honoré l'humanité pendant leur vie. Il a rendu les plus grands

services au corps d'armée; il est mort victime de son beau zèle et de son amour pour les soldats. Ceux qui sont susceptibles de reconnaissance seront profondément affligés de cette perte.

» Le maréchal ordonne que l'on embaume les dépouilles mortelles du comte de Chaban, afin de pouvoir les offrir à la France comme celles d'un de ses plus dignes enfans. »

Il ne se trouva personne qui osât s'asseoir à la place de ce sage et intègre administrateur, et une commission, composée des plus éminens personnages de la garnison, le remplaça dans ses travaux.

Voyant toutes ses entreprises déjouées, le général Beningsen ne comptait plus, pour se rendre maître de la place, que sur la famine, les maladies ou la désertion, et se borna dès-lors à de vaines démonstrations qui n'atteignirent pas même le but qu'il se proposait, celui de tenir continuellement nos troupes sur pied, et de les détruire par de fréquentes attaques. Il perdit ainsi un temps précieux, et ne sut pas profiter de ses avantages. Le dégel enfin s'annonce le 23 mars; les glaces de l'Elbe se brisent; nous sommes sauvés, et l'ennemi ne peut plus venir impunément dans l'île de Wilhelmsbourg; tandis que les campagnes environnantes vont s'ouvrir pour nos troupes.

Le maréchal fit attaquer, le 29, le camp retranché de Haarbourg; la droite, par le général Pécheux, et la gauche, par le général Vichery.

Les Russes effrayés fuient, abandonnent les postes de Marensdorf, Einfeld, Heisendorf, Wilsdorf, nous laissant quelques prisonniers, une grande quantité de bêtes à corne et des provisions de toute espèce.

Les 30 et 31, l'ennemi est chassé des villages de Rulmberg, Merkenfeld, Sinsdorf et Laujenbeck. Pendant ce temps, le chef de bataillon Hervo, l'un des aides-de-camp du maréchal, aborde, avec deux compagnies du cent huitième, la digue de Neuland, franchit la palissade, enlève la batterie, et poursuit, la baïonnette dans les reins, les Russes jusqu'au village d'Over. Instruit de cette affaire, le maréchal s'y porte au galop, et reconnaît la négligence que l'ennemi a apportée dans sa retraite, en n'occupant pas deux maisons construites sur un tertre. La position était telle, que, s'il se ravisait, il pouvait, par l'occupation de ce point, nous empêcher de construire un ouvrage sur la digue qui va à Merkenfeld. Le chef d'escadron Laloy et le maréchal-des-logis Noël, à la tête de vingt-cinq voltigeurs, s'avancent sous le feu de trois cents ennemis retranchés derrière la grande digue d'hiver de la Sewe, et s'emparent des

maisons. Le hasard sembla récompenser tant d'intrépidité : deux hommes seulement furent blessés. Le prince d'Eckmülh laissa sur ce point le colonel Decastres, avec ordre de retrancher et de défendre jusqu'à la dernière extrémité la digue de Merkenfeld qui devait protéger nos fourrageurs.

Dans le même temps, les postes ennemis furent repoussés jusque dans leurs batteries de Morhbourg. Une obscurité profonde, un ouvrage palissadé, couvert par des abattis et entouré d'eau, rien ne peut arrêter les Français ; ils ne consultent que leur courage, et tentent de franchir cet obstacle, lorsque la mort du chef de bataillon Laquesney, et de quelques braves comme lui, vint arrêter tant d'ardeur. Dans cette attaque si vive et si malheureuse, nous perdîmes près de cinquante hommes, dont quatre officiers. Le maréchal avait tout observé avec sollicitude, et ne se retira que le dernier.

A peine on commençait à respirer, qu'une vive fusillade et le bruit de l'artillerie se firent entendre de loin du côté d'Over : c'étaient deux bataillons ennemis, munis de fascines, de torches, qui s'avançaient pour surprendre le colonel Decastres ; mais ce brave officier et le major du génie Vinache, avaient, pendant la nuit, trouvé dans leur activité le temps de retrancher les maisons

et la digue ; une pièce de canon et des fantassins protégeaient l'ouvrage. L'ennemi, trompé dans son attente, fut accueilli par la mitraille et par une active fusillade. Il se retira en désordre, après un quart-d'heure de combat, laissant plus de quarante morts dans nos palissades et dans l'inondation.

D'un autre côté, le général Delcambre, avec une poignée d'hommes, surprenait l'ennemi dans l'île de Neuhoff, s'en emparait et s'y retranchait.

Cependant l'ennemi, informé des grands événemens qui se passaient en France, renouvelait, avec plus de suite, ses moyens de séduction. Des nouvelles astucieuses, de faux bulletins circulaient aux avant-postes, et s'introduisaient dans la place. A la faveur de la cocarde orange, neuf officiers, à la vérité hollandais, désertèrent. Obligé de prendre des mesures pour arrêter ce désordre dans son principe, le maréchal prescrivit aux commandans des ouvrages avancés de se tenir désormais fortement en garde contre les ruses de l'ennemi, et de faire feu sur tous ceux qui dépasseraient les avant-postes, à moins qu'ils ne se présentassent avec les formes usitées par les parlementaires.

Le lieutenant-colonel danois Aubert se présenta, le 19 avril, comme muni de pleins pouvoirs pour conclure un armistice.

Jugeant que la mission de cet officier pouvait

tendre à un rapprochement entre les troupes françaises et alliées, le maréchal convoqua, à cet effet, ses généraux de division et son état-major. Une lettre du comte de Beningsen annonçait que le sénat français avait reconnu pour souverain Louis XVIII, et demandait, en promettant modération et humanité, à connaître les dispositions du prince d'Eckmülh.

Parvenue d'une manière non officielle, cette nouvelle parut très-apocryphe au maréchal. Toutefois, ne voulant rien négliger pour connaître le véritable état des choses, il chargea le comte Loison et le général César de Laville de se rendre aux conférences sollicitées par le colonel Aubert. Ce dernier n'ayant pas de renseignemens plus positifs, et avouant lui-même que ces pièces n'étaient pas suffisamment authentiques pour des gens d'honneur, il fut dès-lors convenu que le général Delcambre se rendrait de suite en France, et que, dans le cas d'abdication de l'Empereur, ou de déchéance légale, l'armée reconnaîtrait le nouveau gouvernement.

L'ennemi mettait cependant une foule d'entraves au départ du général français. Par une divergence bien opposée à la loyauté militaire, il se présentait, armé de drapeaux blancs, à nos avant-postes, les insultait, ou les provoquait à la ré-

volte. Le 27, plusieurs chaloupes canonnières anglaises, soutenues par des troupes russes, tournèrent nos positions retranchées sur la digue; mais l'artillerie du fort, étant restée en mesure, coula une de leurs chaloupes, en endommagea deux autres, et le commandant de la flottille paya d'un bras sa témérité.

C'est d'après ce fait que les ennemis du maréchal ont osé dire qu'il avait fait tirer sur le drapeau blanc.

Enfin, l'arrivée de M. Davoust, son parent, fit cesser toute hostilité, et, le 29 avril, le drapeau blanc flotta sur les tours de Hambourg.

Le général Fouché, chargé par le Roi de remettre la place aux alliés, y arriva le 5 mai suivant.

Le 11, le comte Gérard vint prendre le commandement de cette brave armée; sa loyauté concilia tous les intérêts, et sa fermeté sut mettre de justes bornes aux prétentions erronées du comte de Beningsen.

Le maréchal Davoust emporta dans sa retraite non-seulement les regrets et la reconnaissance de l'armée, mais encore l'estime de tous ceux qui surent apprécier sa haute conduite administrative et militaire.

Ainsi finit ce siége mémorable, auquel n'offrent

rien de supérieur ni l'antiquité ni les temps modernes.

Officiers, soldats, employés, tous rivalisèrent de zèle, de bravoure et de discipline; tous se montrèrent dignes du nom français et des vaillans chefs qui partagèrent leurs privations, leurs fatigues et leurs dangers. En effet, pourrait-on citer tous les noms glorieux qui brillèrent dans cette défense? Un César de Laville, aussi sage dans le cabinet que hardi dans les combats; un Delcambre, un Pécheux, un Vichery, un Rome, un Deponthon, guerriers habiles autant qu'intrépides, et ce chef d'escadron Laloy, qui ne recula jamais devant les périls, etc.

Si Davoust ne put et ne dut pas garder Hambourg, du moins, en ne cherchant pas des lauriers toujours teints du sang de l'un et l'autre ennemi et des avantages qui, loin de la patrie, ne pouvaient offrir qu'une gloire inutile, il sut ménager la vie de chacun de ses soldats, comme un bien précieux à la France, ne jamais la hasarder que pour la cause commune, conserver à son pays l'artillerie et les troupes renfermées dans la place, et par-là satisfaire une noble et généreuse ambition!....

SIÉGE ET BLOCUS DE DELFZYL.

(Hollande. — Du 14 novembre 1813 au 23 mai 1814.)

Delfzyl, située sur le Dollart, à l'embouchure de l'Ems, se trouvait, le 13 novembre, veille du jour où elle fut bloquée par les Russes, dépourvue de munitions et de vivres. Défendue seulement par une garnison d'à-peine sept cents hommes, la plupart vétérans ou garde-côtes étrangers, cette place, presque entièrement démantelée, ne présentait aucun moyen capable de résister à l'ennemi. Cette situation critique, et que le soulèvement des habitans rendait encore plus difficile, allait devenir funeste aux Français, sans la fermeté du colonel Maufroy, commandant de la place, qui, secondé des efforts du capitaine Carette, commandant du génie, parvint bientôt à les contenir et à les faire rentrer dans l'ordre.

Quelques détachemens de douaniers, de Suisses et de gendarmes, que des forces supérieures avaient obligés d'évacuer les places voisines, vinrent augmenter la garnison; et, le 16 novembre suivant, elle se composait de seize cents hommes de toute arme, tant de terre que de mer.

Forcée de se procurer des vivres à la pointe de l'épée, la garnison faisait de fréquentes sorties, dans lesquelles la résistance de l'ennemi fut toujours inutile.

Les premiers jours du blocus furent employés à battre la campagne, pour ramasser les grains, bestiaux, boissons, outils et matériaux nécessaires tant à la subsistance des troupes qu'aux services de l'artillerie et du génie.

Le capitaine de vétérans Girardot exécuta la première sortie, à la tête de trois cents hommes. Après avoir soutenu et repoussé honorablement plusieurs attaques de la part des cosaques, il rentra dans la place avec de nombreux approvisionnemens.

Dans le même moment, les canonniers de la flottille capturaient un bâtiment chargé d'huile à brûler.

Le 25 novembre, une nouvelle expédition fut dirigée à-la-fois par terre et par mer sur Termuntersill, qu'occupaient deux escadrons de cosaques et de hussards prussiens. L'inspecteur des douanes Vimont, à la tête de cent préposés, montait un bâtiment de son administration; deux détachemens d'infanterie s'avançaient par terre, sur le même point, l'un commandé par le sous-inspecteur des douanes Deu, et l'autre par le ca-

pitaine d'état-major Boutineau. Soutenus par un détachement de cavalerie sous les ordres du lieutenant de douanes Parenthou, ils culbutèrent tous les postes, mirent l'ennemi en déroute, et ramenèrent dans la place cinq Kalmoucks et onze chevaux. Le nommé Blanpied enleva un drapeau aux Prussiens.

Le jour suivant, le chef de bataillon suisse Bleuler, chargé de faire des vivres dans les villages qui avoisinent la rive gauche du canal de Groningue, déploya, dans cette occasion, tout le talent et le sang-froid d'un militaire consommé; le lieutenant Bonjour enleva deux affûts de siége.

Le 29, l'ennemi commença à canonner la place et à faire attaquer nos avant-postes; ceux-ci luttèrent contre des forces très-supérieures, jusqu'à l'arrivée d'un détachement commandé par Bleuler, qui culbuta les assiégeans, en leur tuant et blessant beaucoup de monde.

Une nouvelle attaque dirigée le lendemain contre la lunette de Groningue, fut repoussée avec un égal succès.

Le 30, une sortie à laquelle les ennemis opposèrent une nombreuse infanterie et deux pièces de canon, eut un heureux résultat, qui fut entiè-

rement dû aux employés des douanes commandés par Deu et Parenthou.

Tant de bravoure et d'audace de la part de douaniers peu faits au métier des armes, et de celle de vétérans affaiblis par l'âge et les blessures, effrayèrent tellement les assiégeans, qu'ils prirent le parti de se retrancher sur tous les points, et de multiplier leurs batteries tout autour de la place; mais ces nouveaux obstacles n'étaient pas les seuls que les Français eussent à vaincre; l'hiver et ses frimats vinrent encore les augmenter. A ces malheurs, se joignit la désertion de la plupart des Hollandais composant notre marine, et des vétérans allemands.

Cependant l'artillerie, commandée par le major Lebel, augmentait chaque jour l'armement de la place; et de son côté, le génie multipliait ses ressources défensives.

Le commandant de la place, qui, dès le commencement du siége, avait reconnu dans le capitaine Carette, commandant du génie, de grandes qualités militaires, le vit alors justifier pleinement la confiance qu'il lui avait accordée. En effet, ce brave officier déploya, pendant toute la durée du siége, une activité d'autant plus admirable, que les blessures dont il était criblé semblaient devoir la paralyser.

Puissamment secondé des gardes du génie Poitier, Clavel, et des officiers de douanes Lahoussaye, Lesueur, Grouvelle et Calais, cet ingénieur sut, avec peu de ressources, accroître ses moyens défensifs, et montra toujours, dans les momens les plus critiques, un courage tranquille et un sang-froid imperturbable.

Le 10 décembre, une sommation du colonel russe baron de Rosen, et le 14, une autre du colonel prussien Friccius, furent rejetées avec mépris.

Le 11, trois bricks anglais vinrent bloquer la place par mer, et furent bientôt suivis de plusieurs autres. Les ennemis recevaient continuellement des renforts, tandis que la garnison, au contraire, diminuait chaque jour, par la désertion qu'encourageaient les habitans; tout enfin semblait annoncer des projets d'attaque qu'il était prudent de prévenir. Parmi les braves qui secondaient le commandant de la place, on doit citer le capitaine d'artillerie Perrin, qui, nuit et jour sur pied, augmentait l'armement de la place, et harcelait du feu de ses batteries les travailleurs ennemis.

Le 30 décembre, le colonel prussien Friccius adressa au commandant de la place une nouvelle sommation pleine de menaces, formant quatre

grandes pages d'écriture. Le colonel Maufroy se contenta d'y répondre par cette phrase laconique :

« Colonel,

» Attaquez Delfzyl, je le défendrai. »

Obligés de passer rapidement sur les affaires presque journalières où la garnison se trouvait engagée, nous nous bornerons aux faits suivans, qui méritent d'être signalés.

La nuit du 15 au 16 janvier, l'ennemi étant venu attaquer le cantonnement de Farmsum, le commandant d'armes profita de cette circonstance pour opérer une diversion, en faisant faire une sortie sur Veyvert. Il mit cent cinquante hommes sous les ordres de l'inspecteur Vimont, qui en détacha vers la digue cinquante, commandés par le sous-lieutenant Christin, et se porta lui-même, avec les cent hommes restans, sur Veyvert.

En peu d'instans la plaine fut couverte de colonnes ennemies, appuyées de six pièces de canon. Aussitôt le commandant du génie fait jeter des ponts sur les fossés dont le terrain était coupé ; et le major Lebel arrive, ainsi que le capitaine Perrin, avec deux obusiers et deux pièces de trois. Une forte canonnade s'engage ; les bataillons ennemis s'ébranlent ; la confusion se répand

dans leurs rangs; ils se dispersent, prennent la fuite, et laissent sur le champ de bataille une quarantaine de morts, emmenant avec eux un grand nombre de blessés. Dans l'attaque, comme dans la poursuite de l'ennemi, tous les officiers et soldats du détachement rivalisèrent de bravoure.

Vers la fin de janvier, l'ennemi reprit, avec une nouvelle activité, ses travaux de siége, en les rapprochant même de nos ouvrages avancés. Il riposta, de ses batteries, aux coups que lui portait l'artillerie de la place. Les 1.er, 2 et 3 février, les assiégeans dirigèrent, de la batterie de la digue, contre la ville, un feu très-vif qui endommagea un assez grand nombre de maisons, et particulièrement le magasin aux liquides. Le 4, le colonel Maufroy résolut de se débarrasser de cette batterie, et, la nuit du 4 au 5, il chargea l'inspecteur Vimont de la renverser. Le capitaine suisse Glütz partagea avec ce commandant les dangers et la gloire de cette expédition. Ils marchèrent, avec un détachement de deux cents hommes, droit à la batterie. Tous observaient le plus profond silence : arrivés au pied de la digue, ils s'élancèrent avec tant d'audace et de célérité, qu'ils surprirent les hommes de garde, et ne leur laissèrent pas le temps de mettre le feu aux pièces.

Malgré les herses et les chevaux de frise dont la batterie était entourée, elle fut en un instant couverte de nos soldats. Le voltigeur suisse Siegerist y entra le premier. On y trouva deux pièces de vingt-quatre, une de dix-huit et une de douze; ces pièces furent aussitôt enclouées, et le reste de la batterie détruit.

Pendant le temps employé à cette opération, l'ennemi, revenu de sa terreur, s'était rallié, et parut en force pour s'opposer à la destruction de cette batterie. Vains efforts! les Français achevèrent ce qu'ils avaient commencé, et rentrèrent ensuite à Delfzyl dans le plus grand ordre.

La valeur déployée dans cette circonstance par la garnison, avait jeté l'épouvante parmi les assiégeans, commandés alors par le comte de Limbourg-Stirum. Cet officier-général proposa au commandant un armistice dont les premières ouvertures promettaient des avantages importans à la garnison. Mais ces négociations s'étant terminées, le 11, par une sommation de rendre la place, le colonel Maufroy répondit en notifiant la rupture subite de la suspension d'armes; et, dès le lendemain 12, il fit attaquer par l'inspecteur Vimont, à la tête d'un détachement de cent hommes, les batteries de Veyvert. Le capitaine d'état-major Boutineau et le capitaine Parenthou

marchèrent, l'un sur la droite, l'autre sur la gauche du village, tandis que Vimont se dirigeait au centre. Les canonniers de garde laissèrent approcher ce dernier avec sa colonne jusqu'à portée de fusil, et firent alors sur lui une décharge à mitraille de trois pièces de canon. Les lieutenans Bonjour et Samson se jetèrent précipitamment sur l'artillerie, et s'en emparèrent après avoir tué les canonniers sur leurs pièces. L'ennemi, qui s'était retranché dans les maisons, d'où il se défendait avec acharnement, en fut bientôt chassé. Le commandant du génie et l'adjudant du génie Poittier se partagèrent la reconnaissance des chemins par lesquels on pouvait ramener les pièces à Delfzyl. Le commandant Carette s'avança, avec le lieutenant de gendarmerie Leclerc, jusqu'aux avant-postes ennemis : mais le dégel avait rendu les chemins tellement impraticables, qu'il fallut se borner à enclouer les pièces et à détruire les affûts et les roues, ainsi que les munitions. On amena dans la place seize prisonniers, et une centaine de bestiaux qu'on avait trouvés dans le village.

Nous eûmes, dans cette affaire, cinq hommes tués et dix blessés, parmi lesquels se trouvaient les officiers de douanes Causel, Lombard et Chavary.

Pendant cette excursion sur le village de Vey-

vert, le colonel Maufroy, qui avait ordonné au commandant du génie Carette de faire rentrer dans la place le plus grand nombre possible de herses, avait fait partir à la même heure, pour protéger cette opération, deux détachemens de cent hommes chacun, l'un par le blok-haus, sous les ordres du capitaine suisse Hauser, l'autre par la porte de Farmsum, avec de la cavalerie et deux pièces de canon, sous les ordres du capitaine Glütz.

Le commandant du génie envoya sur ce point le garde du génie Clavel, avec les ouvriers et tous les moyens de transport que l'on put réunir. Ce brave sous-officier s'acquitta de cette honorable mission avec autant de zèle que d'intelligence. Pendant que le détachement soutenait les attaques de l'ennemi, il fit bouleverser les embrasures, et fit charger soixante-quatorze herses qu'il ramena dans la place après avoir brisé et brûlé toutes celles que le défaut de voitures ne permit pas d'enlever.

Déjà, à cette époque, les habitans avaient eu connaissance des malheurs de l'armée française; ils les avaient répandus parmi les soldats, et l'inquiétude commençait à gagner la garnison.

Le commandant de la place crut à propos de rassurer la troupe en mettant à l'ordre la proclamation suivante :

« Soldats !

» Depuis trois mois que nous sommes séparés de la grande armée ; vous vous êtes vus successivement entourés de Russes, de Prussiens, de Hollandais, qui comptaient s'emparer de la place que vous défendez, avec autant de facilité que vous avez enlevé celles que vous leur avez attaquées.

» Quatre fois ils ont eu l'audace de vous sommer de vous rendre : je leur ai répondu en votre nom avec tout le mépris que méritaient de pareilles propositions.

» Dans toutes vos sorties, vous les avez constamment repoussés, et celle de la nuit du 5 au 6, dans laquelle vous leur avez emporté une batterie de quatre pièces de canon, les avait tellement frappés de terreur, qu'ils vinrent sur-le-champ demander un armistice ; j'étais disposé à l'accepter pour votre repos et pour le bonheur des habitans ; je leur ai fait des conditions dictées par l'honneur et l'humanité : mais leurs folles prétentions m'ont forcé de rompre toute négociation.

» J'en appelle de nouveau à votre valeur pour assurer vos approvisionnemens ; c'est par la force des armes qu'il faut les enlever à l'ennemi ; c'est

par la force des armes qu'il faut conquérir votre repos et votre liberté.

» Hambourg, Magdebourg, Coëvorden, Deventer, le Helder sont toujours au pouvoir des Français, et leurs garnisons rivalisent de gloire avec celle de Delfzyl.

» Soldats! jusqu'ici vous vous êtes fait craindre de vos ennemis : encore du courage, de la persévérance et de la discipline. Vos braves frères d'armes ne tarderont pas à vous délivrer. »

Pendant plusieurs jours on échangea quelques coups de canon sans aucun résultat. Le 22, une sortie, conduite par le commandant du génie Carette, sur la rive droite du canal de Groningue, procura à la place de nouveaux secours.

Le 27, le commandant d'armes, informé qu'il était passé dans la plaine, à la vue de la place, deux pièces de canon qui avaient paru s'arrêter à Veyvert, envoya le capitaine Glütz, à la tête d'une centaine d'hommes, pour s'en emparer. Tous les postes ennemis furent surpris, le village cerné. Les pièces n'y étaient plus : quelques paysans surpris les armes à la main, furent tués; et treize autres faits prisonniers et amenés dans la place.

Le 3 mars, une sortie sur Amsweer, ordonnée par le commandant de la place pour y faire des vivres, donna lieu à une des plus belles actions

du siége. Il chargea de cette expédition le capitaine suisse Hauser, à la tête de deux cent trente hommes de divers corps. Cet officier détacha cent hommes sous les ordres du lieutenant suisse Muller, pour chasser les postes ennemis d'une forte batterie qui gênait l'approche d'Amsweer. L'ordre fut exécuté avec le plus brillant succès. Muller se porta ensuite rapidement sur le village : il y arriva le premier avec trois Suisses et trois préposés des douanes; le village était défendu par trois cents hommes et une batterie de deux pièces. A peine ces sept hommes laissèrent-ils aux canonniers le temps de mettre le feu à leurs pièces. Ils s'élancèrent avec impétuosité sur la batterie, et s'en emparèrent, ainsi que du dépôt des munitions. Muller, avec autant d'adresse que de présence d'esprit, retourne les pièces, les charge à mitraille, et foudroie l'ennemi, qui, en peu d'instans, est dispersé.

Le capitaine Hauser ayant rejoint le lieutenant Muller, envoya demander au commandant de la place des chevaux pour ramener les pièces. Pendant ce temps, l'ennemi chercha à reprendre le village et la batterie. Mais nos deux pièces de canon, jointes à celles qu'on avait prises et dont on se servait avec beaucoup d'avantage, le firent bientôt repentir de sa témérité.

Les chevaux étant arrivés, et les munitions prises

à l'ennemi, se trouvant épuisées, le capitaine Hauser rallia ses troupes, fit ateler les deux pièces de canon qu'il avait enlevées, et opéra sa retraite dans le meilleur ordre, ramenant dans la place deux pièces de canon et treize prisonniers, du nombre desquels se trouvait le capitaine Van Bollhuis, commandant du cantonnement d'Amsweer.

Les mois de mars et d'avril se passèrent en pourparlers, et ne donnèrent aucun résultat.

Le 4 mai, on vit arriver dans la place le chef de bataillon du génie Morlet, apportant au commandant, en qualité de commissaire du nouveau gouvernement, l'ordre d'évacuer la place. Le colonel Maufroy déclara qu'il ne croirait à tout ce qu'il lui annonçait, que quand il aurait envoyé un officier à Paris; ce qui fut accordé. Il expédia, le 4, pour Paris, le chevalier Carette, qui revint le 19 à Delfzyl, porteur de l'abdication de l'Empereur.

Le 20, une proclamation du commandant instruisit la garnison de tous ces événemens, et le 23 la place fut évacuée.

Le 11 juin, avant d'entrer à Lille, le commandant d'armes rassembla sa troupe et en forma un bataillon carré : trop ému pour porter la pa-

role lui-même, il en chargea le chevalier Carette, qui s'exprima ainsi :

« Soldats ! le terme de vos maux et de vos fatigues approche. Vous allez enfin jouir du repos que vous avez si glorieusement mérité : chacun de vous emporte avec lui la douce satisfaction d'avoir rempli complètement sa tâche. Vous avez tous rivalisé de valeur, et concouru, avec une noble émulation, à la conservation de la place de Delfzyl, qui vous avait été confiée.

» Les vétérans ont prouvé que le courage ne vieillit jamais.

» La gendarmerie a rendu, au-dedans comme au-dehors, tous les services qu'on avait droit d'attendre d'un corps d'élite de l'armée française.

» Les Suisses ont soutenu leur antique réputation, et ont montré que leur bravoure et leur fidélité sont à jamais inébranlables.

» Les douaniers ont fait voir qu'ils étaient Français. Sans être soldats, ils ont constamment marché à l'ennemi sur la même ligne que les militaires les plus aguerris.

» L'artillerie et le génie ont su, par leurs talens et leur infatigable activité, suppléer à l'insuffisance des moyens qu'ils avaient à leur disposition. Ces deux corps ont puissamment secondé toutes les opérations de la garnison, et se sont

tenus nuit et jour tellement en garde contre les attaques de l'ennemi, que, même dans le temps des glaces, il n'a jamais osé s'approcher de la place.

» Les officiers de santé ont fait preuve de connaissances dans leur art, et se sont, par leur zèle et leur assiduité, acquis des droits à la réconnaissance de la garnison.

» Les marins français et les administrations se sont également acquittés de leurs devoirs.

» Tous vous avez supporté avec résignation et persévérance les privations qui vous étaient imposées; jamais aucun murmure n'est sorti de vos rangs. Avec tant de vertus militaires, vous eussiez encore long-temps gardé la place de Delfzyl, si un ordre supérieur ne vous eût obligés à l'évacuer.

» Au milieu du plaisir avec lequel je vois approcher le terme de vos maux, j'éprouve pourtant quelque chagrin, en pensant que ce moment est aussi celui de notre séparation. Il m'est pénible de m'éloigner de tant de braves qui ont si noblement partagé mes veilles et mes soucis, et qui, en s'associant à mes travaux, m'ont aussi associé à leur gloire; et je ne trouve de consolation que dans l'espoir de faire valoir auprès du gouvernement les services qu'ils ont rendus.

» Soldats ! vos exploits et vos sacrifices ne sont pas perdus : il suffira de les faire connaître pour les faire apprécier.

» Plusieurs d'entre vous vont rentrer dans leurs foyers : mais cette circonstance ne les prive pas de leurs droits, et ils recevront tôt ou tard, ainsi que les autres militaires de la garnison, la juste récompense qui leur est due. »

SURPRISE DE BERG-OP-ZOOM.

(Du 13 décembre 1813 au 24 avril 1814.)

La garnison de Berg-op-Zoom était, au 13 décembre 1813, jour où elle fut déclarée en état de siége, sous le commandement du général Bizannet, de (1) « quelques détachemens de marins, et de sept faibles compagnies de vétérans, dont une de canonniers. Le tout ensemble ne formait pas huit cents hommes. Le capitaine de la compagnie de canonniers vétérans était en même temps le commandant en chef de l'artillerie de la place. Le chef de bataillon Leclerc y avait été jusqu'alors le seul officier du génie. Le colonel-directeur des fortifications et un jeune officier du génie arrivés

(1) Legrand. Relation de la surprise de Berg-op-Zoom.

de Wilhemstadt, restèrent à Berg-op-Zoom. Le général y retint plusieurs commandans des places et postes évacués, pour les employer comme adjudans de place. Il en choisit quatre auxquels il confia le commandement des quatre portes de la ville. Il avait pour le seconder le major de place Hugot-de-Neuville, qu'il désigna pour son chef d'état-major. »

Tout le pays était alors en insurrection contre les Français pour la maison d'Orange. Instruits de la faiblesse de la garnison, les habitans se livrèrent à quelques entreprises qui n'eurent aucun résultat. Ils se retirèrent, et bientôt de nouvelles troupes, arrivant d'Anvers avec un convoi de vivres, d'armes et de munitions, portèrent à quatre mille hommes la garnison dont nous allons détailler les travaux. Pour un temps où tant d'armées combattaient en rase campagne, si ce nombre n'était considérable, il fondait du moins l'espoir de se défendre avec honneur; mais il ne resta pas long-temps intact. La privation de viande fraîche, le froid, les maladies, la désertion, le réduisirent en peu de jours à deux mille sept cents hommes présens sous les armes.

Comme dans l'état politique de l'Europe, de nouvelles désertions étaient fortement à craindre, le général Bizannet ne conserva qu'un petit nombre

d'ouvrages extérieurs, et ne chargea de les garder que les corps dont il était moralement sûr. Il mit son artillerie sur le meilleur pied, fit tenir les pièces constamment chargées à mitraille, et ordonna que les glaces des fossés fussent toujours brisées, de manière à ne pouvoir servir les projets de l'ennemi.

Composée exclusivement d'Anglais sous le commandement du général Graham, l'armée de siége s'était, depuis quelques jours, retirée jusqu'à Calmhoot, point central entre Anvers, Bréda et Berg-op-Zoom. Elle semblait avoir totalement négligé l'investissement de cette dernière place, lorsque, profitant de la nuit pour dérober ses mouvemens, elle se divisa en quatre colonnes, et fondit tout-à-coup sur la porte de Steenberg, le quartier du port, la porte de Bréda et le bastion Orange: spontanément exécutée, cette attaque eut un grand succès. Les seconde et quatrième colonnes ne trouvèrent aucune résistance; bientôt elles pénétrèrent dans la ville, et de seize bastions il n'en resta plus que quatre aux Français. On se battait partout avec fureur, lorsque nos soldats refluèrent tout-à-coup en criant qu'ils n'avaient plus de cartouches. En effet, les employés chargés de cette distribution avaient été pris par l'ennemi avec les clefs de leurs magasins. Ce malheur n'eut

que de faibles suites. Le garde du génie Moreau rassemble les fuyards, les arme de haches et de leviers, et court enfoncer avec eux ceux des magasins à poudre qui nous restaient encore. Ce secours inespéré rétablit le combat, et le carnage recommença; d'épais nuages qui jusqu'alors avaient enveloppé les deux partis, se dissipèrent, et la lune éclaira le champ de bataille. « Le général Goore et les débris de sa troupe ne pouvaient nous échapper, dit le colonel Legrand dans sa relation, quand une partie du premier régiment des gardes anglaises, avec son commandant, le lieutenant-colonel Cliston, envoyé du bastion Orange, par le général Cooke, au secours de ses compatriotes, arriva par le rempart à la porte d'Anvers avec une telle rapidité, que nous n'eûmes pas le temps de diriger sur ces nouveaux assaillans notre pièce d'artillerie mobile; ils s'en emparent, et sans perdre de temps à en faire usage, ils font sur nous une décharge générale de mousqueterie, et nous refoulent à la baïonnette jusqu'au milieu de la rue d'Anvers. La queue de notre colonne, qui pliait toujours, touchait déjà au corps-de-garde de la place d'armes; un pas rétrograde de plus de notre part, les Anglais étaient sur la grande place et maîtres de la ville. Le major Hugot-de-Neuville prend les cinquante hommes qui étaient en ba-

taille devant le corps-de-garde, et quelques gendarmes, gagne la tête de notre colonne, qui se groupe autour de lui; des officiers ramènent nos fuyards, qui s'éparpillaient déjà, et qui viennent prendre place à la queue de la colonne. Elle forme enfin une phalange serrée dans la rue d'Anvers, ou plutôt il n'y avait plus ni rang ni ordre de part et d'autre : pressés dans cette rue, les combattans ne pouvaient ni recharger leurs armes, ni en faire usage; c'était un flux et un reflux successifs : notre pièce d'artillerie fut prise et reprise plusieurs fois. Cependant le major de Neuville gagnait du terrain. Le général Goore, abandonné par son guide qui s'était enfui, était déjà mortellement blessé : un grand nombre d'officiers supérieurs anglais étaient déjà tués, quand le lieutenant-colonel Cliston tomba mort; dès-lors la déroute des Anglais fut complète. » Nos soldats les poursuivirent avec ardeur; mais bientôt ils furent assaillis eux-mêmes par des troupes qui vinrent les attaquer en front, tandis que d'autres faisaient sur eux un violent feu de mousqueterie par les fenêtres des maisons du port. Alors le combat se rétablit et les forces se balancèrent.

La victoire flottait incertaine lorsqu'un officier supérieur imagina de la fixer. Comme la garnison était disséminée de manière à ce qu'une partie

restait absolument oisive, tandis que l'autre avait à combattre toutes les forces anglaises, il proposa de la réunir, de la former en trois colonnes d'attaque, et de fondre tout-à-coup sur l'ennemi; c'était en effet le seul moyen convenable; aussi fut-il généralement adopté.

La colonne de droite eut un plein succès. Elle mit en déroute tout ce qui se trouvait devant elle; et comme la marée qui, neuf heures auparavant, avait facilité les approches de la place, s'opposait alors à ce qu'on en sortît; les fuyards que le fer épargna n'eurent d'autre ressource que de se rendre prisonniers.

La colonne du centre, que le gouverneur commandait en personne, n'eut pas le même succès. Prise en flanc par une fusillade qui partait des maisons du quai, elle se vit arrêtée court, et fut contrainte de borner ses efforts à retenir dans ces maisons les troupes qui s'y étaient renfermées, et qui auraient pu en sortir pour attaquer les passages collatéraux.

Plus malheureuse encore, la colonne de gauche fut repoussée par l'artillerie anglaise et forcée de se renfermer dans un bastion, après avoir essuyé une perte considérable; mais les troupes qui venaient de lui faire éprouver cet échec eurent bientôt elles-mêmes un désastre à déplorer.

Elles furent attaquées sur leurs derrières, dispersées et taillées en pièces; d'autres, qui, commandées par le lieutenant-colonel Jones, se battaient en désespérées sur le quai, dans les jardins, sur le rempart, dans les maisons, virent qu'il ne leur restait qu'un seul moyen de salut, et leur vaillant chef demanda qu'*on fît cesser cette inutile boucherie*.

C'était le vœu du gouverneur. Un armistice de trois jours fut signé, et l'on s'occupa particulièrement de reconnaître les pertes matérielles de chacun des partis. Celle des Anglais était de quatre mille hommes, dont deux mille furent faits prisonniers; celle des Français, de trois cents blessés, cent prisonniers et cent soixante morts. L'ennemi renonça à ses entreprises contre Berg-op-Zoom; le drapeau blanc y fut arboré le 24 avril, et la garnison l'évacua le 3 mai pour rentrer en France, conformément au traité conclu avec les souverains étrangers.

La relation à laquelle nous avons emprunté les principales circonstances de la surprise de Berg-op-Zoom, est, comme nous l'avons dit, du colonel du génie Legrand. Trop modeste pour chanter ses propres exploits, cet officier supérieur a gardé le silence sur tout ce qui le concernait; mais nous avons la certitude qu'il fut un de ceux dont

les talens et la valeur se firent le plus remarquer dans cette journée ; où, jusqu'au dernier des soldats des deux partis, chacun se montra d'une manière admirable. Nous lui rendons cette justice avec d'autant plus d'assurance, qu'elle lui fut triplement rendue par ses compagnons d'armes, par ses ennemis, et par le peuple hollandais.

SIÉGE D'ANVERS.

(BRABANT. — Du 2 février au 30 mai 1814.)

SANS détruire une généreuse émulation, la paix met un frein aux dissensions des hommes ; elle réprime ce fatal esprit d'envie qui se montre partout, en tout temps, et qui est la cause primitive des guerres de nation à nation, et de ces guerres, plus criminelles encore, de citoyen à citoyen. Mais la Providence, dans sa sagesse, a voulu, pour rétablir la balance, qu'à mesure que l'ambition se porterait à de nouvelles fureurs, l'homme de bien redoublât d'énergie pour en éloigner ses semblables. *L'homme de bien luttant contre le vice et l'adversité, voilà,* disent les stoïciens, *la seule guerre légitime, le plus beau spectacle auquel se complaise la Divinité.* Il est certain néanmoins que c'est presque tou-

jours au milieu de la tempête, qu'on voit s'élever soudain les plus éclatantes vertus. Carnot, cet illustre citoyen, voyant le pouvoir absolu renverser, sous l'égide de la Gloire, toutes nos libertés, repoussa avec orgueil les séductions, sut fermer son cœur à l'amour des richesses, et chercha dans l'étude une consolation de l'esclavage de son pays. Même au sein de la retraite, il fut encore utile aux hommes : c'est alors qu'il recula les bornes des sciences mathématiques, et qu'il traça d'une main ferme les principes de défense des Places fortes.

Ainsi, jadis l'orateur romain, éloigné des grandeurs qui avaient entouré son âge mûr, pleurant sa patrie opprimée par César, s'efforçait de distraire sa douleur, en composant ces traités de philosophie que notre siècle admire encore comme des chefs-d'œuvre.

Mais lorsque, repoussées des bords de la Moscowa jusque sur les rives du Rhin, nos armées, naguère victorieuses, étaient réduites à défendre notre propre territoire ; lorsque des soldats étrangers osèrent franchir nos antiques limites, et marcher sur le sol de la gloire, Carnot crut voir dans la chute de Napoléon la chute entière de l'indépendance nationale.

Maître de l'Europe, il le détesta ; malheureux, il le servit. *C'est peu de chose sans doute*, écri-

vait-il à l'Empereur, *que l'offre d'un bras sexagénaire; mais j'ai pensé que l'exemple d'un soldat dont les sentimens patriotiques sont connus, pouvait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains du parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se laisser persuader que ce serait sauver leur pays, que de les abandonner.*

Napoléon, touché d'un si généreux dévouement, chercha sur tous les points de l'empire quelle place, par son importance, demandait un chef non moins intègre que familiarisé avec l'art militaire; il répondit : *Dès que Carnot offre ses services, il sera fidèle au poste que je lui confierai; je le nomme gouverneur d'Anvers.*

En effet, cette place protégeait toute la Belgique, conservait dans son port une flotte formidable, et justifiait d'autant plus notre sollicitude, qu'elle avait plus coûté à la France, par d'immenses et d'utiles travaux. Autrefois faible et presque sans défense, elle présentait alors un front redoutable.

Le comte Bulow, après la facile conquête de la Hollande, s'avançait à pas de géant sur la Belgique; déjà il avait réalisé nne partie des vœux de la jalouse Angleterre; mais la ruine entière de nos établissemens maritimes n'était pas

consommée; Anvers surtout, Anvers subsistait encore avec vingt vaisseaux. Toutes les tentatives de l'ennemi sur diverses places fortes avaient, pour but éloigné, la prise de cette riche cité; en même temps que tous nos efforts étaient concentrés pour sa défense. Le comte Maison, avec une poignée de braves, opposée à une nombreuse armée de Prussiens, de Russes, de Saxons et d'Anglais, tenait la campagne, fatiguait ses ennemis, évitait les actions décisives, et couvrit ainsi longtemps Anvers. Mais enfin nos ennemis, de beaucoup supérieurs en nombre, forcèrent tous nos cantonnemens avec la même impétuosité qu'un torrent rompt une impuissante digue : c'était le 13 janvier. Le poste de Merxem fut enlevé de vive force, et la division du général Ambert, poursuivie jusqu'au-delà de Dam. Le 2 février, les conscrits de ce général, harassés par de pénibles travaux, fléchirent de nouveau, et se rejetèrent dans les ouvrages de la place; mais le comte Roguet, à la tête de la jeune garde, resta ferme devant l'ennemi, et soutint, sans s'ébranler, deux attaques successives.

C'est au milieu de ces circonstances critiques, que le général Carnot arriva dans Anvers. Nous allons donner quelques détails sur les moyens de défense que présentait cette place, afin d'être

plus à portée d'apprécier les ressources qu'il dut trouver dans son génie.

On avait fait au-dehors des travaux d'autant plus étonnans, qu'ils s'étaient élevés au milieu d'un dénûment absolu de tous moyens, et avec les seuls bras d'une garnison d'ailleurs surchargée de service. Cependant la place était loin de pouvoir soutenir un siége régulier : les ouvrages neufs attendaient tous une nouvelle perfection ; la gelée avait tout retardé ; il fallut faire céder la nature à l'art. L'administration des finances, qui exige un ordre constant et positif, avait été négligée au milieu de cette confusion inextricable, occasionée par des attaques journalières et par cette morne incertitude qui agitait tous les esprits : cependant quelle branche du gouvernement enchaîne mieux les hommes à l'état et les maîtrise plus puissamment ! L'artillerie avait encore beaucoup à faire : tous les travaux nécessaires à l'emplacement des pièces à mettre en batterie, n'étaient qu'ébauchés.

Presque toutes les troupes de la garnison consistaient dans des dépôts de plusieurs régimens, c'est-à-dire qu'elles n'étaient ni endurcies aux travaux, ni façonnées à la discipline ; et au 1.er février, leur effectif, tant dans la place et la citadelle que dans les forts et ouvrages détachés, était tout au plus de quinze mille hommes.

Carnot vint à Anvers précédé de la réputation d'un habile tacticien. Il sut rester à la hauteur de l'opinion. Ses premiers actes furent des actes de prudence; dès-lors il ne donna rien au hasard ni à la fortune, et n'attendit ses succès que d'une sage prévoyance.

La division Ambert fut rappelée aussitôt dans la place, et l'on ne conserva au-dehors que les postes de Berchem et Borgerhout. L'ennemi s'attribuant l'honneur de cette retraite, s'occupa sur-le-champ à établir des batteries incendiaires derrière la digue Ferdinand et en avant de Merxem, pour bombarder les vaisseaux dans le bassin; mais, grace à l'activité du vice-amiral Missiessy et des chefs de la marine, l'escadre, blindée et désarmée, n'avait rien à craindre du feu. Les voiles, le gréement, les toiles de bastingage et tous les objets susceptibles de propager l'incendie avaient été mis à terre; des dispositions étaient prises pour entretenir constamment de l'eau et faciliter le transport des pompes.

De la place, cependant, était dirigé un feu soutenu contre les travailleurs et les ouvrages de l'ennemi, tandis que le fort Ferdinand et la batterie des Anguilles, commandés par le capitaine de frégate Dusseuil, les canonnaient à revers.

Le 3, le feu de nos batteries continua avec la

même activité ; celui de l'ennemi commença vers les trois heures de l'après-midi, et finit vers les huit heures du soir : pendant tout ce temps, trente-cinq à quarante bouches à feu ne cessèrent de lancer des bombes et des boulets rouges. L'ardeur et l'ordre, si puissans quand ils se réunissent, se retrouvaient partout ; et en quelque part que le feu se manifestât, ses progrès étaient à l'instant arrêtés. Un magasin de planches et une maison adossée à ce magasin, furent embrasés ; en peu de temps on parvint à maîtriser l'incendie. Quelques vaisseaux furent traversés par des boulets rouges, mais sans avarie considérable. Nous perdîmes douze hommes dans cette journée.

Le lendemain, dès le matin, le feu de l'ennemi recommença. La nuit avait été employée, de notre côté, à remplacer les munitions consommées dans nos différentes batteries, tandis que nos adversaires en avaient armé de nouvelles. On leur riposta vivement. Une bombe tombée à bord du *César,* traversa deux ponts, coupa trois barots, et éclata dans la première batterie sans blesser personne. A bord du *Commerce de Lyon,* une bombe traversa la Sainte-Barbe, et vint éclater dans la soute aux poudres ; le feu fut promptement éteint. Une autre tombée dans la hanche du *Charlemagne,* avaria sa préceinte. Dans le

grand bassin, une bombe tomba sur l'arrière du *Conquérant,* et le traversa jusqu'à la soute. Ce jour-là nous n'eûmes à regretter que quatre hommes.

Le 5, le bombardement se soutint avec une égale vivacité jusqu'au soir. Une bombe perça le gaillard de *l'Albanais,* les trois ponts intermédiaires, et éclata dans la case.

Pendant ces trois jours, l'ennemi envoya quinze cents bombes et huit cents boulets rouges. C'est ainsi que nos adversaires se vengeaient de la fidélité des Anversois envers les Français. Persuadés que la sédition, de concert avec eux, leur ouvrirait les portes de la place, ils s'étaient avancés avec l'espoir d'un triomphe prochain; mais la perfidie ne prévalut pas un instant. Loin de là, les Belges se raffermirent dans leur attachement pour un peuple dont la grandeur d'âme légitimait la gloire et les conquêtes.

L'ennemi, hors d'état de soutenir un semblable siége, se retira dans la nuit du 6 au 7, et laissa dans ses ouvrages vingt mille sacs à terre, presque tous ses outils, et quelques bouches à feu.

Le gouverneur avait contemplé, avec un sentiment de plaisir, le zèle infatigable des troupes; il en publia hautement sa satisfaction, et, dans ses dépêches au ministre de la guerre, il sollicita

des récompenses pour tous les militaires qui s'étaient distingués, soit par leur adresse, soit par leur intrépidité.

Après le départ des Anglais, les mesures de défense, loin de se ralentir, prirent un nouveau développement; tout ce qui avait été reconnu nuisible par l'expérience de la dernière attaque, fut détruit, tout ce qui avait été reconnu nécessaire fut exécuté. Un conseil de défense fut formé et devait aider de ses lumières et de son expérience un gouverneur déjà si capable, par lui-même, de diriger les opérations vers une glorieuse fin.

Voici quels étaient les membres du conseil défensif :

CARNOT, général de division, gouverneur d'Anvers, *président;*

LE DUC DE PLAISANCE, général de division;

MISSIESSY, vice-amiral, commandant la flotte;

KERSAINT, préfet maritime;

ROGUET, général de division, commandant la garde impériale;

AMBERT, général de division, commandant une division;

FAUCONNET, général de division, commandant la place;

AYMARD, général de brigade de la garde;

FLAMAND, général de brigade de la garde;

GOURDON, contre-amiral;

DUCOS, général de brigade, commandant la citadelle;

BRUNY, général de brigade, commandant les troupes à Dam;

SABATIER, colonel, directeur du génie;

HULOT, colonel, commandant l'artillerie en chef;

BERGIER, major, directeur d'artillerie;

CAZAC, commissaire des guerres, faisant fonctions d'ordonnateur;

KOLLER, sous-inspecteur aux revues;

COBERT, secrétaire-archiviste.

Les règles de la guerre ordonnaient d'expulser tous ceux qui n'auraient point fait d'approvisionnemens. Le 6, le gouverneur fit publier que tous les étrangers, tous ceux qui n'avaient point le droit de cité, seraient renvoyés sur-le-champ de la place. Ainsi, sans déroger aux lois de l'humanité, on évitait de détourner le cours naturel de la bienfaisance des plus riches habitans, qui, par une abondante souscription, étaient venus au secours de la classe indigente du peuple. Quelques attroupemens eurent lieu; mais ils ne furent pas plus tôt formés qu'ils furent dissipés.

Par de sages réglemens, la solde des troupes n'éprouva plus ni retard, ni embarras; des modes de paiement furent établis.

De nouvelles subsistances entrèrent dans la place ; et comme les fourrages commençaient à manquer, le gouverneur ordonna que les militaires qui avaient droit à un certain nombre de rations, ne recevraient plus que la quantité nécessaire pour les chevaux présens, et que le surplus leur serait remboursé conformément aux lois existantes.

Au milieu de ces soins d'administration civile, Carnot n'oubliait pas le matériel de la place. Afin de donner une nouvelle activité aux travaux de défense, et en même temps pour ne pas conserver de bouches inutiles, il invita les artisans à travailler aux retranchemens : l'affluence fut bientôt considérable. Jour et nuit Carnot s'occupait, alternativement avec les colonels d'artillerie et du génie Hulot et Sabatier, des moyens d'accélérer l'armement et les ouvrages de la place. Une telle diligence n'était pas commandée seulement par des craintes éloignées, mais encore par les circonstances présentes; car l'ennemi, au lieu de continuer sa retraite, resserrait le blocus et se rapprochait d'Anvers; déjà il s'était emparé de Hulst, Axel, Philippine et l'Ecluse, toutes places sans troupes pour se défendre.

Le 9, la garnison du fort de Leifkenshoek, situé sur l'Escaut, à quelques lieues d'Anvers,

fit une sortie; mais les Anglais, trop supérieurs en nombre, enveloppèrent l'officier et vingt-quatre soldats, qu'ils firent prisonniers, malgré une résistance opiniâtre.

Le 10, ils s'avancèrent jusqu'au village de Berchem; mais ils n'osèrent pénétrer plus avant. Alors aucune des mesures que l'attente d'une nouvelle attaque exigeait, ne fut omise; la prévoyance embrassa tout. L'ennemi, par la séduction ou par les menaces, s'efforçait de détourner nos soldats de leurs devoirs : une surveillance exacte déjoua toutes les ruses des colporteurs de proclamations. Les fonds commençaient à manquer; et, par une conséquence inévitable, tous les ressorts du service se détendaient. Un emprunt d'un million fut demandé; les banquiers s'y refusant, ils furent tous mis à la citadelle comme ôtages. Un ordre sévère enjoignit aux habitans de payer leurs contributions. L'artillerie manquait d'hommes dans les différens forts; tous les soldats furent exercés aux manœuvres de cette arme. Les Anglais, en bombardant, avaient menacé la place des fusées à la Congrève; on fit connaître, par des affiches, les moyens par lesquels on pouvait se garantir de leurs funestes effets. Enfin le colonel Sabatier reçut l'ordre de faire construire, sur différens points de la place, des fourneaux à

rougir les boulets. C'est ainsi que notre sévère mais sage gouverneur développait sa prudence, et préparait à l'ennemi, s'il osait renouveler ses attaques, une résistance vigoureuse et forte dans tous ses moyens.

Le 15, les Anglais se portèrent avec rapidité sur Berchem. Le général Fauconnet en donne aussitôt avis au gouverneur. Carnot monte à cheval à la tête d'un détachement de la jeune garde, et marche sur ce village. Quelques coups de fusil furent échangés, et l'ennemi se rejeta bientôt en arrière.

Le même jour, un courrier rapporta de Lille deux bulletins qui annonçaient, l'un la prise de quarante canons et six mille hommes faits prisonniers; l'autre, que l'armée aux ordres du général Blücher avait été mise dans une déroute complète, avec perte de presque tous ses bagages.

La nouvelle de ces victoires et l'espérance de la prochaine levée du blocus, n'apportèrent aucun relâchement dans la surveillance; au contraire, elle sembla devenir de plus en plus active et sévère: on ne distribua plus qu'une ration de bierre aux soldats; de nombreux convois de vivres entrèrent dans la place; des reconnaissances furent poussées de tous côtés; la garnison de six cent onze hommes du fort Lillo, affaiblie par les maladies,

fut renforcée de cent ouvriers militaires. Le 27, le comte Roguet, à la tête des lanciers et de quelques bataillons de la garde, fit une sortie sur Merxeim et Morzelle. Les soldats marchent avec intrépidité à l'ennemi, le culbutent, enlèvent la caisse des officiers saxons, et font dix-huit prisonniers. Cette belle conduite mérita aux troupes les éloges du gouverneur.

Cependant des lettres de Paris, du 1.er avril, adressées à des négocians, annonçaient que la paix avait été signée dans la capitale; mais rien n'était capable d'arrêter le zèle et l'activité de Carnot. On le vit donner de nouveaux ordres pour ne rien laisser d'imparfait dans les ouvrages défensifs. Toutefois cet ingénieur célèbre, à qui les plus hautes combinaisons de la politique étaient familières, ne dédaignait pas de descendre aux plus petits détails pour secourir l'humanité. On voit un ordre du jour du 2, signé Carnot, où il est ordonné aux habitans d'envoyer de la charpie aux hôpitaux. Au-dedans, connu de tous, il avait su aussi s'attirer l'amour et la vénération de tous; les Anversois rivalisaient d'ardeur et de zèle, et tâchaient à l'envi de mériter un regard approbateur de Carnot; mais au-dehors, parmi les grossiers colons flamands, sa réputation n'était parvenue qu'à travers un épais nuage; ignorant la

puissance de son génie, ils ne le redoutaient pas, et servaient avec confiance les alliés, dont ils comptaient la valeur sur le nombre; ils étaient les espions des Anglais, et poussaient l'insolence jusqu'à attaquer nos convois. Le gouverneur leur envoya quelques adresses menaçantes, et alors ils montrèrent plus de tranquillité et de circonspection.

Le 6, il fut fait une nouvelle répartition des troupes d'infanterie pour le service de la place et de ses dépendances. Immédiatement s'ouvrit une nouvelle carrière pour les soldats.

Dans la nuit du 6 au 7, cinq embarcations ennemies remontèrent l'Escaut vers la fin du flux, rangeant de très-près le fort de Liefkenshoeck, afin d'être cachées par la terre. La cent trente-troisième chaloupe canonnière, commandée par l'aspirant de marine Leprêtre, fut abordée, à cinq heures du matin, par trois canots et deux hinks anglais, armés par cent cinquante hommes. Leprêtre les hêla de bord; ils répondirent en français. Interrogés sur le nom du bâtiment, ils ne purent satisfaire à la question. Alors l'ennemi voulut gagner par la force ce qu'il n'avait pu obtenir par la ruse; mais il fut repoussé par nos braves marins à coups de piques et de pistolets, à défaut de pierriers. Une grande partie des An-

glais qui s'étaient engagés dans les filets d'abordage, fut tuée ou blessée.

Le 8, commença l'expédition du général Aymard. A la tête de dix-huit cents hommes de la garde et de deux pièces de canon, il passa l'Escaut, et alla s'établir au village de Beveren, qu'il fortifia. Lorsqu'il se fut ménagé une retraite sûre, il partit, et, en moins de six jours, il chassa l'ennemi de tout le riche pays compris entre l'Escaut, la petite rivière de Durme et les Polders. De là il envoya à Anvers des approvisionnemens de toute espèce. Ceux des habitans de ces contrées connus comme mal-intentionnés, furent désarmés. Pour imposer aux paysans, qui favorisaient généralement la désertion de nos troupes, il parcourut, avec un certain fracas, le pays en tous sens, et de ce passage continuel et sans relâche de soldats, on en concluait des forces nombreuses, qui imprimèrent une terreur et une crainte salutaires au succès de cette expédition, qui avait aussi pour but de faire connaître la véritable situation des choses en France, situation représentée souvent sous des points de vue les plus opposés.

Dans la nuit du 16 au 17, fut faite, sur le haut Escaut, une nouvelle expédition, combinée entre la garde impériale et les troupes de la marine, mais uniquement destinée à faire entrer des vivres

dans la place. La présence de forces supérieures contraignit les soldats expéditionnaires à rentrer avec une faible réquisition en bestiaux et en grains : car l'ennemi, qui tenait toujours la campagne, s'était déjà rendu maître du fort Frédérick pour de là bombarder Lillo. Mais Carnot, résolu à détruire les travaux des Anglais, fait approcher, le 21, du fort Frédérick, le vaisseau *l'Anversois*, qui lança huit cent quatre-vingt-sept boulets sur les ouvrages en terre de nos ennemis, et les ruina entièrement.

Le 21, la division maritime Ségur remonta l'Escaut pour aller faire des vivres ; l'ennemi, sur ses gardes depuis la dernière expédition, s'était réuni en forces sur les deux rives de l'Escaut, par le travers de Ruppelmonde. Une vive fusillade s'engagea ; et nous ne perdîmes dans cette affaire qu'un seul marin. Le capitaine de frégate Ségur se dirigea ensuite sur Burgh, y débarqua cent de ses marins, y exigea des communes environnantes quelques bestiaux, du grain et des fourrages.

Au milieu des travaux multipliés d'un guerrier, Carnot n'oubliait jamais les soins d'un sage administrateur. Un emprunt d'un million avait été fait, et une monnaie *obsidionale* fut frappée, afin de pourvoir aux besoins journaliers de la garnison.

Cependant, de son côté, l'ennemi ne restait pas inactif; le 22, il coupa toutes les grandes routes autour d'Anvers. Les habitans, trompés par de faux rapports, étaient persuadés que les alliés quittaient la France, et que leur quartier-général s'était reporté de Mons à Malle. Mais Carnot ne s'abandonnait pas ainsi à une vaine crédulité ; et le général Aymard eut ordre de partir pour se procurer de nouveaux approvisionnemens, et s'assurer de l'état politique de la France.

Napoléon disputait pied à pied notre beau pays; et Bulow, qui avait pénétré en France par la Belgique, se dirigeait vers Paris : tout promettait aux mécontens un heureux fruit de leurs secrètes manœuvres. Murat nous avait trahis par une lâche défection. Dans la Belgique, le comte Maison avait en vain déployé un génie fécond en ressources et un sang-froid admirable contre le nombre toujours croissant de nos ennemis. Isolé, sans appui, ce général se replia sous Lille; et, vers les derniers jours de mars, il fut réduit à retirer d'Anvers toutes les troupes de ligne et de la garde impériale pour tenir tête aux immenses légions des troupes coalisées.

Carnot fut alors forcé de remettre tout le service de la place entre les mains des troupes maritimes.

Bientôt l'annonce de l'entrée des alliés dans Paris acquit une nouvelle certitude : un parlementaire anglais vint la confirmer; mais le gouverneur n'ayant encore reçu rien d'assez officiel, crut devoir, par l'ordre du jour qui suit, raffermir la confiance des habitans :

« Le bruit se répand que la grande armée des alliés est entrée dans Paris. Cette nouvelle est peu vraisemblable, puisque tout indique, au contraire, qu'ils ont essuyé des échecs considérables; mais fût-il vrai qu'ils occupent la capitale, nous devons être sans alarme sur le sort de la patrie : cette même capitale deviendrait leur tombeau.

» Isolés, comme nous le sommes, du théâtre de tant de crimes et de dévastations, conservons jusqu'à la fin l'attitude qui convient à un peuple loyal et fidèle; capturons par notre persévérance, par notre sagesse, par le dévouement que nous devons à des lois toujours existantes, l'estime de nos ennemis même : l'état actuel des choses ne peut subsister ; la crise est trop forte pour que la paix puisse être différée ; bientôt elle fixera les malheurs de l'Europe, et terminera notre destinée nécessairement honorable. »

Cette confiance des habitans était, certes, très-nécessaire dans un moment où il fallait faire un nouvel emprunt d'un million, et hâter le paiement des contributions arriérées.

L'Anglais avait trouvé toutes ses forces impuissantes contre Anvers ; habile à profiter du succès de ses alliés en France, il se saisit de son arme favorite, la séduction : Carnot eut à essuyer un déluge de ces épîtres où l'homme qu'on loue, qu'on admire, est en même temps invité à transiger avec ses devoirs ; mais sa fermeté d'âme dicta toujours ses réponses. Nous ne citerons ici que la lettre du comte de Bulow, datée de Bruxelles, 11 février 1814, et la réponse de Carnot ; car Anglais, Suédois, Prussiens, tous crurent devoir tenter la fidélité du gouverneur.

« J'avais appris par des lettres interceptées de Paris, que V. E. devait venir remplacer le duc de Plaisance, et j'en félicitais d'avance la ville d'Anvers. La confiance nationale vient donc réparer le tort qu'un monarque ambitieux avait commis. Elle ramène à une place importante l'homme qui ne devait jamais en occuper une autre. V. E. connaît l'état de sa patrie aussi bien et mieux peut-être que moi ; elle vient de l'intérieur, et son œil exercé aura observé les maux qui menaçaient la France. Les grandes armées sont à quinze lieues de Paris, le général Wellington avance de Baïonne, les généraux Blücher et Wintzingérode ont dépassé Châlons et Reims ; Bois-le-Duc est rendu, Gorcum vient de capituler. De nombreux renforts de troupes allemandes et hollandaises m'arrivent tous les

jours. Le prince royal de Suède, avec l'armée du Nord, arrive au Rhin, et partout au cœur de la France même l'esprit du peuple nous prouve que nous sommes les bien-venus. Il n'est plus douteux que l'empire tyrannique d'un souverain qui a fait le malheur de la France et de l'Europe, tire vers sa fin: ce ne sont point les Français que nous combattons, V. E. le sait; elle s'en sera persuadée par l'esprit de modération qui distingue les proclamations des souverains alliés; elle s'en sera convaincue par l'équité qui a dicté les mesures de tous les généraux pour ménager un peuple malheureux dans ce moment: aujourd'hui, il ne s'agit point de partager la France, et d'en forcer les habitans à accepter contre leur gré un nouveau souverain; il s'agit de finir les maux de vingt années de guerre et de malheurs, il s'agit de les finir aussitôt que possible; voilà, mon général, le point de vue d'où il faut partir pour nous juger, et le seul peut-être le plus beau qui ait jamais existé. Les peuples de l'Europe doivent tous être rendus à la paix, au repos, au bonheur.

» V. E., dont les talens comme militaire et comme homme de cabinet, sont également connus; dont le caractère juste et loyal ne s'est jamais démenti. V. E. se trouve aujourd'hui dans une situation à pouvoir effectuer un bien infini, si elle le veut: qu'elle se mette à la tête d'un peuple qui brise ses fers; qu'elle organise ses moyens, qu'elle prépare le bien futur de la France, qu'elle fasse un effort courageux, et qu'elle

s'immortalise en formant un parti décidé à délivrer sa patrie. Je me ferai un devoir de la soutenir de toutes les manières; je jouirai d'une satisfaction particulière à pouvoir contribuer au bien de la France par les Français même.

» Quelle que puisse être la résolution de V. E., elle ne changera rien aux sentimens de la plus profonde estime et de la plus haute considération avec lesquels, etc.

» *Signé* le comte Bulow. »

RÉPONSE.

« J'ai trop à cœur de conserver l'estime dont vous me donnez le témoignage par votre lettre, pour ne pas défendre, par tous les moyens qui sont en mon pouvoir, le poste honorable que m'a confié S. M. l'Empereur des Français.

» Plus nous avons essuyé de malheurs, plus nos efforts sont nécessaires pour les réparer. J'ai le bonheur de commander dans une place aussi bien armée contre la séduction que contre la force ouverte; et la loyauté de sa nombreuse garnison est égale à son courage.

» Nos vœux sont pour une paix honorable que nous savons ne pouvoir obtenir que par la victoire, et celles que nous venons de célébrer nous donnent l'espoir qu'elle ne se fera pas attendre long-temps.

» Croyez, monsieur le général, que les défen-

seurs d'Anvers ne gâteront pas l'ouvrage si heureusement commencé par leur souverain, et veuillez agréer la haute considération avec laquelle, etc.

» *Signé* CARNOT. »

Ainsi l'ennemi, sous le prétexte que la France devait bientôt être soustraite à la domination de Napoléon, aurait voulu donner un démenti solennel à la réputation de Carnot, fondée non-seulement sur le génie, mais encore, ce qui est plus digne d'éloge, sur la vertu et la probité (1).

Cependant, le gouverneur, tout en déjouant les artifices de l'ennemi, n'oubliait pas que cette France, si chère à son cœur, ne demandait pas des travaux inutiles, et qu'il fallait ménager le sang de ses défenseurs : il cessa donc de garder une attitude hostile. Un armistice fut conclu et la place débloquée. Des nouvelles officielles annoncèrent enfin que S. M. Louis XVIII avait pris les rênes de l'état.

Les deux proclamations que nous allons rapporter firent connaître à la garnison les changemens qui venaient de s'opérer.

(1) Huit millions avaient été offerts à Carnot pour céder la place aux Anglais.

17 avril.

« Soldats !

» Nous sommes restés fidèles aux aigles de Napoléon, jusqu'à ce qu'il nous ait lui-même abandonnés. Il vient enfin de renoncer à un pouvoir dont il avait si long-temps abusé ; il vient d'abdiquer un empire dont il ne pouvait plus tenir les rênes.

» Nous sommes à son égard déliés du serment de fidélité.

» Quant au nouveau souverain qui doit bientôt être proclamé, on ne peut raisonnablement douter que ce ne soit Louis XVIII. L'ancienne dynastie va reprendre ses droits ; les descendans de Henri IV vont remonter sur le trône de leurs pères.

» Dans ces circonstances importantes, la garnison ne doit point perdre de vue qu'elle n'a aucun vœu à émettre. La force armée ne délibère pas, elle obéit aux lois, elle les fait exécuter. Elle serait coupable si elle se prononçait spontanément ou individuellement, parce que c'est l'unité qui fait toute sa force, et qu'elle ne doit jamais s'exposer à une divergence d'opinions.

» Le moment approche, sans doute, où nous devrons prêter un nouveau serment à celui qu'aura

désigné pour son roi l'assentiment général de la nation; mais nous devons prévenir tout désordre, éviter toute secousse, obéir unanimement. L'instant précis sera donc fixé par nous; il sera consacré par une solennité : jusqu'alors nous ne nous permettrons aucun changement, aucun acte partiel; nous serons fermes à notre poste, nous garderons religieusement le dépôt sacré qui est entre nos mains, et nous attendrons en soldats fidèles et incorruptibles l'heure de le remettre à son souverain légitime.

» *Signé* CARNOT. »

18 avril.

« SOLDATS!

» Aucun doute raisonnablene pouvant plus s'élever sur le vœu de la nation française en faveur de la dynastie des Bourbons, ce serait nous mettre en révolte contre l'autorité légitime, que de différer plus long-temps à la reconnaître. Nous avons pu, nous avons dû procéder avec circonspection; nous avons dû nous assurer que le peuple français ne recevait cette grande loi que de lui-même. Un gouvernement établi dans une ville occupée par des armées étrangères, avec lesquelles il n'existe encore aucun traité de paix, a dû quelque temps nous inspirer des craintes sur la liberté de ses délibé-

rations : ces craintes sont dissipées par le vœu unanime des villes éloignées du théâtre de la guerre.

» Honneur à ceux qui ont su réprimer, dans leur élan, un zèle indiscret qui eût pu compromettre la discipline et la sûreté du dépôt qui nous est confié !

» L'avénement du nouveau roi au trône de ses ancêtres sera bien plus glorieux, appelé par l'amour des peuples que par la terreur des armes.

» Nous, gouverneur de la place d'Anvers, généraux, officiers de tous grades, sous-officiers et soldats de toutes armes, tant de terre que de mer, déclarons adhérer purement et sans restriction aux actes du sénat conservateur, du corps législatif et du gouvernement provisoire, en date des 1.er, 2, 3 du présent mois; de plus, nous jurons tous de conserver et défendre cette place jusqu'à la dernière extrémité au nom de Louis XVIII.

» M. le général de division commandant d'armes M. le vice-amiral commandant l'escadre de l'Escaut, et M. le préfet maritime d'Anvers, devront faire lire demain à chacun des corps qui se trouvent sous leurs ordres immédiats, le présent acte d'adhésion; et dimanche prochain à la parade, tous les militaires devront paraître en cocarde blanche.

» *Signé* Carnot. »

Le lendemain 20 avril, la cocarde blanche fut unanimement arborée, et cent vingt coups de canon annoncèrent que le drapeau blanc flottait sur les remparts d'Anvers.

Enfin, le 2 mai suivant, arriva le général du génie Dabadie, commissaire pour la remise de la place aux alliés.

Si nous avons bien examiné les faits, ce siége semble offrir peu d'attraits à l'homme qui cherche les actions brillantes; mais s'il en est qui considèrent les choses et non les apparences, nous leur dirons : *Voyez ce sage gouverneur comme il rassemble toutes les ressources de l'art et de la nature; comme il veut que l'abondance donne le contentement à tous, et ne laisse aucune place aux sinistres réflexions que fait naître dans les cœurs la disette, mère des troubles; comme il compte peu le nombre des hommes, mais quelles sont leurs facultés! comme il concilie l'humanité avec la sévère justice! Voilà en quoi il est admirable : il n'a laissé prise à aucun reproche; sa prudence a embrassé les moindres détails : et qui voudra vous pénétrer des sentimens d'admiration qu'inspirèrent ses vertus, fera parler ce monument qu'Anvers reconnaissante lui élève comme à son sauveur; touchant témoignage de*

l'affection d'un peuple immense, et ces adresses (1) des habitans de cette vaste cité, où l'amour de ses sublimes qualités est si bien senti.

(1) Pendant le temps qu'a duré l'état du siége d'Anvers, nous avons su juger la différence qui existe entre un homme affable, instruit, impartial, sévère à la vérité, mais juste, et ces hommes qui, jugeant au gré de leurs passions ou de leurs caprices, ignorent ou veulent ignorer les causes qui font adopter ou rejeter aux peuples telles ou telles opinions, frondant à tort et à travers les usages et les habitudes qui ne sont pas les leurs; ne voyant dans un peuple paisible et bon, que des ennemis prêts à se soulever, et n'éprouvant enfin que le besoin de la vexation ou de la destruction sans nécessité. Ces hommes ne laissent rien d'eux dans notre ville, comme ils n'en emportent rien.

Mais vous, Général, Gouverneur, vous nous laissez de grands souvenirs! et vous emportez les regrets, l'estime et la reconnaissance de presque tous les habitans de cette grande ville! Puisse cet hommage simple et vrai les rappeler encore long-temps à votre mémoire!

Oui! le nom de Carnot s'associe à celui d'Anvers, et le burin de l'histoire les réunira!.... Tout autre éloge serait superflu.

Il est seulement fâcheux qu'un plus grand nombre de ces mêmes habitans n'ait pu avoir l'avantage d'aborder le Général; car ceux toujours incrédules auraient reconnu encore plus exactement les éloges vrais et non flattés qu'en font ceux qui ont eu le bonheur de l'approcher. Les habitans de la ville d'Anvers, amateurs des arts et des sciences, amis de la prospérité et de la splendeur futures de leur cité, remercient également le général Carnot de l'empressement qu'il a mis à donner des ordres pour rendre à sa première et unique

SIÉGE DE MAUBEUGE.

(Du 1.er janvier au 23 mars 1814.)

Au sein de la Belgique, infestée d'ennemis déclarés et d'ennemis secrets, les Français, faibles par le nombre, mais forts de leur courage et du talent de leurs généraux, soutenaient opiniâtrément et avec succès une lutte inégale et sans fin. Ainsi qu'on l'a vu, les gouverneurs de diverses places assiégées avaient eu à combattre à-la-fois les forces des assiégeans et à déjouer les projets des habitans insurgés.

destination le Muséum d'Anvers, où est également établie l'Académie des beaux-arts, qui date de l'année 1442.

Il fallait des circonstances aussi impérieuses que celles d'un siége, pour qu'un local si intéressant fût métamorphosé en un hôpital ; il fallait une époque telle que les annales de l'histoire n'en offrent pas d'exemple, pour voir le séjour des sciences et des arts, de cette antique académie qui date du quinzième siècle, et dont les études dans aucune circonstance ne furent interrompues, transformé en un lieu de douleur et de misères humaines ; il fallait aussi un esprit de passion que l'on ne peut concevoir, pour qu'on ne pût trouver dans une aussi grande ville un autre emplacement, et pour qu'on éprouvât des entraves dans la reprise de possession de ce monument. Enfin grace à la divine Providence, dont les décrets sont immuables, grace à l'esprit de justice qui dirige le général Carnot, et à son amour pour les sciences, grace au zèle admirable et à l'infatigable activité des membres qui composent le conseil de son administration, l'Académie des arts nous est enfin rendue !....

Maubeuge, au contraire, resta fidèle, et offrit dans ses citoyens le spectacle de l'héroïsme au milieu des revers. Long-temps l'ennemi jeta un regard d'envie sur cette place, qui, tantôt gênait, tantôt arrêtait court ses opérations.

Le duc de Weymar, qui commandait les troupes alliées, se flattant de l'espoir de se rendre aisément maître de la place de Maubeuge, donna ordre au général Ryssel d'aller en faire la reconnaissance.

Ce général avait déjà passé dix-huit heures devant la place, lorsque tout-à-coup il entendit le canon du côté de Péruvels : c'était le général saxon Lecocq, qui, attaqué inopinément par Carra-Saint-Cyr, avait été forcé de rétrograder avec perte d'une centaine d'hommes; Ryssel effrayé, courut annoncer au duc qu'il fallait nécessairement un siége régulier pour s'emparer de Maubeuge, que la crainte lui avait fait voir comme une forteresse inexpugnable et pourvue de nombreux défenseurs. Sur ce rapport, le prince saxon crut devoir ajourner l'attaque générale jusqu'à ce qu'il eût réuni des forces assez considérables, tant pour tenir en échec les garnisons des places voisines, que pour faire le siége en règle de Maubeuge.

Cette place, commandée par le colonel d'artillerie Schouller, avait pour tous défenseurs, un

bataillon de gardes nationaux du Pas-de-Calais, un de douaniers, une compagnie de canonniers, une de sapeurs, prises l'une et l'autre parmi les habitans, et trente hommes de cavalerie du premier régiment de chasseurs; le tout formant à peine mille combattans.

Telle était la force numérique de cette petite garnison, qui dut puiser dans sa seule valeur, toutes ses ressources défensives. En effet, Maubeuge était ouvert sur plusieurs points; diverses brêches le rendaient d'un accès facile, et il ne fallut rien moins que l'infatigable activité du commandant de génie Wallois, pour réparer, sous les yeux même de l'ennemi, les torts irréparables d'une trop longue imprévoyance : partout on voyait ce digne commandant, à la tête des sapeurs bourgeois, se porter sur tous les points, rendre les brêches inaccessibles, créer au-dedans de nouveaux moyens défensifs, ruiner au-dehors les travaux des assiégeans, et montrer ainsi tout ce qu'on peut attendre du patriotisme d'une poignée de citoyens, lorsqu'ils sont guidés par un chef d'une bravoure intelligente.

Les sorties fréquentes de la garnison eurent toutes le plus heureux succès; et celle entre autres du 11 mars, que les soldats appelèrent *la sortie des prisonniers*, est trop française pour qu'on puisse la passer sous silence.

Une colonne de cinq cents prisonniers français, venant des environs de Laon et de Soissons, était dirigée sur Mons.

L'un d'eux s'étant échappé la veille, vint apprendre à la garnison la marche de ses infortunés camarades. Aussitôt le colonel Schouller ordonne une sortie, et le major du premier régiment de chasseurs, Reinhartz, est choisi pour commander cette expédition. Il se porte en toute hâte au lieu dit *la Noire-Bouteille,* où doit passer la colonne, y embusque ses chasseurs; et, après s'être emparé des fourriers qui la précédaient, tombe brusquement sur l'escorte à l'instant de son passage, et délivre les cinq cents Français avec un succès qui n'eût laissé aucun regret si cette belle action n'eût coûté la vie à un jeune officier de son régiment, le fils du général Compère.

A peine le bruit de ce brillant exploit est-il connu dans la ville, que toute la population se porte sur les remparts; là tous les âges, tous les sexes sont confondus; tous appellent, de leurs vœux, nos braves, dont ils doutent encore de la délivrance; mais dès qu'ils aperçoivent la tête de la colonne, tous les bras se lèvent au ciel, des cris de joie retentissent dans les airs, et se mêlent bientôt à ceux de tout le convoi. Enfin, il fit son entrée triomphante au milieu des plus vives acclamations, précédé d'une escorte prussienne

de quarante hommes, dont la physionomie contrastait d'une manière piquante avec celles qui les environnaient.

Arrivés sur la place d'armes, nos prisonniers délivrés se jettent au cou de leurs libérateurs. De vieux chasseurs de la garde, brûlant du desir de combattre avec une garnison dont ils ont tant de raison d'estimer la bravoure, demandent aussitôt des armes, et montrent en même temps, sur leurs habits, la place d'une décoration dont naguère l'ennemi les a dépouillés. A l'instant, habitans et soldats décorés partagent avec eux, et en frères d'armes, leurs rubans et leurs décorations.

Cependant on avait préparé pour eux des billets de logemens; mais quand le greffier arriva pour les distribuer, il ne trouva plus un seul soldat; tous avaient disparu, entraînés par les habitans, qui se les étaient, pour ainsi dire, disputés.

La plupart des prisonniers français appartenaient à des corps de la garde, et surtout à la cavalerie : c'étaient des gens aguerris, qui furent d'un grand secours pour la défense de la place. Il ne se trouvait parmi eux que trois officiers, dont le plus jeune, nommé Fressinot, se conduisit, pendant tout le siége, avec tant de valeur, que l'on peut dire avec justice qu'il était brave comme son épée.

Enfin, le duc de Weymar ayant reçu les forces qu'il attendait, et irrité des succès de nos sorties, envoya devant la place, pour en former le siége, le général saxon Lecocq, avec sa division, composée de huit bataillons, trois escadrons, et un train d'artillerie de vingt-quatre pièces de gros calibre.

Le 18 mars, Réquignies et les deux rives de la Sambre furent occupés par l'ennemi, qui établit son quartier-général à Cerfontaine.

Les 19, 20 et 21 furent employés à reconnaître Maubeuge. Le 22, l'ennemi éleva trois batteries à une petite portée du canon de la place : dès-lors la garnison et les habitans se préparèrent à une vigoureuse défense.

Le lendemain, à cinq heures du matin, le bombardement commença. A midi, notre artillerie avait déjà démonté la moitié des pièces des assiégeans, détruit plusieurs de leurs batteries, et fait sauter un magasin à poudre

Le prince saxon, étonné d'une résistance aussi opiniâtre, se persuada qu'une sommation menaçante intimiderait la garnison et l'obligerait à ouvrir ses portes; mais une réponse mâle et pleine de fierté rabaissa ses prétentions, qu'il réduisit à une demande de suspension d'armes, que le colonel Schouller rejeta avec le même mépris que la première.

Le bombardement continua jusqu'au soir, et l'ennemi, à la faveur de la nuit, se retira précipitamment vers Mons, renonçant ainsi à un blocus où il n'avait recueilli que de l'humiliation.

Le 24, à la pointe du jour, le colonel Schouller, à la tête de la garnison, repoussa jusqu'à Réquignies l'arrière-garde saxonne, tandis que le brave commandant du génie Wallois, à la tête de la compagnie de sapeurs bourgeois, ruinait les travaux des assiégeans.

Ainsi un petit nombre d'hommes, la plupart novices dans les combats, protégé par des fortifications usées par le temps, décèle à de nombreux ennemis leur incapacité, et lègue à la postérité un nouvel exemple du pouvoir que donne aux grandes âmes la valeur enflammée par l'amour de la patrie!

CAMPAGNE DE 1815.

A PEINE la France commençait à rsepirer, qu'une dépêche annonça le débarquement de Bonaparte. Une pareille nouvelle parut si dénuée de vraisemblance, qu'on la considéra d'abord comme le pur effet d'une terreur panique; mais d'autres dépêches ne tardèrent point à confirmer cette triste vérité. L'ex-Empereur était en effet débarqué, le 1.er mars, à Cannes, avec mille hommes et quatre pièces de canon.

Paris était tranquille, et cependant Bonaparte avançait. *Dans un cas comme celui-ci*, disait-il à ses généraux, *il faut penser lentement et agir vite. J'ai long-temps pesé et considéré ce projet. Il est inutile que je vous parle de la gloire que nous recueillerons si nous réussissons. Si nous échouons, pour des militaires habitués dès l'enfance à contempler la mort sous toutes les formes, le sort qui nous attend n'est pas effrayant; nous y sommes préparés, et nous la méprisons; car nous avons vu plus d'une fois en face celle qu'un revers pouvait nous causer. Général*, ajouta-t-il en s'adressant à Cambrone, qui com-

mandait son avant-garde, *je vous confie le plan de ma plus belle campagne. Vous ne trouverez partout que des amis; mais accélérez votre marche, et entrez vite en Dauphiné.*

Un capitaine et vingt-cinq hommes chargés de protéger le débarquement s'étant imprudemment engagés dans Antibes, avaient été faits prisonniers par la garnison. *Nous avons fait un mauvais début,* dit Bonaparte; *il ne nous reste d'autre parti à prendre que de nous emparer des défilés avant qu'on soit informé de notre arrivée; mais, pour cela, il nous faut des chevaux. J'en ai amené quatre. Comme Empereur, je pense qu'il m'en faut un; comme commandant de ma cavalerie, Jermanouski a droit au deuxième; Bertrand, Drouot et Cambrone s'arrangeront comme ils pourront des deux autres.* On leva toutes les difficultés en achetant une quinzaine de chevaux dans les villages voisins.

Notre but n'étant que de tracer cette campagne de Napoléon, nous n'entrerons dans aucun détail sur les sentimens divers qu'excita le merveilleux de son retour.

L'armée Elboise s'avançait avec rapidité, et répandait sur son passage des proclamations propres à soulever les peuples en sa faveur, lorsque son avant-garde se vit arrêtée au défilé de Vizille par

huit cents hommes de la garnison de Grenoble. *Retirez-vous !* criait le commandant; *je ne puis avoir aucune communication avec vous; tenez-vous éloigné, ou mes soldats feront feu.* Instruit de cet incident, *si cela est,* dit Bonaparte, *je vais essayer ce que je puis faire moi-même;* et mettant pied à terre, il marcha vers le défilé, précédé par cinquante hommes ayant les armes renversées. Dès qu'il fut à portée, il arrêta ses grenadiers, et seul s'avança d'un air calme. Les soldats de Grenoble se préparaient à faire feu; mais lui, découvrant sa poitrine et les fixant avec fierté : *C'est moi,* leur dit-il, *reconnaissez-moi ! s'il en est parmi vous qui veuille tuer son Empeur, il le peut, son heure est venue.* Tant de confiance les vainquit, et ils coururent embrasser ceux qu'ils voulaient combattre.

Parvenu à quelque distance de Grenoble, le colonel Jermanouski vit arriver à franc-étrier un officier qui lui cria : *Je vous salue de la part du colonel Charles Labédoyère.* Ce dernier ne tarda point à paraître. Il était suivi de quatre mille hommes, parmi lesquels se trouvait le quatrième régiment d'artillerie, où, vingt-cinq ans avant, Bonaparte avait reçu l'épaulette de capitaine. Ce n'était là qu'une partie de la garnison. Fidèle à ses sermens, le général Marchand s'était fait un

devoir de contenir le reste, et préparait sur les remparts de la place une barrière à l'invasion.

Suivi de huit lanciers polonais, Jermanouski parut sous les murs de Grenoble, et sa seule présence anéantit toutes les dispositions du général Marchand. La multitude brisa les portes de la ville, les chargea sur ses épaules, et courut en faire hommage au triomphateur.

De pareils succès trompant tous les calculs, le Roi tint conseil, et donna les ordres ci-après :

Au duc de Berry, d'attendre Napoléon sous les murs de la capitale avec la maison du Roi, la garde nationale, les volontaires royaux, la garnison de Paris et les troupes de la première division militaire;

Au duc de Bourbon, d'aller dans les départemens de l'ouest;

Au duc d'Angoulême, de lever une armée dans le midi;

Au duc d'Orléans, de se rendre à Péronne, où il devait trouver une armée de réserve;

Au maréchal Ney, de marcher sur Lyon avec un corps d'armée.

Revenons à Napoléon.

Il s'avançait vers la seconde ville de France, presque sans escorte, et précédant toujours ses troupes de plusieurs lieues. Il coucha le 9 à Bour-

going. Monsieur, comte d'Artois, arrivait alors dans les murs de Lyon, et le maréchal Macdonald se préparait à défendre le passage du Rhône, que Bonaparte voulait effectuer à Mirbelle pour couper la retraite des princes sur Mâcon; mais la volonté générale devait rendre nuls tous ces préparatifs. Les bataillons placés au pont de la Guillotière, jetèrent dans le fleuve les barricades dont la défense leur était confiée, et coururent en foule se joindre à l'armée Elboise. Cette nouvelle défection fit connaître à Monsieur qu'il n'existait plus dans Lyon de sûreté pour lui, et il s'empressa de quitter cette ville. Un seul gendarme l'accompagnait. Jadis le plus solide appui des princes était le corps de la noblesse : de nos jours l'inébranlable fidélité qu'on leur doit ne s'est trouvée que dans un roturier. Comme une belle action est de tous les temps et de tous les partis, ce brave reçut de Bonaparte la décoration qu'il avait méritée.

L'armée Elboise entra le 10 dans Lyon. C'est de là que son chef date les nouveaux décrets par lesquels il annonçait à la France qu'il venait reprendre possession du trône impérial. Nous avons vu le maréchal Ney partir pour l'arrêter. Toutes les troupes substituèrent la cocarde tricolore à la cocarde blanche, firent entendre des cris sédi-

tieux, et se rangèrent sous les étendards de Napoléon. Il serait superflu de relater ici les villes où ce dernier s'arrêta. Nous nous contenterons de dire que, ralliant à lui tous les corps échelonnés sur son passage, il entra dans Fontainebleau le 20 mars, à quatre heures du matin.

Le Roi avait déjà quitté Paris. Napoléon partit dès qu'il le sut; et le même jour, à six heures du soir, il entra dans la capitale par les boulevards Neufs : c'était l'anniversaire de la naissance de son fils. De même qu'il nous a conservé la scène douloureuse du départ du Roi, le burin a perpétué le souvenir de la descente de Napoléon aux Tuileries (1). Entouré, pressé par une foule de généraux, par son état-major, par ses soldats, par la multitude, l'homme du destin fut enlevé de sa voiture et porté jusque dans ses appartemens. Il ne se coucha qu'à minuit, et se remit au travail

(1) Nous lisons dans une brochure qui a paru sous le titre de *Maximes et Pensées du Prisonnier de Sainte-Hélène*, cette réflexion, d'autant plus naturelle, qu'elle est de toute vérité:

« A mon débarquement à Cannes, on lisait dans les journaux de Paris : *Rebellion de Bonaparte;* cinq jours après : *Le général Bonaparte* est entré à Grenoble; onze jours après: *Napoléon* a fait son entrée à Lyon; vingt jours après: *L'Empereur* est arrivé aux Tuileries. Cherchez après cela l'opinion publique dans les journaux !..... »

dès quatre heures du matin. Le 21, il passa la revue de l'armée sur la place du Carrousel, fit former les troupes en carré, et leur adressa la proclamation suivante :

« Soldats !

» Je suis venu avec onze cents hommes en France, parce que je comptais sur l'amour du peuple et sur le souvenir des vieux soldats : je n'ai pas été trompé dans mon attente. Soldats ! je vous en remercie : la gloire de ce que nous venons de faire est tout entière au peuple et à vous ; la mienne se réduit à vous avoir appréciés.

» Soldats ! le trône impérial peut seul garantir les droits du peuple, et surtout le premier des intérêts, celui de notre gloire. Nous allons marcher pour chasser du territoire ces princes auxiliaires de l'étranger ; la nation, non-seulement nous secondera de ses vœux, mais même suivra notre impulsion. Le peuple français et moi nous comptons sur vous : nous ne voulons nous mêler des affaires de personne ; mais malheur à qui se mêlerait des nôtres ! »

Il est à remarquer que, partis d'Essone le 21, à deux heures du matin, les onze cents hommes revenant de l'île d'Elbe, étaient arrivés à temps

pour assister à cette revue. Ainsi, ils avaient fait, en moins de vingt-un jours, quarante-cinq étapes, qui, dans une circonstance ordinaire, les auraient tenus soixante-six. Napoléon les nomma tous membres de la Légion-d'Honneur, et les fit caserner en face des Tuileries. Dans l'excès de son zèle, un officier supérieur fit mettre au-dessus de la porte principale de l'hôtel, une inscription portant ces mots : QUARTIER DES BRAVES; mais Napoléon déclara que, comme toute l'armée méritait cet honneur, il fallait ou l'effacer, ou la mettre partout. On l'effaça, et les braves applaudirent.

Cependant les puissances réunies en congrès dans les murs de Vienne, ne pouvaient envisager sans effroi le retour de Napoléon. En posant le pied sur le continent, l'ex-Empereur ébranla le monde. Tous les souverains se liguèrent de nouveau contre lui, et déclarèrent que si, contre tout calcul, il résultait des derniers événemens un danger réel, ils étaient prêts à faire cause commune en faveur du Roi de France, ou de tout autre gouvernement menacé (1).

Napoléon n'en persista pas moins dans ses des-

(1) « Les puissances alliées qui ont signé le traité de Paris, réunies au congrès de Vienne, informées de l'invasion de Napoléon Bonaparte et de son entrée à main armée en France, doivent à leur propre dignité et à l'intérêt de l'ordre social,

seins. Pour se mettre en mesure de résister, il avait à vaincre des difficultés d'autant plus grandes, que le Roi avait licencié la majeure partie des troupes, et que celles qui restaient suffisaient à peine au maintien de l'ordre intérieur. Voici les dispositions qu'il prit :

Il rappela sous les drapeaux tous les soldats provisoirement congédiés;

une déclaration solennelle des sentimens que cet événement leur a fait éprouver.

» En rompant ainsi la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Bonaparte détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée. En reparaissant en France avec des projets de trouble et de bouleversement, il s'est privé lui-même de la protection des lois, et a manifesté, à la face de l'univers, qu'il ne saurait y avoir ni paix ni trève avec lui.

» Les puissances déclarent, en conséquence, que Napoléon Bonaparte s'est placé hors des relations civiles et sociales; et, comme ennemi, comme perturbateur du monde, il s'est livré à la vindicte publique.

» Elles déclarent, en même temps, que, fermement résolues de maintenir intact le traité de Paris du 30 mai 1814 et les dispositions sanctionnées par ce traité, et celles qu'elles ont arrêtées ou qu'elles arrêteront encore pour le compléter ou le consolider, elles emploieront tous leurs moyens et réuniront tous leurs efforts pour que la paix génerale, objet des vœux de l'Europe et but constant de leurs travaux, ne soit pas troublée de nouveau, et pour la garantir de tout attentat qui menacerait de replonger l'Europe dans les désordres et les malheurs des révolutions.

» Et quoiqu'intimement persuadés que la France entière, se ralliant autour de son souverain, fera incessamment rentrer

Il décreta la levée de la conscription de 1815;

Il recréa dans chaque régiment les troisième, quatrième et cinquième bataillons;

Il ordonna la levée de cent vingt mille gardes nationaux pour la défense des places;

Il affecta à l'instruction de ces derniers dix-huit mille officiers et soldats en retraite;

Il remonta sa cavalerie de chevaux achetés dans

dans le néant cette dernière tentative d'un délire criminel et impuissant, tous les souverains de l'Europe, animés des mêmes sentimens, et guidés par les mêmes principes, déclarent que si, contre tout calcul, il pouvait résulter de cet événement un danger réel quelconque, ils seraient prêts à donner au Roi de France et à la nation française, ou à tout autre gouvernement attaqués, dès que la demande en serait formée, les secours nécessaires pour rétablir la tranquillité publique, et à faire cause commune contre tous ceux qui entreprendraient de la compromettre. » (*Déclaration du* 13 *mars* 1815.)

Malgré l'alliance hautement annoncée par cette déclaration, l'Empereur d'Autriche paraissait disposé à négocier avec son gendre, lorsqu'il apprit que le Roi de Naples venait d'attaquer les Autrichiens en Italie. Présumant alors que cette conduite pouvait être le résultat d'un plan concerté avec Napoléon, il changea soudain de projet, en disant : *Comment puis-je traiter avec lui quand il me fait attaquer par Murat?* Ce fait que rapporte M. le général Gourgaud est accompagné de la réflexion suivante : « Si, en 1814, Murat n'eût pas abandonné la cause de la France pour celle de l'Autriche, la France n'eût pas été envahie; et si, en 1815, il n'eût pas déclaré la guerre à l'Autriche, la France n'aurait probablement pas subi une seconde fois le joug de l'étranger. »

les départemens, et de douze mille chevaux de gendarmes;

Il augmenta l'effectif de sa garde, et rappela dans ses rangs ceux qui, en ayant fait partie, voulaient y servir encore;

Il porta l'artillerie de cette garde à cent vingt bouches à feu, garnies de tout le matériel qui en dépend;

Il organisa six mille gardes-côtes et quarante bataillons d'infanterie de marine pour s'opposer aux invasions par mer;

Il fit fabriquer de nouvelles armes; bien qu'il restât encore quatre cent cinquante mille fusils, dont plus de cent cinquante mille étaient absolument neufs, et poussa à un tel point l'activité des confections, qu'il ne s'en faisait pas moins de quinze cents par jour dans Paris seulement;

Il fit entourer Paris et Lyon d'excellens ouvrages défensifs;

Il remit dans le meilleur état ceux de Soissons, de Laon et de Château-Thierry;

Et, pour mettre à l'abri d'une invasion nouvelle, il fit couvrir les campagnes d'obstacles propres à retarder la marche des envahisseurs.

De si grands préparatifs apprirent aux alliés toute l'utilité de leur déclaration.

Quoiqu'ils connussent parfaitement l'audace et

le génie de leur terrible adversaire, ils se flattaient encore de l'intimider par des menaces; et, dans cette persuasion, ils déclarèrent qu'ils lui donnaient dix jours pour rentrer dans son île (1). Les choses étaient trop avancées pour que cette menace produisît quelque effet sur l'esprit superbe de Napoléon. Il redoubla de vigilance, et poussa la témérité jusqu'à ne pas craindre de lutter seul contre l'Europe entière.

Le 16 avril, il passa en revue les différentes légions de la garde nationale de Paris: «Soldats!

(1) « Les puissances réunies à Francfort pour se rapprocher du foyer renaissant de la guerre européenne, voulant faire connaître au monde, et leurs sentimens sur ce qui vient de se passer en France, et leurs desseins, déclarent qu'elles se garantissent mutuellement leurs trônes et leurs états; qu'elles regardent la légitimité des princes comme la sauve-garde de la tranquillité intérieure des peuples, et qu'elles sacrifieront tout pour que cette légitimité soit respectée.

» En conséquence, elles accordent dix jours à Napoléon Bonaparte pour quitter la France et rentrer dans l'île que la clémence des alliés lui laisse, et dix jours à l'armée française pour rentrer sous l'obéissance de Louis XVIII.

» Ce délai passé sans que l'ordre soit rétabli, les puissances alliées proclament Napoléon Bonaparte et les armées françaises, ennemis irréconciliables de la France et de l'Europe, et feront marcher les troupes combinées d'Allemagne, d'Angleterre et de Russie pour replacer sur son trône un prince que des droits imprescriptibles et sacrés y appellent. »

(*Déclaration du 2 avril* 1815.)

leur dit-il, je suis bien aise de vous voir. Je vous ai formés, il y a quinze mois, pour le maintien de la tranquillité publique dans la capitale, et pour sa sûreté. Vous avez versé votre sang pour la défense de Paris; et si des troupes ennemies sont entrées dans vos murs, la faute n'en est pas à vous, mais à la trahison, et surtout à la fatalité qui s'est attachée à nos affaires dans ces malheureuses circonstances.

» Le trône royal ne convenait pas à la France; il ne donnait aucune sûreté au peuple sur ses intérêts les plus précieux; il vous avait été imposé par l'étranger. S'il eût existé, il eût été un monument de honte et de malheur. Je suis arrivé, armé de toute la force du peuple et de l'armée, pour faire disparaître cette tache, et rendre tout leur éclat à l'honneur et à la gloire de la France.

» Soldats de la garde nationale! ce matin même, le télégraphe de Lyon m'a appris que le drapeau tricolore flotte à Antibes et à Marseille. Cent coups de canon, tirés sur nos frontières, apprendront à l'étranger que nos dissensions sont terminées : je dis aux étrangers, parce que nous ne connaissons pas encore d'ennemis. S'ils rassemblent leurs troupes, nous rassemblerons les nôtres. Nos armées sont toutes composées de braves qui se sont signalés dans plusieurs batailles,

et qui présenteront à l'étranger des barrières de fer, tandis que de nombreux bataillons des grenadiers et des chasseurs de la garde nationale garantiront nos frontières. Je ne me mêlerai pas des affaires des autres : malheur à qui se mêlerait des nôtres ! Des revers ont retrempé le caractère du peuple français; il a repris cette jeunesse, cette vigueur qui, il y a vingt ans, étonnaient l'Europe.

» Soldats! vous avez été forcés d'abord de porter des couleurs proscrites par la nation; mais les couleurs nationales étaient dans vos cœurs. Vous jurez de les prendre toujours pour signe de ralliement, et de défendre le trône impérial, seule et naturelle garantie de nos droits? Vous jurez de ne jamais souffrir que des étrangers, chez lesquels nous avons paru plusieurs fois en maîtres, se mêlent de nos constitutions et de notre gouvernement? Vous jurez enfin de tout sacrifier à l'honneur et à l'indépendance de la France ? »

Des milliers de voix répondirent à cette proclamation par le serment demandé, et Napoléon connut, à l'enthousiasme des légions, qu'il pouvait compter sur leur dévouement.

Il était pourtant, et quoi qu'en dise Napoléon lui-même, des provinces où se rallumait encore

le feu des insurrections. Favorisée par son territoire, la Vendée armait sur tous les points, et se préparait à secouer le joug du gouvernement impérial. Comme ces nouveaux soulèvemens avaient pour principal objet de former une diversion utile aux alliés, Napoléon chargea le général Lamarque de marcher contre les Vendéens, avec huit régimens d'infanterie de ligne, deux de jeune garde, deux de cavalerie et trois mille gendarmes, tant à cheval qu'à pied (1).

Il dirigea en même temps des corps d'observation sur d'autres points. Le premier, que commandait le maréchal Brune, fut placé sur le Var; le second, aux ordres du général Lecourbe, occupa les environs de Béfort; le troisième, confié au général Clausel, s'établit à Bordeaux, et le quatrième, commandé par le général Decaen, prit position aux environs de Toulouse.

Tandis que Napoléon faisait ses préparatifs de défense, les armées alliées s'avançaient, et déjà les Prussiens et les Anglais couvraient la Belgique

(1) Ainsi que nous l'avons dit dans notre premier volume, nous garderons le silence sur tout ce qui porte le caractère de guerre civile. Humains autant que modestes et braves, les preux qui marchèrent contre les Vendéens sont trop grands pour nous en blâmer : la nécessité peut porter un Français à combattre ses frères, mais il y aurait de la cruauté à se glorifier d'une pareille victoire.

de leurs nombreuses légions. C'est contre eux que Napoléon se disposait à combattre. Il quitta Paris dans la matinée du 12 juin, se porta sur la frontière du nord, et se mit à la tête des troupes qu'il y avait rassemblées. Voici quelle était la force et la composition de l'armée française.

CORPS D'ARMÉE.	COMMANDANS de CES CORPS.	EFFECTIF.			
		Infanterie.	Cavalerie.	ARTILLERIE Hommes.	ARTILLERIE Canons.
1.er	G.al C.te D'ERLON...	16,220	1,500	920	46
2.e	G.al Cte. REILLE...	21,100	1,500	930	46
3.e	G.al C.te VANDAMME	13,030	1,500	760	38
4.e	G.al Cte. GÉRARD...	12,000	1,500	760	38
5.e (1)	....	»	»	»	»
6.e	G.al C.te DE LOBAU..	11,000	»	770	38
Garde Impériale	....	12,470	4,130	1,920	96
Réserve de Cavalerie.	M.al C.te GROUCHY..	»	10,330	960	48
	TOTAL.......	85,820	20,460	7,020	350
		113,300			
Equipages de Ponts, Sapeurs, etc.		2,200			
TOTAL général de l'Armée...		115,500			

(1) Ce corps ne figure ici que pour mémoire, attendu que,

Le commandement en chef des alliés se partageait entre le maréchal Blücher et lord Wellington. Nous allons donner également l'importance de ces armées :

ARMÉE PRUSSIENNE.

		INFANT.	CAVAL.	CANONS.
1.er Corps, à Fleurus, ...	30,000	102,000	18,000	300
2.e *idem*, à Namur, ...	30,000			
3.e *idem*, à Ciney,.	30,000			
4.e *idem*, à Liége.	30,000			

ARMÉE ANGLAISE.

1.er Corps, à Grammont . . .	50,000	84,000	16,000	258
2.e *idem*, à Braine-le-Comte,	50,000			
TOTAUX. . .		186,000	34,000	558
Les forces françaises étant de. . . .		115,500	20,460	350
La supériorité de l'ennemi était de. .		70,500	13,540	208

Comme il existait entre les armées alliées un très-grand intervalle, Napoléon crut à la possibilité de les détruire toutes deux en les combattant séparément; et d'après la connaissance qu'il avait du caractère et de la tactique des deux généraux

détaché de l'armée dont Napoléon s'était réservé le commandement immédiat, il agissait dans les environs de Strasbourg sous les ordres particuliers du général Rapp. Nous donnerons le détail de ses opérations à la suite des travaux de la grande-armée.

en chef, il jugea convenable de commencer par les Prussiens, attendu que dans le cas où Blücher serait battu, Wellington ne viendrait que très-lentement à son secours. Il marcha donc et forma son attaque (1). Blücher, dont le quartier-général était à Namur, reposait alors dans une sécurité profonde. Comme il ignorait encore l'arrivée de Napoléon, il n'avait rien fait pour s'en garantir, et, surprises dans Charleroi, ses troupes furent défaites partout où elles essayèrent de résister. Alors l'armée française entra dans la ville, et prit, vers dix heures du matin, les positions suivantes :

La gauche à Gosselies;
Le centre, près des bois de Fleurus;
La droite, en avant du Châtelet;
La garde, entre Fleurus et Charleroi;
Le sixième corps, en avant de cette ville;
Le corps des cuirassiers de Kellermann,
Et le grand parc d'artillerie, en arrière de l'armée, sur la rive gauche de la Sambre.

L'attaque dont nous venons de rendre compte n'avait porté que sur le premier corps de l'armée

(1) M. le général Gourgaud rapporte, sur le général B......, chef d'état-major du quatrième corps, une particularité qui mérite d'être connue. « Le 15, lorsque le maréchal Ney joignit Napoléon, S. M. lui dit : *Eh bien, monsieur le maréchal, votre protégé B......., dont vous me répondiez tant, que*

prussienne. Tous les autres se mirent aussitôt en mouvement pour se concentrer et marcher ensuite sur Sombref et Ligny. Pour opérer ce mouvement, il fallait huit heures au second, quatorze au troisième, et quinze au quatrième. Lord Wellington, qui de son point le plus rapproché n'en avait pas moins de seize, ne reçut que fort avant dans la nuit la nouvelle de l'échec essuyé par Blücher, et ne put conséquemment se mettre en route assez à temps pour arrêter la marche des Français.

je n'ai placé qu'à votre considération, est passé à l'ennemi. Le maréchal, confus, cherchait à s'excuser en disant que M. B....... lui avait paru si dévoué à S. M., qu'il en aurait répondu comme de lui-même ; mais Napoléon l'interrompit, et lui dit : *Allez, monsieur le maréchal, ceux qui sont bleus sont bleus, ceux qui sont blancs sont blancs.*



Dessiné par Gudin — Gravé à l'Eau forte par Couché fils — Terminé par Bovinet

BATAILLE DE LIGNY,

Gagnée par Napoléon, le 16 Juin 1815.

BATAILLE DE LIGNY,

GAGNÉE

PAR NAPOLÉON.

(16 juin.)

L'INTENTION de Napoléon n'était pas que le maréchal Ney, chargé du commandement de l'aile gauche, s'arrêtât à Gosselies; ce maréchal reçut, au contraire, l'ordre positif de se porter, avec ses quarante mille hommes et les cuirassiers de Kellermann, aux Quatre-Bras, position importante, et qui, faute d'avoir été prise la veille par le général français, fut occupée toute la nuit par quatre mille Belges que commandait le général Bernard. Napoléon réitéra au maréchal Ney l'ordre d'en débusquer l'ennemi, et d'envoyer, par la chaussée des Quatre-Bras à Namur, un détachement sur le flanc droit des Prussiens, dans le cas où le maréchal Blücher accepterait la bataille qui allait lui être présentée près de Fleurus ou de Gembloux. Napoléon se porta lui-même avec le centre sur Fleurus, ordonnant au général Girard, qui commandait l'aile droite, de se joindre rapidement au centre, et laissant le sixième corps dans Charleroi.

Il était une heure de l'après-midi, et Girard ve-

nait d'achever son mouvement. Napoléon reconnut l'armée prussienne, et se prépara à la combattre. Il y manquait le quatrième corps, qui, plus éloigné que les trois premiers, n'avait encore pu se joindre à eux. Ainsi le maréchal Blücher n'avait que quatre-vingt-dix mille hommes au lieu de cent vingt mille. Sa gauche occupait Sombref, son centre Ligny, sa droite Saint-Amand, et ses réserves les hauteurs de Brie. Il attendait dans cette position son quatrième corps et l'armée anglaise. Le front de sa ligne était couvert par un ravin profond qui en liait les trois parties. Au premier coup-d'œil, Napoléon jugea que les Prussiens pouvaient être détruits avant l'arrivée des renforts que leur chef attendait, et il donna, pour la troisième fois, au maréchal Ney, qui, par un entêtement inconcevable, s'obstinait à rester immobile, l'ordre d'attaquer, tête baissée, la position des Quatre-Bras, et d'envoyer, sur les derrières de l'ennemi, le détachement dont nous avons parlé. Napoléon était si persuadé de l'importance de ce mouvement, qu'il termina par ces paroles remarquables ses instructions à l'officier porteur de la dépêche : *Dites-lui que le sort de la France est en ses mains.*

Les préparatifs étant terminés, Napoléon donna les ordres suivans :

1.° Au général Vandamme, d'attaquer, à Saint-Amand, la droite du maréchal Blücher;

2.° Au général Girard, d'attaquer le centre à Ligny;

3.° Au général Grouchy, d'attaquer la cavalerie prussienne, pour forcer l'ennemi à rentrer dans la position de Sombref.

Vandamme ne parvint qu'avec une peine extrême à s'emparer de Saint-Amand; mais enfin il s'en empara. Girard fit des prodiges de valeur, et ne put que balancer la victoire. Grouchy trouva partout des avantages décisifs, et ne fut pas un moment arrêté.

Voyant que toutes les ressources de la valeur étaient impuissantes contre les forces rassemblées dans Ligny, Napoléon résolut d'y marcher en personne. Déjà les divers corps de sa garde étaient en mouvement, lorsqu'il fut averti par Vandamme, que vingt mille ennemis, débouchant des bois, et paraissant se porter sur Fleurus, tournaient l'armée française. Cette nouvelle suspendit un instant les dispositions commencées; mais comme on vint à reconnaître que ces prétendus ennemis n'étaient autre chose que le premier corps de l'armée française, manœuvrant sans intention connue, Napoléon reprit son premier dessein, et marcha sur Ligny. Il était alors sept

heures du soir. Ligny fut emporté de vive force. Les Prussiens ayant ainsi leur centre enfoncé, tandis que la division Girard tournait leur droite en arrière de Saint-Amand, se mirent en retraite sur plusieurs directions. C'est alors que notre armée fondit sur eux avec plus de fureur que jamais. Ils furent taillés en pièces, et perdirent, indépendamment de vingt-cinq mille hommes qui restèrent sur le champ de bataille, un grand nombre de prisonniers, six drapeaux et quarante pièces de canon. Renversé de son cheval, le maréchal Blücher se trouva long-temps parmi nos cuirassiers, et n'échappa que parce qu'il n'en fut pas reconnu. Il se remit à la tête de son armée, et fit retirer ses divers corps dans les positions suivantes : Le premier et le second à Tilly, le troisième, à Gembloux, où il fut, dans la nuit, joint par le quatrième.

Nous perdîmes dans cette journée huit mille hommes, et l'intrépide Girard. Cette perte, quoique bien naturelle dans un si grand combat, fut vivement sentie ; et le grand nombre d'officiers supérieurs que perdit l'ennemi, ne put en consoler l'armée française.

La bataille de Ligny mérite d'être placée au rang de nos plus importantes ; et pourtant nous n'y eûmes pas plus de soixante mille hommes

d'engagés. En effet, loin d'exécuter ponctuellement les ordres de l'Empereur, le maréchal Ney laissa en arrière la moitié de ses troupes, et n'attaqua la position des Quatre-Bras, que lorsque la canonnade se fit entendre sur Ligny. Il combattit sans doute avec la plus grande valeur; mais il ne fut pas un seul instant maître du poste qu'il pouvait occuper le 15 sans éprouver de résistance. Les forces ennemies s'y trouvèrent successivement portées de quarante mille hommes à cinquante mille, par l'arrivée du prince royal des Pays-Bas et du duc de Brunswick. Ce dernier fut tué dans l'action.

Si, dans cette mémorable journée, le maréchal Ney n'eût pas commis la faute que la postérité ne lui pardonnera sans doute qu'en considération de ses malheurs (1), la défaite des Prussiens se serait peut-être changée en une destruction totale; probablement l'armée anglaise nous restant seule à combattre, eût été complètement vaincue le 18, comme elle le fut en effet jusqu'à sept heures du soir. Ainsi l'événement même justifia les paroles de Napoléon : *Ney avait dans ses mains le sort de la France.*

(1) Il fut fusillé le 7 novembre 1815.

BATAILLE DU MONT-SAINT-JEAN.

(18 juin.)

Informé du combat soutenu aux Quatre-Bras par le maréchal Ney, Napoléon ordonna à ce maréchal de se porter rapidement à la poursuite de lord Wellington dès qu'il battrait en retraite, ce qui était inévitable; mais Ney n'était plus en présence de la position qu'il avait attaquée. Les forces considérables qui y étaient arrivées l'avaient contraint à se retirer lui-même, et l'officier porteur des dépêches de Napoléon, n'y avait trouvé que les Anglais.

Napoléon résolut alors de faire ce qu'il attendait du maréchal Ney; et, chargeant le maréchal Grouchy de poursuivre les Prussiens avec trente-six mille hommes et cent dix bouches à feu qu'il détacha du gros de l'armée, il marcha lui-même sur les Quatre-Bras, avec les soixante-six mille combattans et les deux cent cinquante canons qui lui restaient. Ainsi qu'il l'avait prévu, les Anglais, ayant appris la défaite des Prussiens, avaient imité leur mouvement rétrograde, et Wellington n'avait laissé aux Quatre-Bras qu'un corps de cavalerie pour soutenir sa retraite. Ce corps âcha dès qu'il vit Napoléon paraître. Le maréchal

Ney était alors dans des bivouacs qu'il avait établis en avant de Frasnes. Napoléon lui fit de vifs reproches sur les fautes multipliées qu'il avait faites depuis deux jours, et Ney s'excusa sur ce qu'il avait cru que toute l'armée de Wellington occupait les Quatre-Bras, ayant à sa gauche l'armée prussienne, qui, ajouta-t-il, lui avait été représentée comme victorieuse à Ligny.

En arrivant aux Quatre-Bras, Napoléon fit inquiéter la retraite des Anglais par vingt-quatre pièces d'artillerie qui les poursuivirent, en les mitraillant, jusqu'au débouché de la forêt de Soignes. Nos colonnes s'avançaient avec rapidité, lorsqu'elles furent arrêtées tout-à-coup au village de Planchenoit, par le feu soutenu de vingt pièces de canon. Voulant en imposer à l'ennemi, Napoléon fit déployer les cuirassiers Milhaut et l'artillerie à cheval; mais il connut bientôt, aux manœuvres de ses adversaires, qu'il était en présence de toute l'armée de Wellington. Il régla les bivouacs de la sienne, et porta son quartier-général à la ferme du Caillou.

A dix heures du soir, Napoléon envoya un officier d'ordonnance au maréchal Grouchy, pour lui mander qu'il comptait livrer bataille le lendemain, lui donner une idée de la position des Anglais, et lui ordonner de manœuvrer dans tous les

cas par Saint-Lambert pour déborder la gauche de l'armée de Wellington, et se joindre à la droite des Français. Une grande incertitude sur les mouvemens du maréchal Blücher avait tenu jusqu'alors Grouchy dans une espèce d'hésitation. Napoléon lui expédia une seconde dépêche, et reçut, vers cinq heures du matin, la réponse qu'il avait jusqu'alors vainement attendue. Grouchy lui mandait qu'instruit que l'ennemi s'était dirigé sur Wavres, il partirait à la petite pointe du jour pour le harceler dans cette direction. Cette lettre, qui était datée de deux heures après minuit, assurait au moins Napoléon que le maréchal Grouchy serait pour midi devant Wavres, et qu'il avait reçu l'avis des dispositions faites pour attaquer Wellington.

Malgré la supériorité numérique des Anglais, Napoléon semblait certain de la victoire. *Sur cent chances,* dit-il en déjeûnant, *nous en avons quatre-vingts pour nous.* Comme il avait plu considérablement, les deux armées étaient restées dans l'inaction; mais le soleil ayant de bonne heure séché la campagne, Napoléon distribua son armée dans les positions suivantes :

Premier corps; la gauche à la route de Bruxelles et vis-à-vis le village de Mont-Saint-Jean, qui paraissait le centre de l'ennemi.

Deuxième corps; la droite à la route de Bruxelles, et la gauche à un petit bois situé à portée de canon de l'armée anglaise.

Sixième corps; ce corps et la cavalerie du général d'Aumont, que commandait en chef le général Lobau, furent destinés à se porter en arrière de notre droite pour s'opposer à un corps prussien qui paraissait avoir échappé au maréchal Grouchy, et qu'une dépêche interceptée fit connaître à Napoléon comme disposé à attaquer son flanc droit.

Les cuirassiers se placèrent en réserve derrière le second corps, et la garde s'établit sur les hauteurs avec la même destination.

Quant à lord Wellington, son armée ayant devant elle la forêt de Soignes et une seule chaussée pour ses communications avec Bruxelles, s'était placée de manière à battre fort difficilement en retraite si elle perdait la bataille. Elle occupait au reste un beau plateau. Sa droite s'appuyait à un ravin situé au-delà de la route de Nivelles, et se prolongeait sur Braine-la-Leud; sa gauche couronnait les hauteurs de Lahaie. Maître à gauche de la ferme de Lahaie-Sainte, et à droite de celle de Hougoumont, son centre occupait le point de jonction des routes de Nivelles et de Charleroi en avant du village de Mont-Saint-Jean.

Napoléon ne pouvait opposer aux quatre-vingt-quinze mille hommes de son adversaire que des forces d'un nombre bien inférieur; mais son armée était enflammée de la plus vive ardeur, et faisait présager tous les prodiges qu'elle a faits.

Il était onze heures; Napoléon fit attaquer, par le deuxième corps, les troupes qui occupaient le bois de Hougoumont. En un instant, l'avantage cessa d'être douteux, et les Anglais se retirèrent avec perte considérable. Sur ces entrefaites parut au loin dans la campagne le corps prussien du général Bulow. Napoléon fit marcher contre lui le général Domont avec trois mille chevaux, et le comte Lobau avec les deux divisions du sixième corps; après quoi, ordonnant au maréchal Ney d'attaquer Lahaie-Sainte, quatre-vingts pièces de canon vomirent la mort sur les troupes qui la défendaient, et les forcèrent d'aller se rallier derrière les hauteurs. Jamais les Français n'avaient fait éclater une plus grande abnégation d'eux-mêmes. L'infanterie se porta en avant, et Napoléon se plaça près la ferme de Belle-Alliance, pour suivre les mouvemens des deux armées. Cependant, loin de partager le sort de l'infanterie, la cavalerie anglaise causa quelque désordre dans une des colonnes du premier corps; Napoléon y courut à franc-étrier, rétablit le combat,

fit redoubler le feu de nos batteries, et emporta Lahaie-Sainte.

Tous les efforts des troupes envoyées à la rencontre du corps prussien n'avaient pu arrêter la marche du général Bulow. Il était parvenu à déborder la droite du comte Lobau, et prolongeait son feu sur les derrières de l'armée française. Comme ses boulets nous faisaient beaucoup de mal, et tombaient même jusque dans le groupe qui environnait Napoléon, celui-ci renforça le sixième corps de deux batteries et de la division de jeune garde du général Duhesme; alors tout changea de face, le village de Lahaie nous resta, et les Prussiens furent contenus.

Lord Wellington, voyant dans cette diversion une occasion de vaincre, fit réattaquer Lahaie-Sainte, que Napoléon lui avait enlevée. Ses troupes furent repoussées avec la même vigueur que la première fois, et il fut contraint de renoncer à son entreprise. Mais, loin de s'en tenir à cet avantage, ainsi que Napoléon le lui avait ordonné, le maréchal Ney n'écouta que son ardeur, et déboucha sur le plateau. *Voilà,* dit Napoléon, *un mouvement prématuré qui aura des résultats funestes.—Il nous compromet comme à Jéna,* s'écria le maréchal Soult. Mais comme un pas rétrograde ne pouvait se faire sans le plus

grand danger, Napoléon résolut de faire soutenir le faux mouvement du maréchal Ney par les cuirassiers de Kellermann.

Il était six heures. Non-seulement le général Bulow avait été contraint de lâcher pied, mais lord Wellington lui-même avait donné l'ordre de la retraite. La cavalerie française en position sur le plateau, avait enfoncé plusieurs carrés anglais, pris trois étendards et plusieurs canons, désorganisé quantité de batteries et mis divers régimens en pleine déroute. *Plût à Dieu,* s'écriait Wellington dans son anxiété, *que Blücher ou la nuit arrivât !*

La bataille était gagnée ; mais une horrible fatalité était réservée à nos armes. Vers sept heures, un feu d'artillerie et de mousqueterie entendu sur notre droite, fit croire que, cessant de poursuivre les Prussiens, le maréchal Grouchy venait partager la victoire. Voulant saisir cette occasion de frapper un coup décisif, Napoléon rappela divers bataillons et batteries de la garde, qu'il avait détachés près de Planchenoit; mais, loin d'arriver, Grouchy était arrêté à Wavres par un corps prussien qui occupait son avant-garde, et Blücher accourait, avec le gros de ses forces, pour soutenir l'armée anglaise. Ce renfort n'était pas le seul qui arrivât à Wellington ; ce général

recevait, indépendamment, six régimens de cavalerie, qui, depuis le matin, étaient en réserve loin du champ de bataille.

L'apparition des Prussiens étonna la cavalerie française déployée sur le plateau. Napoléon s'en aperçut, et se porta, avec les quatre premiers bataillons de sa garde, sur la gauche de Lahaie-Sainte, en même temps qu'il envoyait au général Reille l'ordre de réunir tout son corps sur son extrême gauche, et de le former en colonnes d'attaque. Arrivé à Lahaie-Sainte, il fit soutenir, par ses quatre bataillons, le maréchal Ney, qui commençait à plier, et bientôt y joignit les huit autres, qui arrivaient au pas de course. De son côté, le général Reille exécutait le mouvement prescrit. Toute cette masse traversa le ravin, et la position fut abordée.

Blessé à la main, le général Friant, qui commandait l'infanterie de la garde, descendit du plateau. *Tout va bien,* dit-il à Napoléon; *les Anglais vont céder le champ de bataille.* Il disait vrai; mais tout-à-coup un cri d'alarme se fit entendre sur la droite : c'était le maréchal Blücher, qui, suivi du corps de Ziethen, enlevait le village de Lahaie.

Au lieu de soutenir les efforts des quatre bataillons premiers de la garde, les huit arrivés pos-

térieurement se postèrent sur la droite, pour rallier les troupes que Blücher avait culbutées. Ce mouvement, que n'avait pas ordonné Napoléon, mais qui néanmoins pouvait avoir d'heureux résultats, fut rendu nul par deux brigades de cavalerie anglaise, qui, se jetant entre Lahaie-Sainte et le deuxième corps, tournèrent ces bataillons, et empêchèrent qu'on pût se rallier derrière eux. Vainement Napoléon chargea ses escadrons de service de rétablir ses affaires; ils étaient trop peu nombreux, et l'ennemi les culbuta.

Il en fut bientôt de même des différens corps déployés sur le plateau. Ils cédèrent, et la déroute devint commune à toute l'armée... A toute l'armée! Non. Les huit bataillons de la garde résistèrent seuls à toutes les forces anglaises et prussiennes; et leur chef intrépide, Cambronne, ce guerrier dont la vie militaire charmera les loisirs de la postérité, répondait par ces mots immortels aux nombreux ennemis qui le conjuraient de ne pas sacrifier l'élite des premiers soldats de la terre: *La garde meurt; elle ne se rend pas.*

Voyant combien les affaires étaient changées, Napoléon essaya de rallier les fuyards, au moyen d'un régiment de la garde qui était en réserve avec deux batteries à la gauche de Planchenoit; mais il n'était plus temps: il avait contre lui le dé-

sordre, l'obscurité, l'épouvante, et tout ce que la trahison lui préparait depuis son retour. Ne prenant plus alors conseil que de sa fureur, il fit former ses grenadiers en carré, et allait se mettre au milieu d'eux pour y attendre la mort (1), lorsqu'il fut arrêté par le maréchal Soult. *Sire!* lui cria celui-ci, *les ennemis ne sont déjà que trop heureux!* et poussant leurs chevaux vers Charleroi, tous deux se retirèrent du plus effroyable désordre où jamais armée se soit vue.

« Ainsi, dit la relation officielle, une bataille terminée, une journée finie, de fausses mesures réparées, de plus grands succès assurés pour le lendemain, tout fut perdu par un moment de terreur panique. Les escadrons même de service, rangés à côté de Napoléon, furent culbutés et désorganisés par ces flots tumultueux, et il n'y eut plus autre chose à faire que de suivre le torrent. Les parcs de réserve, les bagages qui n'avaient pas repassé la Sambre, et tout ce qui était sur le champ de bataille, sont restés au pouvoir de l'ennemi. Il n'y eut pas même moyen d'at-

(1) . . . .
C'était ainsi, Biron, que tu devais mourir :
Un trépas si fameux, une chute si belle
Rendaient de ta vertu la mémoire immortelle.

(Voltaire, *Henriade*.)

tendre les troupes de notre droite : on sait ce que c'est que la plus brave armée du monde, lorsqu'elle est mêlée et que son organisation n' xis te plus. »

Vingt mille Anglais et un grand nombre d'officiers-généraux périrent au Mont-Saint-Jean; mais ce n'est pas à eux que cette journée fut le plus funeste, c'est aux malheureux habitans de la France, qui n'avaient pas redemandé Napoléon, et qui virent encore une fois tous les peuples ravager nos campagnes, épuiser nos trésors, détruire nos asiles, et nous parler en maîtres.

Nous avons laissé le maréchal Grouchy aux prises avec le corps prussien qui l'arrêtait à Wavres. Napoléon se hâta de lui annoncer le désastre du Mont-Saint-Jean, et de lui ordonner de passer la Sambre à Namur, pour se diriger, par Charlemont, sur Laon, où l'armée française devait se rallier. Voici la réponse du maréchal :

« J'étais en avant de Rozierne, me disposant à marcher sur Bruxelles, lorsque j'ai reçu la douloureuse nouvelle de la perte de la bataille de Waterloo. L'officier qui me l'apporta me dit que Votre Majesté se retirait sur la Sambre, sans pouvoir préciser sur quel point il entrait dans ses vues que je me dirigeasse. Engagé sur toute ma ligne, je cessai de poursuivre, et préparai mon mouve-

ment rétrograde. L'ennemi, en retraite, ne songea pas à me suivre. Je marchai jusqu'à Gembloux, ayant ma cavalerie légère à Marc-Saint-Denis, et mes dragons sur Namur. Apprenant que l'ennemi avait déjà passé la Sambre et se trouvait sur mon flanc, n'étant pas assez fort pour opérer une diversion utile à l'armée de Votre Majesté, sans compromettre celle que je commandais, je marchai sur Namur; le quatrième corps, par la route de Namur, à Charleroi; et le troisième, par celle directe qui conduit à Gembloux. Dans ce moment, les queues des deux colonnes furent attaquées; celle de droite ayant fait son mouvement rétrograde plus tôt qu'on ne s'y attendait, compromit un instant la retraite de celle de gauche. De bonnes dispositions réparèrent tout: deux pièces qui avaient été prises, furent reprises par le brave vingtième de dragons, sous les ordres du colonel Briqueville, qui enleva en outre un obusier à l'ennemi. Les faibles carrés du... régiment, chargés par une cavalerie nombreuse, l'attendirent à bout portant, lui firent essuyer une perte énorme, et prouvèrent ce que peuvent de bonnes dispositions jointes à une attitude calme et à un feu bien dirigé. La cavalerie ennemie, chargée à son tour par le premier de hussards, aux ordres du maréchal-de-camp Clari, laissa en nos mains

nombre de prisonniers. Tout rentra donc sans perte dans Namur. Le long défilé qui règne depuis cette place jusqu'à Dinant, défilé où l'on ne peut marcher que sur une seule colonne, et les embarras résultant des nombreux transports de blessés que je conduisais avec moi, rendaient nécessaire de tenir long-temps la ville, où je ne trouvai pas les moyens de faire sauter le pont. Je chargeai de la défense de Namur le général Vandamme, qui, avec son intrépidité ordinaire, s'y maintint jusqu'à huit heures du soir; de sorte que rien ne resta en arrière et que j'occupai Dinant.

» L'ennemi a perdu des milliers d'hommes à l'attaque de Namur; on s'est battu avec un acharnement rare, et les troupes ont fait leur devoir d'une manière digne d'éloges. »

SUITES

DE LA BATAILLE DU MONT-SAINT-JEAN.

Toute l'armée fuyait dans un désordre épouvantable. Plusieurs ponts lui offraient leurs débouchés; mais, comme l'extrême terreur engendre souvent l'extrême concentration, elle se dirigea tout entière sur le seul pont de Gennape.

Vainement Napoléon, qui s'y trouvait aussi, essaya-t-il de rétablir l'ordre; les fantassins, cavaliers, artillerie, chevaux, voitures, bagages, tout resta dans la plus horrible confusion; et l'on fut obligé, pour laisser écouler la multitude, d'abandonner à ce défilé la plus forte partie du matériel que l'on avait sauvé du champ de bataille. Parmi les voitures abandonnées se trouvait celle qui ordinairement suivait Napoléon. Elle tomba au pouvoir des Prussiens; et ceux-ci y trouvèrent tous ses effets de rechange.

Les pertes éprouvées par les deux partis furent immenses sans doute; mais il est à remarquer, que tout vainqueur qu'il était, l'ennemi eut bien plus de monde que nous à regretter. Voici comment un savant général français a établi pour chaque armée les pertes de la campagne (1) :

ARMÉE FRANÇAISE.

Le 16, à Ligny. . . .	6,800	tués ou blessés.
Aux Quatre-Bras. . . .	4,140	tués ou blessés.
Les 17, 18 et 19. .	18,500	tués ou blessés.
	7,000	prisonniers.
Total. . .	36,448	

(1) Ces calculs ont été établis d'après les rapports officiels de Napoléon, de Wellington et de Blücher.

ARMÉE ANGLAISE (1).

Le 16.	2,884	24,874 tués ou blessés.
Les 17 et 18.	21,990	

ARMÉE PRUSSIENNE.

Pendant la campagne. . . . . . 33,132 tués ou blessés.

Total de la perte des alliés. .	58,006
Report de celle des Français.	36,448
Pertes de l'ennemi en plus.	21,558

Napoléon arriva à Charleroi le 19 à quatre heures du matin, et son premier soin fut de donner les ordres suivans :

Aux équipages de pont et des vivres, de se diriger sur Laon par Avesnes et Philippeville ;

(1) Le ministère anglais, voulant sans doute consoler les habitans de Londres des pertes immenses que venait d'éprouver la nation britannique, fit faire une exposition pompeuse d'objets prétenduement trouvés sur le champ de bataille de Waterloo. Parmi ces objets on remarquait :

L'épée que Bonaparte portait dans l'action ;

Le bâton du maréchal Ney ;

La garde-robe de l'impératrice Marie-Louise ;

Les sabres et les baudriers dont les beys avaient fait présent à Bonaparte quand il était en Egypte ;

La garde-robe de Napoléon, que les Prussiens avaient capturée au pont de Gennape.

Pour être convaincu que cette belle exposition n'était qu'une

Aux commandans des places de la Meuse, de se défendre jusqu'à la dernière extrémité ;

Aux généraux Rapp, Lecourbe et Lamarque, commandant en Alsace, à Béfort et dans la Vendée, de se reployer précipitamment sur Paris.

Il se porta sur Philippeville, où il prit encore différentes mesures pour le ralliement de l'armée ; et bientôt après, il partit pour Paris, suivi du duc de Bassano, du maréchal Bertrand, et de ceux de ses aides-de-camp qui ne l'avaient pas quitté. Son but était de prévenir, par sa présence, la commotion politique qui ne pouvait manquer d'éclater ; de diriger sur Laon, qui était devenu le pivot de ses nouvelles opérations, tous les renforts qu'il pourrait rassembler, et de s'y porter lui-même pour recommencer à combattre.

La France se voyait, par la journée du Mont-Saint-Jean, dans une position très-critique ; mais elle n'en était pas à un tel point d'infortune, que

parade ridicule, il suffit de faire cette simple réflexion : Comment se fait-il que la garde-robe enlevée par Blücher se trouve plutôt à Londres qu'à Berlin ? Blücher n'a pu l'offrir à Wellington, parce que de pareils trophées n'appartiennent point au général qui s'en empare. Ils étaient devenus la propriété de la nation prussienne ; et nous ne pensons pas que le roi de Prusse ait laissé échapper la plus belle occasion qu'il eût jamais eu de venger la mémoire du grand Frédéric, dont autrefois Napoléon avait emporté l'épée.

son sort dépendît entièrement d'une bataille perdue sur le sol étranger. Rassemblée le 26 juin sous les murs de Laon, l'armée s'élevait encore à soixante-cinq mille hommes (1); les renforts qui arrivaient de toutes parts réparaient aisément les pertes éprouvées; tous les soldats du train avaient sauvé leurs chevaux en abandonnant leurs pièces; des parcs considérables se trouvaient sur la Loire; et il restait tant à Paris qu'à Vincennes plus de cinq cents bouches à feu pour remonter l'artillerie: de sorte qu'aux premiers jours de juillet, c'est-à-dire en moins de quinze jours, la France pouvait avoir sur l'Aisne une armée de cent trente mille hommes pour rouvrir la campagne, contre un ennemi déjà affaibli d'un quart, et qui, pour s'avancer, se trouvait obligé de laisser des corps d'observation devant chacune des places fortes qu'il dépassait. Nous ne parlons ici que des moyens dont on pouvait disposer à l'instant. Il en est d'autres qui eussent balancé les destins de l'Europe, au cas même où toutes les armées de l'Europe se seraient vues rassemblées sur les frontières de France.

Napoléon comptait fortement que, pénétrées des vrais intérêts de la patrie, les chambres met-

(1) Le corps du maréchal Grouchy venait de se réunir au gros de l'armée.

traient toutes les ressources possibles à sa disposition; il se trompait. A peine fut-il arrivé, qu'elles se déclarèrent en insurrection, méconnurent son autorité, et vouèrent aux peines portées contre les traîtres, quiconque entreprendrait ou de les suspendre, ou de les dissoudre. Dans cette cruelle conjoncture, plusieurs partis s'offraient à Napoléon; mais comme tous ceux qui tendaient à ressaisir l'autorité compromettaient sa gloire, il se détermina pour le seul qui la laissât intacte. On devine qu'il s'agit ici de sa seconde abdication: « Français, dit-il (1), en commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et sur le concours de toutes les autorités nationales : j'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi.

» Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir réellement voulu qu'à ma personne! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils sous le titre de *Napoléon II, empereur des Français*.

(1) Déclaration publiée le 22 juin 1815.

» Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil du gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les chambres à organiser sans délai la régence par une loi.

» Unissez-vous tous pour le salut public, et pour rester une nation indépendante. »

C'est dans cette grande circonstance qu'éclata toute la force de sa réputation. A peine son abdication fut-elle connue, que l'armée retomba de la nouvelle ardeur qui l'animait, au comble de l'abattement, et que les généraux ennemis, dont le plan paraissait être d'attendre à la frontière toutes les armées de la coalition, marchèrent sur Paris avec une rapidité supérieure encore à celle qu'ils mettaient à fuir devant nous, lorsque la victoire souriait à nos drapeaux. Pour éviter de rencontrer les soixante-quinze mille Français déjà rassemblés sous les murs de Laon, Blücher et Wellington s'avancèrent sur Paris par la Fère et Compiègne; et ne songeant qu'à se reployer en toute diligence sur la capitale, notre armée regarda comme un succès obtenu d'avoir pu y arriver avant eux.

Dès qu'elle y fut, le maréchal Davoust se mit à sa tête. On s'attendait à voir ce maréchal prendre un parti conforme à la gloire de l'armée et aux intérêts de la France; mais, quoique très en état

de disputer la victoire et d'obtenir ensuite d'honorables conditions, il laissa les généraux ennemis, non-seulement dans la plus profonde sécurité, mais encore absolument maîtres de prendre autour de Paris toutes les positions qu'ils jugeraient convenables à leurs desseins. Napoléon était alors à Malmaison. Il vit l'ennemi se déployer de Saint-Denis sur Saint-Germain, et laisser par cette fausse manœuvre son flanc gauche entièrement à découvert. Aussitôt il dépêcha le général Becker au gouvernement provisoire, pour lui proposer de se mettre comme général à la tête de l'armée française, de fondre avec toutes ses forces sur le flanc et les derrières des alliés, et, satisfait d'avoir donné à la France cette dernière preuve d'amour, de remettre son commandement dans les mains qui le lui avaient cédé : mais, soit qu'il doutât de la bonne foi de Napoléon, soit qu'il eût des raisons secrètes de ne pas tenter une seconde fois la fortune, le gouvernement rejeta sans examen cette offre, qui pouvait nous sauver tant de gloire et tant de millions.

Depuis plusieurs jours, Napoléon balançait à partir. Ce refus l'y détermina, et toute l'armée l'apprit par cette proclamation :

« Soldats !

» Quand je cède à la nécessité qui me force à m'éloigner de la brave armée française, j'emporte avec moi l'heureuse certitude qu'elle justifiera, par les services éminens que la patrie attend d'elle, les éloges que nos ennemis eux-mêmes ne peuvent pas lui refuser.

» Soldats ! je suivrai tous vos pas quoiqu'absent. Je connais tous les corps, et aucun d'eux ne remportera un avantage signalé sur l'ennemi, que je ne rende justice au courage qu'il aura déployé. Vous et moi nous avons été calomniés. Des hommes absolument indignes d'apprécier vos travaux, ont vu dans les marques d'attachement que vous m'avez données, un zèle dont j'étais le seul objet. Que vos succès futurs leur apprennent que c'était la patrie par-dessus tout que vous serviez en m'obéissant, et que, si j'ai quelque part à votre affection, je le dois à mon ardent amour pour la France, notre mère commune !

» Soldats ! encore quelques efforts, et la coalition est dissoute ; Napoléon vous reconnaîtra aux coups que vous allez porter.

» Sauvez l'honneur, l'indépendance des Français. Soyez jusqu'à la fin tels que je vous ai connus depuis vingt ans, et vous serez invincibles. »

Loin de chercher à obtenir par les moyens infaillibles qu'avait du moins indiqués Napoléon, les conditions de paix que la France avait droit d'espérer, le maréchal Davoust plaça la plus grande partie de l'armée dans la plaine de Grenelle; et bientôt après, le gouvernement provisoire signa la capitulation de Paris. Par ce traité, l'armée française se portait derrière la Loire avec son matériel, tandis que les alliés entraient sans avoir combattu dans une capitale qui leur avait si long-temps dicté des lois, et qui, dans l'état formidable où la mettait la présence de l'armée, pouvait si facilement leur en dicter encore. « Ce fut sans doute, dit le général Gourgaud, une des plus honteuses transactions dont l'histoire fasse mention. Que pouvait-il arriver de pis, après avoir donné et perdu la bataille, que de livrer ainsi Paris sans stipulation? Mais le gouvernement provisoire ne déploya ni talent, ni patriotisme, ni caractère. ».

Le Roi rentra dans Paris le 8 juillet, et reprit les rênes du gouvernement.

Nous avons dit que Napoléon avait quitté Malmaison. Il arriva le 3 juillet à Rochefort, de là passa aux États-Unis : son espoir fut trompé sous le rapport de son refuge. Une flotte anglaise bloquait étroitement le port, et il ne vit de moyen

d'échapper à ce nouvel ennemi qu'en s'entourant encore d'un prestige de grandeur. Toujours supérieur à sa fortune, il demanda en ces termes un asile au Prince-Régent d'Angleterre :

« Altesse Royale,

» En butte aux factions qui divisent mon pays, et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir sur les foyers du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois que je réclame de Votre Altesse Royale, comme le plus puissant, le plus constant et le plus généreux de mes ennemis. »

Cette dépêche partit, Napoléon monta sur *le Bellerophon*, et fit voile pour l'Angleterre. Loin d'y trouver l'asile qu'il attendait, il se vit conduit à l'île Sainte-Hélène par ordre des souverains alliés; et c'est sur ce rocher que paraît condamné à terminer sa vie, l'homme pour qui le monde semblait, jadis, avoir des bornes trop étroites.

Il partit, mais non sans avoir appelé de ses droits au tribunal de la postérité. Voici l'acte qu'il lança contre le gouvernement anglais :

« Je proteste souverainement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violation de mes

droits les plus sacrés, en disposant par force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellerophon*. Je ne suis pas prisonnier : je suis l'hôte de l'Angleterre.

» Aussitôt assis à bord du *Bellerophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement, en donnant des ordres au capitaine Maitland de me recevoir, ainsi que ma suite (1), n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon.

» Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler à l'Europe, de leur loyauté, de leurs lois, de leur liberté. La foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellerophon*.

» J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement dans son infortune chercher un asile sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve

(1) On distingue parmi les personnes qui la composaient:
Le maréchal Bertraud,
La comtesse son épouse,
Le général Savary,
Le général Lallement,
Le général Gourgaud,
Le général Montholond-Sémonville,
La comtesse son épouse,
Le comte de Las-Cases.

pouvait-il donner de son estime et de sa confiance? Mais que répondit-on en Angleterre à tant de magnanimité? On feignit de tendre une main secourable à cet ennemi; et, quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola. »

Un témoin rapporte qu'en partant pour Sainte-Hélène, Napoléon jeta un dernier regard sur la France, et dit avec un accent douloureux : « *Adieu, terre chérie; adieu, terre de braves! une poignée de perfides de moins, et tu serais encore la maîtresse du monde!* »

OPÉRATIONS DU DEUXIÈME CORPS D'OBSERVATION.

CEPENDANT les divers corps qui n'avaient pris aucune part à la bataille du Mont-Saint-Jean, tels que ceux d'observation et le cinquième de la grande armée, n'en continuaient pas moins de défendre avec courage les postes importans qui leur étaient confiés. Voici quelle était la composition du 2.me, commandé par le général Lecourbe :

Infanterie de ligne . .	2400	6800 hommes.
Garde nationale d'élite	3500	
Cavalerie.	900	
Pièces de canon. . . .	30,	dont 6 d'artill. légère.

Cinquante mille hommes, commandés par le

comte de Colloredo, débouchèrent par la Suisse, et, s'appuyant de leur nombre, essayèrent de couper à Lecourbe toutes les communications avec les autres corps français qui pouvaient le protéger, et de s'ouvrir un passage par les routes nombreuses qui viennent aboutir à Belfort. Leur première attaque se fit le 26 juin, près de Bâle. Tandis que de nombreuses colonnes repoussaient ceux de nos détachemens qui éclairaient les routes de Ferrette, de Mulhausen et d'Ottingen, quinze bataillons d'infanterie et cinq régimens de cavalerie, que soutenaient six bouches à feu, se jetèrent avec impétuosité sur la division chargée de défendre les premiers villages de la rive gauche du Rhin. Le lieutenant-général Abbé les reçut de la manière la plus intrépide; mais quelque desir qu'il eût de garder ses positions, il dut les céder à la supériorité du nombre, et il se retira successivement sur Tagsdorff, Altkirch et Dannemarie. C'était le 27 juin. A peine fut-il dans ce dernier endroit, que quatre mille hommes vinrent l'y attaquer. D'abord, il céda le village; mais ayant ensuite formé le cent deuxième régiment en colonnes d'attaque, il reprit sa position et mit les alliés dans une déroute complète. Après ce glorieux combat, toute la division se rassembla derrière la Largue, pour y passer la nuit.

L'ennemi profita de l'obscurité pour déborder nos ailes, et cette manœuvre obligea le général Abbé à continuer son mouvement rétrograde. Sans cesser pour cela de combattre, il se retira sur Chavannes; mais l'ennemi, en l'y débordant, le força bientôt de se replier sur Foussemagne. Attaqué de suite, ce général, après une défense héroïque, fut définitivement contraint de se retirer sur Fray, seule position tenable devant un ennemi dix fois supérieur en nombre.

Le maréchal-de-camp Meuziau, détaché sur Delle, avait chassé les alliés des postes de Faverois, Rechely et Courtelevant. Le brave colonel Moncey fit des merveilles avec les jeunes hussards, et le bataillon du soixante-deuxième, sous les ordres du chef de bataillon Poinsignon, s'y couvrit de gloire. Après avoir poussé des reconnaissances sur les routes de Porentruy, Fatterhauzen et Lepoix, le général Meuziau vint prendre position à trois quarts de lieue en avant des redoutes avancées de la ville.

Le chef de bataillon Feisthamel, à la tête de quatre cents conscrits de Saône-et-Loire, se trouvait à Roppes, village à deux lieues de Belfort. Sa position isolée devant un ennemi nombreux, inquiétait ses jeunes soldats. Pour leur inspirer de la confiance dans leurs forces, il feignit de se

retirer précipitamment avec son bataillon ; l'ennemi, qui crut qu'il abandonnait sa position, s'avança imprudemmnent pour l'occuper. Feisthamel, qui avait caché son bataillon dans le village, le chargea avec impétuosité, et le culbuta à une lieue de là. Furieux de leur défaite, les alliés se décidèrent à l'attaquer vivement. Le lendemain, 1.er juillet, la brigade du général autrichien Frœli, soutenue par trois pièces d'artillerie, force le passage et cerne le bataillon. Son jeune chef le forme en carré, bat en retraite, et s'arrêtant de temps en temps pour résister aux charges répétées de la cavalerie, il a la gloire de ramener à la position d'Offemond une poignée d'hommes qui eussent dû mille fois être enlevés.

Il se passait ailleurs d'autres événemens. Jugeant inutile l'occupation des retranchemens de Bourogne, qu'il avait su conserver jusqu'à ce jour, le général Bertrand quitta ce point isolé pour se rapprocher de la ligne d'opérations ; et, de leur côté, voyant de l'imprudence à le laisser communiquer avec le corps dont le général Lecourbe s'était réservé le commandement immédiat, les alliés débouchèrent en masse pour s'interposer entre les deux corps français ; mais Lecourbe s'ébranle, et bientôt cette nuée d'ennemis s'abandonne, pour fuir, à toute la confusion

d'une déroute. Notre bonheur fut aussi variable que glorieux. Le lendemain, l'ennemi revint en si grand nombre, qu'en un instant toute notre ligne se trouva engagée depuis Roppes jusqu'à Chevremont. Il avait le projet de nous couper la route de Montbéliard, et déjà celles de ses troupes qui n'étaient point en ligne avaient fortement débordé notre droite. Soudain le général Rambourg se précipite sur les masses ennemies, et fait changer la fortune; mais bientôt celles-ci sont soutenues par des renforts qu'elles n'attendaient pas, et renversent à leur tour nos bataillons qui se croyaient vainqueurs. Ils fuyaient, lorsqu'un brigadier de gendarmerie, nommé Prost, arrache une caisse des mains d'un tambour, bat la charge, et seul retourne à l'ennemi. Ce trait d'audace enflamme le soldat; il fond sur les Autrichiens victorieux. Le colonel Jacquet, à la tête du cinquante-deuxième, s'avance au même instant, se rend maître du village, et arrête l'ennemi.

Pendant que ces choses se passaient, le général Meuziau, qui occupait Montbéliard, ayant appris que l'ennemi cherchait à le déborder et à lui couper la route de Béfort, quitta précipitamment Montbéliard, sans en prévenir le général Lecourbe; et, au lieu de se replier sur la route de Béfort, se jeta sur Lure, où il resta quelques

jours dans l'incertitude. Ce mouvement pensa compromettre le général Bertrand, qui marchait sur Montbéliard, et qui le trouva occupé par l'ennemi; mais le général Saint-Hilaire arriva à temps pour le secourir, jusqu'à l'arrivée du général Lecourbe, qui rétablit un peu la position de nos troupes, depuis quelque temps désavantageuse sur ce point.

COMBAT SOUS BÉFORT,

GAGNÉ

PAR LE GÉNÉRAL LECOURBE.

(4 juillet.)

La journée du 4 juillet offrit aux yeux des nombreux Autrichiens qui entouraient Béfort ce que peut le courage bien guidé. L'ennemi attaqua la petite armée française de quatre côtés à-la-fois. Sur la route de Giromagny, le lieutenant-général Saint-Clair fut grièvement blessé dans une reconnaissance qu'on poussa pour s'assurer que les alliés manœuvraient de manière à nous intercepter, par Lure, la route de Paris. Ce brave général, qui a déployé beaucoup de talens pendant cette courte campagne, fut remplacé, dans cette reconnaissance, par le général Montfort, chef de l'état-major, qui l'accompagnait, et qui montra, dans cette opération, toute la prudence et le courage dont le général Lecourbe donnait un si bel exemple à ses troupes.

Le bataillon du commandant Feisthamel, qui occupait la lisière du bois qui est en arrière d'Offemond, fut attaqué par une brigade de cavalerie hongroise. Vainement ces jeunes braves étaient

COMBAT SOUS BÉFORT

[illegible]



Dessiné par Gudin — *Gravé à l'Eau-forte par Couché fils* — *Terminé par Bovinet*

COMBAT SOUS BÉFORT,

Gagné par le Général Lecourbe, le 4 Juillet 1815.

passés tout-à-coup de la crainte à l'intrépidité; ils furent renversés, et leurs flots tumultueux s'écoulaient sur un pont qui était leur seule retraite, lorsque Feisthamel fit volte-face, et força l'ennemi de s'arrêter court. L'infanterie autrichienne avait immédiatement occupé le taillis; pour l'en débusquer, Feisthamel fit avancer une brigade de douaniers qu'il laissa à la garde du pont, marcha avec son bataillon sur l'ennemi, et le mit en fuite. Il se disposait à enlever le village d'Offemond, lorsqu'il fut blessé. Le général Montfort, qui arrivait dans le moment avec le deuxième bataillon du Jura, l'attaqua de suite, et bientôt après, le général Lecourbe parut avec un régiment de cavalerie. Il mit l'épée à la main à la tête de son état-major, fondit sur les hulans et les enfonça. Aussitôt deux pièces de canon, habilement placées sur *Pierre-la-Miotte,* par le chef de bataillon Dufour, sous-chef d'état-major, achevèrent la déroute des alliés.

Au moment où la fortune nous devenait favorable sur ce point, l'ennemi nous pressait vivement sur d'autres. Le lieutenant-général Abbé contenait l'ennemi, qui tentait de le déborder pour s'emparer des redoutes, et nous enfermer dans la place. Les gardes nationaux de la Haute-Saône, guidés par leur intrépide chef, le major

Morelli, rivalisèrent de gloire avec les troupes de ligne, et, sur ce point, l'ennemi n'obtint également que le léger avantage que d'incendier quelques maisons de Perouze.

Le général Castex, qui occupait Bavilliers, avait aussi sur les bras bon nombre d'Autrichiens qui engagèrent avec lui une vigoureuse canonnade. Le général Lecourbe, après avoir assisté à tous les combats, et donné des ordres aux généraux Abbé et Montfort, s'y porte au galop, fait battre la charge, et repousse l'ennemi. Un carré de grenadiers hongrois, composé de l'élite de l'armée de Colloredo, fort de six cents hommes, marchait au pas de charge sur la redoute Gudin; elle en était à deux cents pas (1), lorsqu'un escadron de chasseurs du treizième régiment le chargea à fond et l'enfonça. Ils se défendirent vaillamment; mais quelques-uns seulement échappèrent à la mort, et regagnèrent la colonne qui s'avançait pour les soutenir. Quelques gardes nationaux étaient sortis de la redoute pour prendre part à ce glorieux fait d'armes. L'adjudant com-

(1) Le général Colloredo avait promis de fortes récompenses pécuniaires à ceux qui entreraient les premiers dans la redoute.

On se rappelle, à cette occasion, la réponse d'un officier français à un Russe qui lui disait : « *Vous vous battez pour de l'argent, et nous pour l'honneur.* » — « *Chacun se bat pour ce qui lui manque,* » lui répondit le Français.

mandant Desrivaux, chef d'état-major de la cavalerie, entra un des premiers dans le carré. L'ennemi, étonné de tant d'intrépidité, n'osa plus rien entreprendre de sérieux, et resta quelque temps dans l'inaction.

Le colonel Segauville, qu'on avait envoyé à Vesoul pour en ramener des vivres, y trouva le général Meuziau ; il joignit ses troupes aux siennes, et ils se dirigèrent bientôt sur Béfort avec cent soixante voitures. Lecourbe, instruit qu'ils approchaient, fit attaquer vivement les villages d'Essert et de Bavilliers. L'ennemi s'y porta en force, et le convoi profita du moment où la route de Lure fut dégarnie pour entrer dans la ville, et le chef de bataillon Marc, avec deux cent cinquante hommes, dispersa bientôt les hussards de Blanckenstein qui voulaient s'opposer au passage.

Les alliés parvinrent à compléter l'investissement de la place, et le général Lecourbe les fit encore attaquer le 11, avec succès, pour ouvrir un passage au général Delorme, qui arrivait de Besançon avec un convoi de vivres.

La nouvelle de la rentrée du Roi dans Paris étant parvenue sur ces entrefaites à Colloredo, il se hâta d'en faire part au général français. Un armistice fut bientôt conclu, et Lecourbe en dicta toutes les conditions ; entre autres, que l'en-

nemi serait obligé de faire entrer tous les jours dans Béfort quinze mille rations de vivres et de fourrages; preuve certaine que l'ennemi nous avait crus de ce nombre pendant toute la campagne.

Ainsi, six mille huit cents hommes, bientôt réduits à quatre ou cinq mille par les combats, avaient constamment repoussé les efforts de cinquante mille Autrichiens, qui avouèrent eux-mêmes avoir laissé dix-sept mille hommes sur les différens champs de bataille. Mais la patrie eut bientôt à déplorer la perte du vaillant général Lecourbe, qui mourut par suite des fatigues de la campagne. En cela son desir ne fut pas accompli; car il disait souvent : *Je ne demande qu'à mourir sur un champ de bataille.* Une de ses grandes maximes était, *qu'un bon général devait se regarder comme le père d'une grande famille, et être aussi avare du sang de ses soldats que du sien propre.* Aussi, loin de le prodiguer, il possédait le rare talent de n'attaquer qu'à propos, et de profiter habilement du terrain pour éviter l'artillerie.

OPÉRATIONS DU CINQUIÈME CORPS D'ARMÉE.

Fort de dix-sept mille hommes, dont deux mille de cavalerie, ce corps montrait une ardeur égale à celle du reste de l'armée, lorsque la fatale nouvelle des désastres du Mont-Saint-Jean vint convertir en terreur ces précieuses dispositions. Un ennemi trois fois supérieur en nombre s'avançait alors contre le corps français. « *Soldats,* dit le général Rapp aux hommes découragés, *vous voulez fuir, et les Autrichiens s'avancent! Ah! que les lâches nous abandonnent, je le leur permets; mais que les braves jurent ici de ne quitter ni leurs aigles, ni leur général.* » Un cri d'honneur se fit entendre, et les soldats demandèrent de retourner à l'ennemi; mais comme, dans une telle conjoncture, il devenait important de garantir Strasbourg, Rapp décida que le corps d'armée se reploierait à l'instant sous les murs de la place.

Ce mouvement opéré, l'ennemi se présenta. Il était fort de cinquante mille hommes, et soutenu par une formidable artillerie. Soudain le feu commença, et bientôt il s'étendit, avec une prodigieuse activité, sur toute la ligne : c'était le

28 juin. Vainement le prince de Wurtemberg essaya-t-il d'isoler nos divisions pour les écraser séparément : Rapp sut concentrer les siennes, et opposer à la supériorité du nombre les ressources toujours nouvelles du génie et de l'audace. L'ennemi fut tellement battu, et sa déroute fut si complète, que le prince y perdit non-seulement trois mille hommes et les bagages de son armée, mais encore ses domestiques, ses chevaux et ses propres équipages. On ne sait ce qu'il serait devenu lui-même, si trente mille Russes arrivés de Weissembourg comme pour le sauver, n'eussent fait sentir au général français, qu'abuser de la victoire serait compromettre le salut des vainqueurs. Rapp se retira vers le champ de bataille. Qu'y trouva-t-il ? Dés sanglots et des pleurs ; non parmi ces braves, qui ont fait à leur patrie l'inestimable sacrifice de leur existence, mais parmi ces bons villageois, qui, ne connaissant de la guerre que les calamités, n'adressaient au ciel des vœux que pour la paix. L'ennemi avait tourné contre eux tous les traits de sa rage : leurs maisons, leurs moissons, leurs troupeaux n'étaient plus qu'un tas de cendres, de ruines et de débris : vengeance que désavoueraient des hordes sauvages, si elles eussent eu la bassesse de s'y livrer.

Cependant chaque instant augmentait les

forces de l'ennemi. Déjà son effectif était de soixante-dix mille hommes, et de nouveaux détachemens arrivaient encore de toutes parts. Malgré tant d'avantages, le prince de Wurtemberg douta qu'il lui fût possible d'enlever Strasbourg par les armes, et recourut à la séduction. Pour y parvenir plus sûrement, il jeta les yeux sur le pasteur de Wendenheim, qu'il ne savait point animé de tout le patriotisme qui l'animait en effet. *Connaissez-vous le général Rapp?* lui dit-il, — *Oui, monsieur.* — *Vous chargeriez-vous d'une mission près de lui?* — *Assurément, si elle n'avait rien de contraire aux intérêts de mon pays.* — *Eh bien! allez lui dire que s'il veut me livrer Strasbourg pour le roi de France, il verra pleuvoir sur lui les biens et les honneurs.* — *Monseigneur, le général Rapp est Alsacien, et par conséquent bon Français; jamais il ne consentira à déshonorer ses travaux militaires. Au surplus, que votre altesse daigne me dispenser d'une mission que je ne me sens pas fait pour remplir selon ses vues.*

Etonné, confondu d'avoir inutilement proposé une bassesse, le prince ennemi chercha d'autres agens, et fut plus heureux. Le général Vacquant se chargea de la missive, mais avec la qualité légale de parlementaire. Pour éblouir le gouverneur

de Strasbourg, il se présenta ayant à la boutonnière un ruban blanc et une fleur de lis. *Venez-vous de la part du roi de France?* lui dit le général Rapp. — *Non, général.* — *Eh bien! retournez dire à qui vous envoie, que je ne rendrai la place que lorsque mes soldats auront mangé des cuisses autrichiennes, comme ceux que j'avais à Dantzig en ont mangé de Russes.*

Importuné des propositions inconvenantes qui lui arrivaient de toutes parts, Rapp fit exécuter, le 6 juillet, une reconnaissance générale. Cette expédition, dans laquelle divers postes de cavalerie furent taillés en pièces, fit prendre les armes à toute l'armée autrichienne. Elle resta sur le *qui vive* jusqu'à ce qu'elle eût acquis la certitude de notre éloignement.

Deux jours après, Rapp, dans l'intention de protéger la place de Phalsbourg, prit avec lui sa cavalerie et la division Albert, partit vers trois heures du matin, marcha dans le plus grand silence, fondit tout-à-coup sur les Autrichiens, dans le camp retranché qu'ils avaient assis près d'Oberhauzbergen. Jamais désordre ne fut ni plus affreux, ni plus sanglant. Des régimens entiers y furent taillés en pièces, et plusieurs généraux, qui reposaient avec sécurité, eurent à peine le temps de s'échapper en chemise. Fatigué de

carnage, Rapp ordonna la retraite. Elle fut aussi noble qu'imposante. Revenu de sa surprise, l'ennemi tenta plusieurs fois de nous faire entamer par sa cavalerie; mais constamment accueillis par des décharges à bout portant, ses nombreux escadrons s'affaissèrent devant nos carrés, comme pour rendre hommage à la valeur française. Le général Laroche les conduisait. Il fut atteint d'une balle, et tomba sous les pieds des chevaux : *Sauvez-moi*, criait-il à nos soldats; *je servais autrefois dans vos rangs*. La valeur fut toujours compagne de l'humanité; nos braves le dégagèrent, et le rendirent aux siens.

Voyant qu'ils ne pouvaient s'emparer de Strasbourg par la force des armes, les alliés cherchèrent à se ménager des intelligences dans la place. Ils y firent sourdement circuler des bruits de trahison, et les accréditèrent d'autant plus facilement, que les mots de perfidie et de Waterloo étaient devenus inséparables dans l'opinion publique. Plusieurs circonstances affermirent le soldat dans ses sinistres soupçons; nous voulons dire l'ordre que le général Rapp reçut du gouvernement de licencier l'armée, de renvoyer chaque homme isolément, sans argent et sans armes, de livrer à des commissaires russes dix mille fusils tirés de l'arsenal de Strasbourg, et d'entrer, pour

ces divers objets, en correspondance avec l'ennemi. On pouvait rassurer la troupe sur la fidélité de son chef; mais il était plus difficile de lui persuader qu'elle devait retourner dans ses foyers sans solde et bras battans. Rapp cependant parvint à la tranquilliser, en assurant qu'il venait de solliciter du gouvernement la révocation de cet ordre. L'un des aides-de-camp de ce général, le chef d'escadron Marnier, était en effet parti pour Paris; mais tous ses efforts n'eurent pour résultat que l'obtention d'une traite de quatre cent mille francs sur la caisse de service. Alors les mécontentemens éclatèrent; et, malgré les nombreux efforts que fit le général Semélé pour engager les autorités civiles à ouvrir un emprunt dans Strasbourg, l'indiscipline devint en peu de jours une rébellion manifeste. Les officiers eux-mêmes y prirent une part active. Plus de soixante d'entr'eux s'assemblèrent dans un des bastions de la place, et rédigèrent, en ces termes, une déclaration dont ils résolurent de ne pas se départir :

« Au nom de l'armée du Rhin, les officiers, sous-officiers et soldats n'obéiront aux ordres donnés pour le licenciement, qu'aux conditions suivantes :

» Art. 1.er Les officiers, sous-officiers et sol-

dats ne quitteront l'armée qu'après avoir été soldés de tout ce qui leur est dû.

» Art. 2. Ils partiront tous le même jour, emportant armes, bagages, et cinquante cartouches chacun. »

Cette pièce, dont nous ne donnons qu'un faible extrait, fut immédiatement portée au général Rapp. Malade depuis quelque temps, il était alors au bain. Cinq officiers entourent la baignoire, et notifient leur volonté. *Quoi! messieurs,* s'écrie le gouverneur, *vous voulez m'imposer des conditions! vous refusez d'obéir! des conditions, à moi!* et arrachant aussitôt le papier des mains de l'orateur, il force la députation à se retirer confuse.

Réunis au nombre de cinq cents, les sous-officiers attendaient son retour. Le mauvais succès de sa démarche ne les étonna point; depuis longtemps ils savaient que la crainte n'avait aucun empire sur l'esprit guerrier du général Rapp; mais comme, dans les révolutions, il faut périr ou triompher, ils nommèrent l'un d'eux, le sergent Dalouzi, du septième régiment d'infanterie légère, gouverneur de Strasbourg. Par ce coup hardi, Rapp se trouva déchu de son autorité, et chacun fut à l'abri de ses ressentimens.

Quelques talens, de l'audace, et surtout une élocution facile, avaient réuni sur Dalouzi tous les suffrages de la garnison. *Vous voulez être payés?* dit-il; *si vous jurez de m'obéir, de vous abstenir de tout désordre, de faire respecter les propriétés, de protéger les personnes, je jure que vous le serez avant vingt-quatre heures.* Chacun en fit le serment par des acclamations, et Dalouzi réorganisa sur-le-champ les troupes dont il venait d'être fait général en chef. Il choisit, pour les premiers grades, les sujets qu'il trouva les plus capables dans les grades inférieurs, et nomma son chef d'état-major, le tambour-major du cinquante-huitième régiment, plutôt parce qu'il lui connaissait un vrai mérite, que parce qu'ils allaient tous les jours ensemble faire des libations à la cantine.

Instruit de la révolution qui venait de s'opérer, le gouverneur s'habilla précipitamment, et courut se montrer aux rebelles. Loin d'en être intimidés, ils croisèrent baïonnettes sur sa personne, et plusieurs crièrent même qu'il fallait lui trancher la vie. *Tirez! tirez!* disaient-ils; *il a vendu l'armée. Rangez-vous, que nous tirions dessus; c'est un perfide, c'est un traître; il nous vole, il nous livre à l'ennemi.* Il est à croire que Rapp aurait péri dans cette révolte, sans le groupe de

mutins dont il était constamment environné. Un obusier prêt à faire feu s'attachait à ses pas. Rapp court au canonnier : *Que veux-tu faire, misérable? veux-tu me tuer? Tiens, mets le feu, je suis à l'embouchure.* Tant de courage étonne les plus acharnés, et le gouverneur se décide à rentrer dans son hôtel. Il y fut à l'instant cerné par une force établie pour s'assurer de sa personne ; on leva les ponts, et l'on déclara formellement aux généraux ennemis que la place saurait toujours faire une vive résistance, malgré les dissensions qui éclataient dans ses murs.

Dalouzi tenait, sur la place d'armes, son état-major en permanence, et avait près de lui deux commissions formées par ses soins ; l'une, de fourriers, pour les vivres ; l'autre, de sergens-majors, pour les finances. Il doubla tous les postes, et renforça la ligne extérieure ; défendit, sous peine de mort, qu'on se livrât au pillage, et prit des mesures pour que, de six heures en six heures, l'armée fût instruite de sa situation. Comme il avait eu soin de s'emparer du télégraphe, il n'était point à craindre que des malveillans instruisissent l'ennemi des événemens qui se passaient dans la place.

Il manda le receveur-général, l'inspecteur aux revues et le conseil municipal. Après avoir tra-

vaillé avec eux sur l'administration des finances et la police intérieure, il se rendit à l'hôtel de l'ancien gouverneur avec cinq généraux-sergens. *Que me voulez-vous encore?* leur dit le général Rapp; *vous êtes indignes de porter l'uniforme français. — Nous demandons ce qui nous est dû, le prix du sang que nous avons versé. L'armée est en révolte, il est vrai; mais elle nous obéit, et ne rentrera dans l'ordre que quand elle sera satisfaite. — Il n'y a pas suffisamment d'argent en caisse pour vous faire payer même de vos masses; j'ai envoyé un aide-de-camp à Paris; il a vu les ministres, mais on n'a pu lui remettre que quatre cent mille francs : puis-je vous en donner davantage? — L'armée veut être payée. — C'en est trop; retirez-vous. — Prenez garde à vous, général; les têtes sont montées. — Eh! que m'importe à moi ce que vous et vos soldats pouvez faire? Je vous répète que vous n'aurez que les fonds qui vous sont destinés. N'espérez jamais me contraindre à faire ce que mon devoir me défend. — Général, les soldats peuvent vous conduire à la citadelle; ils peuvent même vous fusiller.... — Je préfère la mort à l'infamie. Sortez de chez moi; vous êtes les ennemis de l'ordre; vous êtes les instrumens d'une conspiration que vous ne con-*

naissez pas.... Les Autrichiens sont peut-être d'accord avec vous....... Je vous rends responsables de tout ce qui peut arriver....... Vous m'avez entendu, sortez; je rougis de converser avec des rebelles. Ils sortirent en effet, mais sans que rien pût ébranler leur détermination.

Cependant les habitans éprouvaient, sur les suites de cette insurrection, de véritables inquiétudes. Jusqu'alors le droit des gens avait été pleinement respecté; mais était il probable qu'une armée révoltée contre ses chefs légitimes, restât long-temps dans les bornes de la modération? Ils frémirent des malheurs dont ils étaient menacés, tinrent conseil entre eux, et se déterminèrent à compléter la somme nécessaire pour solder l'armée. Informé de cette circonstance, Dalouzi, que nous appellerons désormais le général *Garnison,* parce que ses camarades le nommèrent solennellement ainsi; *Garnison,* disons-nous, envoya son chef d'état-major près des autorités municipales, pour régler avec elles la répartition de l'emprunt. Les sacs d'argent arrivèrent, et chaque chef de corps eut ordre de présenter ses états de solde à la commission chargée de les acquitter. *Tout va bien,* dit *Garnison* dans un ordre du jour; *les habitans financent, et les paiemens sont commencés.* Afin de prévenir

tout désordre, on fit rentrer de bonne heure les troupes dans leurs quartiers, on illumina la ville, et de nombreuses patrouilles circulèrent nuit et jour dans les rues.

Il est une classe d'hommes qui, n'ayant rien à perdre, attendent les bouleversemens politiques comme un cultivateur attend ses moissons. Strasbourg en était infecté; et, dès que les esprits paraissaient se calmer, ces boutes-feu soufflaient sur la cendre pour rallumer l'incendie. A force d'artifice, ils décidèrent les plus mutins à attenter aux jours du général Rapp. Déjà un domestique de cet officier supérieur périssait sous leurs coups, lorqu'on apprit que l'ennemi resserrait ses cantonnemens, et se préparait à attaquer la place. Cet incident glaça la rage des assassins, et Rapp fut sauvé. On doit ici rendre justice au général *Garnison :* c'est à la sagesse des mesures qu'il a prises que la ville de Strasbourg doit la tranquillité dont elle n'a cessé de jouir pendant l'effervescence. On le voyait fréquemment avec son état-major, et toujours en costume de sergent, parcourir la ville à cheval pour s'assurer de l'exécution de ses ordres.

Les paiemens étant terminés, et l'armée n'ayant plus rien à prétendre, *Garnison* retira les troupes qui cernaient l'hôtel du gouverneur, ordonna

aux divers corps de se rassembler sur la place d'armes, les passa en revue, et leur adressa cette proclamation :

« Soldats de l'armée du Rhin !

» La démarche hardie qui vient d'être faite pour vous solder a compromis les jours des défenseurs de vos droits. Si quelque chose peut encore les sauver, c'est votre bonne conduite, votre résignation, votre excellente discipline : les leur refuserez-vous ?

» Les officiers-payeurs ont entre leurs mains tout ce qui vous est dû ; la garnison rentrera à sa première place, les postes resteront jusqu'à ce que le général en chef en ait autrement ordonné. A la rentrée des corps dans leurs quartiers respectifs, les sergens-majors et les maréchaux-des-logis prendront note des colonels qu'ils ont à payer pour faire peser les retenues d'usage sur qui de droit. Les troupes attendront les ordres qui seront incessamment donnés pour leur licenciement, et toutes se disposeront à réintégrer dans les magasins de l'état les effets et les armes qu'elles n'ont pas le droit d'emporter. Je veux que l'on puisse dire après notre départ : *Ils se mutinèrent un instant, mais l'honneur les guida toujours.* »

Ayant fait défiler tous les corps, le général *Garnison* fut à leur tête arborer le drapeau blanc, et rendant au général Rapp son autorité ravie, il reprit de lui-même son grade de sergent au septième régiment d'infanterie légère. Que conclure de ce fait, sinon que Dalouzi était de la trempe de ces hommes que la nature semble avoir mis sur la terre pour commander aux peuples?

Le général Rapp, admirant la manière, en effet admirable, avec laquelle ce brave avait su maintenir l'ordre au sein du désordre même, n'usa pas du droit qu'il avait de le faire juger comme chef de complot; et loin de l'accabler du poids de ses ressentimens, il le combla des éloges qu'il avait mérités. Ici c'est Rapp qui s'honore; mais dans ce preux, il n'est plus de belle action qui puisse exciter l'étonnement. Rapp suivit, pour la reddition de Strasbourg, les ordres qu'il avait reçus et que nous avons rapportés.

SIÉGE D'HUNINGUE.

Des choses non moins extraordinaires se passaient sur les remparts d'Huningue. Cette place qu'Abattucci défendit autrefois avec tant de gloire (1), et qui devint son tombeau à l'instant où la vic-

(1) Voyez la page 359 du second volume.

toire le couvrait de palmes immortelles, venait d'être confiée au général Barbanègre, militaire digne en tout point de son vaillant prédécesseur. Mais dans quel état ce dernier la reçut-il? Délabrée dans ses fortifications, n'ayant qu'une garnison de cent trente-cinq hommes, et menacée par trente mille coalisés qui occupaient la ville de Bâle. L'Empereur avait bien ordonné qu'il fût jeté dans Huningue plusieurs bataillons de gardes nationaux d'élite; mais les malheurs de Waterloo avaient fait échouer ces mesures, et réduit Barbanègre aux seules ressources de son génie et de son courage.

En envahissant la France, l'ennemi n'avait exercé sur les propriétés françaises que les exactions inséparables des hostilités; mais les habitans des cantons suisses, ces antiques amis des peuples qui les paient, montrèrent moins de scrupule et moins de modération. Ils se répandirent en foule dans nos campagnes, et livrèrent au plus affreux pillage ce que la guerre avait épargné.

Indigné d'un tel brigandage, Barbanègre en demanda satisfaction à l'archiduc Jean qui commandait l'armée de siége. Sa plainte ne fut point écoutée. Alors il fit bombarder la ville de Bâle, qui, comme on sait, était dominée par les fortifications d'Huningue. Ce bombardement fit re-

connaître au général français un malheur dont il ne se doutait pas : c'est que, chargés depuis trop long-temps, ses projectiles n'éclataient pas ou éclataient en l'air. Les habitans de Bâle virent notre impuissance et en furent encouragés. Ils portèrent l'infamie jusqu'à détruire, pour le seul plaisir de mal faire, un moulin qui, situé entre les avant-postes des deux armées, ne se liait à aucune opération.

Barbanègre fit recommencer le bombardement : des projectiles mieux préparés produisirent plus d'effet. Bientôt il rendit ravage pour ravage, et ces mêmes Suisses qui portaient la désolation dans nos campagnes, tremblèrent à leur tour pour leurs propres foyers. C'est alors que l'archiduc essaya d'intimider Barbanègre. D'abord il lui manda que Lille, Douay, Strasbourg et toutes les places frontières s'étaient rendues aux alliés, et que la nécessité faisait une loi au commandant d'Huningue d'ouvrir, ainsi qu'elles, ses portes aux vainqueurs. Comme ces sommations restaient sans effet, l'archiduc menaça des plus cruels supplices le général assez audacieux pour y résister. Vain moyen : les bombes, les obus, les boulets, les grenades continuèrent d'écraser les murs de Bâle.

Ne pouvant rien obtenir par la ruse, l'archi-

duc convertit le blocus en véritable siége. « Des parcs immenses, dit la relation (1), des quantités prodigieuses de munitions de toute espèce arrivèrent aussitôt pour foudroyer la place. L'ennemi ouvrit la tranchée le 14 août, et cent soixante-seize pièces de gros calibre, divisées en plus de vingt batteries, lancèrent la dévastation et la mort dans les différens quartiers d'Huningue. Cette immense quantité de projectiles partis des points les plus opposés, et se concentrant sur un aussi petit espace, eut bientôt tout détruit. Rien ne put résister à un feu d'artillerie si terrible et aux ravages de la bombe ; les édifices les plus solides tombèrent en ruines, et la ville ne fut plus qu'un monceau de cendres. Mais les habitans et la garnison, bien loin de se laisser abattre, semblèrent s'animer d'une nouvelle ardeur. Pendant que les troupes défendaient les approches de la ville, les bourgeois, organisés en compagnies d'incendie, exécutaient, avec sang-froid au milieu des projectiles lancés sur eux, les divers travaux ordonnés par l'artillerie et le génie. Les enfans et les femmes affrontaient la mort, en transportant des magasins les cartouches et la poudre nécessaires aux combattans.

(1) Précis des opérations des armées du Rhin et du Jura en 1815.

Cependant le feu de l'ennemi ne cessait point. La place entière était la proie des flammes. Une caserne, que le général Barbanègre avait fait blinder avec un soin extrême, était seule à l'épreuve de la bombe. C'était l'unique asile où le sexe et l'âge pussent être en sûreté, et les blessés recevoir quelques secours. Véritable arche de Noé, elle renfermait toutes les ressources de cette population déterminée : c'est là qu'étaient les armes et les subsistances. Le reste des édifices n'offrait aucun refuge où l'on pût espérer d'échapper à la mort; tout était sillonné par les boulets, et couvert d'éclats d'obus et de bombes. La garnison n'avait pas de lieu de rassemblement; les braves qui la composaient étaient obligés de s'échapper un à un, pour courir au-devant de l'ennemi. Ayant chacun plusieurs centaines de toises de terrain à défendre, ils étaient continuellement aux prises avec les Autrichiens et les Suisses, et n'avaient pas un instant de repos. La nuit, ils avaient recours à la ruse pour imposer aux assiégeans. Des postes, composés de deux hommes, se divisaient; l'un des deux s'éloignait à quelque distance; l'autre criait : *Qui vive ?—Ronde-major,* répondait le premier. Cet artifice, souvent répété, faisait croire à l'ennemi que des patrouilles nombreuses circulaient sans cesse, et que la garnison

était considérable. Souvent un factionnaire, en déguisant sa voix et se répondant à lui-même, exécutait le stratagème dont nous parlons.

Tous les efforts de l'ennemi n'avaient encore pu nous chasser de la plaine que gardait notre artillerie, dirigée par le brave chef de bataillon Lallier. Parmi les ouvrages confiés à la défense de la garnison, se trouvait, près du tombeau du général Abatucci, une faible redoute de campagne (1) garnie de deux canons, et seulement défendue par trois canonniers, auxquels on avait joint quelques travailleurs. Comme l'ennemi la convoitait, il la fit attaquer par trois cents volontaires suisses, qui, échouant dans leur expédition, lui firent les honneurs de la tranchée et du bombardement. Une de nos pièces fut démontée, et le feu prit à un amas de munitions. L'explosion qui en résulta mit nos travailleurs en fuite. La seule pièce qui restât dans la redoute continuait à tonner; mais réduits à trois contre trois cents, les braves qui la servaient encore furent eux-mêmes contraints de se retirer. La redoute changea plusieurs fois de maîtres, et finit par rester à l'ennemi.

Cet échec livrait une partie de la plaine à l'ar-

(1) La redoute de Custine.

chiduc, et resserrait conséquemment le cercle de nos opérations. L'audace des Suisses s'en accrut, et ils recommencèrent à dévaster nos campagnes. Barbanègre, quoique plus éloigné de leur ville, n'en persista pas moins dans le projet de les punir. Il fit lancer des bombes à toute volée, et bientôt la garnison de Bâle éprouva elle-même les calamités qui accablaient celle d'Huningue.

Comme l'ennemi ne pouvait intimider les Français, il résolut d'obtenir par le meurtre ce qu'il n'espérait plus de la crainte; il forma des complots pour assassiner Barbanègre, comme autrefois les Anglais l'avaient fait pour détruire, à la Martinique, le général Rochambeau, qui bravait leur fureur avec si peu de moyens et tant de persévérance. Ils échouèrent tous; mais un autre genre de trahison obtint plus de succès : un capitaine de douanes, qui remplissait auprès de Barbanègre, les fonctions d'aide-de-camp, passa à l'ennemi, et éclaira l'archiduc sur tout ce qui pouvait faciliter la prise de la place assiégée. Les lumières qu'il fournit aux assiégeans, dit l'ouvrage déjà cité par nous, hâtèrent de beaucoup la ruine de la forteresse. Depuis long-temps elle n'était plus qu'un amas de décombres, et pourtant elle résistait encore. Tous les efforts d'une armée

formidable, pourvue d'un matériel immense, approvisionnée de tout, et commandée par des généraux expérimentés, venaient échouer près d'une poignée de braves épuisés par les fatigues et les privations.

Irrité d'éprouver une résistance si opiniâtre, l'ennemi redoubla tout-à-coup la vigueur de son bombardement. Les deux tiers de la garnison avaient mordu la poussière, mais l'intrépidité du reste suppléait, par une ardeur inconcevable, à tous les moyens qui lui manquaient. Des nuées de projectiles couvraient les ruines d'Huningue; les cendres de cette ville infortunée se rallumaient pour brûler encore; mais rien n'affaiblissait le zèle de ses vaillans défenseurs. Jugeant cependant que leur intention pouvait être d'éviter les horreurs d'un assaut, l'archiduc leur réitéra la sommation de rendre la place. Barbanègre lui répondit : *Je me soumets à l'autorité du Roi de France; mais comme il est contraire à l'équité qu'un prince autrichien veuille s'emparer d'une ville qui reconnaît pour maître un allié de l'Empereur d'Autriche, je la garde et persiste à m'y défendre.*

Depuis le commencement du siége, le général n'avait pu réunir la garnison. Elle était si faible, que chacun des hommes qui la composaient était

indispensable au poste confié à sa garde. D'ailleurs, il n'y avait pas d'endroit dans la place où il pût la rassembler sans s'exposer à en voir périr une partie misérablement. Lorsqu'il donnait un ordre du jour, il était obligé de commettre un officier qui parcourait toute la ligne pour le communiquer à chacun des soldats individuellement. Cet état de choses eut un terme. L'ennemi suspendit ses attaques, et il devint possible de s'assurer, par une revue, des ravages qu'avait faits la mort parmi ces braves, accoutumés à défier ses coups. Barbanègre ne vit pas sans douleur que de cent trente-cinq hommes bien portans, il ne lui restait que cinquante blessés. Comme il avait assez fait pour la gloire, il connut qu'une plus longue résistance, sans but déterminé, paraîtrait au gouvernement français lui-même, une témérité condamnable, et, le 26 juin, il entama des négociations pour rendre la place avec autant d'honneur qu'il l'avait défendue. L'ennemi recevait alors des renforts nombreux; et ces nouvelles troupes se déployaient, avec les trente mille hommes d'anciennes, sous les remparts de la place, prenant, concurremment, des mesures pour triompher des étonnans efforts de Barbanègre. Les propositions de ce dernier furent accueillies avec transport. L'archiduc autrichien souscrivit à toutes

les demandes du général français, et nos braves eurent la liberté de se retirer derrière la Loire, avec leurs armes et leurs bagages.

Au moment marqué pour l'évacuation de la place, une foule innombrable accourut de tous les pays voisins pour voir défiler l'intrépide garnison qui venait ainsi d'immortaliser son patriotisme. Toute l'armée de siége avait pris les armes. Le prince impérial d'Autriche, les archiducs Jean et Ferdinand, le maréchal Barclay de Tolly, le comte d'Hochberg, plusieurs princesses d'Allemagne, et un grand nombre d'autres personnages illustres, attendaient impatiemment que Barbanègre se montrât. Il parut, couvert de sang et suivi d'une poignée d'hommes ensanglantés comme lui : il semblait n'être qu'entouré de son état-major; mais on apprit bientôt qu'il n'existait rien de plus, et que chacun de nos soldats avait eu six cents Autrichiens à combattre. *J'étais Français*, répondait modestement Barbanègre à tous les éloges dont il était comblé.

On croira peut-être qu'après une action si belle, ce héros reçut dans sa patrie les récompenses qu'il méritait. Cette supposition fait honneur au cœur dont elle émane; mais malheureusement elle n'est qu'une supposition... Loin de se voir élever les statues qu'Athènes et Rome auraient décernées à son

courage, Barbanègre fut traduit devant un conseil d'enquête, pour rendre compte de sa conduite; et, lorsque tout faisait à ses juges un devoir sacré de proclamer sa gloire, ils se bornèrent à déclarer qu'il n'y avait pas motif à accusation. Mais faut-il qu'on s'en étonne? Rome, que nous citons, passa bien un fer brûlant sur les yeux de Bélisaire, à l'instant où le vainqueur du Goth et du Vandale s'attendait à recevoir, dans sa patrie, les honneurs du triomphe.

CONCLUSION.

Nous avons suivi les Français dans toutes les opérations qui mirent le sceau à leur gloire militaire; et, nous ne craignons pas de le demander, quel peuple s'est plus rapidement immortalisé par les armes? quel peuple s'est montré plus généreux dans la prospérité et plus grand dans l'infortune? Aucun siècle, jusqu'à ce jour, ne peut se flatter d'avoir compté tant de héros. En proie à des dissensions intérieures, trahie par ses propres enfans, la France, attaquée subitement, et tout-à-la-fois par dix rois avides de se partager ses dépouilles, les a tous vaincus; leurs têtes superbes ont été forcées de s'incliner devant elle, et ses étendards, qui ont flotté sur leurs palais abandonnés, sont pour la postérité des preuves irrécusables de sa vaillance.

Mais si des jours de deuil ont attristé de si beaux jours, si une obscurité passagère et non humiliante a remplacé tant de splendeur, console-toi, belle France, tu n'es pas vaincue! Le monde entier connaît les causes de ta chute; il les soumet au jugement de tous les âges, et ta gloire s'est encore augmentée dans tes malheurs.

Non, vous ne vous flatterez jamais de nous

avoir subjugués par vous-mêmes, nations que la seule valeur française a tant de fois terrassées. La loyauté qui vous acquit notre estime, dissipera en vous cette illusion si naturelle aux triomphateurs ; déjà même vous reconnaissez que nos plus grands ennemis n'étaient pas seulement dans vos rangs. Vous avez profité des faveurs de la Fortune pour nous imposer les lois les plus dures ; mais ne vous fiez point à cette aveugle déité :

« Plus d'un Cincinnatus, enfant de la Victoire,
Attend, la bêche en main, le signal de la gloire.
Solidaires entr'eux d'efforts et de succès,
Dix Français renaîtront où mourut un Français.
Les anneaux qu'Annibal à Canne eut en partage,
Pourront bien être un jour reconquis dans Carthage ;
Et du chêne abattu, les rejetons nouveaux
Atteindre la hauteur de ses premiers rameaux. »

(E. Dupaty.)

FIN DU SIXIÈME ET DERNIER VOLUME.

AVIS AU RELIEUR

POUR PLACER LES GRAVURES.

TABLE.

CAMPAGNE DE 1814 EN FRANCE.

FIN DE LA TABLE DU SIXIÈME VOLUME.

AVIS AU RELIEUR

POUR PLACER LES GRAVURES

DES TROPHÉES DES ARMÉES FRANÇAISES

DE 1792 A 1815.

TOME PREMIER.

TOME SECOND.

TOME TROISIÈME.

TOME QUATRIÈME.

TOME CINQUIÈME.

TOME SIXIÈME.

